

# L'EXPRESS

Nouvelle-Calédonie : le coût de la colère

Le Coreper, vrai lieu de pouvoir en Europe

Belgique : l'antisémitisme à fleur de peau

Biogaran : la vente controversée d'un labo

## UKRAINE-RUSSIE, ISRAËL-HAMAS

# Les secrets de la diplomatie française



M 01722 - 3804 - F: 6,90 €





**A** 12 g CO<sub>2</sub>/km

B

C

D

E

F

G

\*Voir nos offres sur [www.mercedes-benz.fr](http://www.mercedes-benz.fr) à partir du 01/06/24. Ouverture le dimanche selon autorisation préfectorale. Données 0,5-0,7 L/100 km. Autonomie électrique : 119-132 km. Star Days = Journées étoilées. Mercedes-Benz France - RCS Versailles

Pour les trajets courts, privilégiez la marche



# STAR DAYS

Profitez de nos offres  
du 1<sup>er</sup> au 30 juin\*



Mercedes-Benz



WLTP cycle mixte au 07/05/24 selon homologation en Allemagne conformément à la réglementation en vigueur du GLC 300 e Hybride Rechargeable : **Consommation :**  
622 044 287.

ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer



LA CÔTE D'AZUR,  
GRANDE GAGNANTE DU :

*“On est vraiment  
en France?”*

MERCURE RCS Nantaise 802 036 444 - Crédits photos : Thibault Palloux  
Conception - Hungry and English - Conditions de ventes sur mercure.com

**MERCURE**  
HOTELS

SUPPORTER OFFICIEL  
DE NOS RÉGIONS  
MEILLEUR PRIX GARANTI SUR  
[MERCURE.COM](http://MERCURE.COM)\*



MERCURE  
HOTELS





## SOMMAIRE

## Courrier des lecteurs

- 8 Bourse : merci pour vos conseils ; Une épargne à réorienter...

## Edito

- 10 L'Europe à l'heure de l'hiver démographique

## L'œil de L'Express

- 12 Macron et l'argent magique du budget européen  
12 Industrie : Bercy bricole le thermomètre  
14 Rafah, l'horreur de trop  
14 Donner à l'Ukraine le droit de se défendre

## Le décrypteur

- 16 Le mot de la semaine  
16 Les off de L'Express

## Périscope

- 18 Bardella, une ombre sur l'Europe  
18 Le tour du monde en 6 infos

## Dossier

### 20 Huit mois au cœur de la diplomatie française

Emmanuel Macron se rêve en grand conciliateur planétaire. Sa méthode : parler à tous en tentant de se démarquer des Etats-Unis.

Chaque jeudi,  
recevez L'Express  
chez vous

Abonnez-vous au 0969 325 723



#### L'Express à l'heure des JO

À l'approche des JO, L'Express se mobilise pour vous offrir des contenus décalés. Retrouvez les articles consacrés à l'événement dans l'hebdomadaire et sur la page dédiée sur notre site [Lexpress.fr](https://www.lexpress.fr)



Tous les articles sont disponibles en version audio sur l'application de L'Express. Ce service est réservé à nos abonnés. Pour les autres lecteurs, abonnez-vous sans engagement sur le site de [Lexpress.fr](https://www.lexpress.fr), le premier mois à 1 euro.



## France

### Politique

- 28 Olivier Legrain, le millionnaire dans l'ombre de la gauche  
30 Les leçons du général Lecointre

### Société

- 32 Nouvelle-Calédonie : ce très cher territoire de la République  
34 TOP, le nouvel HPI ?

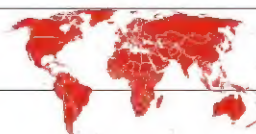
### Sans détour

- 35 La littérature, cette machine à broyer les croyances, par Abnousse Shalmani



## Europe

- 36 Bruxelles Coreper, ce puissant et méconnu lieu de pouvoir  
39 Guerre en Ukraine Kharkiv, cible stratégique de Poutine



## Monde

### Amériques

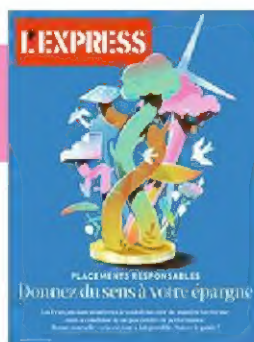
- 40 Mexique Les femmes à l'assaut de la présidence

### Asie-Pacifique

- 42 Taïwan Le nouveau président (déjà) sous forte pression

### Afrique | Moyen-Orient

- 44 Guerre Israël-Hamas « Empêcher un prochain 7 octobre »  
45 Iran Guide suprême de père en fils



Placements responsables :  
donnez du sens  
à votre épargne

Les Français sont nombreux à vouloir investir de manière vertueuse mais sans perdre en performance. Bonne nouvelle : c'est possible. Suivez le guide !

Au centre du magazine, entre les pages 42 et 43

## Economie

- 46 « On ne pourra pas faire l'économie d'un nouveau débat sur les retraites »
- 47 LFI alimente la conspiration anti-finance
- Les (dés)illusions du progrès**
- 50 Quantique : des progrès cumulatifs, des enjeux colossaux, par Nicolas Bouzou

## Patrimoine

- 52 Paris, capitale des arts d'Asie
- 53 Mettre fin à un bail dans les règles
- 53 Spirica crée le premier fonds en euros vert

## Entreprises

- 54 Biogaran : dans les coulisses d'une vente à haut risque

## Climat & Transitions

- 56 Le calcul obsolète du prix de l'eau
- La ligne verte**
- 58 Nucléaire européen : un challenger venu de Séoul, par Cécile Maisonneuve

## Tech & Transformations

- 59 La riposte française à la pénurie de puces
- 60 La réalité virtuelle, alliée surprise des boxeurs



### Nos futurs

- 61 Caissiers, voituriers... La nouvelle délocalisation numérique, par Robin Rivaton

## Sciences & Santé

- 62 Bienfaits des bains glacés : une théorie qui prend l'eau
- 64 L'espoir de la radiothérapie interne

## IDÉES

- 66 Joël Kotek : « La Belgique, un laboratoire de la France si les thèses de Mélenchon l'emportaient... »
- 69 *La Fièvre*, une série prophétique ?
- 70 Emmanuel Macron, ou la stratégie du déni

### Leadership

- 72 Jeffrey Pfeffer : « Si vous voulez réussir sur votre lieu de travail... »

### Sans filtre

- 73 Démocratie : il est temps de reprendre le combat !, par Jean-François Copé

## Evasion

### LIVRES

- 74 Auteurs, éditeurs, libraires : chacun cherche son prix
- 76 L'espion qui m'aimait (le retour)
- 77 Palmarès
- 77 A l'intention des touristes

### ÉCRANS

- 78 Netflix, MyCanal, Prime Video... Quelle plateforme pour qui ?

### ARTS

- 79 Mounira Al Solh délivre Europe

### JEUX

- 80 Mots croisés, sudoku...

## ULTIMATUM

- 82 Y'en a pas un sur cent, par Christophe Donner



Retrouvez la rédaction de L'Express dans *Le Monde de Poincaré* sur BFM Business, tous les lundis de 14 à 15 heures et en replay sur le site.

**L'EXPRESS**

**L'EXPRESS**

**Société editrice :**  
Groupe L'Express  
112, avenue Kléber, 75116 Paris.  
ISSN n° 0014-5270

**Directeur de la publication :** Alain Weill.  
**Directeur de la rédaction :** Eric Chol.

Imprimé en France : Maury Imprimeur SA  
(45330 Malesherbes)

CPPAP n° 0328 C 82839  
Dépôt légal : mai 2024

courrierlecteurs@lexpress.fr

**Service abonnements**  
Vous pouvez nous joindre au **0969 325 723**  
ou par email à [abonnements@lexpress.fr](mailto:abonnements@lexpress.fr)

Adresse postale :  
CS 90006 - 59718 Lille Cedex 9

**Tarifs abonnement France**  
1 an, 52 numéros : 130 € (TVA 2,10 %).  
Pour en savoir plus, vous pouvez joindre notre service abonnements  
au **0969 325 723** de 9 heures à 18 heures du lundi au vendredi.  
**Services diffuseurs n° vert :** 0 805 01 4000

Ce numéro, toutes éditions confondues, a été tiré à 143 740 exemplaires.  
L'Express : cahier n° 1 (édition générale : 84 pages).  
Encart broché cahier thématique, « Spécial Placements » 28 pages sur diffusion abonnés.  
Magazine imprimé sur du papier PEFC (sauf encarts). Origine du papier : Italie et Allemagne ; taux de fibre recyclées : minimum 50 % ; eutrophisation, FToT : 0,004 kg/tonne.



15-31-1002

Carte PEFC



IMPRIM'VERT®







**POUR QUE VOS PROJETS SOIENT  
COMME VOUS : SANS FRONTIÈRES.**

**CRÉER DES PONTS ENTRE LA FRANCE ET L'ÉTRANGER. DEPUIS TOUJOURS AUX CÔTÉS  
DES EXPATRIÉS ET DES DIPLOMATES, LA BANQUE TRANSATLANTIQUE, BANQUE DE  
GESTION PRIVÉE DEPUIS 1881, ACCOMPAGNE AUSSI LES ENTREPRENEURS ET LES  
INVESTISSEURS À L'INTERNATIONAL.**

**BANQUE TRANSATLANTIQUE**  
**UN PONT VERS DE NOUVEAUX HORIZONS**

PARIS BOSTON BRUXELLES COURTRAI HONG KONG  
LONDRES LUXEMBOURG MONTREAL NEW YORK SAN FRANCISCO SINGAPOUR





## Bourse : merci pour vos conseils

Alain Rochat, Lyon (Rhône)

Vous avez raison d'indiquer qu'« il faut investir de manière régulière et automatique ». Placer une même somme en centièmes de fonds communs de placement est en effet mathématiquement très rentable car on achète peu de titres quand ils sont chers et davantage quand ils sont bon marché. Cela est vrai si le Fonds commun de placements (FCP) est stable ou légèrement à la hausse. Exemple concret : je possède un PEA investi en FCP actions France et Europe. J'ai placé 15 000 euros en janvier 2020 et y ai versé 100 euros par mois depuis, soit un total de 20 800 euros.

Sa valeur en avril 2024 est de 26 300 euros... Merci donc pour cet article. Aurélie Fardeau doit écrire plus souvent encore dans votre magazine ! (« *Les Français succombent aux ETF* », *L'Express* du 16 mai.)

## Une épargne à réorienter

Michel Mondamy, Saint-Chamond (Loire)

L'épargne financière française (près de 6 000 milliards) est orientée depuis des années vers les produits de taux (près de 4 000 milliards) au détriment des produits à fonds propres (notamment actions). Il est nécessaire d'agir pour donner à l'épargnant la fierté de participer à une épargne productive. (« *Choose France : sous le tapis rouge, le tas de poussière* », *L'Express* du 16 mai.)

## Deux Etats, oui, mais comment ?

Jean Dhondt, Lacroix Saint-Ouen (Oise)

La solution à deux Etats est, de fait, la meilleure garantie d'une paix durable entre Israël et les Palestiniens. Toutefois, il faudrait pour cela démanteler les

nombreuses implantations israéliennes en Cisjordanie. Lorsque l'on se souvient de la difficulté qu'ont eue les autorités israéliennes pour faire évacuer la bande de Gaza en 2005, l'évacuation de la Cisjordanie semble être une mission impossible. (« *Israël-Palestine : hors de la perspective de deux Etats, point de salut !* par Frédéric Encel », *L'Express* du 16 mai.)

## De quoi Guillaume Meurice est-il le nom ?

Charles Kinski, Nantes (Loire-Atlantique)

Il faut se rendre à l'évidence : les plaisanteries à fort caractère antisémite de Guillaume Dieudonné Meurice n'ont eu pour effet que de le rendre plus populaire. Depuis 2017 et surtout 2022, la France est tout de même un pays où un parti et des activistes d'extrême droite et pro-Hamas peuvent faire tous les jours de l'incitation à la haine raciale et antisémite. Comment est-il possible que les radios publiques participent à ces incessantes campagnes d'incitation à la haine ? Il me semble que se poser la question, c'est déjà y répondre. Car on ne peut pas dissocier les médias

publics de l'Etat auquel ils appartiennent du gouvernement qu'ils servent. (« *Polémique Guillaume Meurice : laissez Desproges tranquille* », dans notre lettre d'information des idées « *Expressions* ».)

## Congé de naissance

Dominique Calmels, Millau (Aveyron)

Emmanuel Macron souhaite un « réarmement démographique ». Fort bien. Cependant, rien ne sera possible tant que les femmes continueront de devoir assumer la majeure partie des tâches ménagères et, surtout, tant qu'elles seront reléguées dans les entreprises après leurs maternités. Si rien ne change, elles continueront à privilégier leur vie professionnelle et feront peu ou pas d'enfant. (« *Elisabeth Badinter : "Si la baisse de la natalité continue à ce rythme..."* », *L'Express* du 16 mai.)

## Bardella, non. Mélenchon, oui ?

Jacky Morelet, Clohars-Carnoët (Finistère)

En lisant votre article « La véritable histoire d'un livre maudit », un pseudo-mélodrame digne des Pieds Nickelés, je me demande cependant si la décision de Franceinfo aurait été aussi brutale si l'interlocuteur de Jean-François Achilli avait été non Jordan Bardella, mais Jean-Luc Mélenchon... (« *La véritable histoire d'un livre maudit* », *L'Express* du 16 mai.)

## Placements responsables

Donner du sens à son épargne est un désir partagé par de nombreux particuliers. Mais le passage à l'acte n'est pas forcément aisé et se heurte à plusieurs craintes : perdre en performance, être confronté à l'écoblanchiment... Pourtant, dans les faits, il existe des façons très diverses d'investir de manière vertueuse, c'est-à-dire éthique, durable, solidaire ou responsable, qui peuvent répondre à toutes les attentes : des fonds ISR au financement

participatif dans les énergies renouvelables en passant par les placements solidaires, l'assurance-vie et plusieurs dispositifs immobiliers. L'industrie est en outre en train de se structurer pour faire preuve de davantage de transparence et mieux rendre des comptes aux épargnants. Et ainsi lever les derniers doutes. Retrouvez notre guide de 28 pages dans notre cahier central.



V O L V O

# ROULEZ EN PREMIÈRE CLASSE.

Parce que vous méritez le meilleur de Volvo, en ce moment découvrez le Volvo XC60 Hybride rechargeable Pack Édition. Vivez une expérience sonore optimale avec le système audio haute fidélité Bowers & Wilkins. Et profitez de son autonomie jusqu'à 81 km\*.



VOLVO  
XC60  
PACK ÉDITION



SCANNEZ POUR  
PLUS D'INFOS

**A** 23g CO<sub>2</sub>/km



## HYBRIDE RECHARGEABLE

\*Liste des équipements du pack édition sur [volvocars.fr](http://volvocars.fr).

Cycle mixte WLTP : Consommation (L/100 km) : 1-1.2 – CO<sub>2</sub> rejeté (g/km) : 22-29.

Modèle présenté : Volvo XC60 Hybride rechargeable T6 AWD Plus Dark avec options.  
Autonomie en cycle mixte WLTP : 81km. Valeurs données selon le cycle mixte WLTP avec jantes de série, hors options et accessoires qui peuvent varier selon la conduite et l'environnement.

**VOLVOCARS.FR**

Pensez à covoiturer. #SeDéplacerMoinsPolluer



## L'Europe à l'heure de l'hiver démographique

Le déficit croissant de naissances dans les 27 pays de l'UE entraîne une diminution du poids du continent sur la scène mondiale.



M. LANIERY POUR L'EXPRESS

PAR ÉRIC CHOL

DIRECTEUR  
DE LA RÉDACTION

L'Europe meurt à peu à peu. Au sens propre du terme. « Depuis 2020, on compte un million de décès de plus que de naissances dans l'UE des 27 Etats membres », résume le géographe Laurent Chalard. Pourtant, l'UE, avec ses presque 450 millions d'habitants, paraît en pleine forme : n'a-t-elle pas enregistré une croissance de plus de 17 millions d'habitants depuis 2003, soit autant que la population des Pays-Bas ? Ne s'affiche-t-elle pas dans ce domaine comme la troisième puissance mondiale, après la Chine et l'Inde mais devant les Etats-Unis ? Des chiffres à manier avec précaution, tant ils cachent mal l'hiver démographique à l'œuvre depuis déjà un demi-siècle, et que rien, pas même l'immigration, ne semble pouvoir enrayer. Depuis 1975, l'Europe ne renouvelle plus ses générations. Une tendance à laquelle n'échappe désormais aucun pays, pas même l'Irlande, hier encore considérée comme le bon élève en termes de naissances. Quant à la France, elle a connu l'an passé son plus bas taux de natalité depuis la Seconde Guerre mondiale.

Sans surprise, le poids démographique de l'Union européenne baisse dans le monde. Sur une planète de 8 milliards d'habitants, les 27 Etats membres n'en représentent plus que 6 %, moitié moins qu'en 1960. Un étiolement appelé à se poursuivre, alors qu'à partir de 2025, la population de l'UE devrait commencer à diminuer. En 2070, l'UE comptera seulement 1 habitant sur 25 dans le monde.

Le premier risque de cet effondrement, c'est son impact géopolitique, sujet peu évoqué dans la campagne électorale actuelle. Mais ce n'est pas le seul. Car l'Europe va très vite devenir un continent de vieux : déjà, l'âge médian de ses habitants a progressé au cours des deux dernières décennies, de 39 à presque 45 ans. Les moins de 15 ans, autrefois plus nombreux que les plus de 65 ans, sont devenus minoritaires : 14,9 % pour les premiers contre 21,3 % pour les derniers. Qui dit moins de jeunes, dit moins de créativité, mais aussi moins de travailleurs : la population active de l'Union européenne, amputée de 5 millions de personnes depuis vingt ans, pourrait encore chuter de 18 % d'ici à 2050. On mesure vite les conséquences désastreuses pour nos systèmes de retraites et nos besoins de santé...

Or non seulement les courbes démographiques sont têtues, mais il existe peu de moyens de les faire dévier leur trajectoire. « Il y a bien des leviers à actionner, comme celui des politiques natalistes ou de l'immigration choisie, mais ceux-ci ont surtout des effets de court terme, qui ne permettent pas d'inverser les tendances structurelles de long terme », avance Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM.

L'Europe subit simplement la loi d'une réalité implacable : à partir du moment où un pays devient riche, ses habitants ne font plus d'enfants. L'Union européenne étant devenue prospère avant les autres, elle a été pionnière en matière de déclin démographique. Aura-t-elle le même temps d'avance pour redonner aux jeunes générations l'envie de procréer ? \*



# Se perdre au milieu de la foule

**RÉSERVEZ TÔT ET ÉCONOMISEZ JUSQU'À 25% - MEILLEUR PRIX GARANTI**



© INGEMUND SKALNES/DAN AVILA

**Croisière All-Inclusive en  
Antarctique 2025/2026**

À PARTIR DE :

**7447€** TTC/personne

Explorez les paysages épiques de  
l'Antarctique et rencontrez ses habitants.  
Vivez une expérience unique en voyageant  
dans un autre monde, avec nos équipes  
d'expédition.

**Tél: 01 84 88 04 95**

**[hxexpeditions.com/fr](https://hxexpeditions.com/fr)  
ou dans votre agence  
de voyages**



Scannez le  
QR Code pour  
en savoir plus



*Chaque voyage est un monde à découvrir.*

Offre soumise à conditions, sous réserve de disponibilité, non rétroactive, valable sur nos croisières d'expédition pour des départs entre le 01.04.2025 et le 31.03.2026, sur la part maritime uniquement, pour toute nouvelle réservation faite jusqu'au 30.06.2024. Le montant de la remise varie en fonction de la destination, de l'itinéraire, du navire et de la date de départ. Meilleur prix garanti : si le prix du voyage, à l'identique, baisse après la réservation, nous ajusterons le solde du voyage. Cette offre est cumuleable uniquement avec la remise 1893 Ambassador Hurtigruten France SAS au capital de 40 000€ - R.C.S Paris B 449 035 005 - IM 075100037 - APST RCAPST HISCOX / 125 520



## Macron et l'argent magique du budget européen

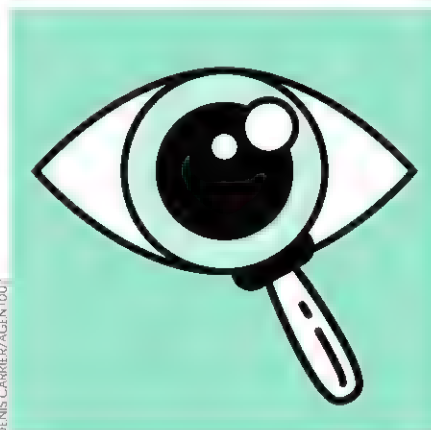
Impossible de parler de grand emprunt de l'UE sans évoquer le remboursement du précédent. Une bombe à retardement.

PAR BÉATRICE MATHIEU

GRAND REPORTER ÉCONOMIE

Il n'y a pas d'argent magique. Pourtant, Emmanuel Macron veut y croire encore. Alors que le chef de l'Etat défend la sobriété budgétaire en France – le mot rigueur est tabou ! –, il appelle désormais à délier les cordons de la bourse au niveau de l'UE. « Le budget européen reste beaucoup trop faible [...]. Il faut donc doubler la capacité financière d'action commune », a-t-il expliqué récemment dans nos colonnes. Si son diagnostic sur la situation européenne est juste – la faiblesse des moyens financiers de l'UE –, ses propositions sont sujettes à caution. Car, avant de parler de nouvel emprunt en commun, encore faut-il trouver les moyens de rembourser le précédent. Or, aujourd'hui, rien n'est acté, et les divisions au sein des Etats membres sont profondes.

Flash-back : en juillet 2020, à la sortie du premier confinement, les Vingt-Sept s'entendent pour lancer un grand emprunt en commun de 750 milliards d'euros pour panser les plaies de la pandémie, éviter un effondrement économique et préparer l'avenir. Une avancée historique. Mais, à



DENIS CARRER/AGENCY

l'époque, ils s'accordent aussi sur un point : pas de contribution supplémentaire des Etats pour rembourser cette dette. L'Union européenne devra donc trouver des ressources propres. Alors que l'argent devrait continuer à être versé jusqu'en 2026, l'UE doit commencer à rembourser ces créanciers dès 2028... et ce pendant trente ans ! Soit 25 milliards d'euros chaque année, d'après les estimations de la Commission européenne.

Où trouver l'argent, si l'on ne veut pas tronquer les budgets de la politique agricole commune ou des fonds structurels ? Parmi les solutions avancées, la création d'un impôt minima sur les multinationales, le fléchage de la taxe carbone aux frontières ou un prélèvement sur les échanges de quotas d'émission. Problème : en quatre ans, aucun consensus entre les Vingt-Sept sur ces pistes n'a été trouvé. Alors qu'Olaf Scholz, le chancelier allemand, a relancé l'idée d'une taxe européenne sur les transactions financières – un serpent de mer –, de nouvelles propositions souvent saugrenues sont venues s'ajouter, comme une taxe sur le gaspillage alimentaire, une autre sur les déchets électroniques et les revenus en cryptodevises ou un impôt sur les entreprises pratiquant encore des différences salariales entre les hommes et les femmes... Comme quoi, en Europe, on n'a pas d'argent, mais on a des idées. ✱

## Industrie : Bercy bricole le thermomètre

Les services de Bruno Le Maire ont dévoilé un nouvel indicateur valorisant l'élan de réindustrialisation. Tour de passe-passe ?

PAR ARNAUD BOUILLIN

RÉDACTEUR EN CHEF ÉCONOMIE

On connaissait les décomptes des manifestants « selon la police » et « selon les organisateurs ». Pour mesurer l'élan de réindustrialisation vanté jusqu'à plus soif par l'exécutif, Bercy innove : désormais, il faudra distinguer les chiffres « selon Bruno Le Maire » et « selon l'Insee ». La Direction générale des entreprises (DGE), un service du ministère de l'Economie, a dévoilé un nouvel indicateur censé suivre l'évolution des « métiers industriels » en France, et non des « emplois industriels », comme le fait traditionnellement l'Institut national de la statistique. La différence ? Les « métiers industriels » comportent « des gestes manuels ou la

mobilité de compétences en lien direct avec l'industrie » qui peuvent être « réalisés dans l'industrie ou les services ». Un ingénieur employé dans un cabinet de conseil, un technicien travaillant dans le commerce : hop, voilà deux salariés de plus engagés dans la « mère des batailles » chère à Emmanuel Macron. Et qu'importe s'ils n'ont jamais mis les pieds à l'usine.

Comme on s'y attendait, « la dynamique des métiers industriels fait apparaître un phénomène de réindustrialisation plus marqué et plus précoce que les indicateurs d'emploi industriel traditionnels », affirme la DGE. Un exemple : en 2022, 108 000 créations de postes dans ces métiers auraient été enregistrées dans le pays, quand l'Insee ne comptabilisait que 44 000 emplois industriels supplémentaires la même année. Bercy voit double. Mais la manœuvre ressemble, ici, à de la poudre aux yeux. ✱



Voici  
comment nous  
**entreprenons**  
**le changement**

## Conjuguer l'excellence **sportive &** **académique.**

Shirine Boukli, étudiante du Global BBA  
Parcours Talents, vice-championne du monde  
de judo et triple championne d'Europe fait  
partie des 32 sportifs d'emlyon qualifiables  
pour les JO de Paris.



we are  
makers

**em**  
**lyon**  
business  
school

Lyon - Paris - Shanghai - Nanjing

S. Boukli

## Rafah, l'horreur de trop

Les frappes sur un camp de réfugiés, le 26 mai, illustrent le cynisme et la cruauté du gouvernement de Netanyahu.

PAR CORENTIN PENNARGUEAR

JOURNALISTE MONDE

Des colonnes de flammes, des enfants brûlés vifs et des femmes agonisant au sol. Ce 26 mai, une nouvelle vision de l'enfer a surgi des entrailles de la bande de Gaza, où plusieurs missiles israéliens ont semé la mort dans un camp de réfugiés. Des dizaines de victimes, dans ce que Netanyahu a qualifié « d'accident tragique ». Mais pour un « accident tragique » filmé et diffusé dans le monde entier, combien restent invisibles dans cet îlot assiégé ?

Depuis le 8 octobre, Israël mène une guerre sans merci pour éradiquer le Hamas dans l'enclave palestinienne, au prix de milliers de vies innocentes. Mais l'objectif, légitime, se heurte au cynisme et à l'incompétence du gouvernement Netanyahu. Sa propre armée, observant que le Hamas se redéploie dans des zones a priori « nettoyées », réclame une solution politique. Après sept mois de guerre, l'organisation terroriste semble loin d'être vaincue, comme l'ont montré ses nouveaux tirs de roquettes sur Tel-Aviv le 26 mai. « Avec ce que nous faisons à Gaza, sans projet réaliste ni discussions pour l'après, nous sommes en train de



créer cent fois pire que le Hamas », nous confiait récemment une source israélienne impliquée dans les négociations pour les otages.

Ce Premier ministre, poursuivi dans trois affaires de corruption en Israël et bientôt sous le coup d'un mandat d'arrêt international pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, porte une responsabilité énorme. En s'alliant avec l'extrême droite messianique, dont l'objectif est de créer un « Grand Israël » sans populations arabes, Netanyahu entraîne 9 millions d'Israéliens dans sa chute. Il sait bien que les massacres commis par le Hamas le 7 octobre et les dizaines d'otages toujours captifs dans la bande de Gaza ont rendu une partie d'Israël aveugle à la violence infligée aux civils palestiniens et sourde aux critiques de ses alliés. Les conséquences seront écrasantes.

Netanyahu, qui a théorisé la stratégie d'un pays « seul contre tous » pour le rallier derrière lui, joue un jeu extrêmement dangereux en isolant Israël du reste du monde. L'Etat hébreu avait pourtant constaté la puissance de ses alliances quand, le 13 avril, une coalition occidentale et arabe avait intercepté des centaines de missiles tirés depuis l'Iran vers son territoire. Risquer de perdre ces soutiens, de Washington à Abou Dhabi, paraît suicidaire. C'est pourtant la voie empruntée par Netanyahu. ✱

Netanyahu, qui a théorisé la stratégie d'un pays « seul contre tous » pour le rallier derrière lui, joue un jeu extrêmement dangereux en isolant Israël du reste du monde. L'Etat hébreu avait pourtant constaté la puissance de ses alliances quand, le 13 avril, une coalition occidentale et arabe avait intercepté des centaines de missiles tirés depuis l'Iran vers son territoire. Risquer de perdre ces soutiens, de Washington à Abou Dhabi, paraît suicidaire. C'est pourtant la voie empruntée par Netanyahu. ✱

## Donnons à l'Ukraine le droit de se défendre

Le débat monte sur l'utilisation d'armes occidentales sur des cibles militaires en Russie. Mais c'est déjà le cas...

PAR CHARLES HAQUET ET PAUL VÉRONIQUE

RÉDACTEUR EN CHEF MONDE ET JOURNALISTE MONDE

Un non catégorique. Sur le plateau de la Rai, ce 26 mai, Giorgia Meloni a été claire. Jamais la présidente du Conseil italien n'autorisera Kiev à utiliser des missiles occidentaux sur le sol russe. Une réponse à Jens Stoltenberg, le chef de l'Otan, qui, la veille, s'était déclaré prêt à lever « certaines restrictions » sur leur usage. Va-t-on franchir cette ligne rouge ?

Quand certains craignent qu'une telle décision ne provoque l'escalade de Moscou, d'autres veulent donner aux Ukrainiens les moyens de se battre à armes égales. Car les troupes de Poutine profitent d'un avantage inique : retranchées derrière leur

frontière, elles pilonnent les villes ukrainiennes sans que Kiev ne puisse riposter.

Officiellement, seul le Royaume-Uni a sauté le pas. Aux Etats-Unis, un groupe bipartisan de parlementaires plaide pour que les armes américaines puissent frapper « sous certaines circonstances » le territoire russe. En France, le président de la Commission des affaires étrangères, Jean-Louis Bourlanges, affirme que celui-ci ne doit plus être « sanctuarisé ». De fait, « les missiles occidentaux frappent la Crimée et le Donbass qui, selon Poutine, font partie du territoire russe, relève un diplomate ukrainien. Et il n'y a pas eu d'escalade. »

Quid, alors, de ce débat, devant un Kremlin qui ne s'embarasse d'aucun principe ? Et pour qui pilonner des civils – 16 morts, et 43 blessés, ce 26 mai, à Kharkiv – n'est pas une ligne rouge ? ✱



# GARDEZ VOTRE ÉNERGIE POUR LES BONS MOMENTS

POUR RÉGLER UN CONFLIT  
**CHOISISSEZ LA NOUVELLE  
JUSTICE AMIABLE**

Conflit familial, patrimonial, professionnel,  
la justice amiable vous apporte une solution négociée  
dans un délai que vous maîtrisez.

RENDEZ-VOUS SUR  
**avocat.fr**

— OU SUR —

**justice.fr**

## LE MOT DE LA SEMAINE

## France Médias

Le dossier provoque des grincements de dents chez les salariés de l'audiovisuel public qui ont massivement suivi la grève des 23 et 24 mai. Sous cette appellation, le gouvernement veut regrouper France Télévisions, Radio France, France Médias Monde et l'Institut national de l'audiovisuel dans un mastodonte de près de 16 000 salariés. L'examen du projet de loi à l'Assemblée nationale a finalement été repoussé, officiellement pour cause d'agenda surchargé. Un report peu apprécié par Rachida Dati, la ministre de la Culture, qui porte le texte visant à créer une holding début 2025, puis une fusion en 2026. La société serait dotée d'un budget de 4 milliards d'euros et dirigée par un PDG nommé pour cinq ans par l'autorité de régulation de l'audiovisuel, l'Arcom. Avec l'ambition d'être plus fort face à la concurrence des réseaux sociaux, des médias privés ou des plateformes comme Netflix. Les syndicats restent opposés à la fusion, la jugeant « longue, complexe, anxiogène et sans réel objectif éditorial », et craignent qu'elle aboutisse à de substantielles économies. Leur espoir est que le projet continue de diviser les députés. Le texte devrait repasser devant le Parlement au plus tôt début juin.



## À RETROUVER

sur [Lexpress.fr](https://www.lexpress.fr)

Après la mort d'Ebrahim Raïssi, l'Iran est-il à un tournant ? La disparition du président iranien dans un accident d'hélicoptère le 19 mai pose plusieurs défis aux responsables de la République islamique, soucieux de conserver leur mainmise sur le pouvoir. L'Express se penche sur le sujet dans un long format vidéo, à retrouver sur [Lexpress.fr](https://www.lexpress.fr) et sur nos réseaux sociaux.

## LES OFF DE L'EXPRESS

## FEUILLUS

Le projet de loi relatif à la fusion de France Médias Monde, de France Télévisions, de Radio France et de l'Institut national de l'audiovisuel dans une holding, puis dans une fusion avec les médias privés, a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 24 mai 2024. Le projet de loi est actuellement en commission à l'Assemblée nationale. Le projet de loi est actuellement en commission à l'Assemblée nationale.



**J'ai d'excellentes relations avec le ministre de l'Intérieur et l'ensemble du gouvernement. Nous sommes devenus le bien-aimé en France. (...) Il faut faire un peu de provocation, mais ça marche !**

J.-B. BÉRIVILLE / L'ESCAPE MEDIA / TOTAL ENERGIES

# 4,9 millions d'euros

Le projet de loi relatif à la fusion de France Médias Monde, de France Télévisions, de Radio France et de l'Institut national de l'audiovisuel dans une holding, puis dans une fusion avec les médias privés, a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 24 mai 2024. Le projet de loi est actuellement en commission à l'Assemblée nationale. Le projet de loi est actuellement en commission à l'Assemblée nationale.

## PLOUF

Après la mort d'Ebrahim Raïssi, l'Iran est-il à un tournant ? La disparition du président iranien dans un accident d'hélicoptère le 19 mai pose plusieurs défis aux responsables de la République islamique, soucieux de conserver leur mainmise sur le pouvoir. L'Express se penche sur le sujet dans un long format vidéo, à retrouver sur [Lexpress.fr](https://www.lexpress.fr) et sur nos réseaux sociaux.

## Les Français et l'énergie hydrogène

Le projet de loi relatif à la fusion de France Médias Monde, de France Télévisions, de Radio France et de l'Institut national de l'audiovisuel dans une holding, puis dans une fusion avec les médias privés, a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 24 mai 2024. Le projet de loi est actuellement en commission à l'Assemblée nationale. Le projet de loi est actuellement en commission à l'Assemblée nationale.

## Quelle image avez-vous de l'hydrogène ?



SOURCE : ITEMOA ET HANRI  
www.groupe-energies.com





DU BON CÔTÉ DE L'INFORMATION

# Découvrez la nouvelle application L'Express

Au-delà de l'information, l'expertise en continu



Téléchargez l'application  
en flashant ce QR code



## Bardella, une ombre sur l'Europe

A la veille des européennes, la large avance du RN et de sa tête de liste intrigue la presse étrangère.

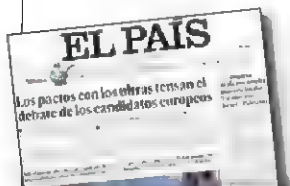
Toujours à l'affût d'un nouveau phénomène français à décortiquer, la presse internationale a trouvé celui de 2024 : Jordan Bardella, 28 ans, président du Rassemblement national et tête de liste pour les européennes. « Il est le nouveau visage de l'extrême droite européenne », titre le magazine américain *Time*, qui avertit : « L'ascension de Bardella reflète la droitisation constante de la France, qui pourrait redessiner radicalement la carte politique du pays. » Avant cette campagne, le jeune homme restait un profil obscur à l'étranger, dans l'ombre de Marine Le Pen. Plus maintenant. « En France, Bardella passe de marionnette à présidentielle », résume *Le Temps*.

Sa notoriété, Bardella la doit aux sondages, constamment au-dessus des 30 % pour sa liste. « Rarement aussi peu de suspense a entouré une élection en France, tant les sondages se ressemblent », souligne *El País*. Le quotidien espagnol met en avant le duel entre la tête de liste RN et la candidate Renaissance Valérie Hayer,

tombée sous les 20 %. « Hayer a des perspectives si mauvaises et une notoriété si basse que personne n'était surpris de voir que c'était Gabriel Attal qui affrontait Bardella lors d'un débat télévisé, pointe le journal de Madrid. Comme Macron, Attal pense qu'il est inutile de crier au loup devant l'extrême droite et qu'il vaut mieux la combattre sur son programme. Inconvénient de cette stratégie : même si la performance de Bardella était faible, sa simple présence sur le plateau face au Premier ministre lui donne l'aura d'un premier ministrable... »

Seul point noir de cette campagne pour le RN, le parti français a dû rompre avec son allié d'extrême droite allemand, l'AfD, sa tête de liste ayant trouvé judicieux de dire qu'« un SS n'était pas automatiquement un criminel ». « La radicalisation de l'AfD était mal vue depuis longtemps par le RN, relativise la *Süddeutsche Zeitung*. Le Pen cherchait à mettre de la distance politique avec ses alliés allemands, avant tout pour des raisons tactiques : il ne faudrait pas que ses électeurs se souviennent des racines antisémites de son parti. » \*

CORENTIN PENNARGUEAR



## HAÏTI

### Des troupes étrangères annoncées

Une force de « stabilisation » internationale doit arriver à la mi-juin en Haïti, minée par les gangs. Approuvée par l'ONU, elle sera dirigée par le Kenya, en lien avec les Etats-Unis. Mais Washington ne veut pas apparaître en première ligne, tant le déploiement de troupes américaines risquerait de « soulever toutes sortes de questions » a déclaré Joe Biden le 23 mai.



## ARGENTINE

### Madrid et Buenos Aires au bord du divorce

L'Espagne a annoncé le 21 mai le retrait de son ambassadrice à Buenos Aires, au terme d'une crise diplomatique sans précédent entre les deux pays. Deux semaines plus tôt, le ministre espagnol des Transports avait accusé le président argentin Javier Milei (photo) de se droguer. Deuxième acte le 19 mai, lors d'une visite de Milei à Madrid, où il n'a rencontré ni le roi ni le chef du gouvernement. Invité par le parti d'extrême droite Vox, le chef de l'Etat a qualifié – sans la nommer – l'épouse du Premier ministre Pedro Sanchez de « corrompue » avant de décrire le dirigeant socialiste comme la « risée de l'Europe ». L'affaire permet à Milei, incapable de faire adopter ses réformes, de détourner l'attention. Momentanément.



2

## ESPAGNE, IRLANDE, NORVÈGE

## Vague de reconnaissance de la Palestine

La Norvège, l'Espagne et l'Irlande ont acté, le 28 mai, leur reconnaissance d'un Etat palestinien. « Une récompense pour le terrorisme », selon le Premier ministre israélien, furibond. Les trois pays – qui s'ajoutent aux plus de 140 Etats membres de l'ONU ayant reconnu la Palestine – soutiennent que leur décision n'est ni contre Israël ni pour le Hamas, mais en faveur de la paix. Une perspective qui semble lointaine, alors que Tshal pilonne Gaza. Des responsables palestiniens l'ont accusée le 27 mai d'avoir « délibérément visé » un centre de réfugiés... Un « accident tragique » selon Netanyahu.



5

## BURKINA FASO

## La transition militaire s'éternise

Le capitaine Ibrahim Traoré semble avoir pris goût au pouvoir. Le militaire, propulsé à la présidence du pays en septembre 2022 à la suite d'un coup d'Etat, s'est octroyé le droit d'y rester cinq ans de plus. A l'issue d'assises nationales fantoches, boycottées par la plupart des partis traditionnels, « IB » a signé le 25 mai une charte fixant la durée de la transition à soixante mois à compter du 2 juillet 2024. Un quinquennat sans élection, en somme. Les autorités ont toutefois précisé qu'un scrutin pourrait être organisé avant « si la situation sécuritaire le permet ». Cet Etat sahélien, dont la junte est parrainée par Moscou, est régulièrement meurtri par les violences jihadistes depuis 2016.

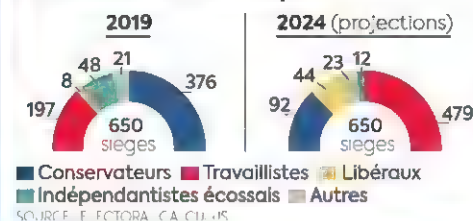
3

## ROYAUME UNI

## Le pari à hauts risques de Sunak

A la surprise générale, Rishi Sunak a annoncé des élections anticipées le 4 juillet, alors que son parti conservateur est au plus mal. Au pouvoir depuis quatorze ans, les Tories affichent un bilan marqué par le Brexit et des années d'austérité. L'inflation a toutefois baissé en avril (à 2,3 %). Le Premier ministre, qui avait promis de redresser l'économie, mise certainement sur cet indicateur pour limiter la casse dans les urnes. Un pari loin d'être gagné face aux travaillistes, donnés favoris.

## Le Parlement britannique



L'ESPRESSO

4

## CHINE

## La menace se rapproche de Taïwan

L'armée chinoise a encerclé Taïwan lors de manœuvres spectaculaires menées les 23 et 24 mai. Objectif : tester sa « capacité à prendre le pouvoir » sur l'île autonome. L'opération, qui a mobilisé des navires de guerre et des avions de chasse, est intervenue trois jours après la prestation de serment du nouveau président taïwanais Lai Ching-te. « Face aux multiples menaces et tentatives d'infiltration de la Chine, nous devons démontrer notre résolution à défendre la nation », a-t-il déclaré. L'empire du Milieu a présenté ses manœuvres comme une « sévère punition » avant des « exercices plus nombreux ».

UKRAINE, ISRAËL, GAZA...

# Huit mois au cœur de la diplomatie française

Emmanuel Macron se rêve en conciliateur planétaire. Sa méthode : parler à tous en tentant de se démarquer des Etats Unis.

PAR ÉTIENNE GIRARD ET ÉMILIE LANEZ, AVEC CHARLES HAQUET, CORENTIN PENNARGUEAR ET ALEXANDRA SAVIANA

« **O**n ne fait pas cornichon dans le pot de cornichons. » Triviale, la formule, entendue de la bouche d'un éminent responsable de l'entourage d'Emmanuel Macron, signe l'ambition diplomatique française. Se distinguer, peser, manœuvrer et, toujours, se hisser dans la cour des grands, des beaucoup plus grands. Plus agile que l'Allemagne, plus européenne que le Royaume-Uni, moins empêtrée que les Etats-Unis. A Tel-Aviv, à Doha, à Kiev, à Beyrouth ou au premier étage de l'hôtel The Peninsula, à Paris, ambassadeurs, conseillers, agents secrets français courent, consultent, tentant de faire émerger de minuscules voies vers un apaisement politique, vers une esquisse de solution, la « moins pire » possible. Car, de meilleure, il ne saurait être question.

Depuis le 7 octobre, la stratégie française est un double, triple, quintuple plateau d'échecs, et un théâtre. Dans

l'ombre des premiers rôles, ceux dont les tirades policées occupent la scène, s'agit une foultitude d'acteurs, émissaires ambitieux, intermédiaires fiévreux, janissaires muets. Leurs confidences tissent ici le récit des – vraies – coulisses de la diplomatie française.

## 7 octobre 2023

C'est « en source ouverte » – comprendre : sur les réseaux sociaux – que l'Elysée découvre l'horreur. Le conseiller diplomatique du chef de l'Etat, Emmanuel Bonne, mâchoire carrée et cheveux ras, un mental de « GI », comme il dit, moqueur, de lui-même, demande au Quai d'Orsay d'ouvrir une cellule de crise. Les réunions s'organisent autour d'Emmanuel Macron, leur contenu est classifié, si bien que les conseillers partis en week-end ne peuvent y accéder à distance. Un premier entretien téléphonique entre le président français et Benyamin Netanyahu se tient à 14 h 15,



il sera suivi d'un autre, le 9 octobre. Le Premier ministre israélien parle, ton méconnaissable. Quelques mots, de longs silences, il écoute les condoléances. Le « *street fighter* est hagard », témoigne un auditeur. A 3 300 kilomètres de là, le consul général de France à Jérusalem, Nicolas Kassianides, dont le sommeil est légendaire, est réveillé par les sirènes. C'est la panique parmi les milliers de familles rassemblées pour la fête juive de Soukkot. Or la Ville sainte compte 32 000 Français. Les demandes de départ affluent, mais Air France a arrêté ses vols vers Tel-Aviv. Les jours suivants, 3 500 Français sont rapatriés dans des avions affrétés par l'armée. Sur l'île de Formentera, aux Baléares, où il passe la fin de semaine avec des amis, dont un ancien ambassadeur israélien, Ofer Bronchtein, chargé de mission d'Emmanuel Macron pour le rapprochement israélo-palestinien, son combat depuis cinquante ans, est saisi. « Il est d'emblée évident que nous allons faire face à de la violence extrême de part et d'autre », commente-t-il le jour même sur Franceinfo.

Dès le 8 octobre, l'ambassade de France à Tel-Aviv apprend qu'une Française a été assassinée. Le bilan sera porté à 42 ressortissants tués, parmi les 1163 victimes. Nicolas Kassianides assiste aux enterrements dans le cimetière Har Hamenouhot, ou y dépêche son second ; ils notent que souvent les familles les étirent. Pour la première fois depuis longtemps en Israël, terre où la diplomatie française a souvent brillé par ses rivalités, le consul général, soit l'ambassadeur auprès des Palestiniens, et l'ambassadeur à Tel-Aviv, Frédéric Journès, entretiennent de bonnes relations. Ils se connaissent depuis New York, où ils se sont succédé en 2017, et ont tous deux pris leur nouveau poste





l'été précédant cet automne sanglant. Ils se parlent chaque jour, signent certaines notes en commun. Du jamais-vu.

## 21 octobre

Emmanuel Macron, accompagné d'Ofer Bronchtein, des députés Meyer Habib et Mathieu Lefèvre, président du groupe d'amitié France-Israël à l'Assemblée nationale, ainsi que du cinéaste Amos Gitai, atterrit à 7 heures du matin à l'aéroport

Ben-Gourion de Tel-Aviv. Dans un salon, le chef de l'Etat partage un moment avec les familles des victimes françaises, dont celles des neuf ressortissants présentés comme otages ou disparus. Reçus par le Premier ministre israélien dans sa résidence de Beit Aghion, à Jérusalem, les Français le retrouvent comme ils l'ont toujours connu, fougueux et le verbe de nouveau fort. Ils l'écoutent parler du massacre perpétré par le Hamas, équivalent, selon lui, de « vingt 11 Septembre »,

puis sont invités à visionner quatre minutes d'un film assemblé à partir des images tournées à la GoPro par les terroristes palestiniens – la version intégrale sera diffusée à l'Assemblée nationale le 9 novembre. Dans l'extrait choisi, les images du dépeçage d'un Thaïlandais. Dans la petite salle, un lourd silence accueille les images insoutenables.

Le président français s'est déplacé après Joe Biden, Olaf Scholz, Rishi Sunak et Giorgia Meloni. Il veut faire de ce voyage ►

► un moment de diplomatie, et non seulement de compassion, d'où une halte en Cisjordanie, puis en Jordanie et en Egypte le lendemain. Son propos est de soutenir l'Etat hébreu en le pressant à la proportionnalité dans sa riposte et, dans le même temps, d'adresser un signe au monde arabe, inquiet d'apprendre que 5 000 civils ont déjà péri sous les bombes de Tsalal. D'ailleurs, à l'inverse de l'Allemagne ou de l'Autriche, la France n'a pas suspendu son aide à l'Autorité palestinienne après le 7 octobre, et ses représentants reçoivent chaque semaine à Ramallah la visite du consul général. Ce timing décalé pousse-t-il le président français à en faire trop ?

Devant Benjamin Netanyahu, il assimile le combat contre le Hamas à celui contre Daech : « La France est prête à ce que la coalition internationale contre Daech, dans le cadre de laquelle nous sommes engagés pour notre opération en Irak et en Syrie, puisse lutter aussi contre le Hamas. » Ses conseillers ont validé l'idée d'une coalition, Bernard-Henri Lévy ayant suggéré la comparaison. Le rapprochement suscite un tollé dans les pays arabes où les Frères musulmans sont implantés et où une partie de l'opinion considère le Hamas comme un mouvement de résistance.

Ensuite, Emmanuel Macron déjeune en tête-à-tête avec Benny Gantz, membre du cabinet de guerre et ancien ministre de la Défense, pressenti pour succéder à Benjamin Netanyahu, et plaide pour un partenariat franco-israélien renouvelé. « Tournez-vous vers nous », propose-t-il à l'ancien général de l'armée israélienne. Au consulat général de France à Jérusalem, il s'agit dorénavant d'évacuer de toute urgence les 280 Français vivants à Gaza et de les acheminer jusqu'à la frontière où l'ambassadeur en Egypte prend le relais.

## 1 novembre

Depuis le 7 octobre, l'Europe de l'Est s'inquiète. L'Occident va-t-il abandonner l'Ukraine pour se concentrer sur le Proche-Orient ? En septembre, l'armée ukrainienne a espéré réaliser une percée dans le Donbass. Echec. Le 10 octobre, les Russes ont lancé une offensive sur la ville d'Avdiïvka. Ce 4 novembre, pourtant, Kiev connaît un succès militaire, avec la complicité de Paris. De premiers missiles Scalp, très furtifs et conçus pour cibler l'ennemi à une distance pouvant aller jusqu'à 300 kilomètres, ont

été livrés par Paris depuis août. Ils viennent de frapper le chantier naval de Kertch, en Crimée, endommageant gravement l'*Askold*, un navire russe porte-missiles. Le 13 septembre, déjà, les missiles fabriqués par l'industriel français MBDA avaient atteint le chantier naval de Sébastopol ; deux navires, dont le sous-marin *Rostov-sur-le-Don*, sont incendiés. Le 22 septembre, enfin, l'opération « piège à crabes » voit l'Ukraine toucher le QG de la flotte russe en mer Noire, au large de Sébastopol.

## Catherine Colonna, ministre des Affaires étrangères, n'ose pas appeler le président

Plusieurs hauts gradés seraient morts. Les missiles Scalp, encore. Ces réussites convainquent l'état-major particulier du président de la République et la cellule diplomatique que leur stratégie est la bonne : donner à l'Ukraine moins que certains voisins, à commencer par l'Allemagne, mais livrer en revanche des matériels efficaces. « Ce ne sont pas les milliards qui font gagner les guerres », répond-on au sommet de l'Etat français, où les graphiques de l'Institut Kiel, montrant la France au-delà de la 15<sup>e</sup> position concernant la part de PIB consacrée à l'Ukraine, agacent.

## 14 novembre

« Il faut tous les virer. » Le 14 novembre, Catherine Colonna, la policière ministre française des Affaires étrangères, tempête. *Le Figaro* fait état d'une note diplomatique signée de dix ambassadeurs de France en poste dans des pays arabes, très critique quant au soutien de Paris à Israël dans son offensive à Gaza. Une note collective, c'est rare, cosignée par 80 % des ambassadeurs des pays arabes, c'est carrément inédit. Les initiés y ont reconnu un nouvel épisode de la guerre d'influence menée par les gaullo-mitterrandistes, dont des figures comme Dominique de Villepin ou Hubert Védrine, convaincus que la France s'aligne trop sur l'agenda américain. A l'Elysée, la note a été jugée « très moyenne ». « Ce n'est pas le rôle d'un ambassadeur de livrer ses états

d'âme. » On y laisse entendre que le président ne l'aurait même jamais eue sous les yeux. L'un de ses signataires assure pourtant que le président lui a dit personnellement l'avoir lue.

Le 15 novembre, Marc Baréty, l'ambassadeur de France en Egypte, signataire de la note, quitte son poste, il rentre se faire soigner, mais l'annonce, taisant sa maladie, fait frissonner dans les ambassades tant le calendrier, au cœur du vortex proche-oriental, surprend. Eric Chevallier, en poste en Irak, qui, lui, n'a pas signé la fameuse note, va lui succéder. Seconde poussée d'inquiétude dans les ambassades : les diplomates signataires seraient-ils punis ? Dans le même temps, ces frondeurs courtois observent que certains de leurs arguments ont porté. Sur la BBC, le 10 novembre, Emmanuel Macron « exhorte Israël à cesser » les bombardements de civils à Gaza. Le propos scandalise Caroline Fourest, Sophia Aram ou Jean-Marc Dumontet, un producteur dont Brigitte Macron est proche, qui adressent au chef de l'Etat des textos mécontents. Le député Meyer Habib fait de même, le président lui répond, deux fois.

Le surlendemain, après avoir hésité, le chef de l'Etat choisit de ne pas se rendre à la marche contre l'antisémitisme – qui réunira 182 000 personnes. Sa demande de purge refusée, Catherine Colonna apparaît affaiblie. Depuis des mois, la technicienne expérimentée peine à trouver sa place. En mai 2022, après sa nomination, c'est une amie, ancienne ministre, qui lui a transmis le numéro de portable d'Emmanuel Macron, et l'ancienne porte-parole de Jacques Chirac n'ose pas l'appeler. « Ça ne "fitte" pas », dit-on dans la phraséologie élyséenne. Le Quai d'Orsay joue les utilités dans les dossiers ukrainiens et israéliens, tant le président a la main absolue, totale. D'ailleurs, il suffit d'évoquer devant lui le poids d'une tradition diplomatique, d'un héritage, pour qu'aussitôt il balaise la suggestion. Faire du neuf, de l'habile, étonner, « jouer l'aiguillon », comme le résume drôlement un ambassadeur en poste.

Du 15 au 17 novembre, c'est le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, que le président mandate au Proche-Orient, afin de coordonner l'aide humanitaire aux Palestiniens. Le 11 janvier, Catherine Colonna est remplacée par Stéphane Séjourné, un proche du président, ancien conseiller de l'Elysée, aussitôt dépêché,





Un passeport français artificiellement vieilli a été fabriqué en urgence pour Mia Shem.

non pas en Allemagne comme il est coutume, mais à Kiev. S'il n'a pas la qualité de réseaux de sa prédécesseuse, il dispose, lui, d'un lien constant avec le seul maître de la diplomatie française. Dans les capitales de l'Europe de l'Est, comme dans celles des pays arabes, on constate vite que c'est plus efficace, tous décrivent une diplomatie plus agile, moins protocolaire, « moderne », selon un responsable ukrainien.

## 30 novembre

Mia Shem est libre. L'ex-otage du Hamas atterrit sur la base israélienne de Hatzetim. Issue inespérée pour la jeune femme de 21 ans dont le nom ne figurait pas sur la liste des otages libérables au moment de l'ouverture de la trêve, six jours auparavant. Comme elle entamait son service militaire, elle est considérée comme un membre de Tsahal par ses ravisseurs. Sa mère, Keren Shem, interpelle, le 23 octobre, Nadine Morano, en visite à Tel-Aviv. La députée européenne contacte sur-le-champ Nicolas Sarkozy. Quelques jours plus tard, la mère de Mia vole vers Paris. L'ancienne ministre, au volant de sa voiture, vient la chercher, ainsi que son fils, à Roissy, puis les conduit rue de Miromesnil, dans les bureaux de l'ex-président, qui prend la jeune femme dans ses bras. Nicolas Sarkozy est d'ailleurs depuis l'automne en lien constant avec

cinq familles d'otages, à l'initiative de celles-ci, dont deux n'ont pas d'attache avec la France. Il a parlé trois fois, par téléphone, avec la mère de Naama Lévy, 19 ans, une soldate, toujours détenue par le Hamas. Et, selon nos informations, transmis au Qatar une lettre à son propos. Keren Chem, elle, rencontre aussi François Hollande, puis Elisabeth Borne. Un mois plus tard, elle revient pour un entretien avec Brigitte Macron, dont Gabriel Attal avait transmis le numéro à Nadine Morano. Au sein de la cellule diplomatique, à l'état-major particulier du président et à la DGSE, on s'active pour les otages – trois mineurs français, Eitan Yahalomi, Sahar et Erez Calderon, ont été libérés le 27 novembre. Paul Soler, conseiller aux affaires secrètes, est désormais dévolu pleinement à ce dossier. L'homme des missions complexes en Libye coordonne et manœuvre depuis Paris, en lien avec le chef de poste de la DGSE sur place. Les Allemands comme les Britanniques ont chacun un envoyé spécial à Tel-Aviv. La France ferait-elle moins ? « Cela ne sert à rien, ce n'est pas là que ça se joue », grogne un élyséen.

A Paris ou à Tel-Aviv, une chose est sûre : le cas de Mia Shem était difficile, Emmanuel Macron multipliant les démarches auprès du Qatar, intermédiaire incontournable entre le monde occidental et le Hamas. Une source qatarienne

confirme que la jeune femme a été ajoutée in extremis, après négociations avec le Hamas et sur demande de la France, à la liste des libérables. Il demeurerait une complication, restée jusqu'ici secrète : elle n'a pas la nationalité française. Son père est français, mais elle ne dispose pas de papiers. Or le Hamas exigeait une preuve de sa nationalité. Le 30 novembre, jour de sa libération, l'ambassade de France en Israël lui fabrique un passeport en deux heures, document auquel la DGSE ajoute un aspect « usagé » pour faire croire qu'elle est française depuis longtemps.

« Des gens vraiment bien, très sympa, tout était OK », déclare-t-elle face caméra auprès du Hamas, juste avant d'être remise à la Croix-Rouge. Un mois plus tard, son témoignage à la télévision israélienne est métamorphosé. « J'ai vécu l'enfer », explique-t-elle, avant de décrire l'emprise de son geôlier : « Il me surveillait en permanence, me violait avec ses yeux. » Dans les associations défendant les familles d'otages, on s'agace du rôle que joue la jeune femme, à laquelle Benjamin Netanyahu fait porter un discours favorable à sa politique. Elle sera à Paris, le 30 mai, pour rencontrer plusieurs officiels, dont Nicolas Sarkozy.

## 17 janvier 2021

Bientôt cent jours depuis le 7 octobre et, en ce début d'année, la France souhaite faire aboutir son projet : livrer des médicaments aux otages du Hamas. L'opération est coordonnée par trois personnes : l'avocat israélien David Sprecher, le directeur du centre de crise et de soutien du Quai d'Orsay, Philippe Lalliot, et le « M. Otages » de l'Elysée, Paul Soler. Aucune issue positive n'étant à espérer sans en passer par le Qatar, l'émirat, autrefois tancé pour ses liens avec le Hamas, est désormais courtois. Le 2 décembre, Emmanuel Macron s'est rendu auprès du cheikh Tamim, à Doha, et s'apprête à le recevoir à Paris pour une visite d'Etat, avec dîner placé de 200 personnes dans la salle des fêtes gris perle du palais de l'Elysée.

Au départ peu enclin à appuyer la France, en représailles de la proximité d'Emmanuel Macron avec les rivaux des Emirats arabes unis, glisse une source qatarienne, Doha se laisse circonvenir. Et comment convaincre le Hamas ? Khaled Mechaal, responsable des relations

► extérieures de l'organisation djihadiste, est perçu comme un interlocuteur fiable par le Qatar. Seulement, le délai de transmission de message entre Doha et le Hamas à Gaza est d'une vertigineuse lenteur – de vingt-quatre à quarante-huit heures pour obtenir une réponse –, car, afin de rendre intraversable la localisation des islamistes, de cinq à huit courtiers servent d'intermédiaire. Le canal tortueux est toutefois activé. Le Quai d'Orsay a établi la liste des otages nécessaires, toutes nationalités confondues. Une liste à laquelle, depuis Tel-Aviv, le Pr Hagai Levine, président de l'association israélienne de santé publique, travaille depuis octobre. Le ministère français a acheté puis conditionné les médicaments (des traitements lourds, contre l'asthme ou le diabète, comme des compléments alimentaires) transmis par valise diplomatique jusqu'à Doha.

Le 16 janvier, un accord est conclu entre Israël et le Hamas pour que 45 otages reçoivent ces produits. Le paquet, une quinzaine de kilos, décolle le lendemain à bord d'un avion de l'armée qatarienne en direction d'El-Arich, en Egypte. Et Netanyahu s'en saisit pour faire un premier croche-patte à Paris. Dans le communiqué annonçant l'accord, les Israéliens s'attribuent les mérites de la livraison. Exit Paris. Arrivées sur place, les boîtes, acheminées en camion vers Gaza, sont examinées par l'armée israélienne, un contrôle contraire aux termes de l'accord. Et puis, à rebours de ce qui était envisagé, la Croix-Rouge ne participe pas, les produits seront répartis par le Hamas. Le 17 février, Tsahal prend le contrôle de l'hôpital Nasser et l'armée israélienne diffuse, sournoisement, une vidéo montrant des boîtes de médicaments fermées au nom d'otages. Le 21 février, nonobstant ces images, peut-être elliptiques, le ministre des Affaires étrangères et le Qatar informent les familles que les otages ont reçu leurs traitements. « Certains » otages ont « peut-être » reçu des médicaments, tempère, voix lasse, une source au cœur des échanges.

## 7 février

« Monsieur le Président, je suis avec une otage libérée. » Il est 12 h 30, ce 7 février, lorsque Emilie Moatti, ancienne députée de la Knesset, infatigable ambassadrice de l'association Bring them home now, présente sa compatriote à Emmanuel Macron dans le grand salon de l'hôtel des



L'émir du Qatar, intermédiaire incontournable entre le monde occidental et le Hamas.

Invalides où les familles des otages ont été conviées. L'épouse de Daniel Shek, ambassadeur d'Israël en France de 2006 à 2010, accompagne les familles depuis l'attaque du Hamas. Le président échange avec les parents d'Ofer Calderon, d'Ohad Yahalomi et d'Orion Hernandez-Radoux, trois Français toujours présumés détenus – le 24 mai, le corps sans vie d'Orion Hernandez-Radoux sera retrouvé à Gaza, auprès de deux autres otages morts. Selon Israël, les derniers otages vivants seraient à Rafah, hypothèse jugée « probable » par la France. Selon plusieurs sources, si une centaine d'otages demeurent portés disparus, les captifs en vie seraient au mieux entre 30 et 60.

## 26 février

« Il n'y a pas de consensus aujourd'hui pour envoyer de manière officielle, assumer et endosser des troupes au sol. Mais, en dynamique, rien ne doit être exclu. Nous ferons tout ce qu'il faut pour que la Russie ne puisse pas gagner cette guerre », dit Emmanuel Macron. Ce lundi 26 février, il réussit un tour de force : monter en quelques jours un sommet international de soutien à l'Ukraine. A son côté, dans la salle des fêtes de l'Élysée, le président Volodymyr Zelensky, mais aussi 21 dirigeants étrangers, tous à l'unisson

de Kiev. Dix jours plus tôt, en signant un traité bilatéral de sécurité à Paris, Macron et Zelensky sont convenus d'organiser une telle démonstration unitaire. Le président ukrainien a besoin d'armes et de munitions et son homologue voit là une occasion parfaite de se poser en alternative des Américains, au moment où le Congrès rechigne à voter son aide de 60 milliards de dollars, alors que les forces russes s'apprêtent à prendre le contrôle d'Avdiïvka, dans le Donbass.

« Nous devons être prêts à agir, à défendre et à soutenir l'Ukraine quoi qu'il arrive, et quelle que soit la décision des États-Unis », prévient Emmanuel Macron, à Stockholm, le 30 janvier. Deux jours plus tard, le Conseil européen vote une enveloppe de 50 milliards d'euros, les Français faisant plier le Hongrois Viktor Orban. Cette conférence du 26 février consacre la nouvelle posture française : celle de « l'ambiguïté stratégique », le maintien du flou sur ses intentions militaires à l'égard de la Russie. Après avoir été le dernier à dialoguer avec Vladimir Poutine, Emmanuel Macron s'est décidé à changer de discours, devant les provocations de son rival. Entre autres incidents, des avions français survolant la mer Noire ont été menacés à la radio par la Russie, mi-novembre 2023. Thierry Burkhard, le chef d'état-major des armées,



en fut scandalisé, suggérant au président de hausser le ton.

Le sommet se prépare dans la discrétion, car chacun sait que, au moment où la Russie l'apprendra, elle tentera de discréditer l'opération. Bernard-Henri Lévy, défenseur de longue date de l'Ukraine, invité à partager un moment avec Volodymyr Zelensky à l'aéroport de Villacoublay, en février 2023, n'est cette fois pas associé. L'attaque survient quelques heures avant la réunion, par la bouche du prorusse Robert Fico, Premier ministre de la Slovaquie – qui sera gravement blessé quelques semaines plus tard : « Il y aura des soldats des Etats membres de l'Otan sur le territoire de l'Ukraine [...]. Tout ce qu'ils veulent, c'est que la tuerie continue. »

C'est en ayant à l'esprit ces propos nuisibles qu'Emmanuel Macron évoque les troupes au sol. Depuis, la fureur russe se déchaîne. Chaque semaine, des opérations d'ingérence, de la désinformation en ligne, des cyberattaques et même des insultes, comme ce « trouillard zoologique », balancé par l'ancien président Dmitri Medvedev, qui fait « rire jaune » Emmanuel Macron, selon un proche. Le chef de l'Etat français est passé maître dans l'art d'analyser les déstabilisations poutiniennes. A sa demande, tous les jours, dans l'annexe de l'Elysée dévolue au coordonnateur du renseignement, au 23, avenue de Marigny, se tient une réunion consacrée aux ingérences russes.

## 13 avril

« Nos Rafale sont en l'air. » Il est environ 23 heures lorsque le chef de l'Etat prévient ses proches par SMS de l'opération en cours en Jordanie : face au déluge de missiles envoyés depuis l'Iran, la France active sa base au nord-est d'Amman pour intercepter les 300 projectiles dirigés vers Israël. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la Jordanie ont également participé aux opérations. L'hypothèse d'une attaque iranienne était connue, ce scénario ayant fait l'objet d'une coordination en amont des Occidentaux. La manœuvre est une excellente nouvelle pour Israël, soutenue militairement pour la première fois de son histoire. Entre Emmanuel Macron et Benjamin Netanyahu, les conversations demeurent cependant éruptives. « Tu mens comme un arracheur de dents », s'emporte le président français, le 22 avril,

lors d'un entretien téléphonique avec l'Israélien. « *It's not so bad, cause it couldn't be worse* [Ce n'est pas si mal, parce que ça ne pourrait pas être pire] », s'amuse Benjamin Netanyahu devant un visiteur l'interrogeant sur ses relations avec les Français.

Depuis le début de la guerre, la France pèse pour éviter l'ouverture d'un front au sud du Liban. Une incursion contre le Hezbollah que, dès le 8 octobre, selon nos informations, le cabinet de guerre israélien hésita à ordonner, en parallèle de Gaza, et qui, six mois plus tard, face aux bombardements incessants de la milice, demeure une

**« Tu mens comme  
un arracheur de dents ! »  
lâche le chef de l'Etat  
à Benjamin Netanyahu**

option. « Dis à ton copain qu'on est très nerveux et qu'on a la gâchette facile », écrit le ministre israélien Benny Gantz, dans un langage soldatesque, à un intermédiaire, évoquant Emmanuel Macron.

Malgré ces paroles viriles, les Israéliens voient Paris comme le seul acteur susceptible d'amorcer un échange avec le Hezbollah, dont la branche politique n'a jamais été considérée comme terroriste par la France. Un peu comme le Qatar avec le Hamas, le dialogue décrié hier trouve aujourd'hui son intérêt. Début décembre 2023, Bernard Emié, encore directeur de la DGSE, se rend au Liban pour demander à la milice de retirer ses troupes du nord du fleuve Litani. Emmanuel Bonne et Jean-Yves Le Drian, envoyé spécial du président Macron, ont également averti les dirigeants libanais des conséquences d'une guerre pour leurs infrastructures. Le Hezbollah prend soin, depuis plusieurs mois, de ne pas dépasser un niveau de violence qui entraînerait la guerre au sol.

## 6 mai

« Vous ne pouvez pas vous dire "mon ami" et ne rien faire pour que Poutine arrête. » Devant Xi Jinping, le président chinois, en visite d'Etat grandiose en France pendant deux jours, Emmanuel Macron fait

entendre la petite musique française. Le 22 novembre, déjà, auprès des ministres de la Ligue arabe réunis à l'Elysée, il avait lancé le débat face aux inquiétudes sur un « double standard » entre Israël et la Palestine : « Je suis tout à fait d'accord avec vous, mais pourquoi vous ne dites pas la même chose sur Poutine et l'Ukraine ? »

Le président aimerait être celui qui rapproche les Occidentaux et le « Sud global », qui n'en a cure. En Inde, deux jours avec Narendra Modi, en janvier, au Brésil, deux jours avec Lula, en mars, et dès son retour de Nouvelle-Calédonie, le 24 mai, une réunion avec des ministres qatariens, jordaniens, égyptiens et saoudiens ; le dialogue se poursuit. « Pas facile », convient un de ses conseillers. Le 18 avril, quatre jours après l'attaque de l'Iran, la France appuie une résolution de l'Algérie à l'ONU en faveur de l'admission de la Palestine comme membre à part entière. Le Qatar, la Jordanie et l'Egypte approuvent. Ofer Bronchtein le presse de reconnaître l'Etat de Palestine, comme la Norvège, l'Irlande ou l'Espagne l'ont fait, geste immense auquel réfléchissent ses proches. Inconfortable, cette position centrale offre aussi de rares et puissantes possibilités. A trois reprises, dont le 27 janvier puis le 25 mai, Paris a accueilli des pourparlers entre la CIA, le Mossad, le Qatar et l'Egypte autour d'un cessez-le-feu et de la libération des otages à Gaza. Des réunions au premier étage du Peninsula, à Paris, un palace propriété du fonds souverain qatarien.

## 7 mai

A l'investiture de Poutine, vainqueur pour la cinquième fois de l'élection présidentielle, sous les dorures du Kremlin, l'ambassadeur de France en Russie, Pierre Lévy, est le seul représentant d'un pays membre du G7. Hormis la Hongrie, la Slovaquie, Malte, Chypre et la Grèce, tous les pays européens ont boycotté – une idée de Londres. A Paris, le ministre Stéphane Séjourné a pesé pour que soit honorée l'obligation protocolaire. Soit on ferme l'ambassade, soit on assume. La France maintient son ambition d'une « troisième voie », indépendante des messages américains. « La France croit toujours qu'elle pourra ramener dans le droit chemin les malfaisants », soupire un responsable politique ukrainien. L'heure est néanmoins à l'assistance maximale de l'Ukraine. Andriy Yermak, chef de

► cabinet de Volodymyr Zelensky, s'ouvre régulièrement à l'eurodéputée Nathalie Loiseau, Bernard-Henri Lévy ou Emmanuel Bonne des besoins pressants en armements. Et l'Élysée s'attend à envoyer « probablement » des troupes au sol dans les prochains mois, afin de former les militaires sur place, ce que Kiev confirme le 27 mai. Des agents de la DGSE sont présents depuis longtemps sur le territoire, comme des militaires américains, britanniques ou polonais.

La subsistance d'un canal de discussion avec la Russie, même de très basse intensité, laisse poindre un hypothétique processus de paix, particulièrement en cas de statu quo sur le front, le scénario est craint à l'Élysée. Si la France mise officiellement sur la victoire totale de l'Ukraine, les circonstances l'obligent à ménager aussi la possibilité d'un accord, un jour, dans lequel la Russie se retirerait et s'engagerait à respecter la sécurité de Kiev, sans forcément que l'Ukraine retrouve alors toute sa souveraineté sur la Crimée et le Donbass. Ligne de crête ardue. Emmanuel Macron a reçu du député Benjamin Haddad, président du groupe d'amitié France-Ukraine, les Mémoires jamais traduits de l'ambassadeur américain Richard Holbrooke, négociateur des accords de Dayton, en 1995, mettant fin à la guerre entre la Yougoslavie et la Bosnie. Son titre : *To End a War*.

## 21 mai

Deux femmes lui tournent le dos pendant son discours, un ministre israélien lui enjoint de rectifier ses déclarations. La soirée du ministre des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné, à l'hôtel du Collectionneur, près du parc Monceau, à Paris, à l'occasion des 75 ans des relations diplomatiques entre la France et Israël est tendue. L'État hébreu juge la réaction du gouvernement français trop complaisante envers la décision du procureur de la Cour pénale internationale de requérir un mandat d'arrêt contre Netanyahu. Malgré une clarification, notamment sur le refus de toute « équivalence entre le Hamas – un groupe terroriste – et Israël – un État démocratique », Paris assume de se démarquer des positions américaines ou britanniques.

Car Emmanuel Macron se rêve en architecte de la paix au Proche-Orient et amplifie, aiguise, peaufine la position centrale, tierce de sa diplomatie, recevant



Le président ukrainien s'est engagé à assister au 80<sup>e</sup> anniversaire du Débarquement.

discrètement l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, ex-envoyé spécial pour le Moyen-Orient. Il y a quelques semaines, Israël Katz, le ministre des Affaires étrangères, puis Benjamin Netanyahu ont fait savoir, via deux interlocuteurs français, qu'ils seraient prêts à négocier avec le Liban l'application de la résolution 1701 de l'ONU, qui prévoit la cession par Israël de la zone des fermes de Chebaa, 10 kilomètres le long de la frontière libanaise. En échange, le Liban organiserait le retrait du Hezbollah à 30 kilo-

20 recommandations, élaborées après l'audition d'une centaine d'acteurs. Après le cessez-le-feu, il imagine une bande de Gaza protégée par les armées de pays arabes, l'Égypte, la Jordanie et le Maroc, les tunnels transformés en data centers, un tramway entre Ramallah et Jérusalem, et la reconstruction facilitée par une taxe de 0,25 % sur les ventes d'énergie fossile. Sur le plan politique, Mahmoud Abbas, dans une lettre d'août 2021, annexée au rapport, dit accepter de rencontrer des juifs séfarades à Paris.

Peu après le 7 octobre, une première tentative de faire dialoguer les sociétés civiles israélienne et palestinienne en France, initiée par le Quai d'Orsay, avait échoué. La diplomatie est un travail de patience, qui connaît parfois quelques grâces. Zelensky, invité en Normandie pour le 80<sup>e</sup> anniversaire du D-Day, sait que des officiels russes seront présents sur les plages françaises. Cette semaine, au téléphone avec Emmanuel Macron, qui lui demande s'il a décidé de venir – ou pas –, l'Ukrainien répond : « Je viens. Si ce n'était pas toi, ma réponse aurait été différente. » Après cette cérémonie du 6 juin, Stéphane Séjourné devrait signer à Kiev quatre accords bilatéraux, dont un sur la santé, un autre sur le fonds de restructuration de l'économie et un autre encore sur l'ouverture en Ukraine d'un bureau de l'Aide française au développement. \*

**« La France croit toujours qu'elle pourra ramener dans le droit chemin les malfaisants »**

mètres de la frontière, sous l'égide de la Finul, l'armée des Nations unies, sous influence française. Charge à Paris d'organiser la conciliation avec les Libanais.

Emmanuel Macron aime aussi concevoir l'après, la « solution à deux États » espérée depuis les accords d'Oslo, signés en septembre 1993. La semaine du 13 mai, Ofer Bronchtein lui a remis son rapport, intitulé « La paix autrement », et ses





DU BON CÔTÉ DE L'INFORMATION

## 21h Politique

La lettre d'information qui raconte la politique  
comme vous ne l'avez encore **jamais lue**



Tous les soirs à 21h, les petites et grandes histoires politiques  
sont à lire gratuitement dans votre boîte mail avec L'Express



Inscrivez-vous à cette lettre d'information  
en flashant ce QR code.

PROVIDENCE

# Olivier Legrain, le millionnaire dans l'ombre de la gauche

Dîners secrets, dons, réseau de patrons...  
L'ancien industriel rêve de sauver la gauche,  
de Ruffin à Vallaud.

PAR OLIVIER PÉROU



Olivier Legrain a fait carrière chez Rhône-Poulenc, Lafarge puis Materis.

Un quartier parisien anonyme. Une rue d'un calme alcyonien. Un restaurant comme un autre, pas vraiment cossu ni marmiteux non plus. Une arrière-salle fermée d'un rideau épais, loin des regards curieux et des oreilles qui traînent. Une table, dix convives. Les « frondeurs » insoumis François Ruffin, Clémentine Autain et Alexis Corbière, les socialistes Boris Vallaud et Johanna Rolland, les écologistes Eric Piolle et Cyrielle Chatelain, et les communistes Elsa Faucillon et Sébastien Jumel. Entre deux coups de fourchette, la bande litote « du chemin de la gauche vers 2027 ». Tous ont fait vœu de silence au sujet de ces agapes secrètes qui se tiennent depuis un peu moins d'un an. Assis au bout, il y a l'hôte de ces dîners où chacun paie sa part de l'addition. Olivier Legrain, amphitryon longiligne et grisonnant, souriant et 71 ans. A cet âge, on a eu « plusieurs vies », raconte cet ancien industriel qui a fait fortune avant de devenir psychothérapeute sur le tard et désormais millionnaire au service de la gauche.

Sa première vie fut communiste. Son polytechnicien de père le pensait gaulliste, comme lui, mais les discours révolutionnaires qui retentissent dans la cour du lycée Buffon dans le XV<sup>e</sup> arrondissement parisien en 1968 le captivent. Sa deuxième vie de patron a occupé les trois quarts de son existence, d'abord chez le chimiste Rhône-Poulenc, puis Lafarge et sa filiale Materis, spécialiste des matériaux de construction et de peinture qu'il extirpe du giron du cimentier français en 2000. « C'est comme cela qu'il est devenu riche », retrace un de ses compagnons de route. « Multimillionnaire », corrige-t-il aussitôt, sourire un peu honteux : « Je n'aime pas trop parler de mon argent. » Si Olivier Legrain fait si bien son beurre, c'est qu'il est devenu maître ès LBO (leverage buy-out). Une opération financière aussi juteuse que risquée où l'on fait appel à un fonds d'investissement pour racheter l'entreprise à grands coups de dettes. Une pratique que la gauche conspuie mais qui fait la renommée de Legrain, qui préside même un lobby pro LBO, le Trèfle. Materis en sort d'abord grand avec ses 2 milliards d'euros de chiffre d'affaires et ses 10 000 salariés, avant de prendre de plein



fouet la crise de 2007. Les dettes s'envolent, incontrôlables, et la boîte est vendue à la découpe huit ans plus tard. Legrain a alors 62 ans, bien assez jeune pour entamer une troisième vie en tant que psy, et assez riche pour une quatrième comme mécène. Il donne vie à Riace en 2020, un fonds de dotation qui vient en aide aux réfugiés dans lequel il injecte 3 millions d'euros sonnants et trébuchants, au secours de l'hebdomadaire de gauche antilibéral et écologiste *Politis*, propose quelques écus à *Regards*, autre journal de gauche, et se bat encore aujourd'hui pour une « maison des médias libres » à Paris et que s'y installent ces journaux-là mais aussi Mediapart, Basta, *Alternatives économiques* et la revue *Esprit*. En 2022, il signe un chèque de 400 000 euros à la Primaire populaire, ce processus de militants de gauche censé désigner un candidat commun lors la dernière élection présidentielle et qui a viré au fiasco.

Mille vies, c'est autant de contradictions, sauf chez Olivier Legrain. Dans l'univers aussi feutré que féroce du patronat, où l'on ne bavarde pas de politiques, de gauche ou de droite, on le qualifie « d'atypique », sinon « d'hétérodoxe ». « Olivier a des convictions politiques et philosophiques ancrées à gauche et qu'il n'a jamais cachées », croque son ami de trente ans Jean-Pierre Clamadieu, le président du conseil d'administration d'Engie. Un autre des ses compères, grand industriel, encore : « Il fait partie de ces gens qui s'inquiètent de l'avenir politique. C'est sincère, mais il se fait beaucoup d'illusions. » La politique, Legrain la regarde avec autant d'espoir que de désolation. « Il n'a aucune ambition politique mais il est un infatigable militant de l'union des gauches. Il essaie de faire en sorte que les gens se parlent, et c'est déjà beaucoup », le défend l'ancien président du Conseil national du numérique Benoît Thieulin, qui fut des aventures Ségolène Royal 2007 et François Hollande 2012.

Dans les dîners clandestins qu'il organise avec la « bande des neuf », Olivier Legrain parle peu, écoute et interroge à la manière d'un maïeuticien. François Ruffin et son copain Sébastien Jumel, Boris Vallaud et Johanna Rolland, Eric Piolle et Cyrielle Chatelain, Elsa Faucillon, Clémentine Autain et Alexis Corbière, ces députés ou maires de grandes villes, personnalités de gauches, qu'ont-ils de si

spécial à ses yeux ? « Chacun sait que personne ne peut gagner seul, chacun est animé par ce désir d'union », se contente d'avouer un invité. La tablée compte trois aspirants candidats – Autain, Ruffin et Vallaud – qui participeraient volontiers à une primaire de la gauche. On gamberge sur les conditions de réussite d'un tel processus alors que Jean-Luc Mélenchon et sa France insoumise s'y refusent catégoriquement. Le sujet a été évoqué un soir avec le professeur de science politique Rémi Lefebvre, spécialiste des primaires. « Si vous voulez que ça fonctionne, il faut déjà commencer par éviter de les appeler primaires », a recommandé l'universitaire. Une compétition, mais avec quels moyens ? Combien de votants ? Quelques centaines de milliers ou des millions comme celle du PS en 2011 ? François Ruffin et Clémentine Autain ont prévenu qu'ils ne se lanceront pas dans un petit bain

### Il considère qu'il faut trouver une alternative à Mélenchon pour la présidentielle

avec seulement 400 000 inscrits comme lors de la primaire populaire en 2022. Le mode de désignation doit être une rampe de lancement pour celui qui en sort vainqueur. Est-ce pour cela que François Ruffin n'est guère emballé par l'idée d'un conseil des sages évoqué par les socialistes ? Les sondages, dont il est en tête à gauche, lui vont bien. Les frondeurs insoumis doutent. Ont-ils fait tout ce chemin avec Mélenchon et aujourd'hui contre lui pour se retrouver derrière un socialiste ? Les neuf bavardent du programme commun de la gauche. Un moment où les discussions frottent le plus. Legrain ose s'immiscer un peu plus avec sa casquette d'ancien patron. « Il faut un programme sérieux, qui boucle financièrement », répète-t-il, faisant se lever les sourcils communistes et insoumis. Devant *L'Express*, l'intéressé se modère : « On doit imaginer un projet crédible mais qui doit être quelque chose de plus radical que le quinquennat Hollande. » Mélenchon, au centre des

conversations aussi. Personne autour de la table n'est dupe sur la volonté du chef insoumis de rempiler pour une quatrième candidature à la présidentielle. Legrain considère qu'il faut lui trouver une alternative, d'autres disent qu'il faut le mettre sur la touche, et l'édile de Grenoble Eric Piolle s'agace, réclame que l'on arrête de dire « qu'il faut faire sans Mélenchon ». « Il sera là d'une manière ou d'une autre. »

Il y en a un qui a été plus étonné que les autres de se retrouver à la table d'Olivier Legrain. François Ruffin, célèbre pour sa critique acerbe du patronat, a d'abord hésité, s'interrogeant sur les motivations du multimillionnaire. Les deux hommes ont d'abord dû s'apprivoiser, l'argent a fait le reste. Quand le député insoumis de la Somme a lancé un appel aux dons sur sa chaîne Youtube en mars 2023, clamant « J'ai besoin de vous, j'ai besoin de vous sous [...] pour franchir une étape », Legrain n'hésite pas. « J'ai, à un moment donné, aidé François, Clémentine [NDLR : Autain] et Eric Piolle », confirme-t-il sans en dire plus sur le montant d'un chèque qui n'a pas excédé les 7 500 euros, plafond fixé par la loi. « On n'est pas aux Etats-Unis... Ce n'est pas l'argent que je vais donner qui va aider les candidats », relativise le Crésus de gauche. Ruffin et Autain n'en diraient pas tant. Ils savent qu'à La France insoumise, le coffre-fort est bien gardé, et que Jean-Luc Mélenchon – cet écureuil « qui ne paie jamais un café », disent ses amis – ne donnera pas si facilement les 8 millions d'euros de financement public récoltés annuellement depuis les dernières législatives. L'argent ne fait pas le bonheur mais en politique, il aide à s'émanciper. « François cherche son trésor de guerre, une liberté financière pour ne pas être trop dépendant des formations politiques », explique un ancien de *Fakir*, le journal fondé par Ruffin.

Si Olivier Legrain ne règle jamais l'addition, c'est qu'il a bien d'autres choses à offrir que son portefeuille. « La gauche doit aussi avoir des puissants qui portent son programme », a-t-il confié à un journaliste. Il se permet quelques conseils sur la manière de parler aux dirigeants sans effrayer ni se renier.

François Ruffin a bien appris la leçon et a tenté de la mettre en application le 7 septembre 2023, dans un hôtel particulier du chic VIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris

► mis à disposition d'Ethic, l'organisation patronale dirigée par Sophie de Menthon. Face à lui, une quarantaine d'entrepreneurs qu'il bouscule et qu'il tente d'appâter : « Demain nous aurons à faire le pays ensemble, je suis curieux de voir ce qui se passe dans la France d'en haut. » Legrain propose son riche carnet d'adresses. On y retrouve foule de dirigeants, des gloires de l'industrie française d'hier et d'aujourd'hui et ses amis Jean-Pierre Clamadieu, Henri Seydoux (Parrot) et Benoît Bazin (Saint-Gobain). A l'un d'eux, il a murmuré en début d'année : « Ce serait bien que tu rencontres François Ruffin mais c'est encore trop tôt. Il n'a pas encore mûri son discours. » Dans le troquet de Neuilly-sur-Seine où il nous

reçoit, à deux pas de chez lui, Olivier Legrain tantôt sourit, tantôt grimace. Le prochain dîner prévu avec les neuf huiles de la gauche a été annulé. Certains se sont fâchés en apprenant l'enquête de L'Express, et craignent les représailles de Jean-Luc Mélenchon et de ses gardes rouges, toujours plus brutaux dans les mots contre ses frondeurs.

La violence de la politique, le psy millionnaire ne l'a jamais comprise, démuni devant les banderilles que s'envoient sans cesse insoumis, socialistes, écologistes et communistes. Le fondateur de Mediapart Edwy Plenel, qui compte parmi ses amis, l'avait pourtant prévenu : « Arrête de vouloir sauver toute la misère du monde, tu ne peux pas. » \*

## Commandement

# Les leçons du général Lecointre

**Le haut gradé, auteur du joli livre *Entre guerres*, raconte comment se mêlent, dans l'armée, autorité et responsabilisation. Pour le meilleur.**

**C**omment concilie-t-on dans l'armée le principe hiérarchique et cette fraternité que vous décrivez si bien dans votre livre ?

**François Lecointre** Tout passe par la responsabilisation. Dans le guide que j'avais écrit en 2004 sur l'exercice du commandement dans l'armée de terre, je décrivais la façon dont le bon fonctionnement de cette dernière repose sur une force morale qui ne peut être atteinte que par le sentiment aigu d'appartenance à une communauté humaine. Ce sentiment dépend de la conscience que chacun a du fait qu'il prend part au destin de cette communauté. Et qu'il en est, en partie, responsable. Cette force morale existe parce qu'il ne s'agit pas d'un ensemble de sujets subordonnés mais bien d'un ensemble de personnes qui participent à une destinée collective : celle du groupe, le groupe étant le groupe de combat, allant, par étages successifs, jusqu'à l'institution tout entière. Voilà le principe général.

**Pourquoi ce sentiment d'appartenance à la destinée collective, que tant de chefs d'entreprise rêvent aujourd'hui de faire naître chez leurs salariés,**

**semble presque aller de soi dans les armées ?**

Les armées sont un modèle dont on doit s'inspirer mais ce n'est pas forcément un conservatoire des vertus humaines. Cela fonctionne car la fonction militaire conduit à une action exorbitante, qui transgresse le tabou absolu : le fait de devoir donner la mort, au risque de sa propre vie.

La relation à sa mort et aussi, surtout, à la mort que l'on doit donner, pousse à interroger en permanence la légitimité de l'action que l'on doit conduire car on ne se résout jamais à devoir donner la mort sans explication. Cette question éthique et morale donne lieu à un exercice très particulier de l'autorité au sein de cet ensemble militaire. L'autorité doit permettre la responsabilisation et le fait que chacun, à son niveau, parce qu'il est responsable, soit capable de prendre des initiatives. Le général Lagarde, ancien chef d'état-major de l'armée de terre, nous avait livré cette formule quand j'étais élève officier : « Aujourd'hui, l'initiative au combat est la forme la plus élaborée de la discipline. » C'est tout à fait vrai et extraordinaire.

**Mais comment crée-t-on concrètement ce dialogue entre ceux qui donnent les ordres et ceux qui les reçoivent ?**

Il existe une technique d'élaboration des ordres qui impose à chaque chef d'exposer les motifs qui conduisent à la décision qu'il va prendre et, par conséquent, de s'exposer à la contradiction. Un ordre militaire est découpé en chapitre. Le premier donne des indications sur la situation générale amie, de façon à comprendre dans quel cadre on agit. Un deuxième chapitre présente l'ennemi, en indiquant dans l'espace et dans le temps comment on va le rencontrer, ses possibles objectifs, ses possibles manœuvres. Puis, on rappelle la mission et l'objectif – qui sont deux choses différentes – dictés par l'échelon supérieur.

Ensuite, en fonction de tout ce qui vient d'être dit, on présente l'objectif que l'on se fixe et la mission à remplir à notre niveau. Tout cela fait l'objet d'un brouillon d'ordre que l'on appelle « conception ». Plus vous avez de responsabilités, plus la conception d'un ordre de cette nature prend du temps et nécessite de réunir des expertises complexes.

Quand le brouillon d'ordre est écrit, on le transmet à son subordonné qui effectue le même travail et le transmet à son tour à son subordonné. Lequel, à chaque fois, peut faire valoir des incohérences à l'échelon supérieur. S'établit une phase de contradiction, permise par le fait que l'ordre soit d'abord un exposé des motifs. Il associe les échelons subordonnés à l'échelon supérieur, il les rend responsables, leur confère des initiatives. Et il évite parfois de grosses conneries ! Surtout, cela garantit que l'ordre, une fois compris et admis, sera exécuté. Même s'il vous paraît idiot, même si vous l'avez contredit et qu'il n'a pas été modifié, vous devez l'exécuter avec autant de dynamisme et d'intelligence que si vous l'aviez considéré comme un ordre remarquable. C'est ce qu'on appelle la discipline intellectuelle. Mais si vous n'avez pas eu ce dialogue préalable, vous vous exposez au risque de l'indiscipline. Ce moment de contradiction, appelé pudiquement le dialogue de commandement, est absolument essentiel.

**Diriez-vous que ce commandement est un paternalisme ?**





« Le paternalisme est contradictoire avec la fraternité », estime le militaire.

Je n'aime pas ce terme de « paternalisme ». Il est, selon moi, contradictoire avec la fraternité. Même si tout ce qui nous a inspirés dans ce qu'écrivait Lyautey sur le rôle social de l'officier est très vrai : quand vous êtes un jeune officier, vous avez le devoir de vous occuper de tout ce qui fait l'ordinaire de la vie de vos hommes. Parce que vous savez que ce qui fera leur efficacité au combat ce n'est pas seulement leurs compétences tactiques, leur niveau physique, c'est aussi le fait qu'ils aient une vie heureuse. Pour cela, vous devez contribuer à résoudre leurs soucis de famille, leurs soucis de voiture...

Dans les armées, parce que la vie en opération est une vie extrêmement étroite qui doit être préparée en amont, vous avez à la fois cette forte fraternité mais aussi cette forme d'obligation du chef hiérarchique de s'occuper de tout ce qui peut

paraître plus prosaïque : que vos hommes soient bien vêtus, bien nourris...

**Comment cette fraternité s'articule-t-elle avec les évolutions de notre société, notamment l'aspiration à une vie privée sur laquelle la vie professionnelle n'empiéterait pas ?**

C'est une difficulté en effet car la vie moderne a tendance à distendre ce lien fraternel. L'individualisme pousse chacun à revendiquer un espace privé étanche. Quand on est un jeune soldat, on vit dans le régiment, donc cette vie commune est plus facile à créer. Quand on a deux ou trois ans de service, on va loger en ville, s'établir en ménage. Souvent, le conjoint dit : « Je ne tolérerai plus ce que je considère comme un entrisme dans ta vie personnelle ! » Ces nouvelles exigences de préservation de la sphère privée s'imposent à

tous, et nous avons du mal à établir ce qui existait avant assez naturellement, une sorte de vie de famille régimentaire en temps de paix qui, en temps de guerre, pourtant, devient indispensable. Quand vous êtes loin, les épouses s'inquiètent, elles ont besoin d'informations. La première fois que je suis parti en opération comme capitaine au Gabon puis au Rwanda, j'avais demandé les coordonnées de toutes les épouses afin que mon épouse puisse organiser des rencontres. Au début, les échanges étaient méfiants, puis des liens se sont créés et, quand la situation se complexifiait, elles pouvaient se retrouver et partager. C'est essentiel. Mais cette modernité s'impose et distend les liens, il faut s'interdire de ne pas la respecter.

**Quand le groupe part en opération, que peut faire le commandement pour empêcher que l'individu se dissolve dans le collectif ?**

La question de l'espace privé, intime est aussi un sujet à prendre en compte dans le commandement. Quand j'étais colonel, nous étions engagés avec mon régiment en Côte d'Ivoire. Au bout de quelques semaines, un de mes commandants de compagnie me demande de punir un soldat – chose très rare en opération : il faut un motif très grave qui, souvent, justifie un renvoi de l'intéressé en France. Je demande la raison. En entrant dans la chambre collective d'une école désaffectée dans laquelle ce soldat vivait, son chef de groupe l'avait surpris en train de se masturber. Le soir, lors du briefing des capitaines, je leur soumetts ce sujet et l'impossibilité morale dans laquelle je me trouve de sanctionner. Il y a parmi nous un officier de liaison irlandais, des Marines britanniques. « Chez nous, dans la marine royale, dit-il, quand nous sommes sur le bateau, chacun a une demi-heure dans la semaine, où il sera seul dans la chambre collective. Il fait ce qu'il veut, il se masturbe, il prie, il rêve. » Nous avons donc organisé cela. J'ai pris conscience très tôt dans ma carrière d'officier que priver un homme de cette possibilité de l'intimité est d'une grande brutalité. Prendre cela en compte n'est pas du paternalisme, c'est simplement du souci de la dignité, de l'attention, de la vraie fraternité. \*

**PROPOS RECUEILLIS PAR  
LAURELINE DUPONT**

\*Entre guerres. Gallimard, 128 p., 17 €.



NOUVELLE-CALÉDONIE

## Ce très cher territoire de la République

Les dégâts causés par les émeutes depuis le 13 mai s'ajoutent à une crise économique et budgétaire qui met l'archipel sous perfusion de longue date.

PAR ALEXANDRA SAVIANA

« Attendez une minute, il y a eu une explosion », s'exclame Philippe Martin. Au téléphone, le directeur de la formation professionnelle continue de Nouvelle-Calédonie reprend : « J'habite dans un quartier toujours un peu tendu. » Voilà deux semaines qu'il télétravaille chez lui. Situés au dernier étage d'un immeuble de la zone industrielle de Ducos, ses bureaux ont brûlé lors des émeutes qui secouent le territoire depuis le 13 mai. Avec ses 3 000 entreprises, la presqu'île, située au nord-ouest de Nouméa, est le poumon industriel de l'archipel. « C'est la zone qui a été la plus touchée par les dégradations », observe-t-il. Selon les premières estimations, le quartier aurait été détruit à près de 80 %.

Routes bloquées, magasins et sociétés pillés, bâtiments incendiés, locaux sacqués : de l'aveu même du chef de l'Etat, les dégâts des émeutes déclenchées après le vote à l'Assemblée nationale de la réforme du corps électoral sont « colossaux ». Le coût total des dégâts avoisinerait un milliard d'euros d'après la chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie. « Entre 6 000 et 8 000 emplois ont été détruits, détaille Philippe Martin. Sur un archipel réunissant 270 000 habitants, c'est tout sauf anodin. » Pour réparer, la contribution des assurances sera indispensable. Celle de l'Etat aussi. « La

problématique la plus immédiate est désormais de savoir comment payer les salaires du mois de mai », souligne Thomas Govedarica, premier conseiller à la chambre territoriale des comptes de Nouvelle-Calédonie.

Une gageure, alors que la Cafat, l'organisation de sécurité sociale du territoire, n'est pas en mesure d'absorber un tel choc. « Paris devra vraisemblablement soutenir les entreprises et le régime de protection sociale », estime Philippe Martin. A quelle hauteur ? Pour l'instant, nul ne le sait – des

**Chaque année, Paris débourse des aides qui représentent entre 16 et 18 % du PIB du Caillou**

hauts fonctionnaires de Bercy ont posé le pied sur le sol calédonien afin d'estimer les sommes que devra déboursier l'Etat pour soutenir l'archipel. Dernier épisode dévastateur, les émeutes aggravent la situation d'un territoire à l'économie en difficulté en raison de la crise du nickel, et dont les finances publiques sont très fragiles.

Même hors situation de crise, Paris débourse chaque année des aides qui représentent entre 16 et 18 % de son

produit intérieur brut. « En moyenne, l'Etat verse entre 1,3 et 1,5 milliard d'euros par an au territoire. Ce nombre varie peu d'année en année », explique Jocelyn Beneteau, maître de conférences en droit public à l'université Aix-Marseille, qui a dirigé un ouvrage sur *Les finances publiques en Océanie*. Cette enveloppe comprend le financement des activités « régaliennes » de l'Etat – la police, la justice, la défense – mais aussi de l'enseignement supérieur, ou de compétences censées avoir été transférées au gouvernement calédonien, comme les salaires des enseignants du secondaire. « C'est une particularité du territoire, qui peut étonner les juristes non avertis : l'Etat finance toujours des salaires pour des compétences censées avoir été déjà transférées à Nouméa. La Nouvelle-Calédonie a une grande autonomie, mais cette autonomie reste relative, en tout cas du point de vue budgétaire », pointe Manuel Tirard, maître de conférences en droit public à l'université Paris Nanterre, qui a assuré la direction de *La Nouvelle-Calédonie face à la crise des finances publiques*.

Bénéficiant de l'aide de l'Etat pour payer une partie de ses fonctionnaires, Nouméa a aussi dû se tourner vers Paris pour boucler son budget pendant la crise sanitaire. Entre 2020 et 2022, elle s'est endettée à plus de 400 millions d'euros auprès de l'Agence française de développement (AFD). Résultat : à la fin de l'année 2022, le taux d'endettement du territoire s'élevait à 201 %. L'année suivante, elle bénéficiait d'une nouvelle enveloppe d'un montant de 37 millions d'euros, là encore de l'AFD, afin « d'éviter une rupture de paiement des retraites des allocations versées aux personnes en situation de handicap et de dépendance ».

En échange de ce gros coup de pouce, l'Etat a demandé de réaliser des réformes fiscales pour assainir les comptes. Sous la pression de Paris, le gouvernement indépendantiste, qui a succédé aux loyalistes en juillet 2021, a finalement annoncé en octobre une batterie de mesures : taxe sur les plus-values immobilières, sur les produits pétroliers, redevance minière... L'adoption de ces textes par le Congrès calédonien, le parlement local, a provoqué une vague de manifestations. Avant les émeutes du 13 mai, des barrages filtrants avaient déjà été mis en place en





Routes bloquées, magasins pillés... Des dommages « colossaux », dicit le chef de l'Etat.

début d'année, contraignant le gouvernement à repousser en juin son projet de taxe sur le carburant.

La Nouvelle-Calédonie est pourtant au pied du mur. Dans son rapport 2022, la chambre territoriale des comptes n'hésitait pas à parler de « déséquilibre structurel des finances publiques ». « Chez beaucoup d'acteurs calédoniens, il y a l'idée que l'Etat viendra de toute façon à la rescousse », regrette Hervé Mariton, ancien ministre des Outre-mers et président de la Fédération des entreprises d'Outre-mer. Au point d'effacer certaines ardoises. En 2013, l'ancien ministre de l'Economie et des Finances Jean Arthuis, alors sénateur, s'étonnait d'avoir vu disparaître en « silence », une dette contractée par la Nouvelle-Calédonie d'un montant de 289,4 millions d'euros, et pour laquelle elle « n'a effectué qu'un seul remboursement,

en 1989, à hauteur de 23,3 millions d'euros ». Une manière d'aider un territoire en difficulté pour le gouvernement de l'époque. Des « largesses », vue comme une manière d'acheter la paix sur l'archipel pour les plus sévères. « Rien n'incite les élus à la responsabilité, dans la mesure où chaque fois qu'une difficulté survient, il suffit de tendre la main auprès du gouvernement français, tance Mathias Chauchat, agrégé de droit public et professeur à l'Université de la Nouvelle-Calédonie. Celui-ci est prêt à tout financement, dès lors que cela permet le maintien de la Calédonie française. Les élus n'ont donc aucun intérêt à gérer avec parcimonie le pays. »

Ils doivent s'occuper d'un territoire confronté à de multiples difficultés. Depuis 2019, 18 000 personnes l'ont quitté, « poussé par la crise institutionnelle et le manque de perspectives économiques »,

selon David Guyenne, président de la chambre de commerce et d'industrie locale. Car la Nouvelle-Calédonie fait face aux secousses qui traversent le secteur du nickel. « Or, depuis les années 1980, l'archipel vit sur une double rente : celle des transferts de l'Etat, et celle de l'industrie minière », remarque Pierre-Yves Le Meur, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement. L'énergie coûteuse et l'effondrement des prix – le minerai a perdu la moitié de sa valeur entre janvier 2023 et février 2024 – pèsent lourdement sur l'économie, alors que le nickel représente près du quart de l'emploi privé et 20 % de son PIB.

Après « plus de 700 millions d'euros d'aides » publiques versées au secteur depuis 2016, Bercy a élaboré avec les acteurs du secteur un « plan nickel » pour tenter de redresser la filière. Mais le texte se heurte au refus d'une partie du Congrès de Nouvelle-Calédonie et demeure dans les cartons. La situation actuelle vient donc aggraver une crise qui menaçait déjà près de 1 000 emplois.

Elle fragilise aussi le secteur touristique. Embryonnaire en Nouvelle-Calédonie – il représente 4 % de son PIB – celui-ci est aujourd'hui à l'arrêt, menaçant près de « 5 000 emplois directs », selon Julie Laronde, directrice générale chez Nouvelle-Calédonie tourisme, agence du gouvernement calédonien. « Des hôteliers m'ont rapporté des annulations jusqu'à la fin de l'année », soupire-t-elle. Si la filière a été plutôt préservée par les émeutes, elle en subira – comme les autres – les effets. Aussi appelle-t-elle l'Etat à ne « surtout pas oublier le tourisme dans l'effort de reconstruction ». Des « aides financières », comptant un « fonds de solidarité » au montant inconnu, se trouvent parmi les mesures annoncées par Emmanuel Macron lors de sa visite à Nouméa ce 23 mai. Quelle que soit l'issue de la crise, une chose est certaine : la présence de Paris, au moins financière, n'est pas près de disparaître. ✱

Les Informés de Bérangère Bonte

du lundi au vendredi à 20h  
1h de décryptage et d'analyse de l'actualité



franceinfo  
radio · web · tv canal 27

Chaque vendredi avec  
un journaliste de

L'EXPRESS

## Éducation

## TOP, le nouvel HPI ?

**A entendre parents et enseignants, de plus en plus d'enfants souffriraient d'un « trouble d'opposition avec provocation » (TOP). Vraiment ?**

**T**.O.P., trois lettres mystérieuses pour le grand public, mais bien connues de beaucoup d'enseignants. « Si mon enfant a du mal avec la discipline, c'est parce qu'il souffre d'un trouble oppositionnel avec provocation », leur rétorquent de plus en plus de parents lorsqu'ils sont convoqués par l'école. « Ces derniers vont sauter sur cette hypothèse-là pour expliquer le comportement problématique de leur fils ou de leur fille parce qu'elle les dédouane de toute responsabilité. Hélas, comme pour les HPI [NDLR : hauts potentiels intellectuels], on met un peu tout et n'importe quoi derrière ce terme », s'agace le psychologue clinicien Didier Pleux, auteur de *L'Autorité éducative, une urgence* (Odile Jacob, 2024). De nombreux « coaches en parentalité » surfent d'ailleurs sur ce filon en proposant tests, séances ou ateliers miracles censés venir à bout de ce fameux TOP. « Encore un nouveau marché qui surfe sur la confusion des parents ! » s'indigne Didier Pleux.

L'apparition de ce trouble du comportement n'est pas récente, puisque le TOP est répertorié dans les classifications internationales depuis les années 1980. Les enfants concernés ont tendance à perdre leur sang-froid régulièrement, à défier les adultes, à refuser d'obéir à des règles, à se montrer facilement irrités, à blâmer les autres pour leurs propres erreurs ou comportements. Autant de symptômes qui doivent alerter s'ils s'installent sur une durée supérieure à six mois. Mais seule une petite minorité d'élèves serait concernée, soit de 4 à 5 % des garçons et de 2 à 3 % des filles en âge scolaire. « Si les parents l'évoquent davantage aujourd'hui, c'est sans doute parce qu'il est moins compliqué et honteux d'en parler. Je ne dirais pas qu'ils se cherchent des excuses, mais plutôt qu'ils sont à l'affût de solutions et n'hésitent plus à consulter », analyse Diane Purper-Ouakil, chef du service de médecine psychologique de l'enfant et de l'adolescent à l'hôpital Saint-Eloi de Montpellier.

Le TOP peut avoir des causes très diverses et être aussi bien lié à des facteurs génétiques qu'à des contextes familiaux ou encore à d'autres pathologies. « Un enfant "dys" [NDLR : qui peut souffrir de dyslexie, dyscalculie, dysorthographe...] non diagnostiqué comme tel et qui se heurte à des problèmes d'apprentissage peut être amené à développer un trouble oppositionnel », avance Diane Purper-Ouakil. Dans environ un tiers des cas, le TOP serait aussi associé au trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH). Il peut également venir se greffer à une forme d'anxiété difficile à apaiser. Pour Mario Speranza, pédopsychiatre au centre hospitalier de Versailles, la dimension éducative doit aussi être prise en compte. « Les études démontrent que l'entourage peut avoir un impact lorsqu'il ne met pas de limites ou de règles, ou, à l'inverse, lorsqu'il adopte des postures trop rigides et peu adaptées aux besoins qu'a l'enfant de s'exprimer », insiste-t-il.

Didier Pleux va plus loin et estime que le « délitement de l'autorité en famille et à l'école » serait la principale cause des troubles du comportement constatés chez les élèves, qui développeraient une « forme d'intolérance aux frustrations et à l'effort ». « Il y a quarante-cinq ans, les enfants que l'on suivait en psychothérapie avaient des problèmes de confiance en soi engendrés par l'autoritarisme sociétal et parental. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Le manque d'exigence des parents fait que les enfants ont du mal à accepter les contraintes et à s'accommoder d'une réalité difficile », explique le psychologue, pour qui il est tout à fait possible d'être empathique et respectueux tout en fixant des limites.

D'autres spécialistes insistent, quant à eux, sur le piège des « punitions à outrance ». « Dans le cadre d'un TOP, il convient d'éviter deux types d'excès : la démission, et l'escalade coercitive qui risquerait d'enfermer l'enfant dans un rôle et de lui barrer toute porte de sortie », insiste Diane Purper-Ouakil, pour qui certains programmes d'aide aux parents peuvent servir. « Ils consistent à leur proposer des stratégies éducatives adaptées aux diverses situations rencontrées », explique-t-elle, en insistant aussi sur l'importance de mieux former les professeurs. \*

**AMANDINE HIROU**



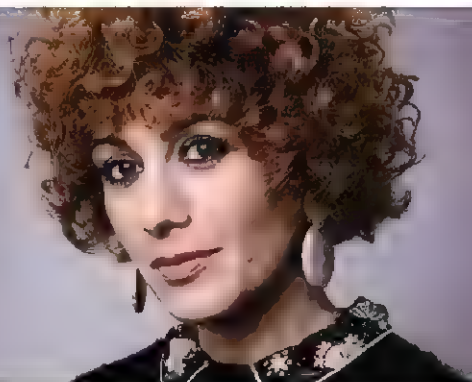
Le trouble concernerait 4 à 5 % des garçons et 2 à 3 % des filles en âge scolaire.



# La littérature, cette machine à broyer les croyances

UNE CHRONIQUE D'ABNOUSSE SHALMANI

Dans *La Vie à mort*, Gaël Tchakaloff conte sa rencontre éprouvante avec Léa Vicens, une torera à cheval. On doute, on souffre, et c'est exquis.



« Tu es libre de choisir, libre de te tromper », disait toujours le père de Léa Vicens, « rejoneadora » star, torera à cheval pour les néophytes, qui est aussi l'incroyable héroïne du récit de Gaël Tchakaloff *La Vie à mort*. Une héroïne qui existe dans le monde réel, captivante au point que l'auteure se croit sous emprise, avant d'être remise à la bonne heure par la rejoneadora : « Il faut effectivement que nous nous aimions pour faire un trajet l'une vers l'autre, ce n'est pas de l'emprise, c'est un choix raisonné. » Et la route fut difficile pour celle qui ne supporte pas la tauromachie et s'évanouit quand le sang jaillit, mais s'accroche, par bravache, par fascination, par volonté de ne pas se limiter. Et nous offrant ce cadeau inestimable en ces jours où tout débat finit par du harcèlement, où toute nuance est inaudible, où tout paradoxe vous condamne, Gaël Tchakaloff honore la littérature.

J'ai toujours pensé que les essais étaient limités : on ne s'adresse qu'à son camp. Il suffit du nom de l'auteur et du titre pour savoir en quel territoire intellectuel nous sommes, et trop nombreux sont les lecteurs qui préfèrent passer leur chemin. En revanche, la littérature est vicieuse. Elle s'incruste en vous, détourne vos convictions intimes, installe dans le plus profond de

vosre être d'autres regards, différentes façons de marcher, des chemins inconnus. La littérature est une machine à broyer des croyances que vous pensiez éternelles.

Ainsi en est-il de la tauromachie, cet univers aussi repoussant que magnétisant dans lequel s'engage l'auteure, qui nous entraîne dans un amphithéâtre où « l'arène déborde d'un vivre-ensemble euphorique, bras d'honneur au règne du zéro risque et zéro offense, à la pasteurisation du monde occidental et à ses doxas d'hyper-précaution », s'étonnant de croiser bourgeois apprêtés et peuple ouvrier, unis dans une même passion. Et cette passion n'est pas la jouissance du spectacle du sang et de la férocité, mais une symphonie de la vie qui orchestre la mise à mort. Le public n'est pas avide de mort, mais de beauté, et Léa Vicens est la beauté : « Sa grâce, sa magie éteignent toute forme de vilenie, de férocité stérile qu'enfante l'âme humaine. [...] L'œuvre d'art qu'elle sculpte au sein de l'arène domine les sévices et la mort du taureau autant que les considérations morales, émotionnelles ou intellectuelles. »

Oui, nous sommes bien en présence de ce territoire gris, insaisissable, par-delà le bien et le mal, auquel il n'est pas question pour Gaël Tchakaloff de faire semblant d'adhérer : « Les images me hantent. Je n'ai rien oublié, je lui ai tout pardonné. » Difficile à saisir, difficile à accepter pour qui est pétri de supposés face à une pratique ancestrale, qui dit communément la barbarie humaine davantage que l'amour du monde animal. Et pourtant. Outre Léa Vicens, chez qui cohabite « un être capable de tuer et de manifester tant de tendresse et de bonté », qui désoriente

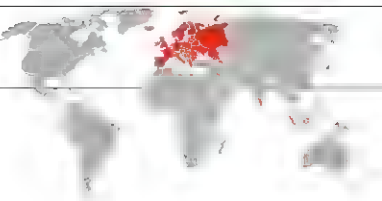
**N'essayez pas de résister à ce monde à rebours du nôtre, il est riche de leçons de vie**

l'auteure comme le lecteur, on découvre Alexis, un spécialiste des pachydermes qui sauva un jour une éléphant du cirque de Moscou en déficit d'acidité en faisant le tour des primeurs parisiens pour acheter 150 kilos de citron qu'il pressa dans la gorge de l'animal. Cinq ans plus tard, l'éléphant le reconnaît et le câline durant une demi-heure. Le fils d'Alexis raconte cette histoire la larme à l'œil, tout en travaillant dans le ranch de la rejoneadora – respect absolu des animaux comme de la tauromachie, l'un n'excluant certainement pas l'autre.

Ne tentez même pas une moue de dégoût, n'essayez pas de résister à l'inconnu, à ce monde à rebours du nôtre, il est riche de leçons de vie, car « elle tue des bêtes à l'heure des animalistes, sanctifie la mort que nos sociétés confient aux thanatopracteurs pour fuir la réalité, refuse le genre et dénonce la victimisation en plein néoféminisme », tout en puisant son eau, plantant son potager, nourrissant ses animaux. Et en refermant *La Vie à mort*, je n'ai pu retenir un sourire, en me disant que, décidément, l'avenir sera aussi féminin que masculin, et aura l'ambiguïté salvatrice de Léa Vicens. ✱

Abnousse Shalmani, engagée contre l'obsession identitaire, est écrivain et journaliste.

**La tauromachie, cet univers aussi repoussant que magnétisant où s'engage l'auteure**



BRUXELLES

## Coreper, ce puissant et méconnu lieu de pouvoir

Le comité qui rassemble les ambassadeurs des Etats membres de l'UE est incontournable dans la fabrique des décisions des Vingt Sept.

PAR ISABELLE ORY (BRUXELLES)

**P**rintemps 2020, à Bruxelles. Le Covid-19 a mis l'Union européenne à l'arrêt. Alors que ministres, commissaires et eurodéputés découvrent les réunions virtuelles, quelques irréductibles résistent. Dans la plus grande salle du Conseil de l'UE, les ambassadeurs des 27 Etats membres se retrouvent « en vrai » pour une mission de la plus haute importance : tenter vaille que vaille de maintenir la cohésion européenne, alors que les capitales se disputent masques et respirateurs, et que les frontières se ferment. « Faute de chauffage, on gelait de froid dans un bâtiment vide qui rappelait furieusement l'hôtel du film *Shining* », se remémore l'un d'eux.

Dès l'amorce de la pandémie, ces diplomates expérimentés ont longuement débattu de l'éventualité de basculer en visioconférence. Mais certains se sont inquiétés : le système européen allait-il tenir s'ils cessaient de se voir en chair et en os ? Ces derniers ont eu gain de cause : les représentants permanents des Etats (et leurs adjoints) sont les seuls à n'avoir jamais cessé de se rassembler physiquement dans la capitale européenne pendant toute la crise. Un symbole très fort qui a marqué tous les esprits à Bruxelles.

S'il est totalement inconnu du grand public, le Comité des représentants permanents – Coreper, en jargon bruxellois – est

en réalité incontournable dans la machine européenne. Derrière ses portes toujours closes se négocient la plupart des compromis entre les 27 membres de l'Union. « C'est la boîte sur laquelle tout le monde compte pour résoudre des problèmes que les experts jugent insolubles », résume François Roux, ex-représentant permanent de la Belgique, aujourd'hui professeur à Sciences Po.

**Un club très sélect  
dont les spécialistes  
ont appris à guetter  
l'ordre du jour**

Les ambassadeurs se tiennent loin des projecteurs médiatiques, braqués sur les réunions des chefs d'Etat et de gouvernement, les sessions plénières du Parlement à Strasbourg ou la présentation des projets de loi par la Commission européenne. Leur club très sélect reste discret, même si les spécialistes ont appris à guetter son ordre du jour. Pacte asile et migration, blocage sur le Pacte vert pour l'environnement, utilisation des intérêts des avoirs russes gelés pour acheter des armes pour l'Ukraine... Tous les gros dossiers aboutissent sur la table ovale de ces as de la négociation. « Ce système

d'ambassadeurs qui légifèrent n'a pas d'équivalent ailleurs », pointe un observateur qui assiste à leurs délibérations. Mieux, « 80 % des décisions que l'on dit adoptées par le Conseil des ministres européen ont été en réalité négociées et décidées au préalable par le Coreper », abonde Marianne Dony, professeur honoraire de droit européen à l'Université libre de Bruxelles. Au minimum, le comité se réunit une fois par semaine, souvent beaucoup plus. Lorsque les Européens financent ensemble les vaccins anti-Covid en 2020, la Commission européenne s'occupe des contrats avec les firmes pharmaceutiques, mais ce sont eux qui, ensuite, gèrent les obstacles imprévus quand, par exemple, AstraZeneca ne livre pas dans les temps. Quand la Russie envahit l'Ukraine, dans la nuit du 24 février 2022, ils se retrouvent dès 9 heures du matin pour préparer les décisions des dirigeants – des premières sanctions contre la Russie à l'accueil des réfugiés. Dormant peu ou pas, ils ne se quittent quasiment pas dans les jours qui suivent.

Sil l'instance est aussi névralgique, c'est que les intérêts nationaux et généraux européens s'y entremêlent, sur une ligne de crête permanente. « Chaque ambassadeur a une double mission : défendre les intérêts de son pays, mais également faire aboutir des accords à 27. Et il doit souvent arbitrer en solo », éclaire François Roux. Avantage : le huis clos des discussions permet de livrer sans fard les véritables lignes rouges de son gouvernement. « L'ambassadeur hongrois actuel est très loyal à ses autorités, mais cela ne l'empêche pas de révéler ses marges de manœuvre à ses homologues », illustre un diplomate. Ces échanges francs exigent une confiance sans faille – certains parlent d'une forme de « fraternité » ou « d'esprit de corps ». « Nous nous parlons tout le temps, par texto, au téléphone et quand c'est nécessaire, nous nous voyons à trois ou quatre pour trouver des solutions », égrène un ambassadeur en exercice. Sans oublier des moments plus informels, d'aucuns évoquant des parties de football ou des dîners en famille... Et deux fois par an, les ambassadeurs partent ensemble en voyage dans le pays qui exerce la présidence tournante du Conseil de l'UE. Sans ces innombrables heures passées ensemble par ces hommes et ces femmes, ►



## Bruxelles : les lieux qui comptent

Le quartier européen à Bruxelles accueille les institutions de l'Union et tous ceux qui gravitent autour : représentants des Etats et des collectivités, lobbyistes, ONG, journalistes...

Voici quelques adresses incontournables pour observer ce microcosme.



### En buvant un verre

Chaque jeudi soir, la **place du Luxembourg** se métamorphose en soirée à ciel ouvert. Assistants et jeunes fonctionnaires du Parlement viennent y boire des verres jusque tard dans la nuit. Une aubaine pour les nombreux lobbyistes de la capitale européenne, qui n'hésitent pas à payer leur tournée. Aux abords de la Commission, le pub irlandais **Kitty O'Shea's** est bondé les vendredis soir. On y voyait régulièrement l'équipe de l'ex-président Jean-Claude Juncker.



### En courant

Pour les sportifs, une course à pied dans le **parc du Cinquantenaire** peut permettre de belles rencontres. Même Ursula von der Leyen s'y est fait photographier en plein jogging. Au printemps, d'innombrables représentants des institutions y préparent courageusement les 20 kilomètres de Bruxelles. Les plus anciens se souviennent aussi que le commissaire Pascal Lamy y accordait des interviews tout en travaillant sa foulée.



### En voyageant

Pour espérer croiser un(e) eurodéputé(e) entre Paris, Bruxelles et Strasbourg, rien ne vaut la 1<sup>re</sup> classe ou la voiture-bar des Eurostar et TGV. « Je reste sur le quai le plus longtemps possible pour voir qui monte. Il m'est arrivé de discuter deux heures avec Raphaël Glucksmann à l'improviste », raconte une journaliste. Dans le train, des adversaires politiques peuvent mener des conversations impromptues plus apaisées. Mais gare aux oreilles qui traînent ! Un habitué des trajets Paris-Bruxelles note avec malice que les cadres parisiens des ministères débrièfent à haute voix dans la rame du retour leurs entretiens à la Commission européenne. Et les conversations au téléphone de Rachida Dati, élue jusqu'en 2019, ont parfois fait les délices de ses voisins...



### En mangeant

Lorsqu'il était commissaire, Pierre Moscovici avait sa table réservée les mardis au **Meet Meat**. Dans ce restaurant de viande argentine, les états-majors des directions générales Commerce ou Services financiers déjeunent encore régulièrement. Mais c'est désormais le **Résidence Palace** qui a la cote. Diplomates et fonctionnaires apprécient son côté feutré et l'espace entre ses tables, propice aux conversations privées. La sandwicherie **Exki** reste l'endroit idéal pour intercepter un directeur de cabinet débordé, voire la vice-présidente danoise Margrethe Vestager, lorsqu'ils s'extraitent quelques instants du siège de la Commission. Le Français Thierry Breton préfère la **cantine** de l'institution, ouverte aux journalistes accrédités qui peuvent tenter d'arracher une info dans la queue pour le plat du jour.



Les ambassadeurs négocient la plupart des compromis entre les membres de l'Union.

► la mayonnaise européenne ne prendrait pas. « C'est impressionnant de voir que cela fonctionne pendant les crises et même en temps de guerre. Souvent, nous avons des désaccords profonds, parfois le ton monte, mais à la fin nous arrivons toujours quelque part », raconte l'un de ces diplomates ultra-expérimentés.

Le rôle central du Coreper découle en grande partie de ses liens étroits avec le cénacle des chefs d'Etat et de gouvernement, un autre club où les propos s'échangent sans fioritures et où tout se décide à l'unanimité. Les ambassadeurs préparent les sommets européens et sont, avec les dirigeants, les seuls

à disposer d'une vision à 360 degrés sur les dossiers en cours. « C'est la tour de contrôle, résume un observateur. Elle veille à ce que les décisions des chefs soient suivies d'effets. » Résultat, le Coreper éclipse en partie les Conseils des ministres (affaires étrangères, agriculture, économie, etc.). Certes, les ministres adoptent formellement les lois, mais ils ne viennent à Bruxelles qu'épisodiquement et restent concentrés sur leurs portefeuilles. « C'est davantage au niveau des représentants permanents qu'une forme d'équilibre peut se faire entre les intérêts d'un Etat sur un dossier A et ses intérêts sur un dossier B », confirme Marianne Dony, de

**« La tour de contrôle  
veille à ce que  
les décisions des chefs  
soient suivies d'effets »**

l'Université libre de Bruxelles. Preuve de leur importance, c'est donc aux ambassadeurs que les 27 dirigeants ont confié en avril dernier la finalisation de l'union des marchés de capitaux, un sujet crucial pour les capacités d'investissements en Europe, car les spécialistes des finances n'aboutissaient pas.

Mais cette prééminence fait grincer des dents. Les ONG critiquent l'opacité des débats et la concentration de pouvoir dans les mains de hauts fonctionnaires non élus. Et le Parlement européen s'agace de voir la Commission invoquer régulièrement une « crise exceptionnelle » pour aller plus vite et déclencher l'article du Traité européen qui permet justement aux Etats, et donc à leurs représentants permanents, de statuer seuls sur ses propositions, sans l'aval des députés. Au cours de son mandat, la présidente Ursula von der Leyen a ainsi invoqué l'article 122 aussi bien pour des achats conjoints de vaccins que pour le plafonnement des prix du gaz en pleine guerre en Ukraine.

« Le système européen n'a pas été conçu pour prendre des décisions rapidement, plaide un diplomate. La séparation des pouvoirs n'est pas claire : il y a une réelle difficulté dans les crises quand il faut exercer efficacement le pouvoir exécutif. » Or, confrontés au retour de la guerre ou à la montée de rivaux systémiques comme la Chine, les Européens doivent de plus en plus régulièrement poser des choix forts dans des temps limités. Dans l'immédiat, personne n'envisage de réformer les processus de décisions inscrits dans les traités. Dans cet écosystème complexe où l'unité est si difficile à trouver – sans doute encore plus demain à 30 ou 32 pays –, la boîte noire du Coreper va donc continuer à jouer un rôle charnière. Au point peut-être que l'acronyme finira un jour par être connu au-delà du quartier européen de Bruxelles... \*



## Guerre en Ukraine

## Kharkiv, cible stratégique de Poutine

**L'ouverture par les Russes d'un nouveau front dans le nord de l'Ukraine pourrait fragiliser la défense ukrainienne.**

Dans la petite ville de Vovtchansk, à 5 kilomètres de la frontière russe, dans le nord de l'Ukraine, les épaisses fumées des bombardements obscurcissent à nouveau l'horizon. Prise une première fois par les troupes de Moscou au premier jour de leur invasion en février 2022, avant d'être libérée par les forces ukrainiennes six mois plus tard, cette modeste cité d'environ 20 000 habitants est l'une des nombreuses localités visées par la nouvelle offensive russe lancée le 10 mai dans la région de Kharkiv.

Après des mois à faire face à une pénurie de munitions, la situation du front est devenue critique pour Kiev. Dès les premiers jours de l'assaut, les quelque 35 000 combattants russes dans la zone sont parvenus à conquérir plus de 200 kilomètres carrés, soit leurs gains territoriaux les plus importants depuis le début de l'année. « L'interruption des livraisons d'armes américaines a joué en leur faveur, retrace Mykhailo Gonchar, président de l'institut ukrainien Centre for Global Studies Strategy XXI. Même si elles ont repris aujourd'hui, le temps perdu a ouvert aux Russes une fenêtre d'opportunité. »

L'arrivée des beaux jours facilite aussi la reprise des grandes manœuvres terrestres. Outre Vovtchansk, la Russie a déployé un autre axe d'attaque dans le secteur de Loukiantzi, à une trentaine de kilomètres au nord de Kharkiv – deuxième ville d'Ukraine avec 1,4 million d'habitants et capitale de l'oblast du même nom. « Les troupes engagées dans la zone paraissent insuffisantes pour prendre une telle agglomération, mais elles pourraient réussir à s'en approcher », juge le général Jérôme Pellistrandi, rédacteur en chef de la *Revue Défense nationale*. Se dressent toutefois sur leur route les principales lignes de défense ukrainiennes, situées à une quinzaine de kilomètres de la frontière.

L'ouverture d'un nouveau front est stratégique à plus d'un titre pour l'état-major russe. Dès la mi-mars, Moscou avait évoqué la création d'une « zone tampon »

longeant son territoire, afin d'empêcher l'armée ukrainienne de frapper la région russe voisine de Belgorod. « C'est un prétexte, tranche Mykhailo Gonchar. Nos forces armées ont la capacité de lancer des attaques de drones à plusieurs centaines de kilomètres de distance. À l'inverse, cette zone tampon permettrait à la Russie de mettre la ville de Kharkiv à portée de son artillerie et de ses systèmes de lance-roquettes multiples. » De quoi renforcer encore la menace pesant sur cette métropole déjà régulièrement ciblée par les drones et missiles russes, que Moscou avait tenté de capturer – sans succès – en 2022. Et d'accroître la pression sur la population civile alors que plus de 10 000 personnes ont déjà fui les combats dans le nord.

**« Kiev ne peut pas se permettre de laisser Kharkiv sans protection »**

Cette nouvelle offensive pourrait en outre déstabiliser la défense ukrainienne dans l'est du pays où Moscou poursuit inlassablement ses efforts offensifs depuis la prise d'Avdiïvka à la mi-février. « Kiev ne peut pas se permettre de laisser Kharkiv sans protection, note le général Pellistrandi. Ce qui implique d'y envoyer des forces conséquentes, prélevées sur le reste du front. » Une manière d'imposer un dilemme stratégique au commandement ukrainien, contraint d'éteindre de multiples incendies avec des moyens limités aussi bien en hommes qu'en munitions.

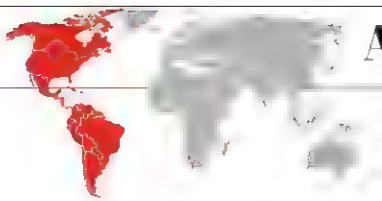
Sur le front est, la petite ville fortifiée de Tchassiv Iar, à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Bakhmout, est dans le viseur de Moscou. Tenu de haute lutte par les Ukrainiens depuis des mois, ce bastion constitue un point de passage obligé avant toute offensive en direction de Kramatorsk – capitale régionale sur laquelle Moscou veut mettre la main pour parachever son contrôle de l'oblast de Donetsk. « Les Russes ont conclu qu'ils devaient ouvrir un second front au nord pour pousser l'armée ukrainienne à affaiblir ses défenses dans l'est », résume Mykhailo Gonchar.

Selon le chef du renseignement militaire ukrainien Kyrylo Boudanov, l'armée russe amasserait en parallèle des forces à proximité de la région frontalière de Soumy, au nord-ouest de l'oblast de Kharkiv. Augurant de l'ouverture possible d'un nouveau front, dans les semaines à venir. ★

**PAUL VÉRONIQUE**

## L'offensive russe dans la région de Kharkiv





MEXIQUE

## Les femmes à l'assaut de la présidence

Le 2 juin, l'une d'elles a toutes les chances de l'emporter. L'aboutissement d'une longue évolution politique et sociétale.

PAR HAMDAM MOSTAFAVI

« **C**'étaient toujours les hommes, les hommes, encore les hommes, maintenant, au tour des femmes ! », affirme avec conviction Ximena, jeune femme énergique, à quelques pas du palais présidentiel, sous le soleil qui écrase le Zocalo, la place centrale de Mexico city. « Claudia va changer notre vie, veut-elle croire. Grâce à elle, nous aurons plus de travail et plus de présence dans la société. » « Claudia », c'est Claudia Sheinbaum, bien connue des habitants de la capitale. De 2018 à 2023, la femme de gauche dirige le gouvernement local de Mexico. Physicienne, docteure en sciences de l'environnement et membre du Giec depuis 2013, la cheffe de file de la coalition de gauche cherche aujourd'hui à conquérir le cœur des 99 millions de votants, lors de la présidentielle du 2 juin. Un scrutin majeur, qui s'accompagne d'élections législatives et locales. En cinq ans à la tête de la mégapole de 22 millions d'habitants, cette femme élançée aux tailleurs impeccables a su, au fur et à mesure, sortir de l'ombre d'Andres Manuel Lopez Obrador, dit "Amlo", l'actuel président, qu'elle accompagne en politique depuis de nombreuses années. Agée de 62 ans et mère de deux enfants, l'ex-maire compte capitaliser sur la popularité de son prédécesseur, qui atteint les 60 %, alors que son mandat de

six ans – non renouvelable – va s'achever en décembre 2024.

Plus loin sur le Zocalo, Juan tient une tente de souvenirs à l'effigie d'Amlo. Peluches de toutes tailles, porte-clés, T-shirts... le président de gauche est représenté avec un visage souriant, arborant souvent un casque de chantier pour symboliser les nombreux projets d'infrastructures – ferroviaires, aéroportuaires, énergétiques – lancés sous sa mandature. Il vend aussi quelques magnets et poupées à l'effigie de « Claudia ». « On a beaucoup

**Leur taux d'emploi  
est passé de 33 %  
dans les années 1990  
à 45 % aujourd'hui**

d'espoir qu'elle puisse continuer le projet initié par Amlo. Il a beaucoup fait pour l'économie mexicaine, notamment pour le poids du peso face au dollar », commente le vendeur replet et jovial. Saïd, un employé de banque d'une cinquantaine d'années, n'est pas aussi enthousiaste : « Amlo, c'est surtout beaucoup de grands projets inaboutis ! » Des chantiers controversés, car la gestion en a été confiée à l'armée,

rappelle Hélène Combes, directrice de recherche au CNRS rattachée au Ceri Sciences Po Paris et auteure de *De la rue à la présidence. Foyers contestataires à Mexico* (Editions CNRS). « Le gouvernement de Lopez Obrador a misé sur des grands chantiers impulsés par l'Etat pour créer de l'emploi, tel le pharaonique projet du train Maya », explique la chercheuse. Sans oublier de nombreux programmes sociaux. Pour l'économiste Carlos Perez Verdia, ancien conseiller du précédent président Felix Calderon, "Amlo" a plutôt réussi le pari économique, mais cette prospérité relative – alors que le pays a connu un taux de croissance très bas pendant la pandémie – est très largement due à une série de réformes structurelles qui s'étendent sur les trente dernières années, depuis la signature de l'Alena, le traité de libre-échange avec le Canada et les Etats-Unis, en 1994, puis les réformes économiques des années 2010, jusqu'au récent « nearshoring », à savoir le phénomène des entreprises, notamment chinoises, qui viennent s'implanter à la frontière pour bénéficier des facilités d'échange entre le Mexique et les Etats-Unis.

Dans ce contexte, « la présence des femmes dans le monde du travail constitue une tendance très progressive, mais constante », pointe l'économiste Carlos Perez Verdia. Leur taux d'emploi est passé de 33 % dans les années 1990 à 45 % aujourd'hui. Des chiffres qui ne prennent pas en compte leur présence dans l'économie informelle, un secteur majeur au Mexique. Parmi les facteurs positifs, la réduction du temps de travail quotidien, des politiques en faveur du congé maternité, la baisse de la natalité – 2,2 enfants dans le pays, 1,4 dans la capitale – et, aussi, la sécurisation des transports, met en avant Mariana Esquivel, du cabinet de consulting mexicain Simbiosis Economica. Pour les Mexicaines qui prennent le métro dans la capitale, la routine consiste en effet à passer le porche qui délimite sur le quai la zone réservée aux femmes et à monter dans les premiers wagons qui leur sont dévolus ainsi qu'aux enfants de moins de 12 ans, une façon de se prémunir du harcèlement.

Jeune guide touristique dans la capitale, Sebastian votera, lui, pour l'autre candidate, Xochitl Galvez, femme d'affaires prospère, à la tête de la coalition de centre





Claudia Sheinbaum, cheffe de la coalition de gauche, et Xochitl Galvez, à la tête de la coalition de centre droit.

droit menée par le parti PAN (Parti action nationale). Originaire d'une ethnie indigène et d'un milieu modeste, diplômée en informatique, la candidate de 61 ans apparaît toujours vêtue d'un *huipuil*, vêtement brodé traditionnel. Elle a travaillé dans diverses institutions depuis 2000, souvent pour défendre la place des indigènes. Mais si elle est sensible aux thèmes sociaux, ce qui dénote pour une candidate de droite, elle se distingue de sa rivale par son libéralisme économique. Une qualité qui séduit Sebastian qui, comme tous les Mexicains, travaille plus de cinquante cinq heures par semaine pour une douzaine de jours de congé annuels. Lui ne souhaite pas que Claudia l'emporte, même si « elle est plus libérale qu'Amlo, reconnaît-il. C'est un pur produit socialiste qui ne fait que distribuer de l'argent aux jeunes au lieu de les motiver à travailler et construire le pays ». Reste, au-delà de ces divergences, une tendance lourde : « Que les deux candidates des coalitions politiques les plus importantes soient des femmes résulte de trente ans de forte féminisation de la vie politique », indique Hélène Combes, qui note que le

Mexique est l'un des rares pays à avoir, depuis 2018, un législatif entièrement paritaire, aussi bien au Sénat qu'au Congrès, l'équivalent de l'Assemblée nationale.

Face à ces deux candidates, Jorge Alvarez Maynez, de la coalition centriste, fait figure d'outsider.

En trente ans de suivi du pays, Hélène Combes a vu croître la place des femmes dans toutes les sphères de la vie publique : politique, grâce, notamment, à une politique de quotas ; économique, par le biais de mesures favorisant l'emploi féminin ; et culturelle, dans la littérature mexicaine.

Malgré des avancées, la situation reste toutefois périlleuse pour la gent féminine. Environ 3 000 femmes sont assassinées chaque année, soit une dizaine par jour. Les militantes féministes organisent régulièrement des protestations spectaculaires où elles installent des milliers de silhouettes

#### Quelques dates



1994

Signature de l'Alena (accord de libre-échange).

2000

Fin de l'hégémonie du PRI, parti d'Etat.

2018

Victoire historique de la gauche.

violettes – la couleur qui représente la lutte féministe, comme le 25 mai. Hélène Combes tient néanmoins à nuancer la portée des chiffres : « Le Mexique a été l'avant-garde de la prise de conscience sur le féminicide, et ces taux très élevés sont en partie liés à la violence ordinaire et au crime organisé », une donnée incontournable dans le pays. Lors du dernier débat télévisuel mi-mai, les deux candidates se livraient à une bataille de chiffres sur le sujet. « Sheinbaum s'appuie beaucoup sur son bilan à Mexico, où elle a pu réduire le taux de criminalité, mais aussi la perception que les habitants peuvent avoir de la criminalité », commente Hélène Combes. Ici et là, sur les murs de Mexico, apparaissent des graffitis représentant les visages des victimes de ce mal silencieux qui continue de ronger le pays, où disparitions et enlèvements de femmes demeurent des réalités. Le jeune Sebastian estime que la violence de genre est vouée à se réduire alors que la nouvelle génération se sent plus sensibilisée : « Malheureusement, nous avons un pays très machiste, mais avec une présidente, je suis sûr que ça va changer ». ✱

TAÏWAN

## Le nouveau président (déjà) sous forte pression

William Lai doit faire face aux intimidations militaires chinoises et aux tentatives de l'opposition pour entraver son action.

PAR CYRILLE PLUYETTE, ENVOYÉ SPÉCIAL À TAIPEI

**A** peine trois jours. C'est le temps qu'aura mis la Chine pour placer sur le gril le nouveau président taïwanais, Lai Ching-te, dont le mandat commence sous des auspices inquiétants, tant sur le plan extérieur qu'intérieur. A 7 h 45, jeudi 23 mai, l'Armée populaire de libération (APL) lançait dans un déluge de menaces l'opération Joint Sword-2024A : des exercices militaires qui ont simulé pendant deux jours un encerclement de l'île. L'objectif est de vérifier la « capacité [de Pékin] à prendre le pouvoir, mener des frappes conjointes et contrôler des territoires clés », a tambouriné l'armée chinoise, à grand renfort d'images montrant des avions de chasse décoller, des soldats déployer des lance-missiles et des officiers de marine observer aux jumelles des bateaux taïwanais.

La Chine, qui considère Taïwan comme partie intégrante de son territoire, a présenté ces manœuvres comme une réponse au discours d'investiture de celui qui se fait aussi appeler William Lai. Estimant que ce fils de mineur avait « sérieusement remis en question le principe d'une seule Chine », le ministère de la Défense chinois a promis de pousser « un peu plus loin » les représailles à chaque nouvelle « provocation » taïwanaise, « jusqu'à ce que la réunification complète de la mère patrie soit réalisée ».

William Lai, qui a pris ses fonctions lundi 20 mai, a permis au Parti démocrate progressiste (DPP), une formation traditionnellement indépendantiste, de conquérir un troisième mandat consécutif, après ceux de la présidente Tsai Ing-wen. Très prudente, cette dernière s'est bien gardée pendant ses huit ans au pouvoir d'une déclaration formelle d'indépendance – même si l'île mène de facto une politique autonome – qui équivaldrait

**Pékin estime que ce fils de mineur a « remis en question le principe d'une seule Chine »**

pour Pékin à une déclaration de guerre. Dans son discours, William Lai a lui aussi promis de « ne pas provoquer » la Chine et de « préserver le statu quo ». Mais Pékin le considère comme un dangereux « séparatiste » depuis qu'il s'est décrit en 2017 comme un « travailleur pragmatique pour l'indépendance de Taïwan ».

Et certaines phrases de sa déclaration d'investiture ont encore aggravé son cas. « La République de Chine [NDLR : le nom officiel de Taïwan] et la République populaire de Chine ne sont pas subordonnées

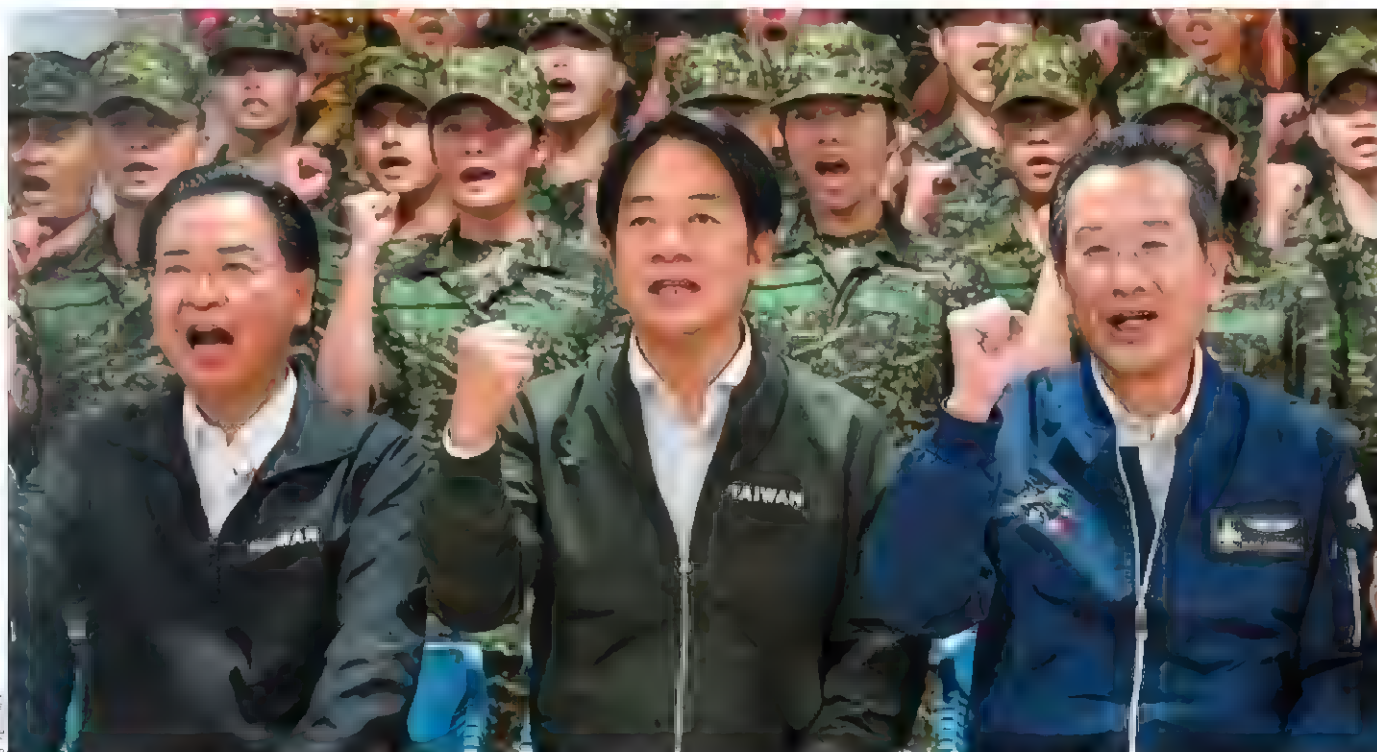
l'une à l'autre. Tous les habitants de Taïwan doivent s'unir pour sauvegarder notre nation ; tous nos partis politiques doivent s'opposer à l'annexion et protéger la souveraineté », a-t-il insisté. Le fait que le nouveau président fasse référence à deux pays, alors que pour le régime communiste, il n'y a « qu'une seule Chine », est intolérable aux yeux de Pékin. « Ce que William Lai a dit dans son discours suggère qu'il pourrait s'écarter de la ligne modérée de Tsai Ing-wen. Il s'est montré plus ferme sur la souveraineté de Taïwan et n'a pas repris certains gestes conciliants de sa prédécesseure. Alors que Tsai avait laissé subsister des ambiguïtés, Lai veut affirmer haut et fort que la Chine et Taïwan sont deux Etats distincts », souligne Amanda Hsiao, analyste à l'International Crisis Group.

Du pain bénit pour les autorités chinoises, qui saisissent la moindre occasion pour punir l'île de 23 millions d'habitants et l'isoler. Pékin avait notamment mené des exercices militaires d'une ampleur historique en août 2022, après la visite à Taipei de Nancy Pelosi, alors présidente de la Chambre des représentants américains. « La Chine cherche à monter ses muscles au nouveau gouvernement. Ce type d'actions est une claire atteinte à la sécurité et à la prospérité de la région », a réagi le ministre adjoint des Affaires étrangères, Tien Chung-kwang.

Au total, 111 avions chinois et des dizaines de navires ont participé aux exercices, selon Taipei. « Mais contrairement à ce qu'elle avait fait après la visite de Nancy Pelosi, l'APL n'a pas lancé de missiles balistiques ou de fusée à longue portée et n'a pas non plus effectué d'exercices avec tirs réels », relativise Si-Fu Ou, qui reçoit L'Express à l'Institut pour la recherche sur la défense nationale et la sécurité, un centre de réflexion militaire situé dans l'ancien quartier général de l'armée japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale.

Gare toutefois à ne voir dans ces manœuvres qu'une simple routine. « Les navires de l'APL se sont rapprochés plus près que jamais des zones contiguës de Taïwan (24 milles nautiques), poursuit cet expert. Et quatre navires de garde-côtes chinois ont pénétré dans les « eaux interdites » des îles de Wuqiu et de Dongyin, appartenant à l'archipel de Taïwan ». Depuis le mois de février, des bateaux de





Le dirigeant (au centre) a pris ses fonctions le 20 mai. Ici, lors d'une visite d'inspection des troupes militaires à Taoyuan, le 23 mai.

ce type multipliaient déjà les incursions dans les eaux de l'île taïwanaise de Kinmen, d'où l'on voit les tours de la ville chinoise de Xiamen, juste en face. « Les Chinois signalent que le "modèle Kinmen" de normalisation des patrouilles de garde-côtes dans les eaux territoriales peut désormais être appliqué à toutes les îles périphériques », analyse Bonnie Glaser, du German Marshall Fund des Etats-Unis. Mois après mois, la coercition militaire s'accroît. « C'est la "stratégie du sashimi" : Pékin essaye de créer une nouvelle normalité, en franchissant chaque fois une nouvelle étape, par petites touches, pour ne pas créer de réaction étrangère trop forte », renchérit Su Tzu-yun, lui aussi chercheur à l'INDSR, son fusil de réserve posé à ses côtés.

Ce harcèlement pourrait encore s'intensifier, selon plusieurs experts. Problème, William Lai paraît bien seul face à son puissant voisin à un moment où les Etats-Unis, principal soutien de Taïwan – Washington n'a pas de relations officielles avec l'île, mais lui vend des armes –, sont accaparés par la guerre en Ukraine et le conflit au Moyen-Orient. Pour compliquer le tout, le nouveau président est aussi fragilisé politiquement, son parti, le DPP,

n'ayant pas la majorité au Parlement. Récemment, un pugilat a éclaté entre députés adverses dans une atmosphère chaotique, six d'entre eux ayant même fini à l'hôpital. La formation au pouvoir accuse les deux partis d'opposition, le Kuomintang (KMT, plus favorable à l'amélioration des relations avec la Chine) et le TPP (Parti populaire taïwanais), de vouloir faire voter en catimini une loi qui donnerait au Parlement plus de pouvoir de contrôle sur l'exécutif.

De quoi paralyser les efforts du gouvernement pour renforcer la défense taïwanaise, et augmenter les risques de fuite d'information vers la Chine, craignent certains observateurs. « La coopération internationale en matière de défense, y compris l'achat d'armes, est une question sensible, surtout au vu de l'isolement international de Taïwan, qui exige un équilibre entre confidentialité et transparence. L'opposition pourrait être tentée d'introduire trop de transparence, d'une manière qui ferait réfléchir les partenaires internationaux de Taipei », pointe Wen-Ti Sung, chercheur à l'Université nationale australienne.

Indignés par cette tentative de passage en force, des milliers de jeunes Taïwanais

se sont réunis à plusieurs reprises devant le Parlement pour protester. « Si le KMT parvient à ses fins, Taïwan est fichu », peut-on lire sur le bandeau jaune que l'un d'entre eux porte autour de la tête. « Certains essayent de faire voter des lois importantes sans discussion. C'est un déni de démocratie ! », s'exclame Terry, la vingtaine. Plusieurs participants brandissent des tournesols, emblèmes de la révolte massive de 2014, contre un projet d'accord de libre-échange économique avec la Chine, soumis par le KMT.

A leur image, nombre de Taïwanais semblent bien plus préoccupés par ces enjeux domestiques que par les intimidations chinoises. Ainsi, au deuxième jour des exercices militaires de Pékin, sous un ciel blanc et une forte humidité, la vie continuait comme si de rien n'était dans la capitale taïwanaise. « Je ne suis pas vraiment inquiet, en fait je n'y fais même pas attention : les Taïwanais s'habituent à ce type de démonstrations de force. Je ne pense pas que les Chinois attaqueront de sitôt parce qu'ils ont beaucoup de problèmes intérieurs à régler », lâche Yu-lin, un pilote de ligne de 26 ans, avant de monter sur son scooter. Comment dit-on méthode Coué en taïwanais ? \*

GUERRE ISRAËL-HAMAS

## « Empêcher un prochain 7 octobre »

Unies dans le deuil, des familles israéliennes et palestiniennes dialoguent depuis vingt ans. Ces voix de la paix comptent plus que jamais.

PAR NATHALIE HAMOU (TEL-AVIV)

**L'**une, Michal Halev, originaire de la localité de Pardes Hanna en Israël et expatriée dans le New Jersey, a perdu La'or, son fils unique de 20 ans, tué lors du festival de musique le 7 octobre. L'autre, Ahmed Helou, natif de Gaza, élevé en Cisjordanie et père de quatre enfants, déplore la mort de près de 60 membres de sa famille dans l'enclave palestinienne depuis le début de la riposte israélienne. Tous deux se sont retrouvés par écrans interposés le 12 mai à l'occasion du Jour du souvenir, un hommage national aux soldats tombés au front et aux victimes du terrorisme organisé chaque année par le Cercle des parents, un forum regroupant, depuis dix-neuf ans, 700 membres de familles palestiniennes et israéliennes endeuillées.

Critiqué par certains, ce rassemblement s'est ancré dans le paysage mémoriel des deux sociétés civiles. En 2018, le grand écrivain David Grossman, dont le fils a été tué au combat lors de la seconde guerre du Liban, en était le principal orateur. « Personne ne peut donner de leçons à l'autre en matière de deuil. S'il vous plaît, respectez notre choix », avait-il déclaré après les tentatives de dizaines de militants de la droite radicale de troubler la cérémonie, protégée par les forces de l'ordre.

A la suite de la tragédie du 7 octobre, dans un contexte de guerre de longue durée et de traumatisme inégalé, la rencontre n'a pas eu lieu en présentiel, mais

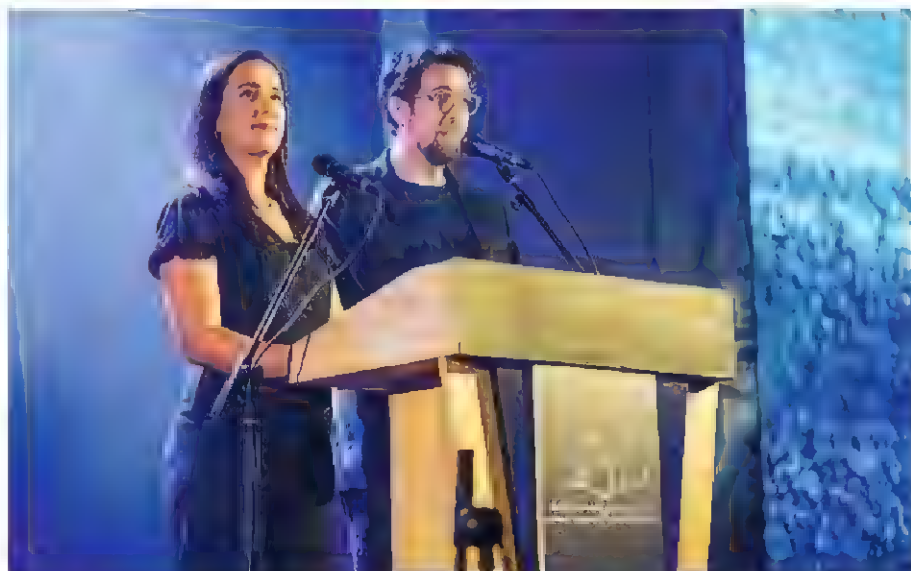
en ligne : « Il y a tant de souffrance et de pertes abyssales des deux côtés », soupire Robi Damelin, la porte-parole du Cercle des parents. Celle qui porte le deuil de son fils David, abattu en 2002 par un sniper palestinien, évoque les restrictions de mouvement subies par les Palestiniens de Cisjordanie, qui n'auraient pu obtenir les permis pour se rendre à l'événement.

L'an passé, la cérémonie avait attiré quelque 15 000 participants et été visionnée par près de 200 000 internautes du monde entier. Cette fois, elle s'est déroulée en petit comité dans le centre éducatif Givat Haviva. Dans l'auditorium, près de

250 personnes, souvent très émues, ont écouté les récits des proches des victimes des deux côtés du conflit. Face à l'assistance, les intervenants palestiniens sont apparus sur grand écran, tandis que les allocutions en hébreu et en arabe étaient entrecoupées de performances musicales d'artistes issues des deux communautés.

Al'ombre de cette double tragédie, les voix du deuil peuvent-elles aider à réamorcer un dialogue et faire émerger l'espoir de briser ce cycle infernal ? Pour le public de Givat Haviva, c'est une certitude. « Je ne suis pas une activiste ; il m'importe que ma douleur personnelle puisse contribuer à un processus de guérison collective. Pour moi, l'esprit de vengeance est une histoire qui ne marche pas », confie Michal Halev, la mère de La'or, tué par le Hamas alors qu'il commençait à travailler aux platines sur les traces de son père, un DJ très connu en Israël. « Mon grand-père paternel a péri pendant la guerre d'indépendance [NDLR : en 1948], poursuit cette femme brune de 47 ans aux allures d'étudiante, qui n'a pas pu reprendre son activité de thérapeute depuis sept mois. Sa première épouse a été tuée dans un attentat à l'aéroport Ben-Gourion en 1972. Nous sommes la troisième génération de familles endeuillées, et nous ne sommes pas les seules. Des deux côtés, nous payons un prix exorbitant. Il n'y a pas de gagnants dans une guerre. »

Son homologue palestinien Ahmed Helou, 52 ans, a participé à ce recueillement depuis Jéricho, en Cisjordanie.



La cérémonie annuelle du Cercle des parents, au centre Givat Haviva, ce 12 mai.



« A l'âge de 15 ans, j'ai voulu combattre l'occupation, raconte-t-il. J'ai rejoint le mouvement local du Hamas, jeté des pierres et fabriqué des drapeaux – à cette époque, le drapeau palestinien était illégal. En 1992, j'ai été condamné à sept mois de prison militaire israélienne en tant que détenu politique. » Incarcéré pendant les accords d'Oslo (signés en 1993), Ahmed Helou découvre qu'il existe une autre voie. Il participe à plusieurs séminaires avec des Israéliens et rejoint les Combattants pour la paix, une plateforme composée d'anciens militaires et de prisonniers palestiniens qui ont déposé les armes et œuvrent pour une fin pacifique du conflit. De 1998 à 2021, Ahmed n'a réussi à se déplacer que deux fois à Gaza City, pour rendre visite à sa sœur malade, que sa famille tente toujours de faire évacuer. Depuis le 7 octobre, malgré son chagrin, Ahmed Helou n'a pas renoncé à ses convictions. « Les relations que j'entretiens avec des Israéliens juifs font grincer des dents dans mon environnement, mais je reste optimiste. Je crois à la non-violence : nous pouvons vivre sur cette terre égaux et en sécurité. »

Invité à s'exprimer à Givat Haviva, Yonatan Zeigen, le fils de la militante pour la paix Vivian Silver, assassinée par le Hamas le 7 octobre dans son kibboutz de Be'eri, illustre un autre type d'engagement. Sur les traces de sa mère, il milite à l'âge de 20 ans dans son quartier de Jérusalem-Est, Sheikh Jarrah, fait du bénévolat auprès des Rabbins pour les droits de l'homme, s'implique au sein des Combattants pour la paix, et admire l'avocat Michael Sfard, spécialisé dans la défense des résidents palestiniens. « Si tout le monde s'était engagé dans une activité pacifiste, nous n'en serions peut-être pas là, estime-t-il. Hélas, il ne nous reste plus qu'à essayer d'empêcher un nouveau 7 octobre. » Yuval Roth va plus loin. Fondateur de l'association Road to Recovery, grâce à laquelle des bénévoles israéliens accompagnent des malades palestiniens vers des hôpitaux de l'Etat hébreu, ce septuagénaire a rejoint le Cercle des parents après avoir perdu son frère Udi, tué en octobre 1993 au retour d'une mission comme réserviste dans la bande de Gaza. « Cette horreur va peut-être déboucher sur quelque chose de nouveau, dans l'activisme civil et sur le plan politique, espère-t-il. Un leader avec une réelle vision peut émerger. Il nous faut de nouvelles voix. » \*

Iran

## Guide suprême de père en fils

**Le président Raïssi était pressenti pour succéder à l'ayatollah Khamenei. Désormais, le fils cadet de ce dernier fait figure de favori.**

Dans la brume de Téhéran, on ne parle que de lui. Avec son turban noir et sa barbe poivre et sel, Mojtaba Khamenei reste pourtant invisible, caché au cœur de la mécanique infernale de la République islamique. Mojtaba, 55 ans, est le deuxième fils de l'ayatollah Khamenei, celui que son père a placé à la tête du Beit, bureau chargé de valider toutes les décisions prises par l'Etat iranien, afin de s'assurer qu'elles soient parfaitement en accord avec la vision du Guide suprême. Une position idéale pour superviser la République islamique. Et se préparer à la diriger.

Jusqu'à présent, Ebrahim Raïssi apparaissait comme le mieux placé pour succéder au Guide suprême de 85 ans, à la santé fragile. D'une loyauté absolue, le président iranien portait avec fierté la vision islamiste et totalitaire de l'ayatollah Khamenei, qui fut son enseignant. Mais le crash de l'hélicoptère présidentiel, le 19 mai, rebat les cartes. Le favori, désormais, porte le même nom que le Guide suprême. « Khamenei a éliminé toute personne qui pourrait potentiellement rivaliser avec son fils pour prendre sa place, assure l'historien Abbas Milani. S'il était vraiment opposé à ce scénario, il prendrait la parole pour dire publiquement qu'il ne veut pas que son fils lui succède. Mais il ne le fait pas. »

L'appui de son père n'est pas le seul atout sur le CV de Mojtaba Khamenei. Mobilisé lors de la guerre contre l'Irak dans les années 1980, il a noué des liens précieux avec des soldats et des membres des services de renseignement, qui ont gravi les échelons. Aujourd'hui, il peut compter sur sa proximité avec des leaders des Gardiens de la révolution, cette force paramilitaire capable de semer le chaos dans tout le Moyen-Orient. « Depuis 2005, il circule de nombreuses rumeurs sur le rôle de Mojtaba Khamenei au sein de la scène politique iranienne. Comme Raïssi, Mojtaba représente une fraction très dure du pouvoir, les néoconservateurs, qui s'appuient sur la force des Gardiens de la révolution », pose Mojtaba Najafi, chercheur en sciences de



Mojtaba Khamenei, 55 ans, a été préparé pour diriger la République islamique.

l'information et spécialiste de l'Iran. Signe de son importance pour la suite, Mojtaba Khamenei a obtenu le grade d'ayatollah en 2022, le rang le plus élevé du clergé chiite, indispensable pour devenir Guide suprême.

La voie reste toutefois loin d'être dégagée pour l'héritier. « Dans la République islamique, l'idée d'une dynastie au pouvoir est un tabou, souligne Mojtaba Najafi. Il ne faut pas oublier que la Révolution de 1979 avait pour objectif d'éliminer les rois. En réalité, la République islamique est une nouvelle forme de monarchie religieuse et ce tabou pourrait être écarté si le pouvoir iranien juge que Mojtaba est le seul capable de gérer le pays et les crises. »

A moins que le Guide suprême n'ait d'autres préoccupations en tête : il se souvient que le fils et bras droit de son prédécesseur, l'ayatollah Khomeini, avait été retrouvé mort dans des circonstances suspectes, en 1995. Le régime avait conclu à une crise cardiaque, sa famille à un empoisonnement par les services secrets. Un autre destin monarchique. \*

**CORENTIN PENNARGUEAR,  
AVEC HAMDAM MOSTAFAVI**

## DETTE

# « On ne pourra pas faire l'économie d'un nouveau débat sur les retraites »

Où trouver 20 milliards d'euros d'économies ? Malgré les annonces de l'exécutif, la Commission européenne pourrait sanctionner la France.

PROPOS RECUEILLIS PAR BÉATRICE MATHIEU

**A**lors que le président de la République milite pour un nouveau grand emprunt européen pour financer notamment le réarmement du continent, l'incapacité de la France à présenter une trajectoire crédible de ses finances publiques à moyen terme plombe cette proposition. La Commission pourrait bien « sanctionner » la France en la plaçant, après les élections européennes, en procédure de déficit excessif. L'analyse de l'économiste Shahin Vallée, chercheur au Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik et ancien conseiller de l'ex-président du Conseil européen Herman Van Rompuy.

**En attendant la décision de la dernière agence de notation, S&P, concernant la qualité de la dette française le 31 mai, de plus en plus d'économistes contestent la trajectoire budgétaire envoyée par la France à Bruxelles, la jugeant peu crédible, voire insincère. La situation est-elle si périlleuse ?**

**Shahin Vallée** Pour l'heure, il n'y a pas de tensions sur les marchés obligataires qui mettraient vraiment en question le financement de la dette française et son coût. En clair, pas d'urgence absolue. Reste que

la situation budgétaire française est singulière par rapport à celle des autres pays européens. Elle se caractérise à la fois par des niveaux de dette et de déficit très importants, mais surtout par l'absence de véritables perspectives de consolidation. Effectivement, la feuille de route budgétaire envoyée à Bruxelles ne précise aucunement les pistes de rétablissement à moyen terme. La vraie inquiétude est là.

**Si la sanction ne vient pas des agences de notation ni des marchés financiers, peut-elle venir de la Commission de Bruxelles ?**

C'est à peu près certain ! Bien que nous ayons voté une adaptation des règles budgétaires en Europe, cela ne change rien au fait que la France, a priori, sera mise sous procédure de déficit excessif après les élections européennes du mois de juin. Tout simplement parce que le déficit public français reste supérieur aux 3 % du PIB. La Commission européenne va donc enjoindre à la France de procéder à un ajustement budgétaire sur plusieurs années qui sera relativement important, de l'ordre en principe de 0,5 point de PIB chaque année. Cela représente une vingtaine de milliards d'euros de coupes par an dans les dépenses, de manière permanente et surtout durable. Un effort historique !

**Ce n'est pas la première fois que la Commission tance la France, sans véritable effet. Pourquoi s'en inquiéter maintenant ?**

C'est la critique que l'on adresse souvent aux règles budgétaires européennes : les sanctions ne sont, en fait, jamais véritablement mises à exécution. C'est vrai, c'est une faiblesse. Mais ces règles jouent un rôle malgré tout. Dans le cas présent, la décision de la Commission aura un vrai coût politique pour la France.

**La crédibilité budgétaire de la France est déjà largement entamée en Europe...**

La France pourra faire le choix de ne pas respecter les injonctions de Bruxelles, mais elle en paiera un certain prix au niveau européen. Dans sa capacité à faire bouger les lignes, à être écoutée sur d'autres dossiers. Je fais le lien avec le discours récent d'Emmanuel Macron sur l'Europe dans lequel il appelle à un grand plan d'investissement européen, à une augmentation du budget de l'Union européenne, à un nouveau fonds pour la résilience ou à un autre pour la défense... Toutes ces initiatives auront du mal à progresser si la France est perçue comme le mauvais élève budgétaire de l'Union européenne.

**De nouvelles règles budgétaires un peu plus souples que les précédentes ont été votées par les Etats membres il y a quelques mois. Est-ce une véritable avancée ?**

La négociation a accouché d'un cadre assez décevant. Les règles précédentes présentaient trois grandes faiblesses : elles étaient trop complexes, insuffisamment contracycliques, et elles ne protégeaient pas assez l'investissement public. On pouvait espérer que ce nouveau cadre réponde assez bien à ces trois critiques. Dans les faits, ce qui a été voté est finalement beaucoup plus nébuleux.

En matière de simplification, nous n'avons fait aucun progrès, on a même plutôt reculé. En matière de contracyclicité, les Etats membres se sont mis d'accord sur un critère de suivi de l'évolution des dépenses. Sauf que ce cadre ne fonctionne pas quand un pays entre dans la procédure de déficit excessif, où ce sont les anciennes règles qui s'appliquent. Enfin, pour ce qui était de la dernière critique, la protection de l'investissement public, on a fait là aussi





Pour l'économiste Shahin Vallée, il semble difficile de ne pas augmenter les impôts.

très peu de progrès. La seule petite soupléss admise concerne les investissements publics cofinancés avec l'Union européenne. Ce nouveau cadre budgétaire que nous avons mis presque deux ans à négocier ne constitue pas une amélioration, et c'est assez regrettable. La France n'a pas été capable de l'amender ou, constatant qu'il était encore perfectible, de bloquer son adoption en attendant mieux. C'est un échec collectif.

**Le gouvernement devrait présenter après les élections européennes un projet de loi de finances rectificative. Va-t-il longtemps pouvoir tenir sa promesse de ne pas augmenter les impôts ?**

Cela me semble difficile de ne pas augmenter les impôts sans couper, dans le même temps, dans des postes de dépense prétendument sanctuarisés, comme les retraites, la police, la justice ou l'Éducation nationale... Je pense au contraire qu'il faut avoir une approche plutôt ouverte et sans tabou, aussi bien sur les recettes que sur les dépenses, et trouver des combinaisons politiques permettant de procéder à un ajustement qui sera le moins récessif et antiredistributif possible.

**Quelles pistes proposez-vous ?**

J'ai été de ceux qui disaient en 2017 qu'abandonner l'ISF était une erreur. Donc, je maintiens que l'imposition du patrimoine en France est une piste. Débattons-en : doit-on imposer le flux, le stock, la transmission du patrimoine ? Plusieurs voies sont possibles. Mais je pense qu'il ne faut pas s'interdire d'imposer le patrimoine financier.

**Et sur le front des dépenses, que préconisez-vous ?**

On ne pourra pas faire l'économie d'un nouveau débat sur les retraites. Aujourd'hui, les retraités ont un revenu médian supérieur à celui des actifs. Par ailleurs, leurs revenus sont indexés sur l'inflation, ce qui n'est pas le cas du reste de la population. Cela signifie que les inégalités entre retraités et actifs se creusent. On peut économiser beaucoup d'argent en sous-indexant les retraites les plus élevées et en maintenant une revalorisation automatique pour les pensions les plus faibles. Une désindexation partielle des retraites supérieures au revenu médian des actifs permettrait une économie de plus de 10 milliards par an. Il ne faut pas se l'interdire. \*

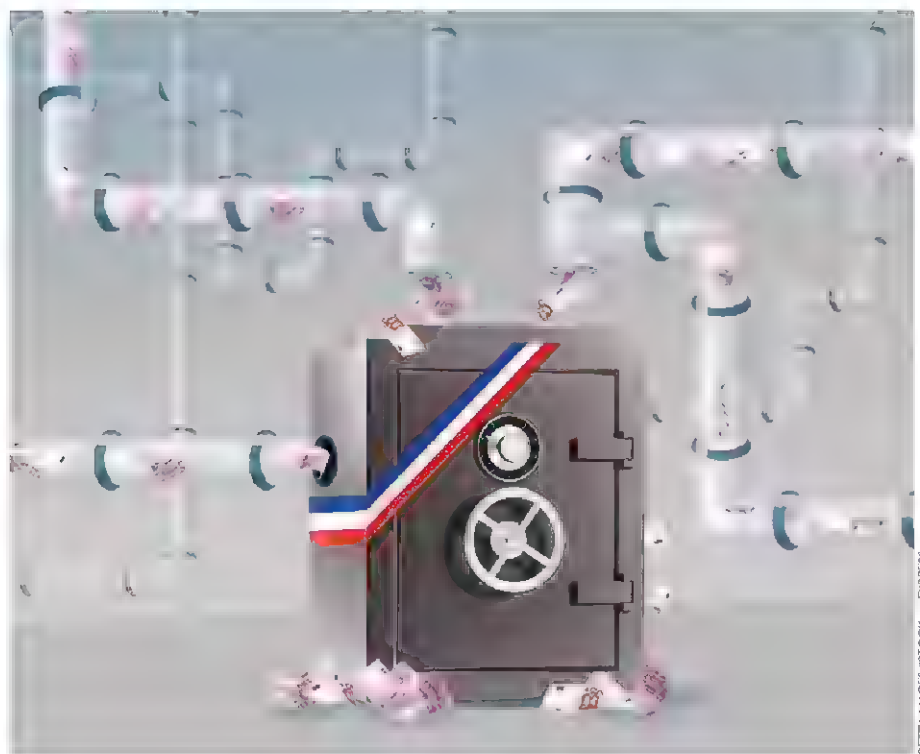
**Anachronique**

## LFI alimente la conspiration anti-finance

**Armés d'un argumentaire contestable, les députés insoumis vantent le « circuit du Trésor », abandonné dans les années 1960.**

La France pourrait-elle être dégradée par S & P ? L'agence de notation américaine rendra son verdict le 31 mai. Quoi qu'il arrive, la dérive du déficit tricolore n'inquiète pas franchement Eric Coquerel, le député LFI qui préside la commission des Finances de l'Assemblée nationale. « La dette n'est pas un problème en soi. La France n'est pas en faillite, il n'y a pas péril en la demeure », affirmait-il récemment dans une interview aux *Echos*. Et d'apporter sa solution sur un plateau : « Je pense [...] que nous devrions nous délivrer de la tyrannie des marchés financiers, en nous finançant directement auprès des banques centrales ou par le biais d'un "circuit du Trésor" comme cela existait avant 1973. »

De quoi faire tiquer l'historienne Laure Quennouëlle-Corre, pour qui cette croyance du « c'était mieux avant » – avant la loi de 1973 en l'occurrence – n'a pas de sens. Contrairement à ce que laisse entendre le député, ce texte n'a pas mis fin au financement du Trésor par la Banque de France. La spécialiste remet les pendules à l'heure : « Cette loi a instauré un meilleur encadrement des avances [NDLR : des prêts de court terme], clarifiant ainsi la relation entre le Trésor et la Banque de France. Le premier pouvait toujours s'alimenter auprès de la seconde, selon des accords qui plafonnaient ces avances. » La réponse d'Eric Coquerel n'est, à ses yeux, qu'un exemple de plus « d'une série de discours de l'extrême gauche, mais aussi de l'extrême droite, affirmant qu'en France, le problème de la dette vient de la loi de 1973, qui aurait été inspirée par Pompidou, ancien banquier d'affaires, en vue de supprimer la possibilité de l'État de se financer auprès de la Banque de France. C'est faux ! Ce discours nourrit les conspirationnistes anti-finance », ajoute-t-elle, rappelant que l'indépendance de la Banque



GETTY IMAGES/ISTOCK - EXPRESS

► de France date, en fait, de 1993 et du traité de Maastricht.

Les propositions d'Eric Coquerel soulèvent d'autres objections sur ce sujet complexe. Le financement auprès des banques centrales et le circuit du Trésor sont deux sujets distincts, insiste Laure Quennouëlle-Corre : « Le circuit du Trésor permettait à ce dernier de se financer en dehors des banques centrales, auprès d'établissements financiers ou d'entreprises publiques, et de réduire ainsi le recours à la planche à billets. » Ce mécanisme oublié avait vocation à drainer les ressources d'épargne de l'économie tricolore pour combler les déficits publics. « Sous ce terme technique se cache une idée simple, décrite dans son dernier ouvrage, *Le Dénier de la dette. Une histoire française* (Flammarion, 2024). Faire revenir par tous les moyens possibles les dépenses de l'Etat dans ses caisses, afin de limiter la création de monnaie. » Selon un autre spécialiste du sujet, le sociologue Benjamin Lemoine, « la gestion administrée de la dette à court terme permettait au Trésor de bénéficier de ressources dont il fixait lui-même le prix autoritairement, sans se confronter au libre jeu de l'offre et de la demande ». Le dispositif a consisté notamment dans la redirection automatique vers les caisses du Trésor de

l'épargne déposée chez les organismes et entreprises publics comme la Caisse des dépôts et consignations, les Caisses d'épargne, les PTT ou la SNCF.

C'est au début de la Seconde Guerre mondiale que le circuit du Trésor a pris une véritable ampleur, défendu par Paul Reynaud en décembre 1939, raconte Clara Léonard, historienne de l'Institut d'Avant-garde : « Le ministre des Finances annonça

**« Ce discours est  
déconnecté de la réalité  
dans une économie  
mondialisée »**

la mise en place de cette politique à grande échelle. Le circuit fut présenté comme un véritable choix, parmi beaucoup d'autres options : inflation, impôt, dette à court ou à long terme, intérieure ou extérieure. » Le circuit est alors brandi comme une arme devant permettre de vaincre Hitler. Ironie de l'Histoire, il sera surtout largement utilisé sous l'Occupation. De façon surprenante, le principe sera porté « aussi bien

par des économistes ou des hauts fonctionnaires qui soutenaient ou participaient au régime de Vichy, que par des membres de la Résistance, qui souhaitaient le pérenniser après la guerre », constate Clara Léonard dans sa thèse. Le circuit du Trésor s'imposera comme un outil de la reconstruction après 1945. A partir de 1948, un nouveau levier est activé : les banques commerciales sont contraintes de conserver un pourcentage minimum de leurs actifs sous forme de bons du Trésor. Une idée qui a tapé dans l'œil des députés LFI, au point de les conduire à rédiger une proposition de loi fin 2023, prévoyant que les établissements financiers soient « tenus d'employer au moins 15 % de leurs fonds propres en obligations assimilables du Trésor ». Le tout, après avoir affirmé en préambule : « Mieux vaut faire défaut à la finance qu'à nos compatriotes. »

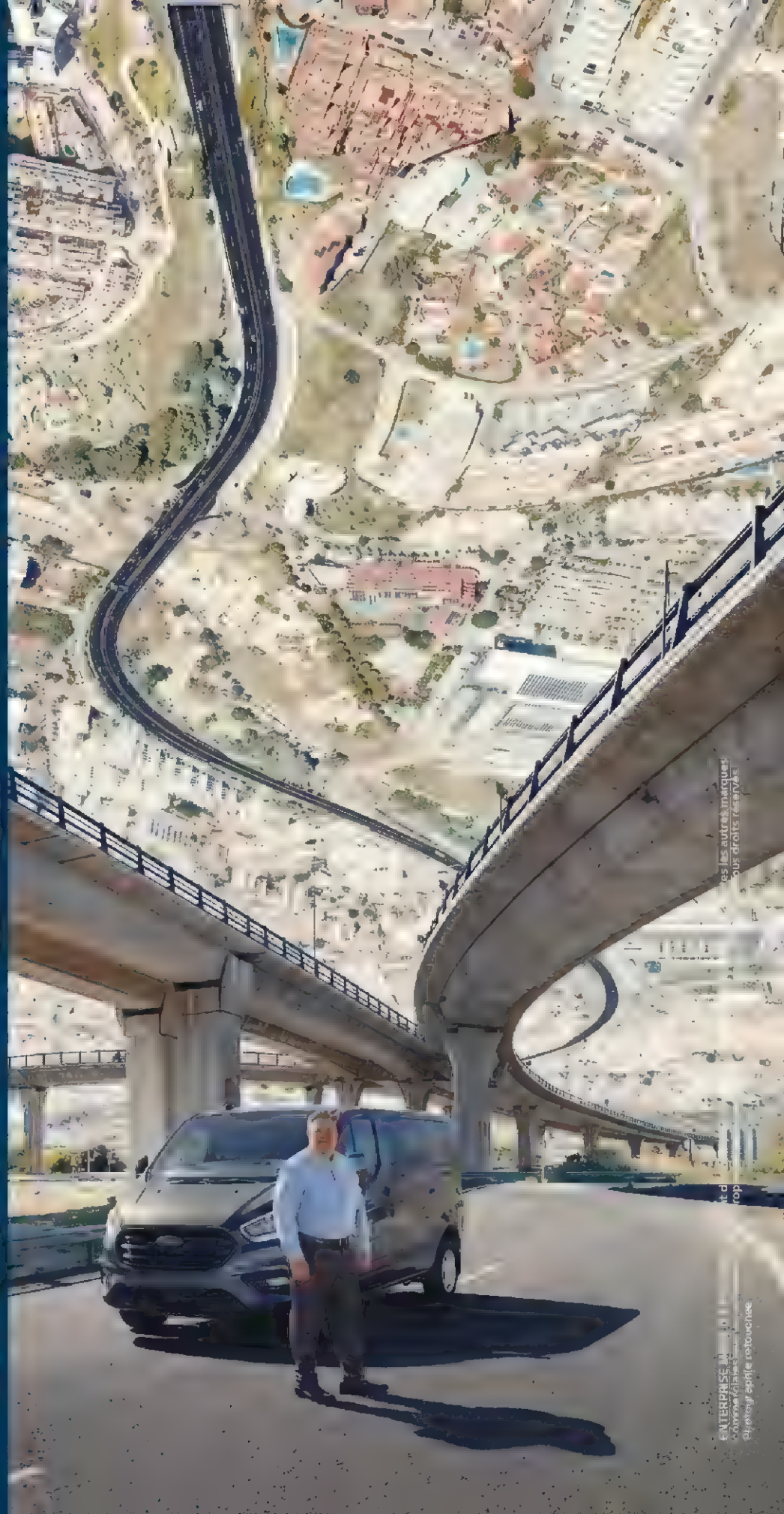
Le circuit du Trésor sera abandonné au cours des années 1960. Pour l'Etat, il permettait d'éviter de se soumettre au vote du Parlement, comme le nécessitaient, a contrario, les avances accordées par la Banque de France. « Cela fonctionnait dans un système dirigiste et fermé, il n'est pas jouable d'y revenir aujourd'hui. On ne pourrait pas obliger les banques à souscrire des effets publics [NDLR : bons ou obligations du Trésor], pointe Laure Quennouëlle-Corre. Ce discours est déconnecté de la réalité dans une économie mondialisée et européanisée. » Sans aller jusqu'à contraindre les banques à couvrir les déficits publics – l'idée paraît anachronique –, Clara Léonard estime que l'on pourrait s'inspirer du principe du circuit, en tant que mécanisme hors marché, pour financer par exemple la transition énergétique en Europe. Sa vertu ? Influencer « les conditions de financement public grâce à une réglementation ou à l'intervention d'une institution publique », notamment pour financer la transition énergétique en Europe. « Avec le *Transmission Protection Instrument* [NDLR : un outil destiné à lutter contre le risque d'une nouvelle crise des dettes souveraines], la BCE a de plus en plus de pouvoir. Nous sommes déjà dans une situation où l'on passe par des institutions pour agir sur les conditions de financement, sans toujours laisser libre cours au marché. » A l'issue des élections européennes, l'idée fera-t-elle son chemin à Bruxelles ? \* **MURIEL BREIMAN**



# NOUS TROUVONS DES ROUTES QUI CONNECTENT VOS QUARTIERS

Nos experts en mobilité peuvent aider les collectivités à améliorer l'accès au transport pour les particuliers et les entreprises. Car les collectivités se développent lorsque tout le monde va de l'avant ensemble.

En savoir plus sur  
[entreprisemobility.fr](http://entreprisemobility.fr)



Les autres marques  
sont des marques  
de nos clients.

ENTREPRISE  
MOBILITY  
est une marque  
de nos clients.

## Quantique : des progrès cumulatifs, des enjeux colossaux

UNE CHRONIQUE DE NICOLAS BOUZOU

Les applications de la physique quantique dans l'informatique, et ailleurs, augurent d'un bouleversement de nos modèles économiques.



La physique quantique fait partie des domaines les plus fascinants qui soient et qui donne envie de vivre suffisamment longtemps pour observer tous les progrès qui devraient en découler. Certes, le terme « quantique » évoque souvent un nouvel eldorado marketé avec soin par les centres de recherche et les start-up en quête de financements, charriant des promesses dignes de la ruée vers l'or. Le danger avec l'économie quantique, c'est que le terme est assez abscons pour qu'on lui fasse dire tout et n'importe quoi.

Il faut reconnaître que les lois de la physique quantique, qui régissent les relations entre les particules à une échelle subatomique – celle des électrons, des photons, des neutrons... –, sont difficiles à appréhender pour des humains qui vivent à l'échelle de la physique newtonienne, où un objet se déplace d'autant plus vite qu'on le propulse avec de l'énergie, et où un corps reste au repos tant que rien n'agit sur lui.

À l'inverse, les principes physiques qui structurent l'échelle quantique sont contre-intuitifs pour nos esprits : la superposition (une particule peut exister dans plusieurs états simultanément), l'intrication (les comportements de deux particules sont liés, indépendamment de la distance qui les sépare), ou le principe d'incertitude de Heisenberg (il est impossible de connaître précisément la position et le

mouvement d'une particule) exigent une belle capacité d'abstraction. Et pourtant, nous parlons là d'une révolution technologique susceptible de changer comme jamais notre économie, d'autant plus qu'elles s'hybride avec de l'intelligence artificielle (IA) et de la robotique.

L'application la plus médiatisée de la physique quantique concerne l'informatique. L'informatique quantique utilise non plus des 0 et des 1 comme son versant traditionnel, mais le principe de superposition qui veut qu'un 0 puisse être en même temps un 1. Il en découle une accélération extraordinaire de la capacité de calcul des ordinateurs, qui permet de conjurer le ralentissement de la loi de Moore : la puissance des microprocesseurs a longtemps doublé tous les dix-huit mois à coût constant, mais ce n'est plus vrai. L'enjeu devient donc critique pour continuer de faire progresser les performances de l'IA et le nombre de ses usages.

Sans informatique quantique, l'IA risque de se heurter à une barrière concrète. Autre enjeu : les capacités de calcul de l'informatique quantique seraient susceptibles de craquer n'importe quelle clé de cryptage. Mais les applications du quantique ne se limitent pas à l'informatique. Il doit notamment permettre le développement de matériaux parfaitement isolants, de capteurs ultraprécis et de nouvelles molécules médicamenteuses. Comme pour toute technologie à large spectre, le champ des possibles est illimité.

Les enjeux économiques sont colossaux car les progrès dans ce domaine sont cumulatifs. Le pays qui parviendra le premier à produire des ordinateurs quantiques en série maîtrisera une technologie qu'il pourra mettre au service de ses secteurs de la défense, du spatial et de

**IBM, Google et Microsoft dépensent des milliards pour faire la course en tête**

l'énergie. C'est la raison pour laquelle IBM, Google et Microsoft dépensent des milliards de dollars pour faire la course en tête, exactement comme ils le font pour l'IA. La France n'est pas complètement en reste. En janvier 2021, le gouvernement a lancé un plan national pour les technologies quantiques, doté d'un budget de 1,8 milliard d'euros sur cinq ans. Ce n'est pas énorme, mais pas ridicule non plus, au regard des engagements des autres nations.

Notre pays accueille des centres de recherche en pointe sur ce sujet comme le Commissariat à l'énergie atomique, et plusieurs start-up comme Pasqal, Alice & Bob ou Quandela. Pasqal, particulièrement prometteuse, a levé 100 millions d'euros en début d'année. La France a un coup à jouer mais doit réunir trois conditions pour réussir. La première, c'est de permettre à nos start-up les plus performantes de lever ces prochaines années non pas 100, mais 500 millions, voire 1 milliard d'euros. La deuxième, c'est de coordonner nos soutiens publics avec ceux de l'Union européenne. La troisième, c'est de freiner le Parlement européen et la Commission dans leur folie normative qui est en train de donner, en matière d'IA, le monopole des algorithmes aux États-Unis. ✱

Nicolas Bouzou, économiste et essayiste, est directeur du cabinet de conseil Asterès.

**Cette révolution technologique s'hybride avec de l'IA et de la robotique**



Le hors-série de référence

# LEXPRESS FRANCHISE & COMMERCE ASSOCIÉ

Le guide

## ENTREPRENDRE AUJOURD'HUI : PENSEZ À LA FRANCHISE !

Les secteurs qui  
marquent l'actualité

Les méthodes  
multimédias

Les nouvelles méthodes  
pour se développer

Comment financer  
votre projet

édition  
2024



M 02780 - 5H - F : 8,90 € - RD



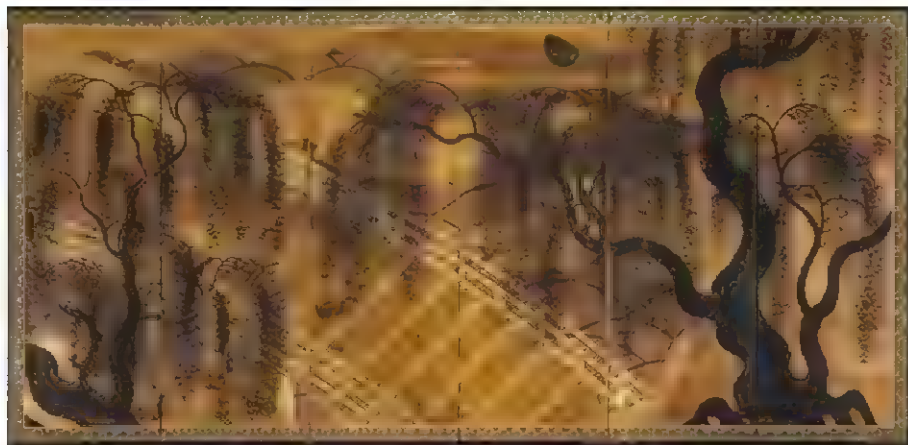
EN VENTE ACTUELLEMENT

PLACE FORTE

## Paris, capitale des arts d'Asie

Malgré des prix records pour les objets de Chine ou la peinture vietnamienne, les arts asiatiques restent abordables.

PAR ROBIN MASSONNAUD



Paravent à six volets, école Hasegawa. Japon, XVII<sup>e</sup> siècle, période Momoyama.

**D**u 6 au 13 juin se tiendra, à Paris, la septième édition du Printemps asiatique. Son président, Christophe Hioco, estime qu'au fil du temps cette manifestation a contribué à inscrire la capitale comme l'une des places fortes de ce marché. Tout est fait pour attirer collectionneurs et amateurs tant le programme est alléchant. Seize galeries françaises et étrangères exposeront leurs trésors à la Pagode, ce bâtiment d'inspiration chinoise proche du parc Monceau. Vous y découvrirez, après avoir réservé votre billet sur le site [Printemps-asiatique-paris.com](http://Printemps-asiatique-paris.com), des statues de style gréco-bouddhique du Gandhara, des paravents japonais, des bouddhas chinois, des bronzes tibétains, des porcelaines de Chine, de précieuses boîtes en laque et des vases en bronze du Japon, des dieux et apsaras (nymphe célestes) indiens, des visages d'Angkor... Vous poursuivrez votre

déambulation dans les locaux d'une quinzaine de galeries qui exposeront notamment des artistes contemporains comme le sculpteur japonais Kato Gizan, présenté par la galerie Kiyama. Sans oublier le programme chargé de ventes aux enchères d'art asiatique de l'hôtel Drouot, ainsi que ceux de Christie's, Sotheby's, Bonhams ou Artcurial.

Certains objets atteignent des prix astronomiques. Comme cette peinture sur soie *Le Jeu de cartes* de l'artiste vietnamien Thang Tran Phen (1895-1973), de l'Ecole des beaux-arts de Hanoï, vendue 780 000 euros ; cette console chinoise du XVIII<sup>e</sup> siècle en laque à décor d'un dragon, cédée pour 524 800 euros, ou ce vase chinois en porcelaine bleu et blanc de la même époque, adjugé 9 millions d'euros. A dire vrai, ces montants très élevés concernent surtout les porcelaines, bronzes, jades et objets de Chine ayant, pour la plupart, une provenance impériale, et que les milliardaires de ce pays se

disputent. Depuis quelques années, cette envolée des prix concerne aussi les œuvres des artistes vietnamiens de l'Ecole des beaux-arts de Hanoï, fondée en 1924 par le Français Victor Tardieu et l'artiste vietnamien Nguyen Nam Son. Là encore, les riches Indochinois s'arrachent à prix d'or les œuvres de Vu Cao Dam, Thang Tran Phen, Mai-Thu et Lé Phô, qui ont fait l'essentiel de leur carrière en France.

Les arts des autres pays sont bien plus abordables. Il en est ainsi du Japon. On peut acheter des netsuke (boutons fermoirs du costume traditionnel) ou des inros (petites boîtes suspendues à la ceinture) de très belle facture et des estampes aux beaux coloris pour moins de 2 000 euros, des porcelaines de Nabeshima étant accessibles à partir de 1 000 euros. On peut même acquérir des chefs-d'œuvre dignes du musée Guimet pour le prix d'une Tesla. C'est ainsi qu'un amateur a emporté un bouddha Amida en bois laqué et doré de période Kamakura (1185-1333) pour 40 950 euros. On retrouve cette gamme de prix pour les productions artistiques de l'Inde, du Pakistan, de l'Afghanistan, du Siam, du Laos, du Cambodge, de la Birmanie ou du Tibet, même si certaines pièces exceptionnelles peuvent atteindre plusieurs centaines de milliers d'euros comme ce bouddha sino-tibétain d'époque Ming (XIV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècle) vendu 287 200 euros. On peut aussi s'intéresser aux arts de certains pays longtemps négligés comme l'Indonésie ou les Philippines.

Évitez impérativement les sites Internet généralistes. Non seulement les faux y pullulent mais c'est également par ce biais que sont vendus les objets volés issus de pillages et de trafics divers consécutifs aux conflits agitant certaines régions. Il convient de passer par des marchands ayant pignon sur rue ou par des maisons de ventes qui sont tenues de s'assurer de l'authenticité et de la provenance des œuvres qu'ils proposent.

Enfin, si vous n'avez pas l'âme d'un collectionneur mais que vous détenez des objets de vos aïeux dont vous ne savez que faire, vendez-les. C'est ainsi que de nombreux vendeurs ont confié à Charlotte Aguttes-Reynier de la maison de ventes Aguttes, grande spécialiste des artistes d'Asie, des œuvres sur soie des peintres de l'Ecole de Hanoï. Ils ont empoché, à leur grande surprise, de très jolies sommes. \*



## Immobilier

## Mettre fin à un bail dans les règles

**Donner congé à son locataire ne s'improvise pas. La procédure est stricte et les motifs doivent être solides.**

Cet été, plus de 15 millions de visiteurs assisteront aux Jeux olympiques et paralympiques 2024. Il n'en fallait pas moins pour aiguïser l'appétit de certains bailleurs. Mais ceux qui envisagent encore de mettre leurs locataires à la porte pour louer leur bien, très cher, à la nuitée, en sont désormais pour leurs frais : il est trop tard. Donner congé à un locataire, que le logement soit loué en meublé de long terme ou avec un bail nu, impose de suivre un calendrier précis. Tout d'abord, « pour être considéré comme valable, un congé ne peut être donné qu'à l'échéance du bail de trois ou six ans », rappelle Laurent Dubois, fondateur de Monsuperlocataire.fr. Il faut, en plus, le signifier au plus tard six mois avant cette échéance par courrier recommandé ou lettre remise par huissier. La loi du 6 juillet 1989 impose en plus des conditions, car « un propriétaire ne peut résilier un bail que pour trois motifs, à indiquer dans le courrier », précise Thierry Benedic, président du groupe Benedic.

Le premier est la reprise pour habiter le logement en tant que résidence principale ou y loger un ascendant (parent, grand-parent...) ou descendant (enfant, petit-enfant...). Le deuxième est la reprise pour vente, mais dans ce cas, le locataire dispose d'un droit de préemption. « Il faut donc lui fournir les conditions de mise en vente et le prix, il a alors deux mois pour se positionner », explique Thierry Benedic. Bon à savoir : si le prix de mise en vente est abaissé, le droit de préemption du locataire doit à nouveau être purgé. Troisièmement,

la rupture d'un bail est possible si le propriétaire justifie d'un motif « légitime et sérieux », c'est-à-dire qu'il prouve que son locataire manque à ses obligations. Très compliqué à démontrer, il nécessite, par exemple, que le locataire soit à l'origine d'un important trouble du voisinage ou n'occupe pas le logement de façon classique. Ce sera le cas s'il y élève des animaux de façon professionnelle, y entrepose des

**Les occupants âgés de plus de 65 ans et avec de faibles revenus sont protégés**

marchandises, etc. A défaut de respecter ces conditions, le locataire pourrait décider de rester dans les lieux, jugeant que le congé n'est pas valable. Le propriétaire sera alors bien démuni pour le déloger...

En outre, certains locataires sont protégés : ceux âgés de plus de 65 ans et avec de faibles revenus. Ils ne peuvent pas voir leur bail résilié par leur propriétaire, sauf si ce dernier les relogé ailleurs aux mêmes conditions. Le locataire peut, lui, donner son congé quand bon lui semble à condition d'informer son bailleur et de respecter un préavis de trois mois, et même d'un seul mois en zone tendue. \*

**MARIE PELLEFIGUE**

## Des délais de préavis à respecter

Type de logement	Contexte du congé	Délai de préavis
Meublé	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Congé pour revente</li> <li>• Congé pour reprise</li> <li>• Reprise pour motif légitime et sérieux</li> </ul>	3 mois avant la fin du bail
Vide	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Congé pour revente</li> <li>• Congé pour reprise</li> <li>• Reprise pour motif légitime et sérieux</li> </ul>	6 mois avant la fin du bail

SOURCE ANIL

## RESPONSABLE

## Spirica crée le premier fonds en euros vert

Il est composé en majorité d'obligations « green ».

Les solutions se sont multipliées pour investir de façon « verte » au sein de l'assurance-vie, avec les initiatives de quelques fintechs et de nombreuses unités de compte labellisées investissement socialement responsable. Mais il y avait jusqu'à peu un grand oublié : le fonds en euros. Il s'agit pourtant du pilier de l'assurance-vie, tant pour placer son épargne de façon sécurisée que pour recevoir des capitaux entre deux arbitrages. Or, rares sont les offres responsables sur ce placement.

Un manque comblé en avril par l'assureur Spirica - Crédit agricole assurances - qui propose le premier fonds en euros dédié à la lutte contre le réchauffement climatique, dénommé Fonds Euro Objectif Climat. Selon la compagnie, il poursuit deux objectifs : l'adaptation au changement climatique et la gestion durable de nos ressources. Pour cela, son portefeuille est composé, entre 70 à 80 %, d'obligations vertes (ou *green bonds*). « Le marché obligataire offre désormais une palette large d'obligations vertes, ce qui permet de diversifier suffisamment le risque pour un fonds en euros dont le capital est garanti », note Clara Teboul, responsable assurance-vie et PER chez Linxea.

Ce fonds est distribué dans plusieurs contrats assurés par Spirica, accessible dans le cadre de la gestion libre, via des versements initiaux, complémentaires ou encore libres programmés. Il ne peut pas être le réceptacle de capitaux provenant d'un arbitrage.

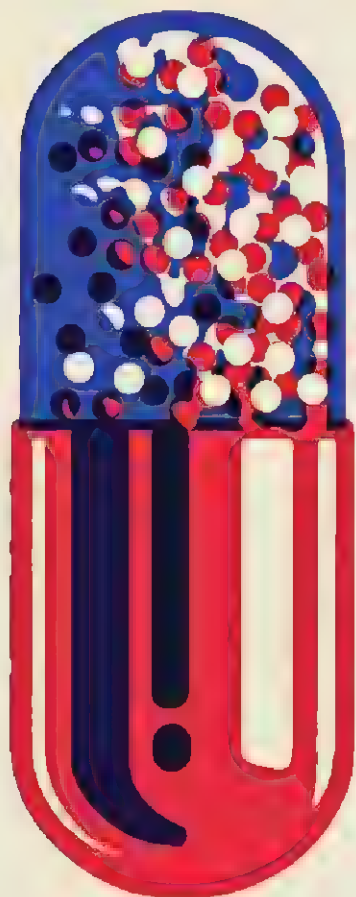
**MORGANE REMY**

BIJOU DE FAMILLE

# Biogaran : dans les coulisses d'une vente à haut risque

Le gouvernement peut-il laisser filer le fleuron français des médicaments génériques dans des mains étrangères ? L'enjeu n'est pas que financier.

PAR BÉATRICE MATHIEU



GETTY IMAGES / L'ESPECE

**C**omme si le dossier Atos ne suffisait pas... Voilà un nouveau caillou dans la chaussure de Bruno Le Maire. Alors que le ministre de l'Economie a fait de la reconquête industrielle et de la souveraineté ses marqueurs politiques, l'affaire pourrait faire grand bruit. D'autant qu'elle touche un secteur sensible et qui parle directement à des millions de Français : les médicaments.

C'est un secret de Polichinelle : le laboratoire Servier serait sur le point de se délester de sa filiale Biogaran, le spécialiste tricolore des médicaments génériques. Un poids lourd qui croque 32 % de parts de marché en France. Des milliers de molécules. Plus de 1 boîte de médicaments sur 8 vendues en France est estampillée Biogaran. L'entreprise, qui ne compte que 250 salariés, sous-traite l'intégralité de sa production à des dizaines de prestataires éparpillés en France et dans toute l'Europe. Rien que dans l'Hexagone, le laboratoire fait vivre directement et indirectement près de 8 600 personnes.

Chez Servier, on jure que rien n'est acté et qu'il s'agit d'une « simple revue stratégique des actifs à laquelle procèdent toutes les entreprises une fois par an ». Dans le secret du bureau des avocats et banquiers d'affaires – dont ceux de la banque Lazard, chargée par Servier de piloter la vente –, les tractations avancent pourtant à grands pas. Pour ne pas servir d'épouvantail pendant la campagne des européennes, Bercy aurait discrètement invité Servier à repousser le dépôt des offres, initialement prévu à la mi-mai, après le scrutin. Et certains prétendants pourraient sortir du bois dès le 11 juin. Alors que des acteurs étrangers convoitent la pépite française, le dossier risque donc d'atterrir entre les mains de Bruno Le Maire dans le cadre de la procédure du contrôle des investissements stratégiques. A lui, donc, d'éplucher les offres du ou des candidats retenus par Servier, de soupeser leur pedigree et leurs promesses, avant de rendre son avis. Feu vert ou refus catégorique ? L'affaire est politiquement inflammable.

Pourquoi Servier a-t-il décidé de se séparer maintenant de son fleuron tricolore ? Certains avancent l'idée que le laboratoire serait aux abois et chercherait de l'argent frais. L'entreprise, désormais entre



les mains d'une fondation, n'est pas cotée et ses comptes ne sont pas publics. En décembre 2023, elle a été condamnée en appel dans le scandale du Mediator à verser une amende de 415 millions d'euros à l'Assurance-maladie et aux mutuelles, ainsi que 9 millions d'euros à près de 7 000 parties civiles. Ces amendes ont bien été payées rubis sur ongle cinq jours après la sentence, même si Servier s'est pourvu en cassation. En réalité, ce sont les conditions encadrant l'activité des génériques en France qui poussent le laboratoire à divorcer d'avec Biogaran.

« La régulation est telle, et les prix imposés par l'Etat si bas pour les molécules matures qui ne sont plus protégées par des brevets, qu'il est aujourd'hui très difficile de faire des bénéfices sur cette activité en France », plaide un représentant du G5 Santé, le lobby des industriels de la santé. En moyenne, le prix de vente (hors taxe) d'un comprimé de générique en France atteint tout juste 16 centimes... contre 21 centimes en Allemagne et 32 en Italie, d'après les calculs du Gemme, le syndicat des fabricants français de génériques. « Beaucoup de petits laboratoires spécialisés dans des médicaments génériques vendent aujourd'hui à des tarifs inférieurs à leurs coûts de production », souffle Patrick Gehin, un ancien pont de Astra-Zeneca. Intenable pour Servier, qui aurait donc décidé de suivre le chemin déjà tracé par certaines Big Pharma.

Depuis l'automne dernier, Sanofi ne cache plus son souhait de se séparer de sa filiale grand public, qui distribue notamment le Doliprane. Quant au suisse Novartis, il s'est délesté de sa filiale générique Sandoz l'an passé. Tous les grands laboratoires se sont lancés dans une course aux innovations sur des aires thérapeutiques bien plus rentables. Servier, lui, a investi massivement dans l'oncologie, un secteur où l'entreprise aurait réalisé l'an passé près de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires, objectif atteint avec deux ans d'avance. Et il lorgne désormais la cardiologie et la neurologie. Mais pour cela, il faut de l'argent. Beaucoup d'argent...

Le problème, c'est que depuis que la banque Lazard a fait circuler le « mémo » détaillant les comptes de Biogaran, les prétendants français et européens ne se bousculent pas au portillon. L'entreprise est rentable, claironnent pourtant les banquiers.



L'indien Aurobindo Pharma est l'un des deux seuls prétendants sérieux au rachat.

Un petit laboratoire franco-libanais, Benta, basé à Lyon, aurait pointé le bout du nez avant de lâcher l'affaire. Un fonds d'investissement européen, BC Partners, qui a avalé quelques start-up dans la santé ces dernières années, aurait aussi levé la main, sans convaincre. Des candidats moyennement solides, pointe un proche du dossier. Encore moins des industriels.

Les seuls prétendants vraiment sérieux viennent tous deux du royaume du médicament : l'Inde. Aurobindo Pharma et Torrent Pharma, deux géants cotés à la Bourse de Bombay et qui se classent parmi les plus gros fabricants de médicaments de la planète. Le premier, Aurobindo – près de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires –, est présent dans 150 pays, emploie plus de 33 000 personnes dans le monde et figure déjà comme le premier producteur de génériques aux Etats-Unis. En France, il est loin d'être un inconnu. En 2014, avec l'aval de Bercy, il a déjà mis la main sur un laboratoire français, Arrow, dont il a fait en l'espace d'une décennie le premier fournisseur de médicaments génériques à l'hôpital. Le second, Torrent – 1,2 milliard de chiffre d'affaires – est aussi un poids lourd au Brésil, aux Etats-Unis et surtout en Allemagne où il a racheté en 2008 le jumeau de Biogaran, le laboratoire Heumann, qui a doublé de taille depuis l'opération.

Un fauteuil pour deux ? Rien n'est moins sûr. Derrière les présentations PowerPoint et les montages financiers sophistiqués, les investisseurs indiens ont

découvert une subtilité très française qui plombe les comptes de Biogaran, comme ceux de tous les laboratoires tricolores. Un micmac réglementaire appelé « clause de sauvegarde ». Tous les ans, le gouvernement fixe dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) une enveloppe de dépenses de médicaments remboursées par l'Assurance-maladie. Si les ventes dépassent ce seuil, les laboratoires doivent reverser à la Sécu entre la moitié et les trois quarts de la différence. Ainsi, sur les 4,4 milliards d'euros de chiffre d'affaires affichés par les fabricants français de génériques l'an passé, près de 300 millions seraient retournés à l'Assurance-maladie par ce biais, soit 12 fois plus qu'en 2019 !

Pour Biogaran, cette clause de sauvegarde aurait représenté l'an passé près de 75 millions d'euros, d'après nos informations, soit un peu plus de 10 % du chiffre d'affaires du laboratoire estimé à 760 millions d'euros. En clair, la majorité de la marge aurait été mangée par cette ponction, observe un fin connaisseur de l'entreprise. Une situation que les candidats au rachat mettent dans l'équation pour justifier un prix plus bas. Pour compliquer encore l'affaire, Bercy a promis lors du dernier PLFSS de limiter pour 2024 cette fameuse clause à 2 % maximum du chiffre d'affaires pour les fabricants de génériques. Sauf qu'aucune garantie n'a été donnée pour les années qui viennent. Pas vraiment engageant pour les potentiels acquéreurs, alors que l'Etat, en quête d'argent frais, racle les fonds de tiroirs.

En attendant des'entendre avec Servier sur un prix de vente, les deux soupirants peaufinent leur dossier pour séduire le ministère de l'Economie. Quand Torrent assure vouloir consacrer entre 6 et 7 % du chiffre d'affaires de Biogaran à l'investissement – contre un maigre 1 % actuellement –, son concurrent Aurobindo promet de ne pas rompre les contrats en cours avec les sous-traitants français et européens. Oui, mais demain ? Bruno Le Maire, qui a donné en toute discrétion son feu vert fin 2023 au rachat du labo français Cenexi – certes bien plus petit que Biogaran – à un autre groupe indien, Gland Pharma, contrôlé par le conglomérat chinois Fosun, est au pied du mur. Pérennité de l'entreprise ou souveraineté nationale ? De la haute voltige politique. \*

## BIEN COMMUN

# Le calcul obsolète du prix de l'eau

Tarification saisonnière ou progressive...  
Les collectivités locales sont en quête du juste système pour financer la précieuse ressource.

PAR BAPTISTE LANGLOIS

**A**vant la lecture de cet article, adonnez-vous à un simple exercice : interrogez des proches à propos de leur niveau de consommation d'eau et du montant de leur facture. Résultat ? Il y a de grandes chances qu'ils ignorent l'un et l'autre. Peut-être est-ce aussi votre cas, d'ailleurs. Une situation problématique à l'heure des interrogations sur la disponibilité de la ressource en eau, passée de la case « en abondance » à la mention « à préserver ». A propos de cette méconnaissance, le maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, file la métaphore : « C'est comme si on roulait sur l'autoroute avec une voiture sans compteur de vitesse. »

Les 850 000 habitants de la métropole occitane constateront, à partir du 1<sup>er</sup> juin et jusqu'au 30 octobre, un changement notable sur leurs factures d'eau : une augmentation de 42 % du prix du mètre cube – soit 4,40 euros l'unité. Le prix, en revanche, baissera de 30 % sur les sept autres mois de l'année, à 2,58 euros le mètre cube. A consommation constante sur l'année, ces fluctuations ont été pensées pour « se neutraliser financièrement », assure l'édile. Mais l'objectif est bien de tendre vers un usage plus raisonné du robinet. Toulouse Métropole devient ainsi le plus important bassin de population à sauter le pas du tarif saisonnier. Elle s'inscrit dans la dynamique d'autres

agglomérations qui expérimentent de nouvelles tarifications de l'eau. Le signe d'une vraie remise en question. Et d'un modèle devenu obsolète ?

Depuis les années 1960, le service public de l'eau est régi par un principe fondamental : « l'eau paie l'eau. » Comprendre : l'usager finance, via sa facture, les équipements et l'entretien des réseaux d'eau potable et d'assainissement. Le prix est fixé par les collectivités et varie selon les territoires : les Bretons et les Normands paient par exemple plus cher que les habitants d'Occitanie ou de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Selon les dernières données officielles, au 1<sup>er</sup> janvier 2022, le prix moyen de l'eau s'élevait à 4,34 euros le mètre cube, soit 0,004 centime d'euros le litre, toutes taxes comprises. Un prix très modeste au regard de celui de l'eau en bouteille et moins élevé que celui pratiqué par nos voisins européens.

Ce dogme a été instauré pour mettre fin à certaines dérives, comme des dépenses fléchées vers des projets sans aucun lien

avec la précieuse ressource. « Il a bien fonctionné... Jusqu'au moment où on a eu des pénuries. On s'aperçoit que cette doctrine commence à être battue en brèche », résume l'économiste Christophe Defeuilley, chercheur à l'Ecole urbaine de Sciences Po Paris et auteur de *La Politique publique de l'eau. Gouverner un bien commun* (Le Bord de l'eau, 2024). « L'été 2022 a fait office de déclic, confirme Arnaud Bazire, directeur général de Suez Eau France et président de la Fédération professionnelle des entreprises de l'eau. Même si la France n'est pas le Sahel, on s'est rendu compte que l'eau n'était peut-être plus un bien inépuisable... » Et que, face au changement climatique et au temps qui passe, le modèle en place commence à craqueler comme un sol soumis à une intense sécheresse.

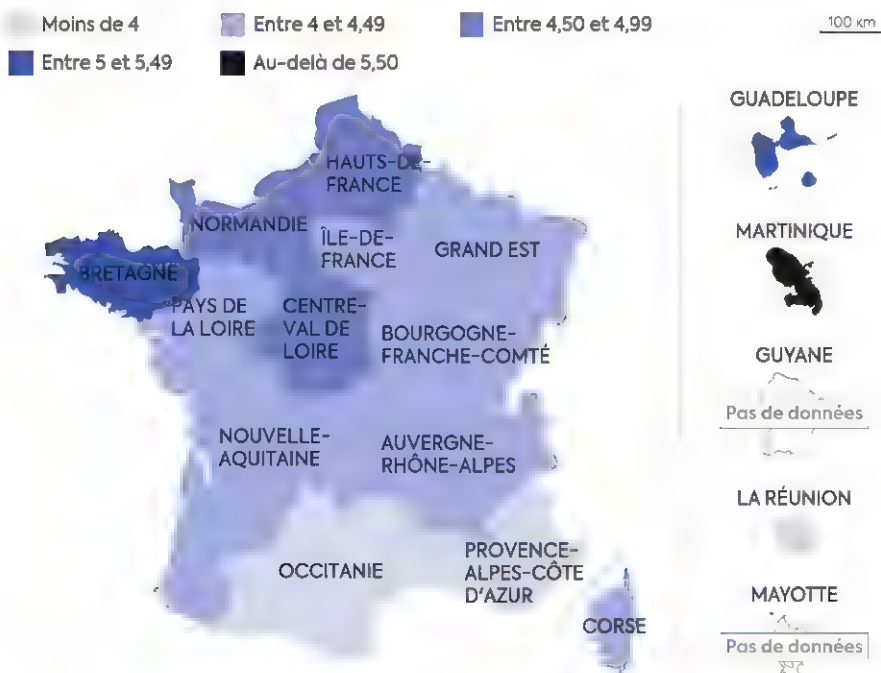
« La doctrine "l'eau paie l'eau" est tenable dans la mesure où les réseaux sont financés. Or nous arrivons à la fin d'un cycle. Il va falloir rénover ceux qui ont 50 ou 60 ans. Comment fait-on face à ce mur d'investissement ? » interroge Alexandre Mayol, maître de conférences en économie à l'université de Lorraine. Canalisations, usines, réservoirs... Les réseaux d'eau potable et d'assainissement, longtemps négligés, nécessitent une sérieuse et coûteuse remise à niveau. « S'il fallait tout renouveler l'an prochain, il faudrait déboursier entre 500 et 600 milliards d'euros », estime Régis Taisne, chef du département cycle de l'eau de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR). Près de 6 milliards d'euros sont investis chaque année pour la rénovation de ces infrastructures. Il faudrait, selon les experts, entre 3 et 6 milliards de plus par an d'ici à 2030 pour rattraper le retard en la matière. Ou du moins pour colmater une partie des fuites qui laissent échapper près de 1 milliard de mètres cubes d'eau chaque année, l'équivalent de la consommation d'un quart des Français.

Les régies de l'eau ou les entreprises bénéficiant d'une gestion déléguée doivent aussi composer avec des exigences sanitaires toujours plus élevées. Garantir une eau potable de qualité ou traiter les eaux usées a un prix et, à l'heure de s'attaquer à des pollutions dont la liste s'allonge – produits chimiques, pesticides, PFAS, microplastiques, traces de médicaments ou de cosmétiques... –, les montants grimpent en flèche. Sans parler des

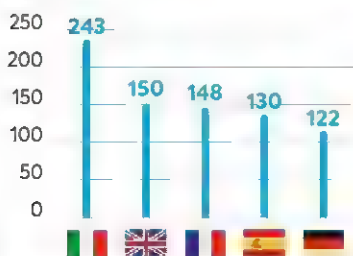
**« C'est comme si on  
roulait sur l'autoroute  
avec une voiture sans  
compteur de vitesse »**



## Des disparités importantes selon les territoires

Prix moyen de l'eau en euro/m<sup>3</sup> sur la base d'une facture de 120 m<sup>3</sup>, par région

## Consommation d'eau potable domestique par habitant par jour (en litres)



## Prix de l'eau et de l'assainissement en France

Moyen total TTC : 4,34 €/m<sup>3</sup>

## Facture annuelle moyenne



SOURCES : RAPPORT S.SPEA 2021 AUTRES PAYS : COMMISSION EUROPÉENNE (2015) SDES (2020)

nouvelles compétences attribuées aux intercommunalités, notamment concernant la protection de la biodiversité. Problème : « On va devoir financer des investissements qui ne vont rien rapporter, des services bons pour la sphère environnementale mais qu'on ne peut ni marchandiser ni valoriser », synthétise Christophe Defeuilley. « Rénover des canalisations, soyons francs, cela ne rapporte rien politiquement et vous ne retrouverez jamais vos coûts », abonde son confrère Alexandre Mayol.

D'autant qu'une autre tendance complexifie l'équation : la baisse de la consommation. Une bonne nouvelle pour la préservation de la ressource, mais qui

provoque la diminution des assiettes de facturation de l'eau. Moins de volumes vendus équivaut à moins d'argent collecté. « Le mode de financement étant essentiellement fondé sur les recettes, il existe un déséquilibre dans notre modèle », convient Arnaud Bazire. La hausse des prix semble donc inexorable, s'accordent à dire les experts interrogés.

Une question revient alors en boucle : sur qui la faire reposer ? L'usager dit « domestique » n'y échappera pas. Si l'on voulait réellement assumer tous les investissements, la part de la facture d'eau dédiée aux charges directes – soit 80 % environ, le reste étant composé de taxes et de redevances – devrait augmenter de

moitié, selon les calculs de Régis Taisne, de la FNCCR. Le prix du mètre cube s'établirait ainsi autour de 8 euros. « Mais il ne faut pas oublier le principe d'équité en matière d'accès à l'eau », ajoute-t-il, évoquant les populations les plus vulnérables. « Ni s'arrêter à la seule consommation ménagère », prévient Nicolas Garnier, délégué général d'Amorce, l'association nationale des collectivités territoriales et des acteurs locaux pour la gestion des déchets, de l'énergie et de l'eau. Tous deux évoquent d'emblée la mesure « très imparfaitement appliquée » du « pollueur payeur », c'est-à-dire celle faisant reposer les coûts de la dépollution sur ceux qui polluent.

Selon Nicolas Garnier, « si ceux qui polluent le plus ne paient pas, ceux qui consomment le plus ne paient presque pas ». En France, rappelle-t-il, les volumes de prélèvements d'eau de l'agriculture et de l'industrie sont bien plus élevés que ceux des foyers. Amorce pousse donc pour une meilleure surveillance de l'utilisation du précieux liquide chez les gros consommateurs, ainsi qu'une contribution plus adaptée au service public.

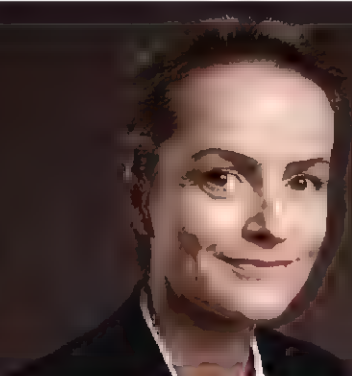
Du côté des ménages, un modèle gagne en notoriété : la tarification progressive. C'est-à-dire un prix du mètre cube qui croît à mesure que la consommation augmente. Emmanuel Macron lui-même, dans le cadre de son plan eau, a plébiscité cette pratique. Des villes comme Dunkerque, pionnière en la matière, Montpellier ou Libourne l'ont déjà mise en place ; Lyon y passera le 1<sup>er</sup> janvier 2025. D'autres l'ont étudiée sans l'avoir validée (Grenoble) ou en sont revenues (Bordeaux). Un avis du Conseil économique, social et environnemental rendu en novembre 2023, estimant que « les conditions d'une généralisation » n'étaient « pas réunies », a refroidi les ardeurs de ceux qui voyaient en ce système tarifaire la solution miracle.

Ces tâtonnements pour trouver un juste système pour le financement de l'eau ont toutefois le mérite de sortir le sujet de son inertie. « Le discours change, apprécie Alexandre Mayol. Il y a dix ans, l'obsession des élus était de vouloir faire payer toujours moins cher. Voire, notamment à gauche, de dire que l'eau était gratuite. Aujourd'hui, cette idée commence à passer : l'eau a un coût, un prix, donc aussi une rareté. » A quand la prochaine grande loi sur l'eau en France ? \*

## Nucléaire européen : un challenger venu de Séoul

UNE CHRONIQUE DE CÉCILE MAISONNEUVE

Le constructeur coréen de centrales KHNP pousse ses pions un peu partout en Europe. A l'heure où le Vieux Continent redécouvre les vertus de l'atome, cette concurrence est bienvenue.



Flamanville, c'est fini ! Avec le chargement du combustible dans la dernière-née des centrales nucléaires françaises, c'est une page – douloureuse – du nucléaire occidental qui se tourne : celle des vingt-cinq à trente dernières années durant lesquelles l'industrie nucléaire, après avoir achevé la construction de la deuxième génération de réacteurs entre 1970 et 2000, a cessé de construire en Europe comme en Amérique du Nord. Ou si peu, trop peu, construit : Flamanville, Olkiluoto en Finlande et Vogtle aux Etats-Unis racontent une histoire assez similaire, celle de têtes de série d'une nouvelle génération de réacteurs qui sont restés des prototypes, faute d'unités supplémentaires ; de chantiers lancés sans que la conception soit totalement finalisée ; de budgets et de délais non respectés. Dans le même temps, l'épicentre du nucléaire mondial s'est déplacé vers la Chine, qui reproduit la méthode à succès du programme français des années 1970-1990 : massification, standardisation, rapidité.

Un autre pays d'Asie a bien compris la recette tricolore : la Corée du Sud. A la différence de la Chine, cependant, Séoul ne se contente pas de répliquer ce modèle pour son propre programme nucléaire. Les Coréens sont les seuls à avoir prouvé qu'il était duplicable ailleurs, dans un pays

tiers, qui plus est nouveau venu dans le nucléaire. Sans tambour ni trompette, la Corée du Sud a ainsi construit, dans la centrale nucléaire de Barakah, à l'ouest d'Abou Dhabi, quatre réacteurs entre 2012 et 2024, pour un coût d'environ 24 milliards de dollars. En dépit de quelques retards, le projet a respecté le budget et le calendrier.

Qu'y a-t-il d'étonnant, dès lors, à l'heure où l'Europe redécouvre les vertus de l'énergie nucléaire, qu'un certain nombre d'Etats aient ouvert des discussions avec KHNP, le constructeur coréen ? L'exemple le plus récent est celui de l'Ukraine, qui a annoncé le 14 mai un accord bilatéral incluant, outre la reconstruction du système énergétique que les Russes s'emploient méthodiquement à détruire, des échanges sur la construction de nouveaux réacteurs.

En novembre, c'est la Pologne qui, après le choix de la technologie de l'américain Westinghouse, a ouvert la voie à la Corée du Sud pour d'autres réacteurs. Aujourd'hui, KHNP est en lice contre EDF en République tchèque. Des discussions sont engagées avec le Royaume-Uni ou encore les Pays-Bas, où un accord politique prévoit la construction de nouvelles centrales. Et c'est sans compter la multiplication des échanges informels que la Corée du Sud a lancé avec nombre d'Etats d'Europe centrale et orientale avec, à chaque fois, une chorégraphie diplomatique très rodée, associant des coopérations dans de multiples domaines, dont systématiquement la défense et l'énergie.

Curieusement, le challenger coréen est rarement évoqué dans le débat nucléaire en France, pathologiquement centré, ici et là, sur la concurrence

**Les échanges informels s'accompagnent d'une chorégraphie diplomatique très rodée**

américaine. Laquelle est souvent décrite dans des termes dont la violence est inversement proportionnelle à la connaissance précise de l'histoire et de l'actualité des relations nucléaires franco-américaines. Certes, l'échec de « l'équipe de France » (hum...) du nucléaire à remporter le contrat d'Abou Dhabi en 2009 reste un souvenir douloureux pour l'industrie tricolore. Par ailleurs, aucune autorité de sûreté en Europe n'a encore certifié la technologie coréenne. Et quid du litige avec Westinghouse sur des sujets de propriété intellectuelle ?

Reste que, dans une Europe à la recherche d'un nouveau souffle pour la crédibilité de sa souveraineté énergétique, le rival coréen présente de solides atouts. Lors de son discours sur l'Europe prononcé dans l'amphithéâtre de la Sorbonne le 25 avril, Emmanuel Macron a souligné son ambition de construire une « Europe forte dans le monde tel qu'il va ».

La montée en puissance du savoir-faire coréen dans le petit cercle du nucléaire européen, c'est, qu'on le veuille ou non, le monde tel qu'il va, en l'occurrence pour le mieux : que l'Europe soit attractive pour l'industrie nucléaire mondiale est une excellente nouvelle. \*

**Cécile Maisonneuve** est fondatrice de Decysive et conseillère auprès du centre Energie et Climat de l'Ifri.

**La Corée du Sud a construit à Abou Dhabi quatre réacteurs entre 2012 et 2024**

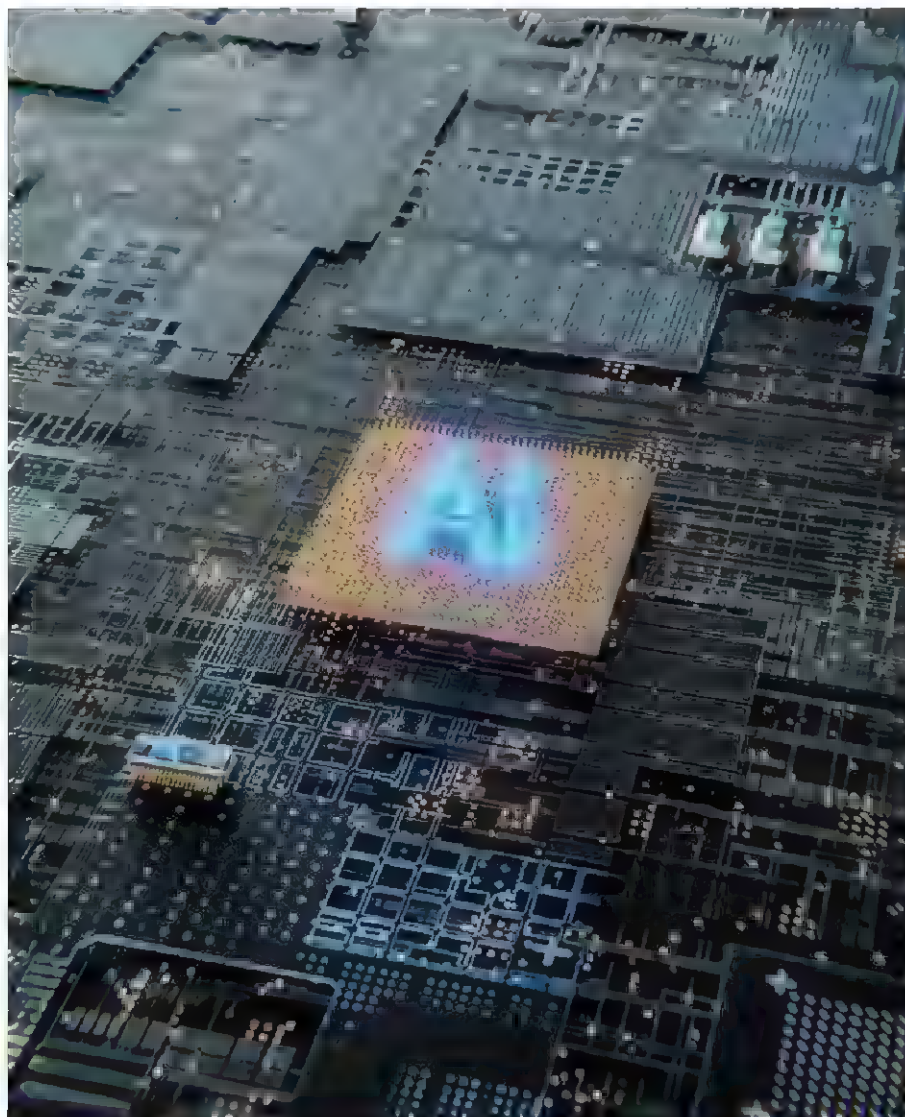


INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

# La riposte française à la pénurie de puces

L'entreprise tricolore FlexAI, qui s'attaque à la construction d'une « infrastructure IA universelle », vient de lever 28,5 millions d'euros.

PAR ANNE CAGAN



La start-up envisage d'investir le marché de la capacité de calcul à la demande.

Un petit objet fait la pluie et le beau temps dans le monde de l'intelligence artificielle. De lui dépend le destin d'une myriade de start-up du secteur. Son nom ? La H100, la célèbre puce IA de Nvidia, que tout le monde s'arrache. Problème, ironisait récemment Elon Musk, ces puces sont « plus dures à trouver que de la drogue ». Une pénurie qui permet de mieux comprendre la curiosité qu'attise la start-up française FlexAI, qui a levé en avril 28,5 millions d'euros. Montée par deux anciens de Nvidia, Brijesh Tripathi et Dali Kilani, elle s'attelle à un chantier de taille : la construction d'une « infrastructure IA universelle » en Europe. « L'attente pour obtenir les capacités de calcul se compte en mois. Et ceux qui ne prévoient pas de dépenser des millions de dollars ont du mal à en obtenir tout court. Cela entraîne une vraie crise de croissance du secteur », explique Dali Kilani, directeur de la technologie de FlexAI.

Son acolyte et lui savent que de nombreuses entreprises ont tenté ces dernières années de développer leur propre puce IA pour ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier. Mais ces initiatives n'ont pas généré des revenus mirifiques. « Une puce en elle-même ne sert à personne, il faut le software qui va avec, le cloud : l'outil qui va la rendre utilisable », explique le PDG de FlexAI, Brijesh Tripathi. La start-up fait donc le pari qu'en donnant un accès simple et groupé à des capacités de calcul hétéroclites, la mayonnaise peut prendre. Elle développe une couche logicielle à même d'harmoniser le tout, qui agit comme « un intermédiaire entre les développeurs et les infrastructures utilisées pour exécuter leurs tâches ». Une sorte de langage commun permettant au client d'utiliser ce dont il a besoin, sans s'embarasser de complexités techniques.

Ce produit, inspiré des plateformes cloud, sera lancé dans les mois à venir. « Peu d'entreprises ont besoin d'avoir accès à un cluster de 1 000 GPU [pour *graphics processing unit*, unité de traitement graphique] en continu pendant un an. Proposer de la capacité de calcul à la demande est nécessaire sur ce marché », analyse Dali Kilani. Et comme le duo a travaillé pour les géants du secteur, il n'a eu aucun mal à passer les partenariats adéquats, avec

► AMD, Intel, Amazon, Google, ou encore InstaDeep. « Nvidia en fait également partie, bien sûr. Toutes les entreprises n'ont pas besoin de puces aussi puissantes que les leurs. Mais il serait insensé de ne pas proposer cette option en 2024 », pointe Brijesh Tripathi.

Si le futur produit de FlexAI tient ses promesses, c'est une bonne nouvelle pour les start-up européennes. Car l'accès à la puissance de calcul est le talon d'Achille de l'UE. Les start-up d'IA générative se sont multipliées ces deux dernières années sur le Vieux Continent, en particulier en France, au Royaume-Uni et en Allemagne. L'Europe dispose d'un vivier de talents très solide dans ce domaine, mais, si l'on excepte le néerlandais ASML, champion incontesté des machines de haute précision pour fabriquer des puces, elle est mal positionnée dans ce qui constitue la base de la pyramide de l'IA générative.

Comme le relève un récent rapport de France Digitale, le secteur est constitué de quatre couches : les puces et l'infrastructure – avec les centres de données notamment – sur lesquelles s'ajoutent les modèles de fondation et, enfin, les applications IA. Si l'UE s'entire plutôt bien sur les deux dernières, la situation est alarmante dans le domaine des puces. La majorité des poids lourds sont américains : AMD, Intel et Nvidia, donc, qui se taille la part du lion dans le marché des GPU, très efficaces pour entraîner l'IA générative. La Chine souffre des restrictions américaines dans ce domaine. Mais elle met les bouchées doubles pour rattraper son retard et domine, par ailleurs, le marché de nombreuses matières premières nécessaires à la fabrication des puces : silicium, germanium, gallium ou terres rares.

En matière d'infrastructures, la situation n'est guère plus brillante pour l'Europe. Les Etats-Unis disposent de géants du cloud : Amazon, Google et Microsoft. La Chine aussi, avec Alibaba et Tencent. L'UE n'a aucun acteur d'envergure comparable. Un handicap qui pourrait ralentir le développement des start-up européennes. En outre, même si les modèles de fondation attirent l'attention du public, « c'est dans les puces et l'infrastructure que réside la plus grande valeur économique », observe Marianne Tordeux Bitker, directrice des affaires publiques de France Digitale. Dans cette ruée vers l'or, ce sont finalement



JEUX OLYMPIQUES

## La réalité virtuelle, alliée surprise des boxeurs

Grâce à l'Inria, des sportifs s'entraînent contre des adversaires fantômes.

Rien de pire pour un boxeur que de se blesser avant une compétition. Pour autant, pas question de lever le pied sur les entraînements. Et si la solution se trouvait dans un casque de réalité virtuelle (VR) ? Cette idée, ce sont des chercheurs de l'Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (Inria) qui l'ont eue : faire s'entraîner le pôle France de boxe face à un adversaire virtuel. « Le projet Revea aura 4 ans au moment des Jeux olympiques, mais on travaille sur le sujet depuis le début des années 2000, explique Franck Multon, responsable de l'équipe MimeTIC chargée du projet. L'objectif était d'avoir un outil qui fonctionne pour les JO. »

Vue de l'extérieur, la session ressemble à un entraînement classique : le boxeur, garde montée, combat dans le vide. Mais, dans le casque, il voit un adversaire patibulaire lui asséner des coups. Du son et des taches de couleurs l'aident à savoir lorsqu'il est touché ou touche son rival. Le coach, lui, reçoit toutes les données enregistrées par le dispositif sur son ordinateur. Le projet initial inclut trois disciplines : la boxe, donc, mais aussi l'athlétisme et la gymnastique.

La réalité virtuelle permettra, par exemple, de mesurer les délais de passation de témoin des coureurs de relais, mais aussi de les placer en situation de stress face à des équipes virtuelles parfois plus rapides. L'initiative se poursuivra après les JO.

Une prochaine version devrait permettre aux boxeurs de s'opposer – virtuellement – à des champions bien réels. « L'étape suivante consistera à prendre des extraits de combat des adversaires pour boxer virtuellement contre eux », détaille Franck Multon. Le système permettra de capter et d'analyser les mouvements d'un rival en les puisant, par exemple, dans des retransmissions télévisées. Sans pour autant, bien sûr, remplacer l'ensemble des entraînements. L'équipe de recherche a encore des défis à relever car l'utilisation de la VR est plus complexe dans certaines disciplines que dans d'autres. « Le sport qui nous embête beaucoup, c'est le judo, confie Richard Kulpa, enseignant-chercheur à l'université Rennes II et coordinateur du projet Revea. La simulation physique est complexe. Faire une clé de bras virtuelle, c'est impossible. » La glorieuse incertitude du sport...

**ALEXANDRA DE COZAR**

les fabricants de pelles et de pioches qui raflent la plus belle part du gâteau.

L'Europe doit revoir sa doctrine. Avec ingéniosité, tant l'affaire est complexe. La construction d'une usine dernier cri coûte des dizaines de milliards de dollars et prend souvent des années. Malgré son expérience, le taïwanais TSMC devrait mettre trois ans à en ouvrir une dans l'Arizona. La main-d'œuvre experte nécessaire n'est pas simple non plus à trouver. Quant aux fabricants déjà installés, ils ont pour eux des milliers de brevets. Les doux rêveurs qui appellent

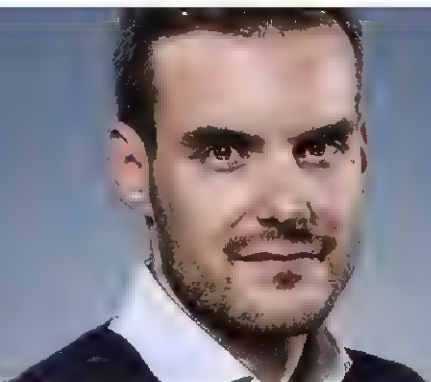
à ce que les pouvoirs publics orchestrent, depuis les cieux, la création d'un « Nvidia européen » font donc erreur sur le sujet. « Vu la vitesse à laquelle les acteurs en place innovent, le risque est grand qu'en procédant de cette manière, on accouche de puces obsolètes sitôt livrées. Et que cela coûte un argent monstre », confie un bon connaisseur de l'écosystème. La stratégie de FlexAI, qui attaque le marché par un autre versant, n'en est que plus intéressante. L'Europe doit surfer sur la prochaine vague, plutôt que de mener la bataille d'hier. \*



## Caissiers, voituriers... La nouvelle délocalisation numérique

UNE CHRONIQUE DE ROBIN RIVATON

Grâce aux caméras et aux réseaux télécoms toujours plus performants, des métiers par essence locaux peuvent désormais être effectués à distance.



Lorsque Amazon a lancé ses magasins sans caisse, Just Walk Out, l'initiative a été saluée comme l'avenir du commerce de détail. Les clients entrent en utilisant la reconnaissance palmaire connectée à une carte de crédit. Des caméras capturent ensuite des images de leurs achats, puis une intelligence artificielle se charge de les analyser et de les facturer automatiquement. Début avril, Amazon a toutefois annoncé qu'il supprimait la technologie dans ses épiceries américaines Amazon Fresh – même s'il la maintient dans ses magasins Amazon Go. L'innovation a alors été décriée. Les critiques suggéraient qu'Amazon utilisait un millier de travailleurs en Inde pour accomplir la tâche censément assurée par l'intelligence artificielle. En réalité, ces travailleurs sont chargés de comparer les achats réels avec ce qui a été analysé par l'algorithme afin de le réentraîner. Un processus très classique en apprentissage automatique.

Le recours à des « Turcs mécaniques » a souvent été dénoncé. L'expression se réfère à cette mystification construite à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle où un prétendu automate joueur d'échecs était en fait animé par un humain. Tiny Mile, qui gère un service de robots de livraison de nourriture à domicile, s'appuie sur des pilotes aux Philippines, tandis que les robots de Kiwi, utilisés sur des campus universitaires

américains, font appel à des travailleurs en Colombie gagnant moins de 2 dollars de l'heure pour les aider à effectuer les livraisons. Dans le registre de l'exceptionnel, on accepte parfois qu'un chirurgien prenne le contrôle à distance d'un automate pour réaliser une intervention.

Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est la fourniture, assumée, d'un service de contact du quotidien par un humain à distance. A New York, dans la chaîne de restauration rapide d'origine japonaise Sansan Chicken, l'employé prend votre commande depuis son domicile philippin et interagit avec les clients via Zoom. Il est employé par la société Happy Cashier, qui permet aux restaurants d'externaliser leur main-d'œuvre à l'étranger. Le phénomène n'est pas si neuf. La chaîne canadienne de restauration rapide Freshii avait été au cœur d'une polémique en 2022 quand il avait été révélé que ses caissiers à distance basés au Nicaragua gagnaient 3,75 dollars de l'heure contre 16 dollars pour un caissier physique.

Les entreprises ont tendance à préférer cette expérience à un pur automate car elle améliore la satisfaction client et permet de contrôler les aléas. Le fait d'avoir un échange avec un humain, même à distance, suscite plus d'empathie et limite de ce fait le risque d'agacer le client. Les détaillants, de Dollar General à Walmart et Costco, repensent également le recours aux caisses automatiques, car ils constatent qu'elles entraînent des pertes de marchandises plus élevées en raison des erreurs que commentent parfois les clients, mais aussi des vols à l'étalage.

Les agents d'accueil constituent un autre cas d'usage. Cela peut être une personne qui valide l'ouverture de la porte à distance ou qui accueille les visiteurs via

**Le prix de cette prestation est souvent le tiers de celui d'une personne à temps plein**

un grand écran. Le prix de cette prestation est souvent le tiers de celui d'une personne à temps plein. La société Virtual Doorman équipe 400 immeubles résidentiels et tertiaires rien qu'à New York. Mais ce service est aussi diffusé dans des pays émergents tels que l'Argentine ou l'Uruguay, comme s'en étonnait l'entrepreneur Pieter Levels (Nomad List) récemment.

Ce travail en distanciel est permis par la fluidité croissante des télécommunications et la qualité accrue des caméras. Il ouvre la voie à la réalisation à distance d'autres métiers de service de proximité. C'est le pari de la start-up allemande Vay qui vient de lancer son service de voituriers à Las Vegas : un simple clic et une voiture électrique se présente à vous mais personne n'est assis à la place du conducteur. Car le chauffeur se trouve dans un simulateur avec un volant, des pédales, des freins et trois écrans. Vous conduisez la voiture le temps de vous rendre à votre destination et n'avez qu'à descendre pour laisser le voiturier reprendre le contrôle le temps d'aller stationner le véhicule. Le service coûte 30 centimes par minute pour conduire la voiture contre 25 dollars pour un voiturier sur place. Un tout nouveau genre de télétravail... \*

**Robin Rivaton** est directeur général de Stonal et membre du conseil scientifique de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol).

**Avoir un contact avec un humain, même en distanciel, suscite plus d'empathie**

À L'ÉPREUVE DES FAITS

## Bienfaits des bains glacés : une théorie qui prend l'eau

Le Néerlandais Wim Hof suscite un engouement mondial pour les bains extrêmes. Mais la pratique n'est pas sans risques, estiment les spécialistes.

PAR STÉPHANIE BENZ

**U**n grand écart sur le plateau de *C à vous*. Un bain dans une baignoire de glaçons en direct dans *Quelle époque !*. Un passage sur Sud radio, quelques podcasts et des articles dans *Elle* ou *Femme actuelle*... Torse nu souvent, en short et chapeau toujours, Wim Hof était fin avril en tournée promotionnelle dans notre pays. Ce Néerlandais est mondialement connu pour ses records enregistrés au *Guinness Book* : nage sous la glace (57,5 mètres en 2000), apnée dans un lac gelé (6 min 20 s en 2002) ou ascensions du Kilimandjaro en bermuda. Charismatique, fort en gueule, il est aussi une star du développement personnel : 3,5 millions de « followers » sur Instagram, 2,72 millions d'abonnés à sa chaîne YouTube, 992 000 sur Facebook... Netflix lui a consacré un documentaire, et la BBC une série de télé-réalité en six épisodes.

A ses fans, ce sexagénaire promet que sa méthode – exercices de respiration, bains (très) froids et renforcement mental – leur apportera bien-être, résistance au stress et aux maladies, capacité d'auto-guérison et concentration accrue. D'un média à l'autre, le discours est bien rodé. « Il s'agit d'entrer en connexion profonde avec sa physiologie », « ce que je fais est accessible à tous »... A L'Express, il assure aussi être à l'origine d'une « découverte révolutionnaire sur l'inflammation, qui est

la cause et la conséquence de toutes les maladies ». Dépression, cancer, maladies auto-immunes, Alzheimer, affections cardiaques seraient selon lui accessibles aux effets du froid : « C'est un moyen thérapeutique pour obtenir un contrôle de ses systèmes cardiovasculaire, lymphatique et immunitaire », déroule-t-il. Balivernes ? Elucubrations ? Une question brûlante en réalité. Car des scientifiques s'interrogent sur les bienfaits du froid, et des études sur sa méthode ont même été publiées dans des revues sérieuses.

Une caution dont il use et abuse, mélangeant faits démontrés et suppositions, science et pseudosciences. Efficace – et rémunérateur. Sous la houlette de son fils, 26 personnes travaillent pour Innerfire, la société montée autour d'« Iceman ». Méthode bien « packagée », site ultraléché, application, livres, cours enregistrés, formation de formateurs, offres pour les entreprises, expéditions avec Wim : toute la panoplie des gourous en développement personnel est déclinée.

**« Les capteurs internes  
dysfonctionnent,  
et les capacités  
cognitives ralentissent »**



Quelque 2 000 « instructeurs Wim Hof » contribuent aussi à la diffusion de ses préceptes, moyennant une licence. L'entreprise ne communique pas ses données financières, et l'ex-camionneur assure vouloir surtout « aider les autres ». Mais, selon le greffe néerlandais, les fonds propres de la Hof holding, la société mère d'Innerfire, atteignaient 14 millions d'euros en 2022, contre 2 millions en 2018...

D'Hippocrate aux peuples nordiques, l'intérêt pour les bains froids a toujours existé. Hof a toutefois beaucoup contribué à l'engouement actuel pour la pratique. Sur les réseaux sociaux, Madonna, Lady Gaga, Kylian Mbappé ou David Beckham se montrent dans des baignoires pleines de glaçons. Si le Néerlandais a annulé sa venue au Zénith de Paris début juin faute de réservations suffisantes, les offres de stage d'immersion en eau glacée, avec ou sans sa méthode, pullulent sur Internet. Un peu partout le long des côtes ou à la montagne, les clubs de nage en eau froide se multiplient. Mais, au-delà du plaisir de se dépasser, cette nouvelle mode apporte-t-elle vraiment des bénéfices pour la santé ?

Matthijs Kox, chercheur à l'université Radboud aux Pays-Bas, a été le premier à





Wim Hof en pleine promotion de sa « méthode » à Cologne, le 16 mai.

s'intéresser aux prouesses de son compatriote. Il a notamment testé la méthode sur 12 volontaires entraînés par Hof, comparés à 12 sujets non entraînés. Après l'injection d'un pathogène atténué, les premiers avaient moins de signes d'inflammation, moins de fièvre et des taux d'adrénaline plus élevés que le groupe contrôle. Intéressant, mais loin d'une révolution médicale. « Wim est enthousiaste à propos des effets anti-inflammatoires de sa méthode, mais elle n'a été évaluée que chez des sujets sains exposés à une infection aiguë », relativise Matthijs Kox. « On ne peut rien en conclure sur un éventuel effet bénéfique dans les maladies inflammatoires, qui sont chroniques et multifactorielles. Cela ne fait aucun sens », confirme le Pr Alain Fischer, immunologue, président de l'Académie des sciences (et chroniqueur à L'Express). À la suite des travaux de Matthijs Kox, plusieurs autres équipes ont mené des recherches sur Wim et sa méthode. Une synthèse, parue dans Plos One en mars, indique qu'elle « pourrait » avoir des effets immunomodulateurs, à confirmer par des études de meilleure qualité.

L'immersion et la nage en eau froide ont aussi été étudiées plus largement.

À l'université arctique de Norvège, le Pr James Mercer a compilé une centaine d'études dans une méta-analyse publiée en 2022. Il note des effets potentiels sur la résistance à l'insuline ou la composition de la graisse corporelle. « Ils restent toutefois de faible ampleur, et pourraient aussi bien être atteints avec un mode de vie sain. Mais beaucoup ne veulent pas l'entendre », déplore le chercheur. Car la pratique enthousiasme ses adeptes, qui assurent se sentir « plus vivants », « plus éveillés », « plus énergiques ». « D'un point de vue physiologique, cela s'explique, car l'exposition brutale au froid entraîne une hausse transitoire des hormones du stress, adrénaline, noradrénaline, cortisol », constate Mike Tipton, professeur à l'université de Portsmouth (Royaume-Uni).

Grand spécialiste des effets de l'eau froide sur l'homme, ce scientifique reste sceptique sur ses prétendus bienfaits. « La plupart des études sont non comparatives : est-ce qu'on n'obtiendrait pas des résultats similaires avec du yoga ou du vélo ? Et quels sont les mécanismes à l'œuvre : le froid ? L'activité physique ? Le fait d'être en groupe, à l'extérieur ? On n'en sait rien », souligne-t-il. Cet expert pointe aussi

l'absence de protocole précis, notamment quant aux durées d'exposition : « Une immersion de quelques minutes est positive pour le système immunitaire, mais lui devient préjudiciable si elle se prolonge. »

Les spécialistes alertent surtout sur les risques de l'eau glacée. S'y immerger provoque une convulsion musculaire qui bloque la respiration, avant d'entraîner un épisode d'hyperventilation incontrôlable pouvant aller jusqu'à la perte de connaissance. En même temps, les vaisseaux sous la peau se referment pour éviter que du sang glacé n'aille refroidir les organes. Cette vasoconstriction cause une hausse brutale de la tension artérielle, dangereuse en cas de fragilité cardiaque. Le corps se met ensuite à trembler pour produire de la chaleur, avant que la sensation de froid ne soit remplacée par de la douleur. Celle-ci disparaît à son tour, et les baigneurs se trouvent dans un état de bien-être trompeur : « Les capteurs internes dysfonctionnent, et les capacités cognitives ralentissent, mais le corps, lui, continue de se refroidir », avertit Benoit Mauvieux, spécialiste de la physiologie en milieu extrême à l'université de Caen. L'hypothermie guette.

Les risques ne s'arrêtent pas à la sortie de l'eau, car se produit alors un *afterdrop* : la température interne continue de plonger, notamment au niveau du cœur, à mesure que le sang refroidi irrigue l'organisme. « Cela peut entraîner une souffrance cardiaque et des malaises », alerte le chercheur. Le danger est maximal lors des premières immersions, mais noyades et pertes de connaissance peuvent toujours survenir ultérieurement. Un journaliste d'investigation américain, Scott Carney, indique avoir recensé « plusieurs décès dans un contexte de pratique de la méthode Wim Hof ». Un seul a donné lieu à ce jour à une action en justice, aux États-Unis – le procès doit se tenir cette année.

Pour ceux qui seraient quand même tentés, le Pr Tipton a publié des recommandations pour minimiser les risques : réaliser un examen médical préalable, ne jamais pratiquer seul, entrer dans l'eau très progressivement, ne mouiller son visage qu'une fois le choc thermique passé, sortir au bout de dix minutes même si l'on se sent bien, ne pas conduire dans la demi-heure suivante... À défaut d'améliorer sa santé, cela évitera peut-être d'y laisser sa vie. \*

## Avancée thérapeutique

## L'espoir de la radiothérapie interne

**Le JRC, Centre commun de recherche européen, développe un traitement prometteur contre le cancer, basé sur l'injection d'un isotope radioactif.**

Pour recevoir sa première injection d'actinium 225, il est arrivé en chaise roulante. Pour la deuxième, il est venu avec des béquilles. Lors de la troisième, il marchait sans aide. Et, après la quatrième et dernière, il est retourné chez lui, a grimpé dans un arbre de son verger et y a cueilli des oranges... Ce patient espagnol souffrait d'une forme avancée de cancer de la prostate contre laquelle toutes les autres thérapies avaient échoué. Son rétablissement spectaculaire a marqué les chercheurs à l'origine de la découverte de ce traitement basé sur un isotope radioactif, dit « émetteur alpha », qui, une fois administré dans le corps humain, s'accroche aux cellules cancéreuses puis les irradie et les tue grâce à son rayonnement radioactif.

Alors que la radiothérapie externe, qui utilise des faisceaux de rayons pour cibler les cellules cancéreuses, est connue de longue date, cette technique de radiothérapie interne s'annonce prometteuse. Le géant pharmaceutique Novartis s'est lancé en premier dans ce nouveau champ de la médecine avec deux médicaments contre le cancer de la prostate et les tumeurs neuroendocrines (un cancer rare qui forme des réseaux de tumeurs susceptibles de naître partout dans l'organisme) à base de lutétium 177, un atome radioactif dit « émetteur bêta ». Un produit parfois efficace, mais qui ne fonctionne pas contre tous les types de cancers ni pour tous les patients.

Des chercheurs du Centre commun de recherche (JRC), un laboratoire de l'Union européenne, ont donc décidé de creuser l'idée. En quelques années, ils ont réussi à développer un nouveau traitement, grâce au fameux actinium 225. « Les premiers tests indiquent qu'il est 1 000 fois plus efficace que le lutétium 177 », assure Rachel Eloirdi, directrice de l'unité du JRC chargée de cette technologie. Le principe reste le même : il s'agit d'injecter aux patients un médicament qui va irradier directement les cellules cancéreuses. « Elles possèdent à leur surface des récepteurs bien

particuliers. Nous avons développé des vecteurs (des anticorps) qui reconnaissent ces récepteurs et s'y attachent, un peu comme des aimants. Puis nous avons accroché notre isotope à ces molécules. Ensemble, le vecteur et l'actinium peuvent identifier les cellules cancéreuses et les tuer grâce au rayonnement radioactif », poursuit Rachel Eloirdi.

**Une thérapie presque sans effets secondaires, contrairement à la chimiothérapie**

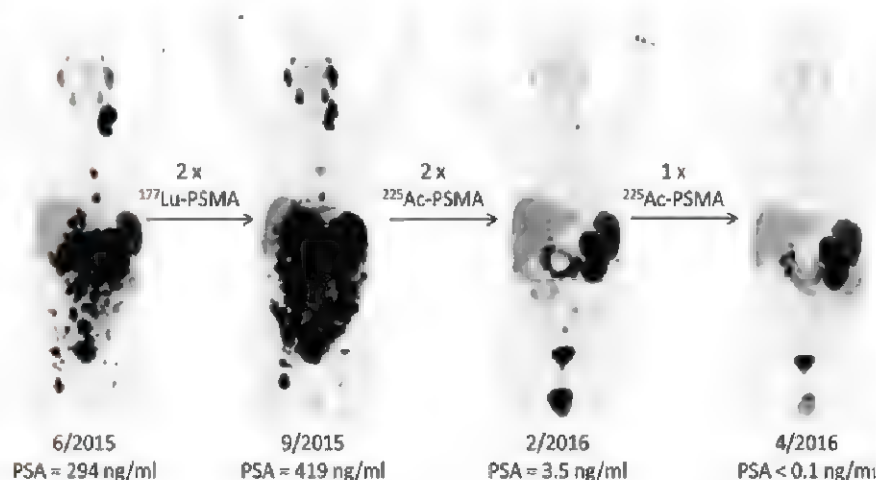
L'émetteur alpha produit des doses phénoménales d'énergie, bien plus que le lutétium 177, mais sur une distance moins importante : quelques cellules au plus, soit quelques dizaines de micromètres. Il présente donc peu de risques de nuire aux cellules saines et ne provoque presque pas d'effets secondaires, contrairement à la chimiothérapie. Mais est-il complètement sans danger ? « C'est

lorsque les atomes se regroupent en nombre autour d'une cellule cancéreuse que leur rayonnement combiné est suffisamment puissant pour la tuer », précise le physicien Sven Van den Berghe, ex-chercheur au SCK CEN, le centre de recherche nucléaire belge, qui collabore avec le JRC, désormais PDG de PanTera, une start-up qui produit l'actinium 225.

Le JRC a mis en œuvre une dizaine d'essais cliniques visant à tester l'actinium 225 sur des patients grâce à des partenariats noués avec des hôpitaux européens dont, en France, ceux de Marseille et de Nantes. Pour l'instant, ces essais sont encore en phase préliminaire (phases I ou II), mais les chercheurs ont bon espoir de passer rapidement en phase III. Car l'actinium 225, développé à l'origine pour soigner les patients atteints du cancer de la prostate – deuxième cancer masculin le plus fréquent –, donne des résultats très encourageants. A ce jour, plus de 1 000 patients ont été traités dans le cadre d'essais cliniques et de programmes d'usage compassionnel, le plus souvent avec succès, certains étant en rémission complète.

Une collaboration menée avec l'université médicale de Varsovie, en Pologne, explore également son potentiel sur le cancer du cerveau avec, ici encore, des résultats intéressants. Le JRC ne compte pas s'arrêter là, car il espère aussi adapter le traitement au cancer du sein. Et, à l'avenir, des thérapies combinant émetteurs bêta et émetteurs alpha pourraient se révéler plus efficaces encore. ✱

**VICTOR GARCIA**



Evolution du cancer après deux injections de lutétium 177 (Lu-PSMA) suivies de trois injections d'actinium 225 (Ac-PSM) dans le corps d'un patient.



# ÇA FAIT DU BIEN DE TOURNER LA PAGE

INFORMER. DIVERTIR. APPROFONDIR.

PRIX RELAY-SEPM DES MAGAZINES DE L'ANNÉE 2024

**RELAY.** **sepm**

SYNDICAT  
DES ÉDITEURS  
DE LA PRESSE  
MAGAZINE



Découvrez chez RELAY les **magazines** de l'année.

Madame  
Bourary

## « La Belgique, un laboratoire de la France si les thèses de Mélenchon l'emportaient... »

Pour Joël Kotek, historien belge spécialiste de l'antisémitisme, la Belgique se distingue par la virulence de son antisionisme, qui touche tous les partis politiques.

**U**NE DEMI-FINALE de l'Eurovision interrompue par un syndicat sur la chaîne publique flamande VRT afin de protester contre la participation d'Israël. Une ministre de la Culture francophone qui plaide pour l'exclusion de l'Etat hébreu de ce même concours de chant. Un ancien ministre de la Défense qui tweete que « Gaza aujourd'hui, c'est Varsovie hier ». Un président du Parlement flamand bruxellois qui déclare : « Moi qui suis parti à Auschwitz en Pologne pour voir ce qu'est un génocide... je peux utiliser ce terme... on utilise pratiquement les mêmes méthodes. » Un patron des Mutualités socialistes qui relaie sur son compte X une image associant l'étoile de David à la croix gammée. Depuis le 7 octobre, la Belgique se distinguerait-elle en Europe par la virulence de son antisionisme ?

Pour l'historien Joël Kotek, professeur émérite à l'université libre de Bruxelles (ULB) et spécialiste des questions de génocide et d'antisémitisme, il ne fait pas de doute que son pays se différencie grandement de son voisin français par un « antisionisme radical d'atmosphère » qui touche selon lui quasiment tous les partis politiques et médias. Entretien.

**La diffusion de la demi-finale de l'Eurovision a été interrompue sur la chaîne publique flamande, VRT, en protestation contre la participation d'Israël. Est-ce représentatif du climat qui règne aujourd'hui dans votre pays ?**

**Joël Kotek** Absolument. Il règne en Belgique un antisionisme radical d'atmosphère qui touche, sauf exception, tous les partis politiques belges. La cause palestinienne est devenue, ici, le noyau d'une nouvelle « religion civile » ou « séculière », pour reprendre les analyses de Pierre-André Taguieff. S'agissant d'Israël, il y a une posture éminemment négative dans les trois régions en Belgique [NDLR : régions bruxelloise, flamande et wallonne]. Dans le cas de la Flandre, tous les partis politiques, sauf paradoxalement une partie de la N-VA



« La tentation de présenter les Israéliens en nouveaux nazis découle d'une dette historique à l'égard des juifs »

– formation nationaliste certes démocratique mais antibelge – fustige l'Etat hébreu.

La société civile n'est pas en reste : où ailleurs qu'en Flandre a-t-on vu le programme de l'Eurovision interrompu en direct en soutien à la Palestine ? C'est qu'en Flandre joue à plein un phénomène que des chercheurs allemands ont qualifié d'« antisémitisme secondaire », soit un ressentiment à l'égard des juifs non pas malgré mais à cause de la Shoah. Cette forme particulière d'antisémitisme s'inscrit dans les mécanismes de « rejet de culpabilité » et/ou de « projection agressive » mis en avant par le philosophe Theodor Adorno. En Flandre, très précisément, la tentation de présenter les Israéliens en nouveaux nazis est patente. Elle découle évidemment d'une volonté de se débarrasser d'une dette historique à l'égard des juifs. Alors qu'en France quelque 23 % des juifs ont été assassinés [au cours de la Seconde Guerre mondiale], le pourcentage est de 64 % s'agissant de la Flandre, du fait de la collaboration de larges secteurs de la société politique et civile flamande. Apparemment, pour reprendre la célèbre expression attribuée au psychanalyste Zvi Rix, de nombreux Belges, qu'ils soient flamands ou francophones, faut-il le préciser, ne pardonnent pas Auschwitz aux... juifs.

Mon souci n'est pas qu'Israël soit critiqué (je ne connais personne dans mon entourage qui soutient de près ou de loin Benjamin Netanyahu), mais cette propension qu'ont les Belges à criminaliser systématiquement l'Etat hébreu, à le délégitimer, à ne s'en prendre qu'au seul Etat juif de la planète et ce, dans les différents parlements, médias et universités. L'université de Gand, ma ville natale, est par exemple à la pointe du combat visant notamment au boycott des universités israéliennes [« BDS »]. Oserais-je souligner ici que cette même université était déjà à la pointe de la collaboration pendant la Seconde Guerre mondiale ? C'est un rapprochement sans doute facile mais qu'un historien qui travaille sur le retour du refoulé ne peut pas s'empêcher de faire. De même, devrais-je encore rappeler que dans ma propre université, l'ULB, certains de mes collègues, dont un ancien recteur, suggèrent la rupture des relations académiques avec Israël et ce, quand bien même François Englert, le dernier en date des Prix Nobel belges, enseigne conjointement chez nous et à l'université de Tel-Aviv.

**Le magazine allemand *Spiegel* s'inquiétait déjà, en 2021, de cette hostilité des élites belges à l'égard d'Israël...**

L'article du *Spiegel* expliquait qu'en Belgique « l'antisémitisme avait été trop longtemps un problème dont seuls les juifs se souciaient vraiment ». Il soulignait également ce paradoxe : « A Bruxelles, le Parlement européen et le Conseil européen ont





Des slogans anti-Israéliens affichés sur les murs de l'université libre de Bruxelles.

adopté des textes forts visant à lutter contre l'antisémitisme, mais le pays hôte ne se sent pas concerné. » Et c'est un journal allemand qui lançait cette alerte, invitant l'Europe à « sauver la Belgique de l'antisémitisme » ! Jean Quatremer, correspondant de *Libération* à Bruxelles, fait lui aussi un constat sévère sur l'attitude des Belges par rapport à cette question.

**« Bruxelles est à une heure vingt-trois de Paris... et pourtant tout un univers sépare ces deux pays en ce qui concerne l'antisémitisme », avez-vous écrit dans la revue K. Vraiment ?**

Près de 182 000 Français ont manifesté contre l'antisémitisme, contre 5 000 personnes en Belgique, qui plus est en majorité juives. En France, vous avez un Jean-Luc Mélenchon qui affiche un antisionisme décomplexé, osons le dire, des plus suspects, mais il est très isolé politiquement. Chez nous, les positions de Mélenchon sont majoritaires. En Flandre, les partis du centre, de droite et surtout de gauche soutiennent une ligne dure par rapport à Israël. Même notre Premier ministre, Alexander De Croo, membre du parti libéral flamand [Open VLD], a expliqué que, s'il était jeune, il aurait sans doute rejoint ceux qui occupent les bâtiments universitaires à l'ULB. Aucun ministre français ne se risquerait à une telle déclaration !

**La forte tradition catholique de la Belgique peut-elle expliquer cette particularité ?**

En Europe, on constate que les pays les plus hostiles à Israël sont des Etats à forte tradition catholique : la Belgique, terre de la Contre-Réforme s'il en fut, l'Irlande, la Slovaquie, ou encore l'Espagne. C'est ce que j'appelle l'antisémitisme primaire, un vieil *habitus* antijuif hérité du mépris puis de la haine de l'Eglise envers Israël, pris ici au sens large. Comment oublier l'opposition traditionnelle des milieux catholiques à l'idée du retour des juifs en terre de Judée ? Le Vatican a d'ailleurs été le dernier Etat européen à reconnaître *de jure* l'Etat d'Israël. Le sionisme réduit en effet à néant la prétendue mission qu'avait assignée aux juifs l'Eglise chrétienne depuis saint Augustin : celle de peuple témoin, maudit et dispersé aux quatre extrémités de la Terre pour n'avoir pas accepté le message du Christ. C'est dans ce contexte théologique qu'il faut comprendre la lettre de l'évêque d'Anvers à ses « amis juifs anversoises », dans laquelle il en vient à opposer le Dieu d'amour des chrétiens au Dieu vengeur des juifs... Rappelons aussi que l'Eglise catholique belge, dont le siège était à Malines – d'où partirent tous les convois belges vers Auschwitz –, s'était tue en Belgique durant toute la Shoah, contrairement à certains responsables catholiques en France.

Ce vieil antisémitisme de nature religieuse resurgit donc aujourd'hui. Mais, en Wallonie, de tradition plus laïque et socialiste, on assiste plutôt au retour des antiennes de l'antisémitisme social, qui présente les juifs comme les suppôts du capitalisme, aujourd'hui américain. Je pense au cas de Jean-Marie Dermagne,



Le PTB, formation d'extrême gauche qui affiche des positions anti-Israéliennes radicales, serait devenu le premier parti de la région bruxelloise.

► un célèbre avocat marxiste wallon, ex-enseignant à l'université catholique de Louvain, qui relaie sur sa page Facebook un post antisémite paru sur le site Egalité et Réconciliation d'Alain Soral, selon lequel « les Rothschild contrôlèrent toutes les banques centrales mondiales » : un retour au vieil antisémitisme de la gauche radicale de la fin du siècle. Tous ces prurits antisémites renvoient bien moins aux années 1930 qu'à cette « Belle Epoque » qui précéda la Première Guerre mondiale, où l'antisémitisme avait pignon sur rue, où la haine antijuive était en quelque sorte normalisée. Et ce, de l'extrême droite nationaliste à la gauche marxiste. Et de la presse aux universités. Oui, il règne en Belgique un antisionisme radical rouge-brun-vert d'atmosphère qui fait d'Israël (et pas de la Chine, du Soudan ou de la Turquie) le nouvel Etat paria, bref le juif des nations.

#### Quelle est la part de clientélisme électoral dans les positions des différents partis politiques ?

En Belgique, nous avons une laïcité très différente de la vôtre. Nous parlons de neutralité. A Bruxelles, la population musulmane représente sans doute entre 25 et 35 % des électeurs. C'est difficile à quantifier. Mais cet électorat est l'un des éléments clés des différents scrutins bruxellois. Tout est donc fait pour séduire politiquement cette population à qui l'on attribue des opinions qu'elle n'a pas forcément formulées ; d'où une surenchère anti-Israélienne. C'est à se demander quel sera le parti le plus hostile à Israël. J'ai qualifié cette nouveauté d'« antisémitisme tertiaire », qui s'explique non pas par une opposition en soi aux juifs et/ou lié au sentiment de culpabilité lié à la Shoah, mais par une adhésion aux thèses de leurs ennemis... supposés : les assignés musulmans ! Cette politique d'apaisement de la gauche bruxelloise à l'égard des populations de confession musulmane ne concerne

pas que la cause palestinienne mais oblige aussi à la remise en question des divers plans de mobilité pour satisfaire un électorat très attaché à l'automobile ou, par ailleurs, des lois visant à interdire l'abattage rituel, comme c'est le cas en Wallonie et en Flandre, mais pas à Bruxelles. Tous les partis politiques belges, sauf le parti libéral francophone MR et, nous l'avons dit, la N-VA flamande, font de la surenchère anti-Israélienne. C'est à qui se montrera le plus hostile à Israël.

Des membres du gouvernement, pas des parlementaires, ont réclamé le retrait d'Israël de l'Eurovision, prôné la rupture des relations économiques entre Israël et l'Union européenne, etc. L'hostilité à Israël fait sens au point de voir en région bruxelloise deux partis ouvertement antisionistes. C'est ainsi qu'a été créé tout récemment le parti Viva Palestina, par un militant chiite, Dyab Abou Jahjah, naguère stigmatisé en Belgique comme aux Pays-Bas pour ses prises de position pour le moins extrémistes.

Dans l'ensemble des partis dits progressistes, la tendance est à l'éradication progressive des tenants de la laïcité et de l'universalisme des valeurs. L'un des responsables d'Ecolo J est ainsi un défenseur du droit au burkini et figure en abaya sur son affiche électorale. En Belgique, la gauche se moque, voire tient pour raciste la laïcité à la française. Evidemment, la formation qui profite le plus de cet antisionisme radical d'atmosphère est le PTB, parti d'extrême gauche d'obédience marxiste-léniniste, devenu le premier parti de la région bruxelloise, selon un sondage paru en janvier. Le quotidien *Le Soir* a fait un lien direct entre ce succès et le fait que le PTB ait adopté les positions anti-Israéliennes les plus radicales. C'est le même pari que fait Mélenchon en France, en espérant à travers son discours propalestinien mobiliser un électorat d'origine arabo-musulmane.

#### Un véritable « antisionisme d'Etat » se serait, selon vous, imposé en Belgique. N'exagérez-vous pas ?

Disons que c'est une sorte de religion civile, un consensus mou. Qu'est-ce qui explique que personne en Belgique ne s'indigne de la question arménienne du Haut-Karabakh, un phénomène d'épuration ethnique qui ne suscite pourtant aucun débat ? Même chose pour ce qui se passe au Soudan ou pour les Ouïgours. Le seul sujet qui mobilise politiquement, c'est la question israélo-palestinienne. J'ai manifesté pour les Ouïgours ou pour la Bosnie. Si nous étions 300, c'était déjà un énorme succès. Alors que les manifestations anti-Israéliennes regroupent 40 000 personnes chez nous. La Belgique est un laboratoire de ce que vous pourriez vivre demain en France, si les thèses de Jean-Luc Mélenchon l'emportaient... \*

PROPOS RECUEILLIS PAR THOMAS MAHLER



## La Fièvre, une série prophétique ?

Ce qui menace nos sociétés n'est pas la polarisation entre extrêmes, comme dans la fiction d'Eric Benzekri, mais une grande confusion idéologique.

PAR PIERRE BENTATA\*

**D**ANS LA SÉRIE *La Fièvre* (Canal +), Eric Benzekri décrit une société où les extrêmes de tous bords n'attendent qu'une étincelle pour embraser la société. C'est un coup de boule et une insulte – « sale toubab » – assénés par un joueur de football à son entraîneur qui mettra le feu aux poudres. En nous plongeant dans l'univers des communicants et des réseaux sociaux, la série met en exergue la viralité des réactions les plus passionnelles et leurs effets délétères sur des groupes déjà fortement polarisés.

*La Fièvre* est affaire d'indignation et de colère sur fond d'idéologies inconciliables. D'un côté, les identitaires d'extrême droite qui voient dans cette agression l'expression d'un racisme anti-blanc devenu l'acmé du processus de « décivilisation » ; de l'autre, les identitaires d'extrême gauche pour lesquels l'acte serait le symbole de l'émancipation d'un homme racisé ayant finalement brisé les chaînes du racisme systémique.

L'immense mérite de cette série tient à la tension qu'elle transmet au spectateur qui suit, impuissant, l'implacable machine idéologique se mettre en branle. Mérite, mais aussi limite. C'est le lot de toute fiction que de simplifier le réel. Car, entre la série et la réalité, il y a une légère différence, qui fait toute la différence. Dans *La Fièvre*, c'est la polarisation qui tient lieu de canevas aux six épisodes. Si la guerre civile est si imminente, cela s'explique d'abord par l'adhésion, de part et d'autre, à des croyances, des dogmes, des conceptions du monde qui ne peuvent que s'entrechoquer. La fièvre est idéologique.

**IDÉOLOGUES SANS IDÉAL** Est-ce vraiment ce qu'on observe dans la société ? Il y a lieu d'en douter lorsqu'on écoute les activistes. L'identitaire à l'extrême droite défend une identité qu'il est incapable de définir. Le raciste à l'extrême gauche n'est pas plus cohérent qui, de *safe spaces* en réunions en non-mixité, rétablit une ségrégation qu'il prétend abolir dans les seuls pays où elle n'existe plus. L'écologiste décroissant, tiraillé entre sa lutte contre le changement climatique et sa haine de la technique, finit par préférer le charbon au nucléaire.

La liste pourrait s'étendre à l'infini, tant toutes ces idéologies se ressemblent. Car leur apparente opposition trahit un fond commun : celui de n'en avoir aucun. Comment expliquer autrement que les jeunes étudiants qui bloquent les universités voient des génocides partout sauf là où ils sont perpétrés ? Que les défenseurs de l'égalité et de la parité s'insurgent contre la violence du patriarcat uniquement dans les pays où les femmes sont les mieux représentées politiquement et



**Qu'importe le motif  
pourvu qu'il y ait  
la lutte et  
l'indignation**

économiquement ? Et que les souverainistes défendent les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes à l'exception des cas où ils seraient envahis par une puissance extérieure ?

Pour supporter de telles contradictions, il faut que l'idéologue moderne ne soit pas un croyant mais un somnambule. Ce qui le caractérise n'est pas une idée trop profondément ancrée, mais l'illusion d'une idée ; laquelle sera d'autant plus attirante qu'elle pourra être transformée au gré des événements. D'où la soudaine mutation de la militante écologiste Greta Thunberg en activiste du boycott d'Israël. Qu'importe le motif pourvu qu'il y ait la lutte et l'indignation. Car le but n'est jamais de se battre au nom d'une idée mais de choisir l'idée qui absolve moralement l'envie de se battre.

Il n'y a donc pas de conflits idéologiques mais une envie d'en découdre qui fait de l'idéologie un alibi. On chercherait en vain chez les activistes l'esquisse d'une société nouvelle ou de la moindre réforme. Sur ce point, ils sont muets. La seule société contre laquelle ils s'élèvent est aussi la seule qu'ils puissent imaginer, celle dans laquelle ils vivent et qu'ils fustigent. Voilà pourquoi ils n'ont rien à dire des véritables génocides, ne s'insurgent pas contre les dictatures et n'ont pas un mot contre les états belliqueux ou pollués. Le souverainiste détestera le pays souverain, le raciste et l'identitaire celui qui fait de l'autre un égal, l'écologiste celui qui s'engage pour l'environnement, et tous détesteront les sociétés démocratiques et libérales, c'est-à-dire occidentales. Raison pour laquelle, au-delà de leur apparente opposition, tous les idéologues sans idéal s'attaquent à la même cible et se renforcent les uns les autres.

Et là réside la menace d'embrasement. Non pas d'une fièvre idéologique mais de la confusion des sentiments d'individus condamnés à détester ce qu'ils adorent. \*

\* Pierre Bentata est maître de conférences en économie à la faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille.

## Emmanuel Macron, ou la stratégie du déni

La vice-présidente des Républicains a lu le long entretien que le chef de l'Etat a accordé à L'Express.  
« Au mépris de sa promesse de changer la vie politique, il ne reconnaît jamais ses erreurs », déplore-t-elle.

PAR EMMANUELLE MIGNON\*

**S'**IL EST UN REPROCHE qu'on ne peut faire à Emmanuel Macron, c'est de manquer de confiance en lui. Alors que l'immigration atteint des sommets, que le niveau de violence est sans précédent, que la dette publique a augmenté de 1 000 milliards d'euros en sept ans – dont 250 seulement à cause du Covid –, que partout les services publics se dégradent, que notre influence diplomatique est en repli et que le Rassemblement national risque de faire un score jamais égalé aux élections du 9 juin, il faut somme toute un certain culot pour s'afficher fièrement à la Une de L'Express avec cette formule péremptoire : « Notre stratégie est la bonne ». « Tout va très bien, Madame la Marquise », aurait sans doute été plus approprié.

Il serait injuste de rendre M. Macron seul comptable de l'affaiblissement de notre pays depuis quarante-cinq ans. Il le serait tout autant de ne pas approuver les réformes engagées depuis 2017 pour redresser l'économie autour des valeurs du travail et de l'investissement : suppression de l'ISF, hélas remplacé par l'IFI, tout aussi vicié idéologiquement et plus injuste ; réduction de l'IS ; *flat tax* ; retraites ; flexisécurité du marché du travail, déjà promise en 2007. Que ces réformes mettent du temps à produire des effets est inévitable.

Ce qu'Emmanuel Macron feint, en revanche, d'oublier, est qu'il est aux commandes depuis sept ans, et même douze si l'on veut bien considérer sa participation active au quinquennat de François Hollande – deux ans à l'Elysée, deux ans au gouvernement. A cette échelle de temps, ses résultats sont trop insuffisants pour que sa stratégie mérite les qualificatifs qu'il lui adresse. Ils masquent difficilement les conséquences de l'utopie du « en même temps » et de l'arrogance de sa gouvernance. De la destruction de la vie politique à la dérive des finances publiques et à la casse de la haute fonction publique, leur coût est exorbitant.

**FACHEUSE TENDANCE** Aucun des grands indicateurs des faiblesses de l'économie française n'a été impacté : ni le niveau de dépenses publiques, le plus haut de l'Union européenne, ni celui des prélèvements obligatoires, le plus élevé du monde. Comme le disait Margaret Thatcher, la tendance naturelle des responsables politiques est de penser que l'argent est mieux dépensé par eux que par les entreprises et les familles auxquelles il est pris. Essayons d'imaginer une France dans laquelle un tiers des dépenses publiques serait dépensé par les citoyens comme ils le veulent : une révolution !

Aucun des vrais leviers de l'égalité, ceux qui transforment réellement un destin, n'a été sérieusement réformé, ni l'école,



S. PICARD POUR L'EXPRESS

« La France est réduite à quémander à l'UE les moyens de se sortir de son déclin au risque de brader ce qui lui reste de sa souveraineté »

ni la santé, ni le logement. Le président de la République n'emploie d'ailleurs jamais le mot « justice ». Il est malheureusement disqualifié sur les enjeux régaliens. Et au mépris de sa promesse de changer la vie politique, il ne reconnaît jamais ses erreurs, par exemple sur le nucléaire.

Dans ce contexte, la fuite en avant du projet européen d'Emmanuel Macron est à la fois inquiétante et risible. Prenant enfin conscience, trois ans avant la fin de ses deux mandats, que l'Europe étouffe sous les normes alors que l'urgence est d'investir, et que la priorité donnée aux énergies renouvelables couplée à l'ouverture généreuse des marchés européens ne sert que les intérêts allemands, M. Macron promeut un « reset » du modèle économique de l'Union européenne reproduisant tous les défauts du système économique français : dépense publique, impôt, endettement.

La faible attractivité de notre modèle rend cette poussée fédéraliste peu probable. Mais elle trahit l'impuissance politique, économique et sociale de la France, réduite à quémander auprès de l'Union européenne les moyens de sortir de son déclin au risque de brader ce qui lui reste de sa souveraineté, notamment sa dissuasion nucléaire et sa place de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Une autre voie est à privilégier. C'est celle d'un redressement interne, qui soit capable de rétablir en Europe la parité d'influence de la France avec l'Allemagne et d'insuffler les profonds changements dont l'Union européenne a effectivement besoin, dans le respect de ce qu'elle est et de ce que les peuples veulent qu'elle soit : une union d'Etats souverains ayant choisi d'exercer des compétences en commun au service de la paix et du progrès. \*

\*Emmanuelle Mignon est avocate et vice-présidente des Républicains (LR).



# L'EXPRESS Offre spéciale



**+ EN CADEAU,**  
le casque sans fil



**139€ POUR 1 AN**  
AU LIEU DE ~~358,80€\*~~ !

- Casque sans fil à réduction de bruit active TUNE600BTNC JBL.
- Pliable, léger, compact, doté de haut-parleurs JBL de 32 mm offrant un son JBL Pure Bass.
- Peut s'utiliser sans fil pendant plus de 12 heures ou également en mode filaire.
- La batterie se recharge en 2 heures seulement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

À remplir et à retourner sous enveloppe non affranchie à  
L'EXPRESS Libre réponse 18783 - 59789 Lille cedex

EXBM249

**OUI, je profite de cette offre pour m'abonner à L'Express Papier + Digital 1 an (52 n°) au tarif de 139€ au lieu de 358,80€\*.**  
J'ai bien noté que je recevrai **en cadeau** le casque JBL. Offre réservée à un premier abonnement.

Nom : .....

**CI-joint mon règlement par chèque** à l'ordre de Groupe L'Express

Prénom : .....

Si je souhaite découvrir d'autres offres d'abonnement et **régler par carte bancaire**, je me connecte sur **abonnement.lexpress.fr**

Adresse : .....

Pour bénéficier de mes avantages digitaux et recevoir les informations liées à mon abonnement, j'indique mon adresse email (en majuscules) :

Code Postal : ..... Téléphone : .....

Adresse mail : ..... @

Ville : .....

J'accepte de recevoir les offres des partenaires de L'EXPRESS ☐ oui ☐ non

\* Prix vente en kiosque.

Offre valable jusqu'au 30/06/2024 uniquement en France métropolitaine, et ne comprenant pas les éventuels suppléments occasionnels. Prix normal de vente de L'Express : 6,90 €. Délai d'expédition du casque : 2 à 4 semaines après enregistrement du règlement. Conformément à l'article L221 18 du code de la consommation, vous bénéficiez d'un délai de rétractation de 14 jours à compter de la réception du premier numéro de l'abonnement. Pour faire jouer ce droit, vous pouvez télécharger le formulaire sur support.lexpress.fr, rubrique « mon abonnement », et nous l'envoyer à : L'Express - Service Abonnements - CS 90006 59718 Lille cedex 9.

Les informations requises sont nécessaires à L'Express pour la mise en place et la gestion de votre abonnement. Elles pourront être cédées à des Partenaires commerciaux pour une finalité de prospection commerciale sauf si vous cochez la case ci-contre. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de limitation, d'opposition et de suppression des données que vous avez transmises en adressant un courrier à L'Express.

## Jeffrey Pfeffer : « Si vous voulez réussir sur votre lieu de travail... »

Spécialiste du pouvoir dans les organisations, le célèbre professeur de Stanford estime que tout le monde peut être davantage puissant, à la condition de s'en donner les moyens.

**L**E POUVOIR. Il y a ceux qui courent après mais ne l'obtiennent jamais. Ceux qui le reçoivent en héritage mais n'en font rien. Ceux qui se sont battus pour l'avoir mais le perdent faute de combativité. Et ceux qui s'y accrochent jusqu'à leur dernier souffle. Jeffrey Pfeffer, professeur de comportement organisationnel à Stanford, a publié pléthore de best-sellers sur le rôle du pouvoir au travail. Pour L'Express, il revient sur la mécanique du pouvoir comme instrument d'influence pour changer les choses au sein des organisations. Verbatim.

**L'influence** Si vous voulez changer la trajectoire d'une entreprise en termes de performance économique, il faut avoir de l'influence. Car, voyez-vous, si vous n'aviez pas besoin d'influence pour changer les choses, le changement aurait déjà eu lieu. Le professeur de psychologie Gerald Ferris, notamment, a réalisé des études qui établissent un lien entre compétences politiques et réussite professionnelle. Par conséquent, si je veux que mes étudiants en leadership réussissent dans le monde tel qu'il est et pas nécessairement dans le monde tel que nous le voudrions, ils doivent comprendre les dynamiques organisationnelles afin de pouvoir survivre dans les organisations pour lesquelles ils sont susceptibles de travailler.

**Le travail en réseau** Si le leadership consiste à faire avancer les choses grâce à d'autres personnes, plus vous connaissez de monde, plus vous serez en mesure de faire avancer les choses. En tant que leader, vous devez rallier et motiver vos employés en vous adressant à eux, en grand ou petit groupe ou en tête-à-tête. Il s'agit de les convaincre que ce que l'organisation essaie d'accomplir peut aboutir. Car personne ne consacrera d'efforts à quelque chose s'il ne croit pas en une chance de succès. Vous devez aussi travailler en réseau afin d'obtenir des informations et d'établir des relations avec des personnes qui vous aideront.

**La confiance en soi** Des études ont montré que les gens réagissent positivement aux manifestations de confiance en soi. Ils la voient comme un signe de compétence, même s'il est prouvé que ce n'est pas le cas. Si vous voulez réussir sur votre lieu de travail, vous devez donc comprendre l'importance d'avoir confiance en soi, comprendre comment les gens réagissent à différents types de comportement et avoir en tête que certaines manifestations émotionnelles donnent une impression de pouvoir plus grande que d'autres. La colère, par exemple, est une émotion plus forte que la tristesse ou le remords. Prenez Donald Trump et ses froncements de sourcils. C'est l'un des moyens qu'il utilise pour montrer son mécontentement. Et c'est, je pense, l'une de ses sources de pouvoir. De même, être timide et puissant n'est pas incompatible. Le pouvoir n'est pas une question de personnalité, mais de comportement.



« Le pouvoir est une question de comportement. »

**Ne cherchez pas la popularité** Je n'ai rien contre le fait d'avoir de l'empathie, car si vous voulez faire quelque chose, vous devez comprendre les personnes avec lesquelles vous interagissez. En revanche, je suis très critique de cette littérature sur le leadership qui ne parle pas de l'efficacité des dirigeants, mais d'une sorte de sentimentalité. Gary Loveman [NDLR : l'ex-patron de la chaîne de casinos Caesars] m'a dit un jour : « Si vous voulez être aimé, prenez un chien. » Le rôle d'un leader n'est pas de gagner un concours de popularité, mais de faire avancer les choses. Car c'est sur les performances de votre organisation que vous serez jugé.

**Dans l'histoire** Dans le livre *Comment devenir dictateur* de Frank Dikötter, il est question de l'ascension de Hitler et de Mussolini, notamment. Ces deux derniers, comme d'ailleurs Poutine, ont des parcours ordinaires. Ce ne sont pas des gens exceptionnellement intelligents, beaux, ou qui ont le QI le plus élevé. Ils sont parvenus au pouvoir parce qu'ils en ont maîtrisé la dynamique. Poutine est à la tête d'un pays relativement faible, mais grâce à son attitude, le pays a en réalité plus de pouvoir qu'il ne devrait en avoir. Dans un autre registre, Elon Musk ou Taylor Swift ont construit d'énormes marques. Taylor Swift a-t-elle la plus belle voix du monde ? Probablement pas, mais elle est l'une des spécialistes du marketing les plus efficaces. Le point commun entre ces personnalités, c'est qu'elles font preuve de réflexion et de stratégie pour atteindre leurs objectifs. Pendant ce temps, beaucoup d'entre nous traversent la vie comme une sorte de marche au hasard. ✱ **PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT BERBON**



## Démocratie : il est temps de reprendre le combat !

UNE CHRONIQUE DE JEAN-FRANÇOIS COPÉ

Les renoncements de l'exécutif en Nouvelle-Calédonie ne font qu'affaiblir notre pays, en laissant la violence des minorités faire office de juge de paix.



**M**agasins pillés, routes barrées, voitures brûlées, sept morts et des centaines de blessés. Le dégel du corps électoral a plongé la Nouvelle-Calédonie dans le chaos. L'extension du droit de vote à environ 25 000 natifs de l'île ou résidents de longue date, soit un cinquième du corps électoral, relève pourtant de l'évidence démocratique. Pour éteindre l'incendie, Emmanuel Macron a annoncé sur un ton solennel mais en mode panique, le report de « plusieurs semaines » de la réforme. Il y a fort à parier que ce temps sera suffisant pour que le sujet du corps électoral disparaisse de l'actualité et qu'il ne soit en réalité jamais remis sur la table par le gouvernement. La violence des minorités fait donc une nouvelle fois office de juge de paix sur un sujet aussi essentiel pour une démocratie que celui du suffrage universel... et dix jours auront suffi à remettre en cause la suite logique des résultats de trois référendums d'autodétermination.

Un renoncement loin d'être inédit. Après dix jours de blocages dans les transports en 2008, Nicolas Sarkozy et François Fillon cédaient sur la réforme des régimes spéciaux soutenue pourtant par 6 Français sur 10 dans les sondages : les compensations accordées aux syndicats en échange de l'allongement de la durée de cotisations ont annulé les effets

de la réforme initialement présentée. Dix ans plus tard, en 2018, l'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes face aux zadistes a contredit une promesse de campagne, un référendum local et 180 décisions de justice. Puis est venue l'interminable et coûteuse contestation des gilets jaunes soldée par une nouvelle capitulation du gouvernement : un abandon de l'augmentation de la taxe carbone et des annonces à hauteur de 17 milliards d'euros pour acheter la paix sociale. Les prochains hold-up sont connus, les préavis de grève ont d'ores et déjà été posés pour la période des Jeux olympiques : les monopoles publics profitent sans vergogne de la fête pour servir leurs propres intérêts.

Il faut dire que ces nombreux reculs n'ont fait que légitimer la pratique. Ils ont en même temps terriblement affaibli notre système démocratique désormais jugé inefficace par 68 % des Français selon le baromètre annuel du Cevipof. Car, contrairement à ce que prétend l'extrême gauche, c'est bien l'inefficacité et non pas l'absence de débat qui explique en grande partie la crise démocratique actuelle. La Nouvelle-Calédonie en a été un nouvel exemple. Depuis 1988, le débat et le dialogue constant ont permis des avancées énormes. Sur le plan institutionnel, la Nouvelle-Calédonie – dont le maintien dans la République française est stratégique – bénéficie d'un statut unique et d'une autonomie financière qui lui permet de percevoir le produit des impôts et des taxes, tout en recevant des transferts de l'Etat considérables.

Sur le plan économique et social, en 2023, le montant de 1,68 milliard d'euros transférés représentait près de

**Il faut préférer  
l'efficacité des résultats  
aux annonces chocs,  
et assumer d'être ferme**

20 % du PIB calédonien ! Entre 2005 et 2021, le nombre de logements sociaux a doublé. De 1998 à 2020, la part d'une génération ayant accès au bac est passée de 32,8 % à 73,5 %. Le taux de chômage a été presque divisé par deux en trente ans et la part des Kanaks parmi les cadres a doublé. Le taux de pauvreté (19 %) sur l'île est désormais comparable à celui de la Haute-Corse et est bien inférieur à celui de la Seine-Saint-Denis (27,6 %). Le PIB par habitant a progressé de 70 % par rapport aux années 2000, il est aujourd'hui supérieur à celui de la France métropolitaine hors Ile-de-France. Un bilan que nos gouvernants n'ont jamais valorisé sous le regard narquois des activistes venus de Chine, d'Azerbaïdjan, ou de Wagner...

Petits compromis et grands renoncements nous mènent aujourd'hui à un énorme gâchis. D'autres risquent de suivre demain. Voilà pourquoi il faut préférer l'efficacité des résultats aux annonces chocs, privilégier les réformes structurelles et surtout assumer d'être ferme quand l'intérêt général l'impose. Gardons en tête ce principe majeur : la dictature, c'est la facilité ; la démocratie, c'est un effort de chaque instant pour faire respecter le choix de la majorité. \*

Jean-François Copé, ancien ministre, maire (LR) de Meaux.

**Les prochains hold-up  
sont connus, les préavis  
de grève ont déjà été  
posés pendant les JO**

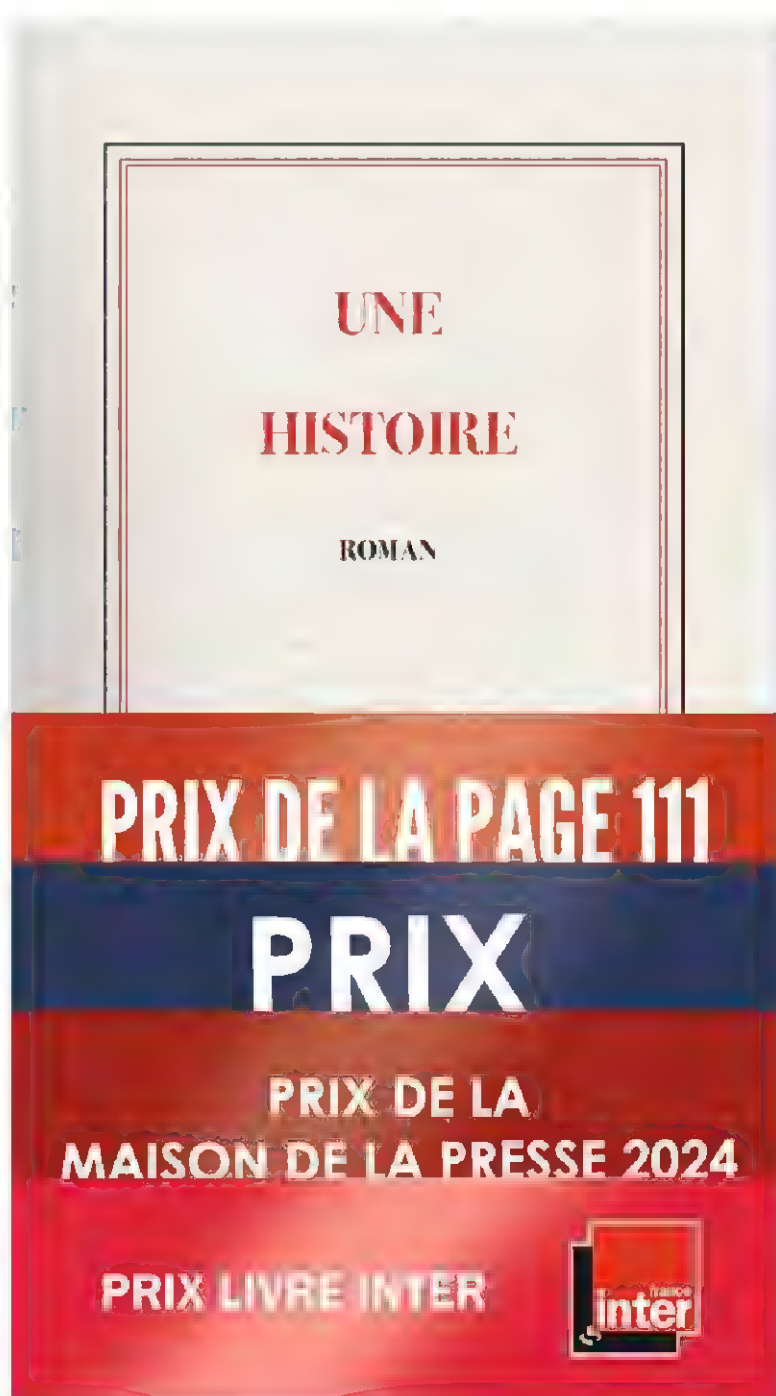
# Auteurs, éditeurs, libraires : chacun cherche son prix

Romans, essais, polars... Entre 1 000 et 2 000 récompenses sont décernées chaque année. Inutiles vanités ou indice de la vitalité du secteur ?

Une fin d'après-midi d'avril, à l'Hôtel du Nord, sur les berges du canal Saint-Martin à Paris. Sorj Chalandon reçoit le prix Eugène-Dabit du roman populiste pour *L'Enragé* (Grasset). Rien d'ostentatoire, une vingtaine de personnes, un bref discours de remerciement composé d'extraits d'ouvrages des lauréats précédents, quelques bouteilles et, pour récompense, un dessin original de Boucq et 3 000 euros. Quelques heures plus tard, un peu plus à l'est, un autre jury distingue *Et, refleurir* (Philippe Rey) de Kiyémis du prix Régine-Deforges du premier roman. Même soir, autre ambiance encore, nettement plus germanopratine : dans le quartier de Montparnasse, le prix de la Closerie des Lilas est remis à Arièle Butaux pour *Le Cratère* (Sabine Wespieser). Là, pas de chèque, mais un gain en nature : pendant un an, la lauréate sera l'invitée de la célèbre brasserie. Exceptionnelle, cette soirée parisienne où les plus assidus courent d'une cérémonie à l'autre, d'apéros sages en fêtes arrosées ? Pas vraiment.

La France raffole des prix littéraires. Et pas seulement des « grands » de l'automne, Goncourt, Femina, Renaudot. Difficile de donner un chiffre. Au moins 1 000, avancent les plus prudents. Jusqu'à 2 000, osent les plus joueurs. Certains ont été créés par des académies ou des médias, d'autres par des bandes de potes ou des mécènes généreux, au nom de bien-vivants ou de déjà-morts. Prix de la page 111, prix Envoyé par la Poste, prix du manuscrit refusé, les intitulés sont parfois baroques, mais la vitalité bien réelle. « Depuis deux ou trois ans, l'industrie du luxe crée aussi ses prix, avec des jurys people. La littérature devient un produit d'appel pour valoriser une montre, un hôtel... En région, on assiste aussi à la création de prix littéraires locaux, à l'initiative de villes qui ont besoin d'événements pour attirer », raconte Arnaud Viviant, auteur de *Station Goncourt, 120 ans de prix littéraires* (La Fabrique éditions).

Mais à quoi servent toutes ces récompenses ? Hormis le Goncourt, vendu en moyenne à 300 000 exemplaires, ce qui rend très stratégique la présidence à laquelle vient d'accéder Philippe Claudel, sa voix comptant double, peu garantissent un bond dans les ventes après leur obtention. Le prix du Livre Inter, dévoilé le 3 juin, fait partie des





exceptions, en particulier dans le réseau des librairies indépendantes. « Dès qu'il est annoncé, nous devons l'avoir, les clients le demandent. Mais j'ai peut-être le biais de ma librairie de quartier de la Croix-Rousse à Lyon, où les gens écoutent beaucoup cette radio », note Maya Flandin, dirigeante de l'enseigne Vivement Dimanche. Les prix du magazine *Elle*, décernés juste avant l'été, sont aussi très prescripteurs. « Ce prix m'a propulsée, il a fait connaître le livre, avec un effet sur les ventes », se remémore Evelyne Bloch-Dano, lauréate en 1998 pour *Madame Zola* (Grasset) et auteure d'un récent roman, *Violette et Stella* (Stock).

Pour les autres, l'effet commercial est plus difficile à mesurer. Mais dans un monde où la compétition est vive entre les dizaines de romans publiés chaque mois, la récompense peut être le détail qui attire l'attention. Mi-avril, lors de l'ouverture du Forum du livre de Saint-Louis en Alsace, Camille de Peretti a reçu le prix des Romancières pour *L'Inconnue du portrait* (Calmann-Lévy). Le lendemain, en quelques heures, elle dédicace une soixantaine de livres, une première pour elle : « Les gens me disaient : je vous ai vue dans le journal ou dans le programme, le bandeau attirait aussi l'œil. » Depuis la parution de *La Jurée* (HarperCollins) en avril 2023, la primo-romancière Claire Jéhanno connaît une expérience similaire. Ses multiples nominations, notamment pour le prix Maison de la Presse, ont suscité l'intérêt pour son ouvrage, avant même sa sortie en librairie. « C'était un signal très encourageant, surtout dans la période de flottement

### « Les libraires regardent les sélections qui leur tiennent à cœur et "rattrapent" parfois un livre qu'ils n'avaient pas remarqué »

qui précède la publication », se souvient-elle. Par la suite, à l'occasion de prix remis par des médiathèques ou des clubs comme le Zonta ou l'Inner Wheel, elle rencontre des libraires, des lectrices, des personnalités qui deviennent autant d'ambassadeurs du livre et en prolongent la vie.

Bien plus qu'un catalyseur immédiat de ventes, les prix – ou parfois, la simple apparition sur la liste des finalistes – ont un effet à moyen ou long terme. Parce que les libraires regardent les sélections qui leur tiennent à cœur et « rattrapent » parfois un livre qu'ils n'avaient pas remarqué. Parce que, lors des rencontres en librairie, il est fait mention de ces récompenses, ce qui peut convaincre un acheteur hésitant. Parce que la presse locale et/ou nationale s'en fera l'écho, parce que sur la couverture du livre suivant, l'éditeur n'hésitera pas à les indiquer, parce qu'au moment de vendre des droits à l'étranger ou pour des adaptations audiovisuelles, le rappeler peut faire

la différence. Quitte à rester flou, avec des formules comme « finaliste de plusieurs prix » sans plus de précision lorsqu'on estime leur notoriété insuffisante.

Accessoirement, le prix peut être doté d'une somme d'importance variable qui vient agrémenter le quotidien d'écrivains qui peinent à vivre de leurs œuvres. « Ils peuvent devenir un mode de financement des auteurs, L'Académie française en délivre 40 chaque année, dont le Paul-Morand doté de 45 000 euros », reprend Arnaud Viviant. Connus aussi pour leur générosité, le prix Décembre longtemps assorti de 30 000 euros, ramenés à 15 000 depuis la mort de Pierre Bergé, ou le prix Pierre-de-Monaco et ses 15 000 euros pour le prix de la Consécration. D'autres, moins connus, ne sont pas à négliger : 8 000 euros pour le prix François-Mauriac de la région Nouvelle-Aquitaine, 3 000 euros pour le prix des Romancières.

Autant que les sommes versées, les distinctions ont pour vertu de conforter les auteurs dans leur travail et de les inscrire dans une lignée de prédécesseurs prestigieux. Camille de Peretti, récente lauréate du prix Maison de la Presse, se souvient de l'excitation ressentie lorsqu'elle a su que *L'Inconnue du portrait* faisait aussi partie de la sélection du Livre Inter : « Je me suis dit "mais, non !" Cela fait vingt ans que je me brosse les dents en écoutant France Inter. Mais pour moi, c'était aussi inatteignable que, pour une actrice, d'avoir le César. » Par-delà la satisfaction personnelle, elle a aussi apprécié sa rencontre avec le club des lectrices du prix des Romancières et aimé l'idée que le prix Marie-Claire lui a été attribué par des libraires sur la base d'une note, sans concertation ni tricherie.

Tous, libraires, éditeurs, auteurs, le disent : le foisonnement de prix est un moyen de faire vivre la lecture partout. C'est pour cette raison qu'Evelyne Boch-Dano, membre du Femina, s'investit dans le Femina des lycéens, né en 2015 dans deux établissements et présent désormais dans 20 classes, chacune rencontrant au moins deux auteurs de la sélection : « J'ai enseigné trente ans en lycée et je sais à quel point c'est une stimulation positive, quels que soient le niveau et l'origine sociale, que de lire des auteurs vivants, contemporains. Parfois, c'est la première fois que les élèves ont ce qu'ils appellent un "vrai" livre entre les mains. » « Effectivement, il y a un nombre de prix qui paraît invraisemblable, on peut estimer que certains ne servent à rien, mais ils démontrent une envie de discuter, de se réunir, de faire des sélections, de s'écharper autour de la littérature. C'est assez joyeux », ajoute la libraire Maya Flandin. Reste une question que personne n'ose énoncer : à force de se multiplier, les bandeaux rouges en librairie ne risquent-ils pas de se cannibaliser les uns les autres ? Trop de prix ne tuent-ils pas les prix ? \*

AGNÈS LAURENT

# L'espion qui m'aimait (le retour)

Avec *L'Assassin Eighteen*, John Brownlow poursuit sa série d'espionnage, où James Bond rencontre Jason Bourne. Efficace, original, addictif.

**A**mateurs de phrases joliment tournées, d'atmosphères léchées et d'intrigues impeccables, passez votre chemin, cette chronique n'est pas pour vous. La nouvelle série d'espionnage de Gallimard est de celle qu'on lit lorsque l'on a envie de mettre ses neurones au repos, de céder à un moment de pur divertissement. Mais rien de péjoratif là-dedans, *L'Agent Seventeen* et *L'Assassin Eighteen*, signés du Britannique John Brownlow, sont des modèles du genre. Efficaces, mais originaux. On les avale en quelques heures, sans même s'en rendre compte, on les referme ravi de s'être amusé à suivre les pégrinations à 300 à l'heure du héros.

Tout tourne, en effet, autour d'un personnage central qui, dans le premier opus, se définit ainsi : « Vous ne connaîtrez jamais mon nom. Mais vous n'oublierez jamais mon numéro. [...] Ma prochaine cible est Sixteen, et, un jour prochain, j'aurai Eighteen sur le dos. » L'action se déroule dans le monde impitoyable des tueurs à gages à stature internationale, où Seventeen – 17, clin d'œil (presque trop) évident à 007 –

remplace Sixteen en le tuant, et où lui-même peut du jour au lendemain être éliminé par 18. Au début du premier épisode, l'agent Seventeen est en mission à Berlin pour assassiner un vieil homme. A peine a-t-il atteint sa cible qu'on l'envoie sur une nouvelle besogne, qui se révèle être un traquenard. S'ensuivent des aventures rocambolesques qui mèneront à l'assassin Eighteen.

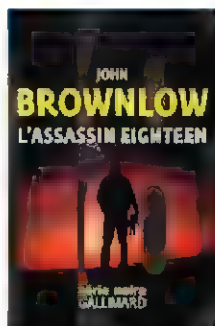
A priori, direz-vous, rien de bien original dans cette histoire d'espion remarquable pris au piège des guerres de pouvoir entre méchants internationaux et qui ne peut compter ni sur ses chefs ni sur ses commanditaires pour s'en sortir. Evidemment, on pense à Jason Bourne, figure hollywoodienne indépassable dans ce registre, incarnée par Matt Damon. Ou, en version littéraire plus que cinématographique, au Lee Child des débuts pour sa capacité à accrocher le lecteur avec un héros au parcours original, Jack Reacher, ancien enquêteur militaire, qui parcourt les Etats-Unis sans rien d'autre qu'une brosse à dents, ayant éliminé tout ce qui le rend repérable. On pense aussi à l'univers des *Mission impossible* pour les cascades et la géopolitique à géométrie variable. Et à James Bond, enfin. La filiation est là. L'auteur a

Le Britannique sait manier l'humour.



JOHN BROWNLOW/GALLIMARD

**Dans le monde impitoyable des tueurs à gage, l'auteur fait monter l'adrénaline avec brio**



**L'ASSASSIN EIGHTEEN**

PAR JOHN BROWNLOW. TRAD. DE L'ANGLAIS PAR LAURENT BOSCO. GALLIMARD, COLL. SÉRIE NOIRE, 594 P., 22 €

travaillé sur la série *Fleming* en 2014, version roman-cée de la vie du créateur de 007. Et *Seventeen* a remporté le prix Ian Fleming du meilleur thriller en 2023.

Mais le héros de John Brownlow ne se résume pas à un condensé de ces déjà-vu, déjà-lu, il a un vrai « petit quelque chose en plus ». Son humour d'abord, et sa façon d'enchaîner les phrases à toute allure en prenant à partie le lecteur, comme en témoignent les premières pages de *Seventeen* : « Etre un agent secret, ce n'est pas ce que tu penses. C'est chiant. [...] Tous ces trucs que tu vois à la télé et au cinéma, les voyages à fond la caisse dans des contrées exotiques dans des voitures de sport voyantes [...], les idylles avec des célébrités glamour aux origines ethniques variées et aux allégeances suspectes [...], rien de tout cela n'existe. Absolument rien. Pas même un tout petit peu. A moins d'être moi. » Un ton qui pourrait être agaçant si le héros ne prenait de l'épaisseur au fil des pages. Rapidement, le roman d'espionnage se mue en roman d'apprentissage où l'on découvre comment le jeune Seventeen est devenu ce qu'il est et les raisons qui conduisent aujourd'hui un jeune tireur à

tenter de le tuer. Puis en roman de la maturité, avec des personnages secondaires, des femmes notamment,

qui ne sont ni des prétextes ni des potiches, mais occupent une place centrale et rendent l'espion plus attachant encore.

Ses failles personnelles font oublier le peu de vraisemblance de sa fougue, de son ingéniosité et de son sixième sens, garants de sa survie dans un contexte auquel aucun être humain ne saurait résister. Porté par l'adrénaline que l'auteur sait faire monter avec habileté, on le regarde sans broncher parcourir la nuit polaire, puis nager dans l'eau glaciale. On l'observe, pantelant, écraser ses adversaires et la mort qui rôde au-delà de toute crédibilité. Mais qu'importe, le plaisir est là. Au risque d'agacer la vénérable maison Gallimard, on ne saurait trop conseiller de commencer par *L'Agent Seventeen*, paru en poche au printemps chez Folio, avant de se lancer dans le plus récent *Assassin Eighteen*. Certes, le titre de ce dernier ne dévoile pas l'intrigue autant qu'on pourrait le craindre, mais la jubilation n'en sera que plus grande en respectant l'ordre chronologique. Et, aucun doute, si vous aimez le premier, vous vous précipiterez sur le second. \* A. L.



## PALMARÈS

## LE FIL DE MARIANNE

## FICTIONS

N°	Titre	Auteur (Editeur)	Class. précédent	Nbre de semaines
1	▲ <b>Norferville</b>	Franck Thilliez (Fleuve éd.)	2	3
2	▼ <b>Plus grand que le ciel</b>	Virginie Grimaldi (Flammarion)	1	3
3	► <b>Klara (t. I)</b>	Hazel Diaz (L'Archipel)	-	1
4	► <b>Un animal sauvage</b>	Joël Dicker (Rosie & Wolfe)	4	12
5	▲ <b>Les Yeux de Mona</b>	Thomas Schlessner (Albin Michel)	7	16
6	▼ <b>Quelqu'un d'autre</b>	Guillaume Musso (Calmann-Lévy)	5	11
7	► <b>Les Enquêtes du département V (t. X). 7 m<sup>2</sup></b>	Jussi Adler-Olsen (Albin Michel)	-	1
8	▲ <b>Le Barman du Ritz</b>	Philippe Collin (Albin Michel)	15	3
9	► <b>Un monde presque parfait</b>	Laurent Gounelle (Mazarine)	9	3
10	▼ <b>Hadès et Perséphone (t. IV)</b>	Scarlett St. Clair (Hugo Roman)	3	3
11	▼ <b>Le Nom sur le mur</b>	Hervé Le Tellier (Gallimard)	8	4
12	▼ <b>Monique s'évade</b>	Edouard Louis (Seuil)	6	4
13	▲ <b>La Traversée des temps (t. IV)</b>	Eric-Emmanuel Schmitt (Albin Michel)	16	5
14	▲ <b>Les Règles du mikado</b>	Erri De Luca (Gallimard)	-	2
15	▼ <b>Baumgartner</b>	Paul Auster (Actes Sud)	11	7
16	▼ <b>Seasons (t. III)</b>	Morgane Moncomble (Hugo Roman)	10	9
17	▼ <b>Les Effacées</b>	Bernard Minier (XO)	14	7
18	▼ <b>Katie</b>	Michael McDowell (M. Toussaint Louverture)	12	5
19	▲ <b>Seasons (t. I)</b>	Morgane Moncomble (Hugo Roman)	-	28
20	► <b>Maxton Hall (t. I)</b>	Mona Kasten (Hachette Romans)	-	1

## ESSAIS-DOCUMENTS

1	► <b>Les morts ont la parole</b>	Philippe Boxho (Kenness)	1	17
2	► <b>Entretien avec un cadavre</b>	Philippe Boxho (Kenness)	2	18
3	▲ <b>Transmanla</b>	Dora Moutot et Marguerite Stern (Magnus)	10	3
4	► <b>Le Couteau</b>	Salman Rushdie (Gallimard)	4	5
5	▼ <b>Messieurs, encore un effort...</b>	Elisabeth Badinter (Flammarion/Plon)	3	4
6	▲ <b>L'Ordre des rivières</b>	Françoise Chandernagor (Gallimard)	9	4
7	► <b>Votre attention est votre superpouvoir</b>	Fabien Olicard (First)	-	1
8	► <b>Entre guerres</b>	François Lecoindre (Gallimard)	8	4
9	▼ <b>Israël/Palestine. Anatomie d'un conflit</b>	Vincent Lemire et Thomas Snégaroff (Les Arènes/FranceInter)	6	7
10	► <b>Jusqu'ici tout va mal</b>	Louise Auberly (HarperCollins)	-	1
11	► <b>La Femme invisible</b>	Maïtena Biraben (Grasset)	11	2
12	► <b>Le Nettoyage ethnique de la Palestine</b>	Ilan Pappé (La Fabrique éd.)	-	1
13	▼ <b>Dans l'oreille du cyclone</b>	Guillaume Meurice (Seuil)	7	7
14	► <b>« La Dernière Guerre ? »</b>	Elias Sanbar (Gallimard)	14	5
15	► <b>Chantons sous les larmes</b>	Agathe Natanson (Seuil)	-	1
16	► <b>La France, tu l'aimes mais tu la quittes</b>	Olivier Esteves, Alice Picard et Julien Talpin (Seuil)	-	1
17	▲ <b>Holocaustes</b>	Gilles Kepel (Plon)	19	8
18	▼ <b>Les Derniers Jours de Johnny</b>	Anne-Sophie Jahn (Grasset)	15	2
19	▼ <b>Un été avec Don Quichotte</b>	William Marx (Equateurs/FranceInter)	17	3
20	▼ <b>Comment ça va pas ?</b>	Delphine Horvilleur (Grasset)	12	13

Retrouvez tous les chiffres de l'édition sur [www.edistat.com](http://www.edistat.com). Réalisé par Edistat, du 13 au 19 mai 2024, à partir de 800 points de vente, librairies, grandes surfaces spécialisées et sites Internet.



Retrouvez le palmarès **le dimanche, à 9 h 15**, dans **Laissez-vous tenter**, une émission animée par Anthony Martin avec Bernard Lehut

# A l'intention des touristes

Is vont bientôt débarquer, les touristes et autres amateurs des Jeux olympiques. L'occasion de leur conseiller trois ouvrages savoureux sur le pays des mangeurs de grenouilles. Ainsi de *Quand vous serez en France*, un « traité de savoir-vivre à l'usage des soldats britanniques dans la France occupée » de 1944, réédité dans une version bilingue par la Manufacture de livres. « Tenez-vous bien ! » martèle-t-on aux hommes du Débarquement, « la France est un pays qui aime les touristes, pas les envahisseurs ». Comme le note Pierre Assouline dans sa préface, ce livre de poche de *battle dress* (uniforme britannique) est un « modèle d'empathie pour les souffrances et les humiliations des Français sous la botte » allemande. Son rédacteur serait d'ailleurs le francophile Herbert David Ziman (1902-1983), éminent journaliste du *Daily Telegraph*, qui dresse ainsi le portrait des Français : nationalistes, mais aussi chauvinistes régionaux, attachés à la terre, à la liberté individuelle, à la religion, à l'art, et certainement beaucoup moins « orgiaques » qu'on le croit : « Montmartre n'est pas la France ». Ni les Champs-Élysées...

## Pour les amateurs des JO de Paris, trois mises en bouche historiques sur le pays des mangeurs de grenouilles

Notre deuxième curiosité, très recommandable, s'intitule en effet *Flagrants délits sur les Champs-Élysées. 1777-1791* (Mercure de France, coll. Le Temps retrouvé). Soit les rapports hebdomadaires du garde suisse Federici, chargé de la police de la promenade des Champs, alors immense lieu public retiré à la campagne, traversé d'allées et planté d'arbres. Des rapports percutants (contre carrosses, vaches et chevaux), tant le garde a su conserver sa liberté d'expression, dans une langue oralisée et imagée. Querelles, rixes, batailles à l'épée, chapardages, sont son pain quotidien. Enfin, à lire avant de se jeter du pont des Arts, *Le Goût de la Seine* (Le Petit Mercure). Où l'on apprend sous la plume du journaliste Eugène Briffault que, nées au XIX<sup>e</sup> siècle, les entreprises de bains permettaient aux Parisiens de nager en toute sécurité. Reste que déjà, comme le déclamaient le chansonnier Maurice Mac-Nab : « A Paris, la Seine est trouble/Et ça n'est pas drôl' du tout/D'barboter dans du gras double :/J' m'en vas m'baigner à Chatou. » \*

MARIANNE PAYOT

# Netflix, MyCanal, Prime Video... Quelle plateforme pour qui ?

Alors que Max débarque en France, L'Express vous oriente dans la jungle du streaming en fonction de votre profil.



Une tragédie chez les ultrariches (Max), un soap avec Aniston (Apple TV+), une saga royale (Netflix)... tous les goûts sont servis.

## Netflix

**Pour qui ?** Difficile de se passer de la plateforme de référence pour qui, autour de la machine à café, souhaite commenter le dernier phénomène du moment, de *Stranger Things* à *Squid Game*, en passant par *Le Jeu de la dame*. Mais gare au formatage des algorithmes et à l'overdose de fictions médiocres...

**La série emblématique** *The Crown*. Le joyau du catalogue, même si les dernières saisons, centrées sur Diana et sa progéniture, déçoivent un peu.

## Prime Video

**Pour qui ?** À l'origine, l'utilisateur d'Amazon n'est pas venu pour les séries ni pour les films. Ce qu'il veut, c'est être livré, et vite. Au cours d'une séance de shopping compulsif, il découvre que son abonnement annuel lui donne accès une plateforme schizophrène, perdue entre des créations originales ultrapointues (*Swarm*) et des nanars intersidéraux.

**La série emblématique** *Fleabag*. Avec son one-woman-show adapté en série, Phoebe Waller-Bridge a donné un vernis prestigieux à la plateforme de Jeff Bezos.

## MyCanal

**Pour qui ?** Les locavores et les patriotes. *Baron noir*, *Hippocrate*, *Engrenages*... Canal+ n'a pas de rival en matière de productions françaises.

**La série emblématique** *Le Bureau des légendes*. La fiction d'Eric Rochant a dopé les candidatures pour intégrer la DGSE, tout en réussissant l'exploit de s'exporter massivement à l'international.

## Disney+

**Pour qui ?** Au départ, ils se sont abonnés pour les enfants. Puis sont devenus obsédés par les productions Star Wars ou Marvel. Ils ont quand

même dû se rendre à l'évidence : la énième itération des aventures d'un personnage mineur d'une galaxie très très lointaine n'a pas le même sel que la saga Skywalker. Quelques séries originales, comme *The Bear*, ont néanmoins attiré leur attention.

**La série emblématique** *The Mandalorian*. Depuis sa sortie, en 2019, les productions dérivées de franchises Disney peinent à se hisser à sa hauteur.

## Apple TV+

**Pour qui ?** Les snobs qui aiment « penser différent ». De *Severance* à *Slow Horses*, de *Foundation* à *Pachinko*, Apple diffuse quelques-unes des créations les plus originales et audacieuses.

**La série emblématique** *The Morning Show*. Le soap sur une matinale télé, avec Jennifer Aniston et Reese Witherspoon, a lancé la plateforme. On peut lui préférer la sitcom footballistique *Ted Lasso*.

## Arte

**Pour qui ?** Les cosmopolites qui aiment les fictions européennes, australiennes ou israéliennes (et surtout gratuites !).

**La série emblématique** *Occupied*, qui, dès 2015, imaginait que la Russie envahissait la Norvège.

## Max

La plateforme rassemblant tous les contenus de HBO débarque en France le 11 juin. De quoi faire frémir les amateurs de feuilletons pointus. Et, promis, juré, de regarder enfin *Les Soprano* ou bien *The Wire*, reliques de l'âge d'or de la télévision, dans les années 2000.

**La série emblématique** *Succession*. Avec ses dialogues ciselés et ses airs de tragédie grecque, une vision jubilatoire des ultrariches. \*

THOMAS MAHLER ET ALEXANDRA SAVIANA



# Mounira Al Solh délivre Europe

Dessin, peinture, broderie, vidéo... A la Biennale de Venise, une installation multimédia monumentale de l'artiste née au Liban revisite le mythe de l'enlèvement de la princesse phénicienne par Zeus.

**D**u Titien à Fernando Botero, en passant par Véronèse ou Picasso, nombre d'artistes se sont réapproprié le mythe d'Europe, cette princesse phénicienne ravie par un Zeus métamorphosé en taureau blanc dont elle aura trois fils. Dans la représentation occidentale, très largement portée par des hommes, la soumission de la femme contrainte de s'unir au dieu grec que charrie le récit antique s'est muée, au fil des siècles, en consentement. Née à Beyrouth, en 1978, sur les vestiges de la Phénicie, la plasticienne Mounira Al Solh s'inscrit en marge du point de vue masculin. A la Biennale de Venise, elle revisite à son tour le mythe en l'assaisonnant à la sauce paritaire, à travers une œuvre monumentale qui occupe l'entière des 180 mètres carrés de l'espace dévolu au Liban. Dans sa relecture, Europe manipule Zeus : c'est elle qui opère le rapt et fait tourner sa proie avec ses pieds comme un ballon. Une façon de « pousser à l'extrême la déconstruction des stéréotypes de genre par l'inversion des rôles et des sexes », souligne la curatrice Nada Ghandour.

Sous l'intitulé *Danser avec son mythe*, l'artiste déploie une installation multimédia constituée de 41 pièces – dessins, peintures, sculptures, broderies, vidéo –, scénographiée par Karim Bekdache. Elle s'articule autour d'un bateau sur le point de chavirer, pour la réalisation duquel Mounira Al Solh a collaboré avec l'un des derniers artisans libanais capables de construire une embarcation phéni-



*Danser avec son mythe* (2023), par Mounira Al Solh.

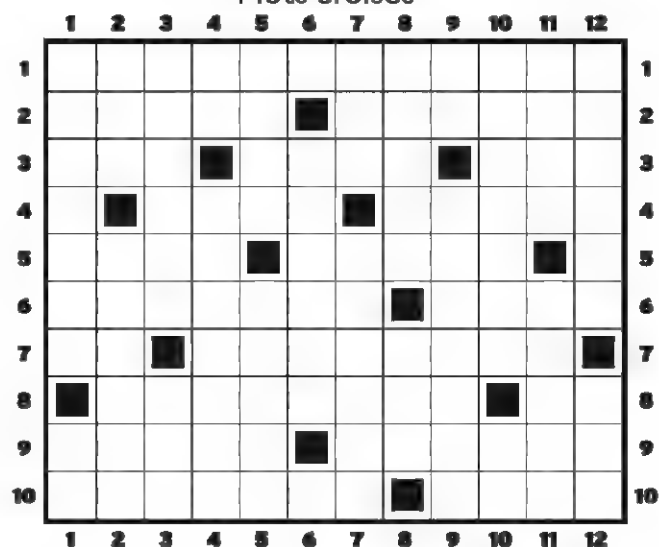
**Explorer « comment ces récits non prouvés renferment souvent plus de vérités que ceux “scientifiquement prouvés” »**

cienne. Complètement décloisonné, le parcours invite à une véritable immersion orchestrée par les rapports de force. D'un côté, les compositions picturales ou graphiques qui, en relatant le périple et les aspirations d'Europe, remettent en question les normes de genre et prônent la lutte pour la parité. De l'autre, une réunion de masques aux visages inquiétants, inspirés des amulettes phéniciennes, qui symbolisent le contrôle opéré par les hommes. Au centre du dispositif, sur la voile-écran de l'esquif, est projeté un film de douze minutes qui donne vie aux motifs, tous puisés dans l'histoire et l'art phéniciens, figurant sur les œuvres.

Avec la réinterprétation d'un de ces mythes antiques qui, le plus souvent, voient les figures féminines malmenées – violées, assassinées ou répudiées –, c'est évidemment la société contemporaine qui est interrogée ici. Ces femmes qui, ici ou là et à des degrés divers, subissent un sort imposé, mais aussi la capacité de résilience de celles-ci, à l'instar d'Europe, que Mounira Al Solh transforme en maîtresse de son destin, affranchie de toute contrainte sociale, libre de décider et d'engendrer en pleine conscience. Pour la plasticienne, la mythologie héritée de la Phénicie sert aussi à désamorcer les catastrophes récentes qui se sont succédé dans son pays natal : « Dans ces moments d'adversité croissante, vous devez vous accrocher à des éléments profondément enracinés qui servent de piliers inébranlables. » Ce qui l'intéresse, au-delà de la beauté du mythe, c'est d'explorer « comment, pour les scientifiques, ces récits non prouvés renferment souvent plus de vérités que ceux “scientifiquement prouvés” ». Celui d'Europe est, pour l'artiste, l'occasion de questionner les notions d'exil, ces allers et retours incessants opérés par les Libanais comme par les Phéniciens avant eux, tout en inversant, non sans humour, l'image victimaire associée à la femme. \*

**LETIZIA DANNERY**

## Mots croisés

Horizontalement

1. Où l'on compte des brebts. 2. Ils restent à l'ombre. Donc porteur. 3. Bien loin d'être bêta. Perte de foie. Compagnon de la chanson. 4. Géant à jamais. Travailler au maintien de l'ordre. 5. L'homme du siècle. Placées en quelques minutes. 6. Amateurs de vieilles pierres. Ne sont pas tous clichés. 7. Convient à trois des saisons. Des airs à tout casser. 8. N'en rates pas une. Son pour radio. 9. Disque dur. Objet de mesures strictes. 10. Administrés de main forte. Façon d'être.

Verticalement

1. Variété de prune. Mère de BD. 2. Assistance à bord. Premières sorties. 3. Rapprochée de la ligne droite. Nombreux dans les musées. 4. Exprimaient l'approbation. Effondré ou hilare. 5. Ça doit sentir le sapin. Compartiment de limousine. 6. Rentré dans les annales. 7. Put faire de l'ombre à Gandhi. As de pics. 8. Plateaux de La Réunion. Canard qui voyage beaucoup? 9. Cours avec redoublement. Marqué au fer. 10. Aventure dangereuse? Ferme le volet. 11. Un des grands américains. Mot généralement fléché. 12. Attributs du sacre. Eut un fameux curé.

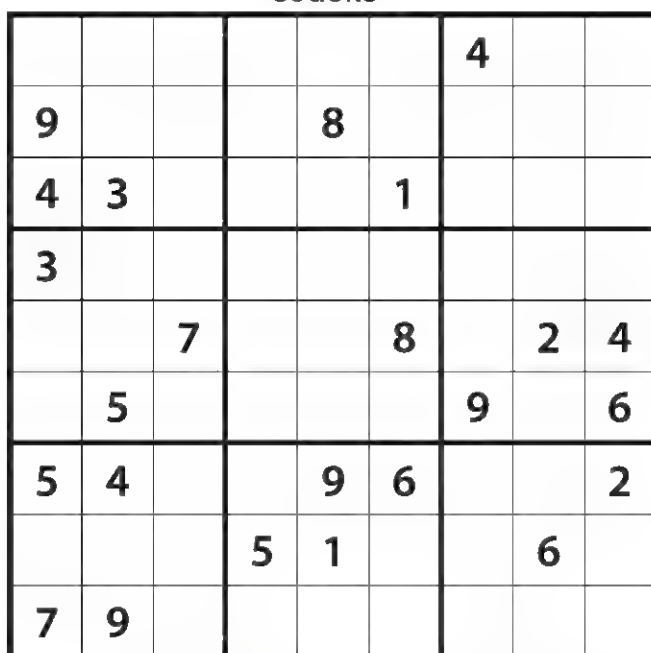
P	L	O	N	G	E	O	N	D	R	U
E	I	R	F	P	R	I	M	E	U	R
N	B	V	A	I	N	E	S	S	I	
S	E	R	A	C	E	L	F	E	S	
I	R	E	M	I	E	L	T	I	C	
O	T	A	G	E	S	E	P	I	E	R
N	A	S	A	S	O	E	U	R	I	
N	I	L	E	U	R	B	E	C	S	
A	R	G	O	T	M	U	S	E	L	E
T	E	E	N	A	G	E	R	S	E	S

4	7	9	5	2	6	3	1	8
8	5	3	9	1	4	6	2	7
2	1	6	8	7	3	4	9	5
6	4	8	7	3	2	9	5	1
9	2	1	6	8	5	7	3	4
5	3	7	4	9	1	2	8	6
7	6	2	3	5	8	1	4	9
3	9	5	1	4	7	8	6	2
1	8	4	2	6	9	5	7	3

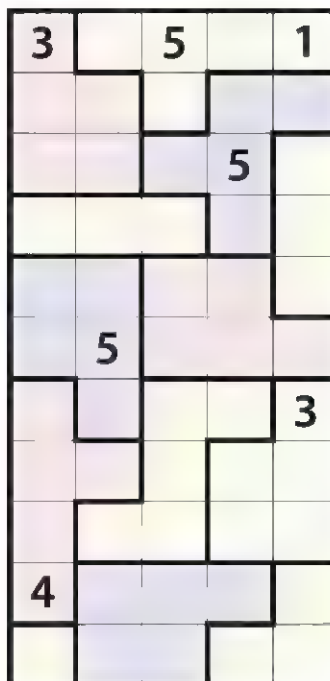
2	1	3	1	2
4	5	2	4	5
2	1	3	1	3
5	4	5	4	2
3	2	1	3	1
4	5	4	2	5
3	1	3	1	3
5	2	4	5	4
1	3	1	3	1
2	4	2	4	2
1	5	1	3	1

Solutions du numéro 3803  
paru le 23 mai 2024

## Sudoku



Remplissez la grille avec des chiffres de 1 à 9 afin que, dans chaque ligne, chaque colonne et chaque bloc de 3 cases par 3, il y ait tous les chiffres de 1 à 9.



## Tectonic®

Complétez la grille avec les chiffres manquants dans chaque zone entourée de gras, sachant que :

- Une zone de deux cases contient les chiffres 1 et 2, une zone de trois cases les chiffres 1, 2 et 3, etc.
- Un chiffre placé dans une case ne peut se retrouver dans aucune des cases qui l'entourent (y compris en diagonale).





1  
2



## 1 CITIZEN, SUPER TITANIUM CHRONOGRAPH

CITIZEN présente sa nouvelle collection de chronographes en Super Titanium, matériau emblématique et breveté de la maison japonaise. Equipé du calibre Eco-Drive B620 alimenté par la lumière, cette collection se décline en trois teintes texturées montées sur un boîtier de 42,5mm disposant d'un guichet date et d'un verre saphir résistant aux rayures.

Prix : 119 euros  
Lien site : Boutique en ligne Citizen BETTER STARTS NOW (citizenwatch.eu)

## 2 JUSTE « A TOUCH OF ROSE » DANS LES INTÉRIEURS AVEC FLAMANT

Oubliez vos stéréotypes car le rose s'impose dans la nouvelle collection printemps été de Flamant. Les poufs aux subtiles teintes pastel aux nuances profondes de pêche et aux formes organiques évoquent un perpétuel été et apportent une touche résolument contemporaine à votre intérieur. Avec quelques meubles et accessoires aux textures variées, créez un havre de paix et d'authenticité.

Inspirez vous en visitant un de nos magasins Flamant ou laissez vous guider sur notre site [flamant.com](http://flamant.com)

## 3 CRÉMANT LANGLOIS, NOUVELLE BULLE D'EXCEPTION

La Maison Langlois révèle sa toute nouvelle bulle d'exception : Cadence 2017. Ce Crémant de Loire extra brut met à l'honneur le Chenin, cépage signature du Domaine, magnifié par des exigences d'élaboration inégalées en Loire. Un véritable travail d'orfèvre, dédié aux grands amateurs de fines bulles.

Disponible chez les cavistes  
au prix de 21,50 euros

## 4 MAVALA, YUMMY COLOR'S

L'expert du soin et de la beauté des ongles MAVALA nous enjoint cet été à célébrer la gourmandise pour profiter pleinement et sereinement des plaisirs simples de la vie. YUMMY BERRY, YUMMY MANGO, YUMMY MATCHA et YUMMY DIABOLO... la collection de vernis Mini Color's de l'été s'inspire de l'univers gourmand et ludique des donuts américains, les calories en moins !

Collection Yummy Color's MAVALA  
Formule avec Silicium Protecteur  
Flacon de 5ml, 6,90 euros en Pharmacies,  
Parapharmacies, sur [nocibe.fr](http://nocibe.fr) et au MAVALA  
STORE, 11 rue Lafayette Paris 9

## 5 UNE COLLECTION ASTRO CHEZ ARTHUS BERTRAND

La Maison Arthus Bertrand lance la collection de médailles Astro qui réinterprète dans un récit figuratif et avec précision les signes du zodiaque. Son inspiration ? Le bel héritage de gravures anciennes de la Maison qui met en valeur la finesse de la frappe révélant la noblesse de la matière et la précision de l'estampage.

[arthusbertrand.com](http://arthusbertrand.com)  
Service Clientèle : 33 (0) 69 93 52 02

# NOS ENVIES



3



4  
5



LA SÉLECTION DU SERVICE COMMERCIAL DE L'EXPRESS

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération.

# Christophe Donner



## Y'en a pas un sur cent

« **E**t pourtant ils existent, chantait Léo Ferré. La plupart Espagnols, allez savoir pourquoi. Faut croire qu'en Espagne, on ne le comprend pas. Les anarchistes. » Si vous ne comprenez pas Paul B. Preciado, il va falloir vous y mettre. Né à Burgos en septembre 1970, une ville dont j'ai connu l'existence précisément à cette époque, en manifestant contre les condamnations à mort émises à l'issue d'un procès inique et expéditif à l'encontre de 16 membres de l'ETA, dont six furent condamnés à mort et finalement graciés par Franco, échappant au supplice du garrot. Vingt ans et des poussières plus tard, Preciado organisait le premier atelier drag-king à Paris. Après une demi-douzaine de livres, quantité d'articles, de chroniques dans *Libé* et ailleurs, après avoir commis plusieurs expositions, notamment pour le musée d'Art contemporain de Barcelone, il a publié chez Grasset, en 2020, *Je suis un monstre qui vous parle*, une virulente adresse à l'institution psychanalytique dans laquelle on pouvait lire

ceci : « Je ne suis pas parvenu là où je m'étais proposé d'aller. Il n'est pas facile d'inventer une nouvelle langue. » Y était-il parvenu deux ans plus tard, en sortant chez le même éditeur *Dysphoria mundi* ? Vous jugerez par vous-même cette espèce de Zarathoustra de la fin des genres et de la binarité. C'est moins un livre qu'un spectre qui hante l'humanité d'aujourd'hui et jusqu'au concours de l'Eurovision : les non-binaires sont là, « l'âme toute rongée par des foutues idées ». Ils nous subjuguent, nous ahurissent, avec ces corps insaisissables. Mais quand ils passent aux infos, ils nous consolent de Marioupol et de Gaza.

**A** 53 ans, Paul B. Preciado, ce trublion professeur d'université, a donc déjà construit une œuvre importante, pas toujours bien comprise. Il faut dire que son style est philosophique, rhétorique, pour ne pas dire emphatique. C'est d'autant plus dommage que nous sommes presque tous, sinon d'accord, de tout cœur avec lui. Comment ne pas être attristé par ces garçons et ces filles « dysphoriques du genre » qui se voient ou se croient obligés de résoudre leur malaise en devenant des filles ou des garçons, y perdant subséquemment la précieuse équivoque qui en faisait d'authentiques funambules asociaux. Il est possible que le film que vient de réaliser Paul B. Preciado, *Orlando, ma biographie politique* (disponible sur Arte depuis novembre et sortant en salles à Paris et ailleurs le 5 juin) impose, autorise, libère un peu plus ces jeunes gens à voile et à vapeur.

En regardant ce film, on se remettrait à croire au grand soir, sauf que ça n'est pas de révolution qu'il s'agit ici mais de mutation. Et ça n'est pas non plus une adaptation du roman de Virginia Woolf, du moins pas comme on entend généralement les adaptations cinématographiques. Pour autant, il serait incongru de dire que Paul B. Preciado invente un genre, lui qui les redoute tant et tous. Mais y a d'ça. Le cinéma semble l'avoir libéré de ses discours universitaires. Avec ce vrai métier qui est de faire des films, il a été contraint d'abandonner sa logorrhée pseudoscientifique et ses ambitieuses certitudes pour rejoindre l'antique patrie des muses, qui sont des humains tout ce qu'il y a de plus simples. Ses convictions exagérées se sont dissoutes dans le bain révélateur du cinématographe. L'érudition demeure, mais en voix off, comme dans un film de Mankiewicz. Le héraut laisse la place au héros qui, avec la chance du débutant, réussit un film emblématique à coups d'agitations kaléidoscopiques, jouant sur tous les registres, fiction, adaptation, investigation, introspection, reconstitution dont il malmène leurs conventions. Et toujours en beauté. Seule concession à laquelle il cède, ses protagonistes sont tous beaux et intelligents. Mais ils ont des histoires à raconter, des malheurs qu'ils ne savent pas comment prendre, et ça donne le premier *feel good* supportable de cette année dégenrée. ✱

Christophe Donner, écrivain.



**L'EXPRESS**

**70  
ans**

# LE GRAND RÉCIT

**L'EXPRESS** 1953-2023



Entretiens sur les 70 ans à venir :  
Bill Gates, Shirin Ebadi, Steven Pinker et Thomas Jolly

**EN VENTE DANS VOTRE FNAC**  
**OU SUR FNAC.COM**



SANTOS  
DE  
*Cartier*



# L'EXPRESS



PLACEMENTS RESPONSABLES

## Donnez du sens à votre épargne

Les Français sont nombreux à vouloir investir de manière vertueuse,  
mais à condition de ne pas perdre en performance.  
Bonne nouvelle : cela est tout à fait possible. Suivez le guide !

## ÉPARGNE ÉTHIQUE

# Les placements vertueux sont-ils performants ?

Question récurrente et néanmoins très actuelle, le débat sur la performance des investissements responsables nécessite une double lecture.

PAR AURÉLIE FARDEAU

**E**pargner et investir sont deux actes répondant à des logiques bien différentes. Le premier consiste à limiter ses dépenses pour dégager un surplus de revenus à la fin du mois quand le second invite à placer cet excédent de façon à le faire croître dans le temps. Pour beaucoup de professionnels de la gestion de patrimoine, verser de l'argent chaque mois sur un livret A répond à une logique d'épargne alors qu'acquérir des actions ou des parts de fonds sur les marchés relève d'une démarche d'investisseur. Quelle différence ? L'horizon de placement, le risque pris... mais aussi l'espérance de gain. Là où les supports d'épargne réglementée ne promettent que de sauvegarder votre pouvoir d'achat, les produits plus risqués permettent d'envisager des gains plus substantiels à long terme.

Cette théorie tient-elle toujours la route si l'on s'intéresse à des supports d'épargne éthiques ou responsables ? En la matière, la réponse est – encore – un peu plus complexe. En premier lieu, il faut savoir de quoi l'on parle tant l'offre est vaste et recouvre des typologies de produits différentes. En outre, la notion de placements vertueux recouvre, elle aussi, une large variété de nuances.

Il faut ainsi distinguer l'épargne solidaire et celle dite responsable ou durable. La première consiste à financer, via une partie de son argent, des organismes de l'économie sociale et solidaire. Ces derniers ayant des objectifs de rentabilité faible ou nul, elle repose donc largement sur l'abandon d'une partie de sa performance financière. L'exemple des livrets de partage en est le plus probant : avec ces placements, vous pouvez gratifier une association de tout ou partie de vos gains

**Il faut distinguer l'épargne solidaire et celle dite responsable ou durable**

annuels, réduisant de facto votre rentabilité. Quant aux fonds solidaires, ils investissent une partie de leur portefeuille dans ces mêmes organismes (entre 5 et 10 %) et le reste dans des titres traditionnels. Ils conservent donc un objectif de gain aligné sur le marché, mais leur trajectoire de performance est néanmoins affectée par leur poche

solidaire. De ce fait, ils progressent généralement moins que les fonds classiques en période de hausse, mais réagissent mieux lorsque la Bourse baisse, la poche solidaire faisant office d'amortisseur.

## « On ne perd pas de performance avec l'ISR »

Du côté de l'investissement socialement responsable (ISR), l'essentiel de l'offre repose sur des fonds, qu'ils soient monétaires, obligataires ou, la plupart du temps, en actions. Ils intègrent dans leur sélection de valeurs des critères extrafinanciers, avec pour objectif de composer un portefeuille de sociétés mieux-disantes sur les sujets environnementaux, sociaux et de gouvernance (les fameux critères ESG).

Les conséquences de cette analyse sur les performances des fonds ont beaucoup interrogé depuis leur création. « Depuis trente ans, la démonstration est faite que l'on ne perd pas de performance avec l'ISR », énonce Grégoire Cousté, délégué général du Forum pour l'investissement responsable. Mieux : selon Matt Christensen, responsable mondial de l'investissement durable et d'impact chez Allianz GI, toutes les études académiques suggèrent une corrélation positive entre ESG et performance financière à long terme ! La logique sous-jacente est assez intuitive : les entreprises qui intègrent ces questions à leur stratégie de croissance sont plus solides et plus résilientes dans le temps.

« Il est en revanche impossible de dire que tous les fonds ISR surperforment tout le temps », nuance Matt Christensen. L'exercice 2022 l'a d'ailleurs mis en évidence avec des résultats très négatifs pour ces produits. « Leurs rendements ont davantage souffert que les fonds traditionnels, et cela dans de nombreuses catégories », souligne en substance Morningstar dans une étude de juin 2023. Une évolution qui tient aux caractéristiques intrinsèques des fonds responsables. « Par rapport





aux fonds traditionnels, de nombreux fonds ESG ont une sous-pondération structurelle du secteur de l'énergie, qui a surperformé depuis deux ans », pointe le fournisseur de données alors qu'ils favorisent des secteurs tels que la technologie, l'industrie et la santé. Plus un fonds est coloré responsable ou durable, plus il comporte de biais sectoriels, plus il est susceptible de dévier de la trajectoire du marché mesurée par les grands indices.

### A la recherche d'un supplément d'âme

Mais le résultat de ces placements ne doit pas être jugé qu'à l'aune de la performance financière. C'est tout le concept de la double matérialité, introduit par la réglementation européenne en matière de finance durable. Cela signifie que la performance globale doit être évaluée selon deux axes : sa performance financière et son impact sur la planète. La première repose sur les conséquences positives ou négatives de l'ESG sur les activités économiques.

Par exemple, la raréfaction de l'eau peut engendrer des difficultés d'approvisionnement et des hausses de coûts pour les entreprises qui en dépendent. La seconde étudie les conséquences de l'activité humaine sur la nature et les hommes. Ainsi une entreprise qui rejette des polluants aura un effet négatif sur l'environnement. « Il est indispensable d'intégrer les externalités négatives générées par certaines entreprises, comme la pollution, et qui sont ensuite financées par la collectivité », estime Coline Pavot, responsable de la recherche Investissement responsable à la Financière de l'échiquier. Cette approche différente permet d'intégrer la finalité de ces fonds. « Le débat de la performance est mal posé car il repose sur un cadre théorique qui n'intègre pas le prix du carbone, du climat ou encore de la biodiversité, souligne Hervé Guez, directeur des gestions actions, taux et solidaire chez Mirova. Il ne faut pas se comparer aux autres fonds, mais plutôt se fixer des objectifs à atteindre, tant sur le plan financier qu'extrafinancier. »

De fait, en choisissant un placement responsable ou solidaire, l'épargnant recherche généralement un supplément d'âme par rapport à un produit lambda. Or, l'évaluation de la seconde n'est pas toujours aisée. Certes, lorsque vous investissez directement dans une foncière solidaire comme Habitat et humanisme, vous savez que cette dernière utilise les capitaux levés pour bâtir ou rénover des logements pour des personnes en difficulté. L'association dont elle dépend rend compte régulièrement de son action. Même lisibilité si vous vous tournez vers le financement participatif de projets d'énergies renouvelables. C'est moins évident lorsqu'il s'agit de fonds cotés. Ces derniers tentent de plus en plus de rendre des comptes via des indicateurs clés, notamment sur la partie environnementale, qui est la plus facile à mesurer via les émissions de gaz à effet de serre notamment. Mais démontrer la performance extrafinancière reste encore un défi pour le monde de la finance durable. ✱

## Investissement socialement responsable

## « Les particuliers exigent des preuves concrètes »

**Arnaud Faller, directeur des investissements de CPR AM, et Vanessa Cottet, sa responsable ESG, décrivent les attentes en matière d'ISR.**

Depuis cinq ans, la société de gestion sonde les épargnants et leurs conseillers sur leurs préférences et leurs pratiques en matière de finance durable. L'occasion de démontrer quelques idées reçues et de mesurer l'ampleur du chemin parcouru.

**Après beaucoup de critiques, les épargnants se sont-ils réconciliés avec l'investissement socialement responsable (ISR) ?**

**Arnaud Faller** Oui, les fonds responsables sont devenus des produits financiers comme les autres et leur taux de détention croît de façon régulière. Cette progression a été significative l'an dernier : lors de la dernière édition de notre baromètre, 44 % des répondants indiquent disposer de fonds qualifiés de responsables dans leur épargne, contre 36 % en 2022. Les épargnants qualifiés d'autonomes – ceux qui ne sont pas conseillés – sont un peu en retard par rapport aux autres. N'ayant pas accès à un conseiller professionnel, ils ont un déficit de connaissances sur le sujet qui explique ce décalage.

**Vanessa Cottet** L'adoption croissante de l'investissement responsable est en partie liée à la réglementation. Celle-ci prévoit notamment que, désormais, les conseillers abordent systématiquement ce sujet avec leurs clients. Or ces professionnels ont gagné en compétences et sont maintenant beaucoup plus à l'aise pour recommander ce type de fonds. Les événements climatiques, qui touchent de nombreuses personnes, provoquent aussi une prise de conscience. Feux, inondations, dérèglement climatique... Les épargnants font

désormais davantage le lien entre ce qu'il se passe près de chez eux et leurs souhaits d'investissement.

**Que cherchent-ils dans l'ISR ?**

**A. F.** Parmi les thèmes plébiscités par les épargnants, les enjeux climatiques arrivent en première position pour 43 % des sondés. C'est très nettement le premier sujet de préoccupation des répondants et cela se confirme année après année. Dans le détail, leurs choix portent prioritairement sur la lutte contre le changement climatique, l'accès à l'eau et la préservation de la biodiversité, qui apparaît pour la première année dans l'étude.

**V. C.** Les thèmes sociaux, tels que l'éducation (33 % des répondants), le respect des droits de l'homme (31 %) ou encore la réduction des inégalités (23 %) arrivent dans un deuxième temps et

sont davantage liés à l'actualité et à des préoccupations plus locales. Plus largement, les particuliers exigent de la transparence et des preuves concrètes de l'utilité de leurs investissements. Ils ont besoin d'éléments tangibles pour comparer les fonds.

**Justement, comment prouver l'utilité des fonds ISR ?**

**V. C.** Cela passe par la publication d'indicateurs très factuels et détaillés comme l'intensité carbone du portefeuille [NDLR : qui mesure les émissions de CO<sub>2</sub> rapportées au chiffre d'affaires], l'intensité eau, le taux de recyclage des déchets, etc. Nous publions d'ailleurs chaque année un rapport d'impact détaillé par fonds.

**A. F.** Cela nécessite d'accéder à une donnée de qualité et homogène d'une entreprise à l'autre afin de pouvoir l'agréger au niveau des fonds. C'est un axe en constante progression et la réglementation va là aussi nous aider à améliorer les approches puisque, à partir de 2025, les sociétés européennes devront progressivement publier des rapports de durabilité très complets, comprenant des données standardisées. \*

**PROPOS RECUEILLIS PAR  
AURÉLIE FARDEAU**



« Les fonds responsables sont devenus des produits financiers comme les autres. »



# Passez à l'action

Meilleure banque pour ses tarifs  
**bourse** sur Euronext.\*

L'investissement en bourse présente un risque de perte en capital.



**fortuneo**  
BANQUE

J'aime ma banque

\* Source Moneyvox, avril 2024. Détails et conditions sur [www.fortuneo.fr/patrimoine/bourse](http://www.fortuneo.fr/patrimoine/bourse)  
Fortuneo est une marque commerciale d'Arkéa Direct Bank, Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 89 198 952 euros. RCS Nanterre 384 288 890. Siège social : Tour Anane - 5, place de la Pyramide 92088 Paris La Défense

## Mise au point

## Six idées reçues sur l'ISR

**Si le principe de l'investissement socialement responsable fait consensus, sa mise en œuvre soulève de nombreuses questions.**

Tel un leitmotiv, l'accusation d'écoblanchiment revient régulièrement lorsque l'on évoque les fonds responsables. D'ailleurs, le législateur et le régulateur, bien conscients de ce risque, travaillent d'arrache-pied pour encadrer la finance durable. Toutefois, certains débats relèvent parfois de l'incompréhension entre investisseurs et gérants. Décryptage de six d'entre eux.

### 1. « L'ISR répond à une définition stricte »

L'investissement socialement responsable (ISR) est « une démarche visant à appliquer à l'investissement les principes du développement durable », indique le site du label ISR. Un cadre on ne peut plus vaste ! Le sigle en lui-même prête à controverse car il résulte d'une (mauvaise) traduction de l'anglais. « Le mot "socialement" fait immédiatement penser à la lutte des classes alors qu'il renvoie à la dimension sociétale de cette forme d'investissement », souligne Grégoire Cousté, délégué général de l'association Forum pour l'investissement responsable (FIR). Depuis, les anglophones ont adopté le terme *sustainable*, soit « soutenable » ou « durable », plus simple à comprendre.

Quel que soit le mot employé, sont englobés une grande variété d'approches et des degrés de durabilité différents. « L'ISR est un concept et recouvre de ce fait un ensemble de supports peu homogènes », reconnaît Hervé Guez, directeur des gestions actions, taux et solidaire de Mirova. La stratégie la plus répandue consiste à scruter les pratiques des entreprises (traitement des déchets, égalité homme-femme, formation...) pour sélectionner les meilleurs élèves de

chaque secteur. Dans ce cas de figure, il est possible d'investir dans des sociétés pétrolières, à condition de privilégier les plus vertueuses d'entre elles.

D'autres produits vont se concentrer sur certaines activités durables, comme les énergies renouvelables. « Les fonds thématiques, en particulier environnementaux, parlent davantage aux épargnants, mais toutes les entreprises qui fabriquent des éoliennes n'ont pas forcément leur place dans un portefeuille ISR car certaines n'adoptent pas un standard minimum de pratiques environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) », pointe Coline Pavot, responsable de la recherche Investissement responsable à La Financière de l'échiquier.

Pour rendre compte de cette diversité, les gérants d'actifs doivent

indiquer précisément leur méthode aux épargnants. Malgré cela, l'Union européenne envisage de créer plusieurs catégories de fonds afin de mieux classer l'offre. Elle distinguerait quatre types de produits suivant leurs objectifs : les bonnes pratiques ESG, les stratégies d'exclusion, le financement de la transition et, enfin, les solutions, c'est-à-dire les fonds investissant dans des entreprises dont l'activité résout un problème environnemental ou social.

### 2. « Investir ISR permet de sauver la planète »

« Il existe un décalage entre le marketing des fonds ISR et ce qu'ils financent, regrette Anne-Catherine Husson-Traore, directrice générale de Novethic. Beaucoup utilisent des images d'espace vierge alors que les fonds ISR ont pour but de financer une économie soutenable et résiliente, pas spécifiquement de préserver la nature. » Tout d'abord, il faut avoir à l'esprit qu'en acquérant des parts de fonds actions, vous investissez au capital d'entreprises cotées. C'est-à-dire que votre argent va permettre à d'autres actionnaires de





Lire la presse,  
**c'est bien.**  
Qu'elle vous rapporte  
**3,75 %** annuel  
sur **6 mois**,  
**c'est mieux.**

Chez Hello bank!, profitez  
du compte à terme Hello Max à 3,75 %  
annuel brut sur 6 mois et accessible  
dès 50 000 €, sans plafond\*.

**Hello  
bank!**

par BNP PARIBAS

En ligne,  
en mieux.

Profitez-en  
sur [hellowebbank.fr](https://hellowebbank.fr)

\*Taux de 3,75% annuel brut pour l'ouverture d'un compte à terme Hello Max sur 6 mois entre le 17/04/2024 et le 30/06/2024 avec versement minimum de 50 000 €. Offre réservée aux clients particuliers majeurs capables disposant d'un compte de dépôt Hello bank!. Tout retrait anticipé, total ou partiel, ne pourra intervenir qu'à l'issue d'un préavis de 32 jours. Les sommes retirées par anticipation moins d'un mois après l'ouverture ne feront l'objet d'aucune rémunération. Hello bank! se réserve le droit de suspendre l'offre ou d'y mettre un terme à tout moment, sans préavis. Hello bank! est l'offre 100% digitale de BNP Paribas, SA au capital de 2 313 221 778 € - 16 boulevard des Italiens 75009 Paris - 662 042 449 RCS Paris

► récupérer leurs capitaux. Hormis dans le cas d'introductions en Bourse, il n'y a donc pas de financement supplémentaire apporté aux entreprises.

Deuxièmement, ces fonds sont très fades pour la plupart. « Les gérants devraient davantage se diriger vers des produits différents des grands indices de marché », affirme Anne-Catherine Husson-Traore. Or, de nombreux véhicules conservent une répartition géographique et sectorielle proche de celle du CAC 40 ou d'Euro Stoxx 50 afin de conserver des résultats proches de ceux des marchés. « Pour répondre aux attentes des épargnants, il faut au contraire proposer des fonds thématiques, même si ces produits comportent un risque sectoriel plus fort, ce qui entraîne de la volatilité, estime Hervé Guez. Le client doit accepter la possibilité d'une sous-performance temporaire. »

Pour augmenter leur portée, certaines sociétés de gestion misent sur « l'engagement actionnarial ». Ce concept regroupe l'ensemble des actions qu'elles mènent pour influencer les pratiques des entreprises. Cela comprend les votes en assemblée générale, ainsi que tous les échanges avec la direction pour l'inciter à améliorer les pratiques de l'entreprise. « Nous communiquons déjà sur nos actions dans notre rapport annuel. La prochaine étape consistera à indiquer nos démarches d'engagement fonds par fonds afin d'amener des éléments tangibles dans les reportings », indique Matt Christensen, responsable mondial de l'investissement durable et d'impact chez Allianz GI. Les retombées de ces politiques sont toutefois complexes à mesurer, d'autant que « les entreprises rencontrent des difficultés à adapter leurs modèles d'affaires aux enjeux écologiques et sociaux », estime Anne-Catherine Husson-Traore.

### 3. « L'ISR coûte plus cher »

Qui dit analyse extra-financière dit ressources supplémentaires, tant du côté

humain, avec des spécialistes formés sur ces sujets, que du côté data, avec le recours à des fournisseurs de données centrés sur l'ESG. Un surplus de travail qui laisse penser que ces produits supportent des coûts plus élevés. Or une étude publiée en mai 2021 par l'AMF aboutit au constat inverse. Sa conclusion ? « Les parts de fonds prenant en compte des critères extra-financiers tendraient à être significativement

moins chères que leurs équivalents sans approche extra-financière. »

Selon les auteurs, plusieurs facteurs expliquent ce résultat contre-intuitif, en particulier le fait que ces supports constitueraient des produits d'appel pour les sociétés de gestion. « Celles-ci se battent pour lever des capitaux sur leurs fonds ISR. Elles ne peuvent donc pas se permettre de répercuter le coût additionnel », confirme Coline Pavot. ►

### Les mastodontes de la gestion ISR

N°	Société de gestion	Catégorie	Encours (en Mds €)
<b>Top 10 des fonds actions</b>			
Nordea 1 Global Climate & Environment E	Nordea AM	Actions secteur environnement	8,73
Pictet Water P	Pictet AM	Actions secteur services aux collectivités	8,04
Pictet Global Environmental Opportunities P	Pictet AM	Actions secteur environnement	7,52
JPM Emerging Markets Equity A	JP Morgan AM	Actions pays émergents	6,14
BGF Sustainable Energy Fund A2	BlackRock	Actions secteurs énergie, matières premières, or	5,68
Schroder Global Sustainable Growth A	Schroders	Actions monde croissance	5,6
Mirova Global Sustainable Equity RE	Mirova	Actions monde	4,82
JPM Global Focus D	JP Morgan AM	Actions monde	4,61
Brown Advisory US Sustainable Growth A	Brown Advisory	Actions Etats-Unis croissance	4,52
Pictet Clean Energy Transition P	Pictet AM	Actions secteurs énergie, matières premières, or	4,48
<b>Top 10 des fonds obligataires</b>			
Nordea 1 European Covered Bond BP	Nordea AM	Obligations euro diversifiées	5,07
Amundi Emerging Markets Bond E2	Amundi	Obligations pays émergents monde	3,48
Pimco GIS Global Bond ESG Fund E	Pimco	Obligations monde diversifiées	3,25
DPAM L Bonds EM Sustainable L	Degroof Petercam AM	Obligations pays émergents monde	3,11
Candriam Sustainable Bond Euro Corporate C	Candriam	Obligations euro secteur privé	2,5
Pimco GIS Emerging Markets Bond ESG	Pimco	Obligations pays émergents monde	2,49
GS Green Bond P	Goldman Sachs AM	Obligations euro diversifiées	2,43
JPM Global Government Bond A	JP Morgan AM	Obligations monde diversifiées	2,37
Allianz Floating Rate Notes + AT	Allianz GI	Obligations euro court terme	2,34
iShares JPMorgan ESG \$ EM ETF	BlackRock	Obligations pays émergents monde	2,29

SOURCE : QJANTALYS



# CHANGER D'ASSURANCE EMPRUNTEUR pour économiser sur votre crédit immobilier

Dans un prêt immobilier, l'assurance emprunteur est essentielle car elle vous protège, ainsi que votre famille, contre les coups durs. Mais cette assurance peut coûter cher. Heureusement, vous n'êtes pas obligé de souscrire le contrat proposé par votre banque et vous pouvez en changer librement.

## Pourquoi changer son assurance de prêt ?

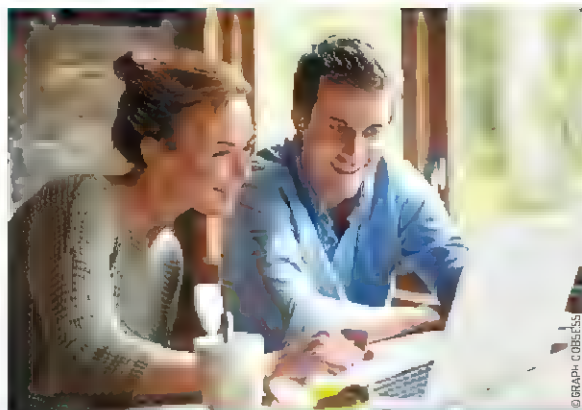
L'assurance proposée par la banque avec son crédit n'est pas toujours la meilleure solution, tant en termes de prix que de garanties. Changer d'assurance emprunteur peut vous permettre de réaliser des économies importantes, tout en conservant un niveau de garanties équivalent.

## Quelles sont les économies moyennes ?

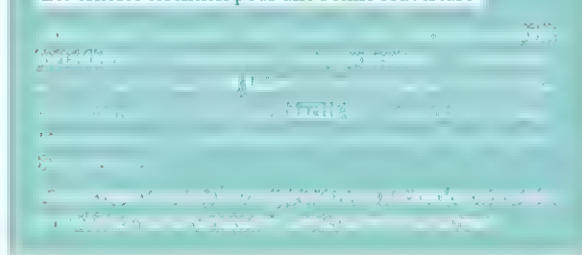
Pour un couple d'emprunteur d'une trentaine d'années, les économies sont de l'ordre de 10 000 € sur la durée du crédit, soit 500 € par an en moyenne<sup>1</sup>. Bien sûr, les économies dépendent du crédit à couvrir, de la banque prêteuse et du profil des emprunteurs. Mais une récente étude montre que plus des deux tiers des ménages peuvent réaliser des économies en changeant d'assurance emprunteur<sup>2</sup>. Ça vaut le coup de comparer !

## Comment choisir son assurance emprunteur ?

Toutes les assurances emprunteurs proposent les mêmes types de garanties : décès, perte totale et irréversible d'autonomie (PTIA), invalidité, incapacité de travail voire perte d'emploi. Mais, en cas de sinistre, la prise en charge peut être très variable selon les contrats. Il faut être particulièrement attentif aux garanties invalidité et incapacité de travail.

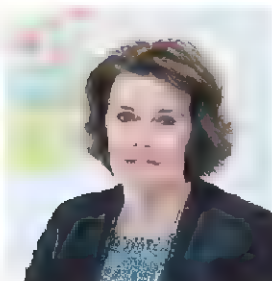


## Les critères essentiels pour une bonne couverture



## 3 QUESTIONS À ISABELLE DELANGE

### Présidente de SECURIMUT, filiale de la Macif spécialisée en assurance de prêt



#### Quel est le meilleur moment pour changer d'assurance emprunteur ?

Les économies sont de 500 € par an en moyenne, ce qui signifie que plus le changement est réalisé rapidement et plus les économies totales sont importantes. Mais elles peuvent être intéressantes même sur un crédit ancien, sachant que la banque ne peut

pas facturer des frais pour cette opération. Attention toutefois aux frais de dossiers ou d'adhésion de certains courtiers. Le mieux est de faire des devis pour comparer les prix et découvrir ses économies.

#### La banque peut-elle refuser le changement ?

La loi vous permet de choisir votre assurance emprunteur avant de signer votre crédit ou d'en changer ensuite quand vous le souhaitez, sans attendre. Il suffit de présenter un nouveau contrat avec un niveau de garanties équivalent au contrat de votre banque. Si c'est bien le cas, elle n'a pas le droit de refuser le changement d'assurance et doit vous répondre sous 10 jours ouvrés. En plus, la loi interdit à la banque de modifier les conditions du crédit ou de vous facturer des frais. Au moment du crédit, certaines banques se montrent parfois réticentes. Dans ce cas, mieux vaut négocier d'abord les modalités du prêt (taux d'intérêt, frais de dossiers, garanties, modularité...) et changer d'assurance dès qu'il est signé.

#### Les démarches ne sont-elles pas trop compliquées ?

Avec la Macif, vous choisissez le spécialiste du changement d'assurance emprunteur. Si vous optez pour notre contrat, vous obtenez gratuitement un certificat d'équivalence de garanties<sup>3</sup> qui reprend automatiquement toutes les garanties de votre ancien contrat bancaire. Ainsi, vous êtes sûr d'être bien assuré.

En plus, la Macif se charge de toutes les démarches auprès de votre banque, depuis l'envoi de la demande de substitution jusqu'à la mise en place de votre nouveau contrat.



- (1) Changement d'assurance sous conditions. Exemple selon profil de l'emprunteur au 01/01/2024. Pour un couple de 34 ans, chacun employé, non fumeur et assuré à 100 % en Décès/Incapacité/Invalidité empruntant 220 000 € au taux de 4,30 % sur 20 ans. Le coût moyen d'une assurance emprunteur proposée par la banque est de 24 640 € sur la durée du prêt contre 9 440 € pour la Garantie Emprunteur Macif, soit une économie supérieure à 10 000 €.
- (2) Étude du CCSP sur l'assurance emprunteur - Janvier 2024
- (3) Certificat d'équivalence de garanties délivré sous conditions, sauf réserves médicales spécifiques mentionnées aux conditions particulières.
- (4) Numéro non surtaxé, coût selon opérateur.



Le contrat Garantie Emprunteur, distribué par la Macif, est assuré par Apria Macif Mutuelle, mutuelle régie par le Livre II du code de la mutualité et adhérente à la Mutualité Française. SIREN 779 558 501. Siège social 17 21 place Etienne Pernet 75015 PARIS cedex 15

**MACIF** MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.

► De plus, avec la diffusion de l'ESG, la plupart des fonds bénéficient d'une façon ou d'une autre de cette analyse. « Nous avons une offre de gestion active globale et nos ressources profitent à tous nos produits, relate Matt Christensen. L'analyse est créée sur un système centralisé pour l'ensemble de nos fonds. » Son coût est donc lissé sur toute la gamme de supports.

#### 4. « L'ISR est réservé aux fonds actions »

Si l'analyse ESG s'est d'abord développée sur des supports investis en actions, les fonds obligataires et monétaires se sont ensuite emparés du sujet. En 2021, le cabinet Axylia le soulignait : les fonds monétaires, qui investissent dans des titres de créance à très court terme, pesaient pour 60 % des encours parmi les véhicules de droit français détenteurs du label ISR.

Or, « c'est dans les fonds actions que l'ISR s'exprime le mieux », estime Grégoire Cousté, du FIR. Ce sont en effet les seuls à investir à long terme et à pouvoir mettre en œuvre un engagement actionnarial fort. « Nous avions d'ailleurs proposé, lors de la refonte du label ISR, de créer différents niveaux de labellisation, du moins au plus exigeant. Le monétaire se serait retrouvé en bas de l'échelle », poursuit Grégoire Cousté.

Les supports obligataires supportent les mêmes limites que les monétaires mais ils investissent à plus long terme. En effet, vous n'êtes toujours pas propriétaire d'une partie de l'entreprise, seulement créancier. « En revanche, il existe des obligations durables finançant des projets verts ou bien liées à l'atteinte d'indicateurs ESG précis, qui sont intéressantes en termes d'impact car elles permettent de flécher le financement », commente Coline Pavot.

#### 5. « L'ISR exclut les énergies fossiles »

Après des mois de débat, le ministre de l'Economie et des Finances Bruno

Le Maire a finalement tranché : pas d'énergies fossiles pour les fonds désireux d'obtenir le label ISR ! Une exigence qui permet une certaine cohérence entre les attentes des épargnants et les produits qui leur sont proposés. « C'est une avancée pour la crédibilité du label et le financement d'une économie plus durable, estime Anne-Catherine Husson-Traore. La présence de pétroliers dans les fonds ISR était aussi une source de controverses et d'incompréhension pour les épargnants. »

Pourtant, de nombreux acteurs rechignent à écarter ce pan de l'économie. Ainsi, TotalEnergies est la cinquième entreprise la plus représentée dans les portefeuilles des fonds labellisés sous l'ancien référentiel. Ceux-là vont devoir faire le ménage d'ici à la fin de l'année prochaine ou renoncer au label.

#### 6. « Le label ISR est le seul existant »

L'obtention du label repose sur une démarche volontaire de la part des sociétés de gestion. Ces dernières n'y recourent que pour leurs produits grand public car ce sceau représente un gage de confiance pour les particuliers. Elles doivent alors respecter un cahier des charges très précis et soumettre un dossier complet à un organisme indépendant qui va vérifier le respect des critères fixés. Plus de 1 200 fonds sont certifiés à date.

A noter toutefois que le label ISR est franco-français : les établissements opérant sur plusieurs pays peuvent choisir d'autres marques, dont le Towards Sustainability belge, le FNG-Siegel allemand ou encore le LuxFLAG ESG luxembourgeois.

Certains fonds peuvent en outre privilégier le label Greenfin, relevant du ministère de la Transition écologique et certifiant les produits d'épargne verts. Très exigeant, il n'est à ce jour octroyé qu'à une centaine de fonds cotés et non cotés. ✱ A. F.

UNION EUROPÉENNE

## Une réglementation complexe !

De nombreux textes encadrent la finance durable.

La finance durable est le bras armé de l'UE pour financer la transition écologique. Lancé fin 2019, le Pacte vert pour l'Europe regroupe un ensemble de mesures visant à assurer une nouvelle ère de croissance tout en atteignant la neutralité climatique à l'horizon 2050. Pour financer ce projet, Bruxelles a mis en œuvre un arsenal réglementaire afin de diriger l'épargne des Européens vers les activités vertes et durables.

Trois textes principaux structurent le secteur. A commencer par le règlement SFDR (Sustainable Finance Disclosure Regulation), qui vise à fournir davantage d'informations aux investisseurs afin de leur permettre de mieux comparer les différents placements durables. Il a notamment introduit une classification des fonds selon leur degré de prise en compte de l'ESG. Le règlement Taxonomie définit, lui, la liste des activités économiques vertes. Il repose sur six objectifs environnementaux, dont la prévention et la réduction de la pollution ou l'atténuation du changement climatique.

Enfin, la refonte de la directive MIF 2 (Marché d'instruments financiers) impose aux conseillers d'interroger les épargnants sur leurs préférences en matière d'ESG et de leur proposer des produits adaptés. A. F.



# ENGAGEZ VOTRE ENTREPRISE : DEVENEZ PROTECTEUR DE L'ENFANCE



## Graziella Neuveglise, Directrice Générale Europe du Sud, Wipro

« Wipro, leader mondial de la transformation informatique et digitale, s'engage activement à rendre la société meilleure dans trois domaines : éducation, environnement et la santé. »

Depuis janvier 2008, Wipro France soutient SOS Villages d'Enfants. Au-delà de son engagement financier, les équipes ont permis aux 146 jeunes enfants, notamment à l'externat, d'être scolarisés dans les écoles d'adoption ou de construction et à bénéficier de multiples possibilités.

Ce partenariat apporte également à nos équipes l'opportunité d'apprendre les langues, de leur énergie, de leur créativité et de leur enthousiasme. C'est également un programme pédagogique.

C'est pourquoi l'entreprise soutient également le projet de bruler la machine. Il se compose d'une série de vidéos et d'animations pour sensibiliser les enfants à l'importance de l'éducation, à contacter SOS Villages d'Enfants.

**Vous aussi, soyez un super héros aux yeux d'Octavie  
et de 50 000 enfants en danger en faisant de votre entreprise  
un Partenaire de SOS Villages d'Enfants.**



**Contactez Émilie Fontaine  
de notre service Partenariats**

**01 55 07 25 15 - [efontaine@sosve.org](mailto:efontaine@sosve.org)  
[www.sosve.org/partenariats](http://www.sosve.org/partenariats)**



**SOS VILLAGES  
D'ENFANTS  
FRANCE**



« L'exclusion a été un élément central de notre travail de refonte. »

#### Nouvelles règles

## Michèle Pappalardo : « Il était temps de repenser le label ISR »

**La présidente du comité du label ISR détaille les grandes lignes du nouveau cahier des charges, plus strict, de ces fonds durables.**

Enarque, ancienne rapporteuse de la Cour des comptes, Michèle Pappalardo a été nommée présidente du comité du label ISR (investissement socialement responsable) avec une mission : le refondre afin qu'il tienne réellement ses promesses.

#### Pourquoi le label ISR a-t-il été réformé ?

**Michèle Pappalardo** Le référentiel du label ISR datait de sa création, en 2016, à la suite de la COP 21 qui s'était déroulée à Paris l'année précédente. C'était alors un jalon important, mais, en matière de finance durable, il s'agit presque de la préhistoire. Il était temps de le repenser entièrement, sachant qu'il conviendra ensuite de l'amender au moins tous les trois ans, à mesure que la finance durable progresse, tant en exigence qu'en transparence.

#### En quoi consiste cette nouvelle mouture ?

Nous avons mis dix-huit mois pour définir une mécanique qui oriente efficacement l'épargne vers une économie prenant en compte les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Il s'agissait d'opérer un tour de vis, tout en veillant à ce que le dispositif reste accessible aux yeux des sociétés de gestion qui souhaitent atteindre ce niveau d'exigence. Par exemple, le précédent label prévoyait que 80 % des meilleurs élèves puissent intégrer un fonds labellisé ; ce sera désormais 70 %. L'objectif consistait à ne pas trop pénaliser les fonds très thématiques, dont l'univers est déjà très restreint et qui sont souvent vertueux.

Nous avons aussi demandé que 15 % des entreprises financées par les fonds ISR présentent un plan de transition

cohérent avec les accords de Paris. Et j'espère que d'ici à 2026 la version actualisée du label permettra d'augmenter fortement ce pourcentage. En attendant, il s'agit d'une nouvelle pratique que nous essayons d'instiller.

Ensuite, en matière de gouvernance, nous avons instauré des obligations de vote aux assemblées générales : les sociétés de gestion défendront ainsi leurs convictions face aux entreprises. Elles joueront pleinement leur rôle d'ajustement sociétal et environnemental.

#### **Vous avez également mis en place des exclusions. Est-ce une manière de répondre aux nombreuses critiques dont était l'objet le précédent label ?**

Evidemment. L'exclusion a été un élément central de notre travail de refonte. Désormais, les fonds labellisés ISR ne peuvent plus financer le tabac ou le charbon, mais les nouvelles exploitations fossiles non plus. Il en va de même pour les entreprises situées dans les paradis fiscaux. Le label actuel va même plus loin que les propositions que nous avons faites en comité ! Il faudra un peu de temps pour que ce dispositif se mette en place, mais les nouveaux fonds désireux d'être certifiés sont déjà concernés depuis le 1<sup>er</sup> mars dernier. Quant aux fonds qui souhaitent conserver leur label, ils ont jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour se conformer à ces nouvelles règles. Ils seront ensuite audités tout au long de l'année.

#### **Quelle sera la prochaine étape ?**

Avant de se remettre à l'ouvrage sur le label ISR en 2026, nous allons nous concentrer ces dix-huit prochains mois sur la création d'une certification pour le *private equity* (investissement au capital d'entreprises non cotées), comme nous l'avons déjà fait pour l'immobilier. Avec ces trois labels, mis à jour régulièrement, la place de Paris va véritablement devenir exemplaire. \*

**PROPOS RECUEILLIS  
PAR MORGANE REMY**



**OUI,**  
**le monde de la santé**  
**a aussi besoin**  
**que l'on**  
*Prenne soin*  
**de lui**

La MACSF a investi depuis 2018  
dans 15 start-up dédiées  
à l'innovation médicale.

**Ensemble, prenons soin de demain** 

3233

macsf.fr

PUBLICITÉ

## Vertueux

## Quatre thèmes porteurs de sens

**Investir sur des thématiques durables permet de concilier valeurs et performance. Notre sélection de produits pour y parvenir.**

**G**érants de fonds, plateformes de financement participatif et autres fintechs proposent de nombreuses solutions pour donner du sens à son épargne. Acheter un arbre ou un morceau de forêt ; financer les entreprises qui amènent l'eau potable partout dans le monde ; aider une exploitation agricole dans sa transition biologique ou, plus simplement, s'assurer que votre épargne préserve la biodiversité : voici quatre thématiques très concrètes. Elles offrent en outre des perspectives de performance décorrélées des marchés habituels, ce qui en fait de bons placements de diversification. Certaines d'entre elles ouvrent également droit à des économies d'impôt.

## L'accès à l'eau

L'accès à l'eau est un enjeu crucial, tant pour les populations que pour les entreprises. Or cette ressource naturelle tend à se raréfier. La société de gestion Pictet AM en a fait un thème d'investissement il y a plus de vingt ans, en créant le premier fonds dédié à l'eau en 2001. Il a été depuis suivi par une flopée de gestionnaires (BNP Paribas AM, Robeco, Thematics...). « Notre fonds Pictet Water permet de financer la production d'eau potable, explique Hervé Thiard, directeur général de Pictet Asset Management France. Concrètement, nous investissons dans des industriels distributeurs d'eau, comme les géants français Veolia et Suez. » La stratégie s'est révélée porteuse par le passé. Depuis sa création, la valeur du fonds a gagné... 531 %, bien au-delà de la performance de l'indice MSCI World (qui reflète les marchés actions internationaux), en hausse de 240 % sur la même période. Et les perspectives sont solides.

« Le dividende moyen des sociétés du secteur s'élève à 2 % par an et nous estimons que la croissance de la thématique se chiffre à 4 ou 5 %, ce qui permet d'attendre une croissance annuelle moyenne de 6 à 7 % », argumente Hervé Thiard. Ce fonds et ses alter ego étant largement référencés dans les contrats d'assurance-vie, vous pouvez en outre bénéficier des avantages fiscaux et successoraux de cette enveloppe.

Une autre option consiste à miser sur des ETF (*exchange-traded funds* ou fonds indiciels cotés), qui répliquent la performance d'un indice thématique. Certains détiennent directement des actions exposées à l'eau quand d'autres sont dits synthétiques, c'est-à-dire qu'ils recourent à des produits dérivés pour atteindre leur objectif. Cette dernière option est à double tranchant : elle est plus complexe à appréhender, mais elle permet de loger ces ETF dans un plan d'épargne en actions. C'est le cas du fonds Amundi PEA Water. Tous ces

produits sont accessibles avec quelques centaines d'euros. Attention, toutefois : il s'agit de produits actions, sujets à la volatilité des marchés boursiers.

## La transition agricole

Pour investir en ligne dans l'agriculture, même avec quelques dizaines d'euros, deux possibilités s'ouvrent à vous. En premier lieu, vous pouvez vous tourner vers MiiMOSA, la plateforme de financement historique dans ce domaine. Cette fintech propose de prêter de l'argent à des acteurs du monde agricole pendant une durée comprise entre six mois et sept ans, en échange d'une rémunération affichée entre 5 % et 6,5 % par an. « Nous finançons des petits agriculteurs comme des projets portés par Danone, Nestlé, Lesieur, Pom'Pote... », indique Florian Breton, le fondateur. Des projets d'énergie renouvelable, comme la méthanisation, peuvent quant à eux rapporter jusqu'à 8,5 %. Attention : si le rendement paraît très attractif, le risque de perte en capital est élevé en cas de faillite de la société à qui vous faites crédit. En outre, les retards de paiement sont nombreux – près du tiers des projets en 2023. « Ce secteur comporte des risques, notamment les aléas climatiques et la variation des cours des matières premières »,





# LE SEUL RESTO QUI RISQUE DE FERMER MALGRÉ 30 MILLIONS DE REPAS EN PLUS.

170 MILLIONS DE REPAS  
DISTRIBUÉS EN UN AN,  
C'EST LA HAUSSE LA PLUS FORTE  
DE NOTRE HISTOIRE.  
ON COMPTE SUR VOUS.



FAITES VOS DON  
EN FLASHANT CE CODE  
OU SUR [RESTOSDUCOEUR.ORG](https://restosducoeur.org)





reconnaît l'entrepreneur. Il est donc indispensable de diversifier ses investissements sur plusieurs projets.

Une deuxième option est proposée par une autre start-up dénommée Hectarea. Récemment créée, elle propose de financer l'achat d'hectares pour les louer ensuite. Le dispositif repose sur des obligations assorties d'une garantie hypothécaire. « Nous proposons d'investir dans la terre, comme les épargnants ont l'habitude de le faire dans la pierre, explique Paul Rodrigues, le fondateur. Avec un impact en plus ! » En effet, pour chaque acquisition, la plateforme s'assure de la mise en place de pratiques agricoles durables. La rentabilité cible se chiffre à 3 % net par an pour le fermage (revenus locatifs), à laquelle s'ajoute la valorisation de la terre. « La surface agricole en France est deux à six fois moins chère que celle des pays limitrophes », ajoute-t-il. Ce qui laisse espérer un rattrapage dans les années à venir. Enfin, au sein de l'assurance-vie, tournez-vous vers la société civile Terres Invest de Vatel Capital, qui permet également d'investir en foncier agricole.

### La forêt

Acquérir des parcelles de forêt rapporte peu. Le rendement est estimé entre 0 et 2 % au maximum, provenant

essentiellement de la coupe de bois. Mais certains y voient un potentiel de valorisation important à condition de disposer de temps devant soi – au moins dix ans. « Il existe un besoin croissant d'achat de crédits carbone et – bientôt – de crédits biodiversité, par des entreprises qui cherchent à compenser la pollution qu'elles génèrent, ce que l'on appelle les externalités négatives », justifie Jonathan Dhiver, fondateur de Meilleur-gf.com. En outre, les avantages fiscaux sont nombreux. Vous bénéficiez d'une réduction d'impôt sur le revenu de 18 % (sous réserve de conserver les parts au moins cinq ans et demi). Ce placement est par ailleurs exonéré d'impôt sur la fortune immobilière et bénéficie d'une réduction de 75 % des droits de succession.

Prenez garde toutefois à ne pas investir dans un unique lopin de terre, car la moindre tempête ou le premier incendie réduirait littéralement votre investissement à néant. Mieux vaut diversifier votre portefeuille sur plusieurs terrains, implantés dans plusieurs départements et présentant des essences de bois variées. C'est précisément ce que proposent les groupements forestiers d'investissement (GFI), dont le ticket d'entrée commence à 1 000 euros. Citons Vatel (géré par Vatel

Capital), France Valley Forêts (France Valley), Forecial 2 (Fiducial Gérance), Epiforêts 1 (Epicure AM) ou encore CoeurForest (Sogenial Immobilier)... Ils permettent de devenir propriétaire dans cinq forêts différentes à minima. France Valley Patrimoine est le plus important d'entre eux, avec 71 forêts en portefeuille, mais il demande une souscription minimale de 33 150 euros.

### La biodiversité

« 50 % du PIB mondial dépend de la biodiversité », souligne Marie Walbaum, spécialiste de l'investissement responsable chez AXA IM. En effet, de nombreuses activités reposent sur l'accès à des ressources naturelles pour produire les biens dont nous avons besoin. Or, freiner la perte de biodiversité nécessite des moyens importants. Face à ce défi, quelques gérants de fonds ont créé des stratégies ciblées. « Nous avons lancé un fonds actions, AXA WF ACT Biodiversity, avec une stratégie d'investissement à horizon 2050 axée sur la préservation de la vie sur la terre, l'eau et l'air », poursuit Marie Walbaum. D'autres acteurs ont fait de même : Lombard Odier IM, UBP, BNP Paribas AM, La Banque Postale AM... Des placements récents et qui doivent encore faire leurs preuves sur le long terme.

Le sujet préoccupe aussi les néo-banques vertes comme Green Got ou les distributeurs d'assurance-vie engagés comme Goodvest. Pour ce dernier, le non-respect de la biodiversité constitue un critère rédhibitoire dans la sélection des fonds de son contrat. « Nous prenons systématiquement les meilleurs élèves de chaque secteur, en recourant au critère d'abondance moyenne des espèces, calculé par kilomètre carré », explique Joseph Choueifaty, le fondateur de Goodvest. Cette unité de mesure, la plus aboutie à ce jour, vise à quantifier la santé des écosystèmes et la richesse en espèces d'une région. D'autres produits pourraient voir le jour au cours des prochaines années. ✱ M. R.





# RÊVER À NOUVEAU C'EST TOUT UN APPRENTISSAGE

Apprentis d'Auteuil aide chaque année près de  
40 000 jeunes en difficulté à bâtir leur avenir.

Soutenez-nous sur [www.apprentis-auteuil.org](http://www.apprentis-auteuil.org)



La confiance peut sauver l'avenir

## Générosité

# Trouvez « votre » produit solidaire

**De nombreux supports d'investissement allient rentabilité financière et soutien à l'économie sociale et écologique. Mode d'emploi.**

L'en-cours de la finance solidaire s'élevait à 26,3 milliards d'euros à la fin de 2022 d'après l'association Fair - Financer, accompagner, impacter, rassembler. Un montant en hausse de 7,4 % sur un an. Ce concept rassemble l'ensemble des placements visant une performance financière mais aussi une rentabilité sociale ou environnementale. Autrement dit, ils permettent de placer son argent sur des produits classiques comme des livrets, des fonds ou des contrats d'assurance-vie, mais ils sont dotés d'un petit plus : ils financent notamment l'accès au logement ou à l'emploi de personnes en difficulté, ou encore des activités écologiques.

Autrefois principalement souscrits par des militants associatifs plus intéressés par l'objectif social que par le rendement financier, les placements solidaires se sont désormais largement diffusés parmi les épargnants. La porte d'entrée naturelle vers ces produits est représentée par les livrets solidaires. Ceux-ci fonctionnent comme le Livret A, auquel s'ajoute un dispositif permettant de reverser une fraction des intérêts perçus à une association. Un don qui ouvre droit à une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66 % de la somme versée à hauteur de 20 % du revenu imposable au maximum ou de 75 % dans la limite de 1 000 euros pour les associations d'aide aux personnes en difficulté.

L'épargnant renonce donc à une partie du rendement, comprise entre 25 et 100 %, mais il préserve son capital, puisque seuls les intérêts font l'objet d'un don. Très impliqué dans la finance solidaire, le Crédit coopératif propose notamment le livret Agir, dont la

moitié des intérêts est reversée à un organisme choisi par le détenteur parmi une liste de 22 noms (Croix-Rouge française, Médecins du monde, SOS Villages d'enfants, WWF...). Il rapporte 1,2 % brut par an jusqu'à 15 300 euros puis 0,2 %. « Le livret Agir a versé 2,6 millions d'euros à des associations en 2023, après 1,4 million d'euros en 2022 », indique Imad Tabet, directeur du marché des particuliers du Crédit coopératif.

Le rendement de l'ensemble des livrets solidaires est en forte hausse depuis dix-huit mois dans un contexte de hausse des taux directeurs décidée par la Banque centrale européenne. Les meilleurs du marché rapportent 3,5 % brut, comme le Livret d'épargne pour les autres (jusqu'à 20 000 euros, puis 0,7 %) du Crédit mutuel Alliance fédérale, ou encore le livret solidaire du Crédit mutuel du Sud-Ouest.

## Une solution gagnant-gagnant

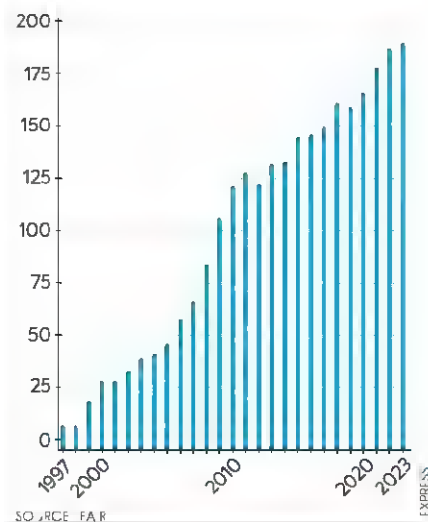
Le Crédit coopératif, la Banque postale, la Maif et la Société générale proposent par ailleurs une option de partage sur leurs livrets réglementés, portant sur de 25 à 100 % des intérêts. Une solution gagnant-gagnant, car le Livret A et le Livret de développement durable et solidaire (LDDS) sont aujourd'hui les placements sans risque les plus rémunérateurs (3 % exonérés d'impôts et de prélèvements sociaux). La Banque postale et la Société générale ajoutent un don de 10 % des intérêts versés par leurs clients. Veillez toutefois à ne pas confondre ce mécanisme avec celui donnant la possibilité de réaliser un don directement depuis son LDDS – il s'agit là de donner une fraction de son capital et non des intérêts.

Quelques livrets solidaires fonctionnent sans partage des intérêts, mais avec fléchage des sommes collectées. C'est le cas par exemple du livret Rev3 du Crédit coopératif. « Celui-ci finance des prêts à des structures de la région Hauts-de-France intervenant dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, ou encore l'économie circulaire et la mobilité », précise Imad Tabet.

Au-delà des livrets, il est possible de faire acte de solidarité avec son épargne en investissant à plus long terme via des fonds solidaires, aussi appelés « 90-10 », en raison de leur mode de fonctionnement. Ils consacrent de 5 à 10 % de leur en-cours au financement de l'économie sociale et solidaire (ESS), le solde (de 90 à 95 %) étant investi librement en actions, obligations et/ou monétaires. Ces fonds sont largement diffusés dans le cadre de l'épargne salariale, au travers des plans d'épargne entreprise et des plans d'épargne retraite collectifs – il s'agit même d'une obligation.

À la différence des livrets, il n'y a pas ici de don, mais un investissement dans l'ESS sous la forme d'obligations ou de titres de capital. « La poche solidaire de 5 à 10 % n'a pas d'incidence en termes

## Nombre de placements labellisés Finansol depuis 1997





## Evolution de l'épargne solidaire, en millions d'euros

	2013	2016	2019	2022
<b>Epargne collective pour les entrepreneurs solidaires</b>	<b>429</b>	<b>502</b>	<b>686</b>	<b>991</b>
<b>Total</b>	<b>1 894</b>	<b>3 059</b>	<b>4 956</b>	<b>10 037</b>
- Epargne collective pour les entrepreneurs solidaires	895	1 668	2 588	2 935
- Epargne collective pour les entrepreneurs solidaires	1	185	144	120
- Epargne collective pour les entrepreneurs solidaires	902	1 272	2 013	3 510
- dont contrats d'assurance-vie	96	188	211	3 472
<b>Epargne salariale solidaire</b>	<b>3 695</b>	<b>6 204</b>	<b>9 700</b>	<b>15 300</b>
<b>Total</b>	<b>6 018</b>	<b>9 765</b>	<b>15 342</b>	<b>26 328</b>

SOURCES : FAIR AGF

de performance, mais l'épargnant prend un risque en capital, tant sur les 90 % que sur les 10 %, puisque l'investissement est réalisé en actions et/ou en obligations », précise le directeur général de Fair, Patrick Sapy.

### Le pionnier du marché

Pionnier du marché puisqu'il fête ses 30 ans cette année, le fonds Insertion Emplois dynamique de Mirova soutient des structures de l'ESS agissant sur le thème de la création d'emploi à travers un partenariat avec France Active, un mouvement associatif soutenant les entrepreneurs via du financement et du conseil. La thématique est aussi déclinée dans la sélection des 90 % d'actions européennes cotées constituant le solde du portefeuille. Le fonds a été labellisé Finansol dès 1997, année de la création de ce label permettant de distinguer les placements solidaires. Au 31 décembre 2023, il avait récompensé 190 produits.

Les fonds solidaires 90-10 sont aussi accessibles directement dans les banques et les contrats d'assurance-vie, ces derniers ayant d'ailleurs l'obligation de proposer un support solidaire parmi leurs unités de compte. Il existe même quelques assurances-vie 100 % solidaires, comme le contrat assurance-vie responsable et solidaire de la Maif, proposant 14 unités de compte labellisées ainsi qu'un fonds en euros solidaire. Un

produit rare ! Celui-ci investit au minimum 5 % de son en-cours dans des entités de l'ESS, soit plus de 200 millions sur un total de 3,1 milliards d'euros. Il a servi un rendement de 2,5 % en 2023, un niveau comparable aux produits classiques. « La stratégie d'investissement responsable et solidaire, lancée

### Il est possible de reverser une fraction des intérêts perçus à une association

dès 2009, le démontre : il est possible de conjuguer sur le long terme éthique et performance », souligne Loïc Dano, chef de produit épargne à la Maif.

Certains épargnants souhaitent aller plus loin dans leur engagement en investissant directement dans le capital d'un organisme de l'économie sociale et solidaire. De grands noms du secteur, comme Habitat et Humanisme, Emmaüs, ou encore Terre de liens, ouvrent le capital de leurs foncières aux particuliers. Les sommes collectées en direct par les entreprises de l'ESS atteignaient ainsi 991 millions d'euros à la fin de 2022, d'après Fair. Les caractéristiques de ce type d'investissements

sont propres à chaque organisation. Certaines versent un rendement annuel et/ou revalorisent régulièrement la valeur de la part. D'autres, à l'inverse, ne prévoient aucune forme de rémunération. Enfin, certaines structures ouvrent droit à un avantage fiscal : l'épargnant peut déduire 25 % de son investissement de son impôt sur le revenu dans la limite d'un versement de 50 000 euros pour une personne seule et 100 000 euros pour un couple. Il convient donc de réfléchir à la cause qui vous motive, d'identifier l'entité que vous souhaitez soutenir et de vérifier sur son site les conditions précises de l'investissement. Le ticket d'entrée se limite généralement à quelques dizaines ou centaines d'euros. Chez Villages vivants, par exemple, les parts sociales de la coopérative ne versent pas de rendement, mais l'épargnant bénéficie d'une forme de rémunération indirecte grâce à l'avantage fiscal. L'argent collecté sert à acheter des locaux dans des territoires ruraux pour y installer des boulangeries, des épiceries, des cafés, etc.

« Il existe également des plateformes de financement participatif spécialisées dans l'investissement durable, comme Lita.co ou Miimosa, pointe Patrick Sapy, de Fair. Cela permet aux particuliers de soutenir directement des organismes de l'ESS qu'ils n'auraient pas forcément identifiés par ailleurs. » Ces plateformes proposent d'investir sous la forme d'actions ou d'obligations. Le réseau d'épiceries Nous anti-gaspi propose ainsi sur Lita.co de souscrire des obligations rapportant 10,5 % sur quatre ans. Le réseau de magasins proposant des produits voués à être jetés cherche à collecter 2,5 millions d'euros pour ouvrir de nouvelles épiceries.

Il convient toutefois d'être prudent : avec ces montages, c'est l'épargnant qui porte le risque en cas de défaut de l'établissement financé. Aussi est-il recommandé de s'assurer de la solidité des projets avant d'investir. ✱

AGNÈS LAMBERT

## Assurance-vie

# Méfiez-vous des apparences !

**L'offre « durable et solidaire » n'en finit pas de croître sur le support préféré des Français. Pour investir à bon escient, gare aux trompe-l'œil.**

Quelque 153 milliards d'euros, soit environ 2 fois le budget de l'Éducation nationale. Tel était le poids des fonds détenteurs d'au moins un label de « finance durable » en assurance-vie fin 2023, selon France Assureurs. C'était à peine 6 milliards cinq ans plus tôt ! Ce bond en avant des en-cours responsables au sein du placement roi des Français s'est d'abord produit sous une pression réglementaire croissante. Côté conseil, votre intermédiaire – banquier, assureur, courtier... – doit désormais s'enquérir de vos attentes en termes de « durabilité » et vous proposer des placements adaptés. Côté offre, tout contrat – sauf celui comprenant uniquement un fonds en euros – doit contenir à minima un support d'investissement (ou unité de compte, UC)

labellisé ISR (investissement socialement responsable), un autre Greenfin (vert) et un troisième Finansol (solidaire). L'assureur est enfin tenu de préciser le pourcentage de fonds labellisés présents dans l'enveloppe qu'il vous propose.

Le problème ? On trouve désormais sur le marché une offre foisonnante qui va bien au-delà des obligations légales. « Les assureurs disposent maintenant de multiples unités de compte, et pas seulement des fonds actions, constate Pascale Baussant, gérante de Baussant Conseil et membre du comité du label ISR. Cela leur permet de répondre aux demandes de leurs clients avec des fonds thématiques sur l'eau, le bois, le climat ou l'emploi, immédiatement déchiffrables par l'épargnant. »

La course au mieux-disant est lancée. Les grosses enseignes, notamment bancaires, ne cessent de diversifier leur palette de fonds labellisés ISR, qui atteint parfois la totalité de leur offre, comme à la Société Générale. Les solutions de gestion pilotée thématique estampillée ESG (environnement, social et gouvernance) foisonnent également, du Crédit mutuel Arkéa à Axa, via l'association Agipi, en passant par moult contrats de la Toile. Certains acteurs mutualistes se démarquent aussi en rappelant leurs convictions, tels Groupama, la Maif ou la Macif, qui proposent des solutions « responsables » depuis plusieurs années.

Cette effervescence se traduit dans les chiffres : l'observatoire ISR 2023 de Quantalys, un organisme compilant des données financières, recense en moyenne 302 fonds labellisés ISR par contrat ! Gare aux trompe-l'œil statistiques toutefois. Bien des enveloppes du marché ne contiennent en réalité que de 10 à 30 supports, dont une poignée seulement est durable. Chez les courtiers spécialisés et les conseillers

## Zoom sur six contrats engagés

Contrat (distributeur/assureur)	Frais sur versements (1)	Frais de gestion/an (surplus pour la GSM)	Taux 2023 (2)	Notre avis
Assurance-vie responsable et solidaire (Maif/Maif Vie)	1,5 % (taux dégressif)	0,7 % (+ 0,25 %)	2,5 %	Une quinzaine de fonds, tous labellisés. Assureur historiquement engagé sur le terrain solidaire. Pour épargnants néophytes.
BoursoVie (BoursoBank/Generali Vie)	0 %	0,75 % (0 %)	3,1 ou 3,6 % (3)	Contrat durable (20 ans) à frais contenus avec des supports labellisés en gestion libre et une gestion pilotée responsable (aux mains de Sycomore AM). Bon fonds en euros.
Cler (Agipi-Axa/Axa France Vie)	4,85 %	0,96 % (+ 0,5 %)	2,45 %	Contrat datant de 1985, évolutif avec une forte connotation responsable. Les plus : conventions de gestion, accès à un fonds croissance efficace. Assureur solide. Bémol : frais élevés.
Compte épargne Libre Avenir multisupport (MIF/MIF)	2 % (FE) ou 0 % (UC et GSM)	0,6 % (+ 0,2 %)	3,05 %	Produit comp et. les 46 fonds et gestion sous mandat issus de la finance durable. Services de qualité à frais réduits. Accès dès 30 € par mois.
Multi Vie (Macif/Mutavie)	0 %	0,6 % (SO)	2,7 %	Contrat simple (2008) orienté ISR. Des fonds ISR, support en euros solide, frais limités et services de qualité. Bémol : pas de GSM.
Navig'options (Crédit mutuel Arkéa/Suravenir)	2 %	0,8 % (+ 0,5 %)	2,2 % (2,5 % en GSM)	Offre intéressante par sa gestion pilotée responsable thématique, accessible dès 300 €. Assureur engagé. Bémol : frais un peu élevés. Les épargnants plus fortunés préféreront Navig'patrimoine.

FE : fonds en euros. UC : unité de compte. GSM : gestion sous mandat. SO : sans objet, contrat ayant moins de cinq ans d'ancienneté

(1) Taux maximal contractuel, négociable ou réduit selon offres promotionnelles. (2) Rendement net de frais de gestion du fonds en euros, hors prélèvements sociaux. (3) Fonds en euros Exclusif 3,1 % si en-cours du contrat avec moins de 50 % d'UC, 3,6 % si plus. Le contrat comprend un autre fonds en euros.





DU BON CÔTÉ DE L'INFORMATION

## 13h Économie

Entreprises, tech, climat : **la lettre économique**  
qui va plus loin que l'info



Du lundi au jeudi à 13h, découvrez l'actualité  
du monde économique gratuitement dans votre  
boîte mail avec L'Express.



Inscrivez-vous à la lettre d'information  
en flashant ce QR code.

► en gestion de patrimoine, le référencement de fonds verts est beaucoup plus dense : logique, leurs contrats sont des supermarchés de l'épargne, avec des centaines (voire des milliers) de supports disponibles.

Un autre effet de loupe provient de la multiplication des acteurs en ligne. Outre les marques connues, comme Fortuneo et Boursobank, dont l'offre est partiellement labellisée, les jeunes pousses numériques telles qu'ActiveSeed, Goodvest ou Green-Got lancent des enveloppes au contenu 100 % « responsable », sous forme de gestion le plus souvent pilotée. Notons encore l'arrivée d'associations d'épargnants comme Kaori, créée par le Secours catholique, qui diffuse une assurance-vie très engagée. Une initiative intéressante, même si l'en-cours de ces nouveaux venus demeure marginal. Et si l'on retrouve souvent les mêmes assureurs derrière ces distributeurs, en l'occurrence Generali pour les offres précitées.

Sur ce marché qui avance en ordre dispersé, l'épargnant doit impérativement dépasser le marketing bien huilé de l'offre « verte ». Bon à savoir : l'ACPR, le gendarme du marché, avait tancé les assureurs-vie fin 2022 pour leurs publicités pouvant induire en erreur les clients sur la réalité de leurs engagements. Certains experts vont même plus loin, comme l'avocat Olivier Laffitte, président de l'Observatoire du droit de la finance durable : « La plupart, pour ne pas dire la quasi-totalité, des assurances-vie écoresponsables sont loin de répondre aux attentes et aux exigences exprimées par leurs souscripteurs », dénonçait-il dans une tribune publiée mi-2023. Comme tout placement, l'assurance-vie n'échappe pas au risque d'écoblanchiment.

Voilà pourquoi il faut toujours s'en tenir à une analyse stricte de l'offre proposée. L'assurance-vie est avant tout un produit d'épargne dont la qualité dépend de sa grille de frais, de son offre financière et de ses services. N'oubliez

donc pas de relever la performance des fonds en question sur plusieurs années. Et ne faites pas l'impasse sur le fonds en euros garanti, qui reste prépondérant dans les portefeuilles. Questionnez enfin votre interlocuteur sur le contenu « durable » de ce dernier ; vous constatarez parfois qu'il ne s'y connaît pas vraiment...

Ensuite, au-delà de l'offre de fonds labellisés, n'hésitez pas à élargir le spectre de l'investissement responsable en scrutant vers le non-coté, les fonds d'infrastructure durable, l'immobilier (de plus en plus de sociétés civiles de placement immobilier sont labellisées ISR) ou les fonds croissance (celui de Generali a récemment été labellisé Finansol).

Vous pouvez également suivre la piste de la gestion clés en main, soit pour cibler une thématique – par exemple, la biodiversité –, soit pour vous en remettre à des fonds indiciels labellisés, comme ceux de Yomoni ou de Nalo. Ces solutions se retrouvent davantage chez les acteurs en ligne ? N'ayez pas d'inquiétude sur ce point : votre épargne y est garantie par un assureur de poids, même si le courtier venait à fermer ses portes. Seuls certains contrats récents sont dépourvus de fonds en euros, empêchant toute mise à l'abri de votre épargne.

Intéressez-vous enfin aux assureurs historiquement engagés dans une démarche verte, à l'instar de la Maif, même si leur offre est plus limitée. Mais n'oubliez pas qu'un fonds, ISR ou non, n'est pas synonyme de garantie en capital, des pertes étant toujours possibles. Restez donc en phase avec votre profil d'épargnant.

Et si tout cela vous paraît trop complexe, sachez que la mutuelle d'épargne Carac vous propose d'attribuer 1 % de vos versements à une association d'entraide (à choisir parmi six). En 2023, ce sont plus de 200 000 euros qui ont ainsi été récoltés. Une autre façon d'investir utile avec son assurance-vie. \*

**FRÉDÉRIC GIQUEL**

#### FONDS EN EUROS

## La boîte noire des assureurs s'entrouvre

**Quelques acteurs fournissent des efforts de transparence.**

**L**es assureurs sont tenus de publier un compte rendu annuel spécifiant la part de leurs fonds en euros investie dans des supports responsables et solidaires. Dans les faits, le silence reste souvent de mise quant aux investissements réalisés. Cependant, quelques assureurs (mutualistes) se démarquent : Suravenir (Crédit mutuel Arkéa) indique ainsi que 31 % des investissements réalisés dans son actif en euros l'ont été dans des supports « durables ». La MACSF a, de son côté, pris des engagements chiffrés selon les classes d'actifs. 85 % des en-cours de son fonds en euros sont du reste couverts par une analyse ESG. La France mutualiste indique, elle, avoir consacré, en 2023, 53 % de ses investissements en obligations à des titres verts ou sociaux. Enfin, des initiatives sont à saluer. Ce printemps, la compagnie Spirica, filiale du Crédit agricole, a lancé Objectif climat, un fonds en euros comportant « une sélection de fonds impactant la transition énergétique et écologique ». Plus concret encore : le fonds en euros de la Maif est labellisé Finansol. Mais pas de méprise : la priorité des assureurs reste de nourrir leurs actifs en euros de titres obligataires rentables. Qu'ils soient responsables ou non. **F. G.**





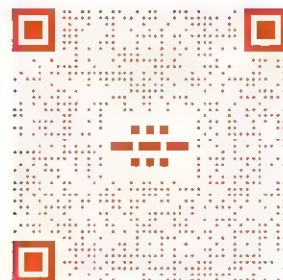
**RÉPONDEZ À CE**

**SOS**

**SOS**  
**MEDITERRANEE**

Votre don est vital  
pour sauver des vies.

[don.sosmediterranee.org](http://don.sosmediterranee.org)



## Conseils

## Quatre pistes pour l'immobilier

Plusieurs dispositifs permettent d'investir dans la pierre avec une attention portée à l'environnement et aux enjeux sociétaux.

**M**algré une conjoncture immobilière en berne, la pierre conserve un intérêt à long terme dans un patrimoine diversifié. Si vous y investissez, ce placement peut aussi avoir un impact vertueux sur la planète et la société.

### 1. Neuf : misez sur le Pinel +

A condition d'acheter un logement neuf dans une ville éligible avant le 31 décembre et de le louer sans dépasser des plafonds de loyers à des locataires sous condition de ressources, vous profiterez d'une réduction d'impôt sur le revenu. Pour la maximiser, optez non pour le Pinel « simple », mais pour le Pinel +, qui implique d'acheter dans un programme aux normes écologiques et de confort plus strictes. Concrètement, le bâtiment doit être à énergie positive et réduction carbone ou répondre à la nouvelle norme RE2020 (selon la date de dépôt du permis de construire) avec une taille minimale par typologie de logement (par exemple 28 mètres carrés pour un studio) et d'espace extérieur (3 mètres carrés minimum pour un studio). Seuls les programmes situés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV), par nature un peu plus risqués, sont exemptés de ces règles.

Si vous respectez ces conditions, « l'investissement en Pinel + vous offrira une réduction d'impôt de respectivement 12 %, 18 % ou 21 % du prix d'achat selon que le bien est loué six, neuf ou douze ans », précise Christophe Chaillat, directeur de l'ingénierie patrimoniale au CCF. Avantage supplémentaire : avec une étiquette énergétique très vertueuse, l'appartement se louera facilement et, à la fin de la période de défiscalisation, se vendra dans la fourchette haute du marché.

**A surveiller :** attention au budget car les logements neufs ont tendance à être plus grands du fait de l'obligation de mètreage minimal. Vérifiez aussi que le prix reste en adéquation avec le marché local, car « les programmes en Pinel + sont de 5 à 10 % plus cher que ceux en Pinel simple », alerte Franck Vignaud, directeur du Laboratoire de l'immobilier. De surcroît, l'économie d'impôt réalisée entre dans le plafonnement global de 10 000 euros par an.

### 2. Ancien : rénovez avec le Denormandie

Les logements au diagnostic de performance énergétique (DPE) compris entre A et B attirent les meilleurs locataires. Or ils ne représentent que 5 % du parc. A contrario, les biens énergivores (classés E, F ou G) représentent 39 % du parc et sont de plus en plus nombreux à la vente. Leur tarif est donc plus bas et surtout... négociable. En y investissant, vous pourrez donc réaliser une bonne

affaire, doublée d'une économie d'impôt grâce au dispositif Denormandie. Pour en bénéficier, il faut acheter avant le 31 décembre 2027 un logement à réhabiliter dans une commune éligible ou une copropriété en grave difficulté. Ensuite, il faut le faire rénover par une entreprise, les travaux devant représenter au moins 25 % du coût total, correspondant au prix d'achat majoré des droits de mutation et du coût de la réhabilitation. Enfin, à condition de louer le bien remis à neuf pendant respectivement six, neuf ou douze ans, la réduction d'impôt sera de 12, 18 ou 21 % du coût de l'opération (avec les mêmes contraintes que celles du Pinel).

Attention : l'avantage fiscal n'est accordé que si les travaux améliorent la performance énergétique du logement d'au moins 30 % (20 % en copropriété) ; si au moins deux types de travaux sont mis en place dans une liste précise (isolation, remplacement de chauffage...) ou si de nouvelles surfaces (balcon, garage...) sont créées. Sachez encore que l'enveloppe de travaux peut être complétée par des travaux classiques (réfection de salle de bains, peinture, etc.) pour atteindre le montant nécessaire.

**A surveiller :** toutes les villes éligibles au Denormandie ne présentent pas le même intérêt. N'investissez que dans





celles où la demande locative est forte. Et ne minimisez jamais votre budget travaux, qui a souvent tendance à être dépassé de 5 à 10 %.

### 3. Location : utilisez le Loc'Avantages

Manquant de notoriété, le dispositif Loc'Avantages est pourtant intéressant surtout le territoire. « Il impose de louer un logement au-dessous de plafonds de loyers à des ménages sous conditions de ressources », explique Pierre Brunet, fondateur du cabinet de gestion de patrimoine Alter-Invest. Pour y accéder, l'étiquette énergétique du logement – que vous venez d'acheter ou qui vous appartient déjà – doit être comprise entre A et D et il faut signer un conventionnement avec l'Agence nationale de l'habitat (Anah) pour six ans. Le bailleur choisit son niveau de conventionnement : en Loc1, la décote de loyer est de 15 % par rapport au loyer de référence, elle passe à 30 % avec Loc2 et à 45 % avec Loc3. Dans la réalité, le sacrifice financier est souvent inférieur, car les plafonds s'appliquent à la surface pondérée du logement, qui intègre une partie des surfaces annexes (balcons, caves...), et non au mètre carré.

Ensuite, « plus le loyer est bas, plus le taux de la réduction d'impôt liée à Loc'Avantages est important », précise Caroline Liby-Buffet, directrice d'Appart & Sens, agence immobilière responsable. Avantages supplémentaire : contrairement aux autres dispositifs défiscalisants, pour lesquels l'avantage fiscal est calculé sur le prix du logement, « avec Loc'Avantages, il s'applique sur le montant des revenus fonciers, la réduction d'impôt augmente donc au fil des ans, en même temps que les loyers », ajoute-t-elle. Ainsi, en Loc1, vous pourrez déduire de vos impôts 15 ou 20 % des loyers (selon que vous louez en direct ou de façon intermédiaire), en Loc2, ces taux passent à 35 et 40 % et à 65 % en Loc3 (la location en direct n'étant alors pas autorisée). En plus de ce coup de pouce fiscal, une prime d'intermédiation



locative (PIL) est parfois versée, en une seule fois au conventionnement. Elle oscille entre 1 000 et 3 000 euros, selon le mode de location, la surface du logement et la collectivité locale.

Dernier point : il existe un « conventionnement avec travaux » pour les logements en F et G. Prévu, lui aussi, pour une durée de six ans, il faut faire progresser d'au moins deux crans la performance énergétique du logement avant de le louer. Il offre aussi – en plus des avantages fiscaux cités précédemment – des subventions non négligeables pour financer la réhabilitation.

**A surveiller :** Loc'Avantages n'est pas rentable au même degré dans toutes les villes. Pour vérifier les hypothèses, l'Anah propose un simulateur en ligne. Attention : l'avantage fiscal entre aussi dans le plafonnement des niches fiscales.

### 4. Solidarité : investissez via une foncière

Si vous ne disposez pas d'un budget suffisant pour devenir propriétaire, achetez des parts de foncières solidaires pour quelques milliers d'euros. Avantage, « il n'y a aucun droit d'entrée, de sortie et pas de frais de gestion », souligne Bernard Cherlonneix,

administrateur chez Habitat et Humanisme Eure-et-Loir. Selon leurs spécialités, ces organismes à but non lucratif utilisent ensuite l'épargne collectée pour construire des logements sociaux (Habitat et Humanisme), lutter contre l'exclusion (Emmaüs Epargne Solidaire), construire des établissements médicalisés pour seniors (Entreprendre pour humaniser la dépendance), aider des jeunes agriculteurs à s'installer (Terre de liens ou Fermes en vie) ou permettre à des locataires d'accéder à la propriété (Agora pour l'habitant). Ce placement rapporte très peu, car aucun dividende n'est distribué et vous ne pourrez pas non plus réaliser de larges plus-values à la revente. En revanche, « les foncières solidaires offrent une réduction d'impôt qui correspond à 25 % de l'investissement », explique Lionel Assoun, cofondateur d'Agora pour l'habitant. Un avantage compris dans le plafonnement global des niches fiscales.

**A surveiller :** « Pour profiter de la réduction d'impôts liée aux foncières solidaires, il faut s'engager à ne pas revendre ses parts les cinq premières années de détention », précise Bernard Cherlonneix. Ce placement doit donc être réservé au long terme. \*

MARIE PELLEFIGUE

Solaire, éolien, méthane...

## Pensez aux énergies renouvelables

**Le financement participatif dédié à la transition écologique offre un rendement élevé pour très peu de défauts à ce jour.**

Le prêt participatif (*crowdlending*, en anglais), qui permet de financer directement des projets via des obligations, a marqué le pas en 2023. Il faut dire que les investisseurs ont subi des défauts et des réaménagements de dette, notamment dans l'immobilier. Cela va leur coûter à minima du rendement, voire une partie de leur capital. Pourtant, une thématique résiste : celle des énergies renouvelables, qui affiche un historique sans aucun retard de paiement, ou presque.

Concrètement, pour verdir votre épargne, vous pouvez prêter de l'argent à des entreprises spécialisées dans l'énergie solaire, l'éolien ou la méthanisation. Vous participez ainsi à la production d'énergie bas carbone tout en percevant des rendements compris entre 5,5 et 8,5 % par an. Vous pouvez même obtenir des taux bonifiés de 1 % si vous résidez à proximité du site, car les responsables cherchent à y associer les riverains. La promesse des plateformes telles Lendosphère, Lendopolis, Lumo ou Enerfip est alléchante. Et séduit de plus en plus, avec une collecte 2023 en progression de 11,5 % sur un an.

Lendopolis ne s'y est pas trompé. Acteur généraliste du financement participatif, il a décidé en 2019 de se recentrer sur le vert. « Nous pensions que ces actifs devenaient incontournables et offraient un excellent couple rendement-risque, ce qui a été prouvé avec zéro défaut de remboursement à ce jour », note Alexandre Bléry, son responsable financement. Les plateformes sont portées par l'urgence du sujet. « Nous avons deux atouts majeurs. D'une part, la transition énergétique est indispensable. D'autre part, les contrats de revente d'électricité apportent des revenus certains sur au moins dix ans », explique Laure Verhaeghe, cofondatrice et présidente de Lendosphère.

### Du biogaz aux mobilités douces

L'enjeu n'est plus tant de convaincre que de proposer suffisamment de programmes à financer. Aussi les plateformes élargissent-elles leurs horizons. « Nous restons spécialisés dans les énergies renouvelables mais en nous diversifiant sur l'ensemble de la transition écologique : le biogaz, le méthane,

la rénovation énergétique des bâtiments et même les mobilités douces », raconte Florence Schwob, porte-parole de Lumo. Elles proposent également de plus en plus de projets à l'international. « Nous avons ouvert des bureaux à Madrid, à Milan et à Amsterdam, explique Julien Hostache, fondateur d'Enerfip. Cela permet également aux épargnants de diversifier davantage leurs investissements. » En effet, la règle clé consiste à ne pas tout miser sur un seul programme, afin de limiter la casse si l'une des sociétés financées fait défaut.

Mieux vaut donc répartir le plus possible votre mise, ce qui est possible avec des tickets d'entrée allant de 50 à 100 euros. Revers de la médaille, le choix peut se révéler complexe. Il est nécessaire en effet de bien comprendre ce que vous financez : un amorçage d'activité, un besoin de trésorerie ou des équipements. La dernière option est évidemment la plus sécurisante, car l'entreprise dispose alors d'actifs à revendre en cas de problèmes.

Vous devez aussi savoir de quelles garanties vous disposez. « Nous offrons souvent un nantissement sur les actifs que nous finançons et des garanties autonomes sur la maison mère », assure Laure Verhaeghe, de Lendosphère. Dernière précaution : regardez de près qui est l'émetteur et comment est structurée son activité. Investir en direct nécessite un peu de temps ! **\* M. R.**

### Quatre plateformes à la loupe

Plateforme	Nombre d'inscrits	Montant total investi dans les énergies renouvelables	Projets financés	Rémunération moyenne servie en 2023 (depuis la création)	Défaut et retard (sur les énergies renouvelables)
Enerfip	Plus de 45 000	Plus de 480 millions d'euros	Solaire, éolien, mais aussi méthanisation et mobilité	6,96 % (5,57 %)	5 retards sur 2 émetteurs
Lendopolis	58 777	230 millions d'euros	Solaire, éolien, hydroélectrique et stockage d'électricité	6,16 % (5,84 %)	0
Lendosphère	31 597	280 millions d'euros	Solaire (2/3 des projets), éolien, méthanisation, mais aussi forêts et plantations	7,16 % (5,93 %)	0
Lumo	33 000	201 millions d'euros	Photovoltaïque, hydraulique, éolien et géothermie	7,22 % (6,5 %)	0

SOURCE : SOCIÉTÉS





## La Loupe

Le podcast **quotidien** de L'Express qui écoute  
l'information de plus près



Du lundi au vendredi, les journalistes de la rédaction  
vous aident à mieux comprendre les transformations du monde  
d'aujourd'hui et de demain.

La Loupe, c'est aussi une lettre d'information gratuite. Tous les vendredis  
à 16h30, découvrez les coulisses et le programme de la semaine à venir !



Inscrivez-vous à cette lettre d'information  
en flashant ce QR code.

La Loupe est à écouter sur : Apple Podcasts, Spotify,  
Deezer, Podcast Addict et Amazon Music

21

**POUR ESTIMER  
VOTRE LOYER,  
ON SE DÉPLACE  
SUR PLACE !**

**UNE MEILLEURE ESTIMATION,  
POUR UNE MEILLEURE LOCATION.**

**ESTIMATION OFFERTE**  
ET SANS ENGAGEMENT



**CENTURY 21®**

PARLONS DE VOUS, PARLONS BIENS